UN DRAME DE FAMILLE

MADAME LAPEYRADE

DERNIÈRE PARTIE (1)

VI

La servante voulut annoncer les visiteurs, mais Mme Lapeyrade la tira par le bras et la fit pivoter en arrière. Délibérément, la vieille dame entra chez son frère, en disant :

— Bonjour, vieux fou ! Je t'amène ton neveu qui est venu à Montalbe, pour un seul jour, et qui veut te voir, comme si tu étais quelqu'un d'intéressant...

— Joseph ? fit l'oncle en se dressant sur ses oreillers.

— Non ! Joseph est au diable. C'est Alexandre qui m'accompagne.

Mme Lapeyrade cherchait un siège. Tous étaient encombrés de papiers et de livres. La chambre ressemblait à l'arrière-boutique d'un libraire besogneux. Les jolies boiseries étaient massacrées de clous et cachées par des rayons de bois brut qui supportaient des livres. Il y avait des livres sur la cheminée, sur une table à pieds tors, sur une commode en marqueterie, sur les fauteuils couverts en velours râpé et mangé des vers. Quand l'oncle Valmont, assis dans une couchette à rideaux de perse, tendit le cou pour le baiser fraternel, des livres dégringolèrent sur la vieille verdure d'Aubusson qui couvrait, en guise de tapis, le carreau rouge.

Copyright by Marcelle Tinayre, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

— Ma *Jérusalem* ! Ma *Jérusalem* est tombée !

— La voilà ! dit Alexandre, qui ramassa une magnifique édition italienne du Tasse... Eh bien ! mon oncle, vous ne m'embrassez pas ?

— Attends un peu que je te considère, soudard ! Bien joyeux, l'œil vif et l'oreille rouge !... Ma foi, non, je ne t'embrasserai point. Tu pues le bonheur, Alexandre, et je déteste cette odeur-là.

— Ah ! mon oncle, toujours original !

— Sieds-toi tout de même, *caro mio* !

Valmont Dupouy était bien de la même race que sa sœur. Il avait les traits réguliers, l'œil bleu, la bouche grande, mince, tordue par un sourire désenchanté, le menton saillant, les joues creuses. Vivant au milieu d'un épouvantable désordre, — qu'il entretenait à plaisir, — il était net, bien rasé, bien peigné, ses beaux cheveux de soie blanche ramenés en touffe sur son grand front. Sa chemise de toile usée, mais fine et très propre, — aussi propre que les draps du lit, — disparaissait presque sous un vêtement en poult de soie brun rayé de vert, tout quadrillé de piqûres, où Mme Lapeyrade reconnut l'étoffe d'une antique courte-pointe.

En travers du lit, il y avait une planchette formant pupitre, sur laquelle l'oncle Valmont écrivait avec une grosse plume d'oie. La table de chevet mettait l'encrier à portée de sa main, parmi des flacons de pharmacie, des tasses, un chandelier de cuivre et un briquet.

Un paravent, enveloppait le chevet du lit, car Valmont Dupouy était obsédé par la crainte des courants d'air, néfastes pour une névralgie chronique qu'il prétendait avoir, et dont il tirait, — comme de ses autres maux, imaginaires ou véritables, — un immense orgueil.

— Hé ! Valmont, quelle folie te prend de garder la chambre ? dit Mme Lapeyrade, qui s'installa dans un fauteuil, après en avoir ôté cinq ou six bouquins. Tu n'es pas malade, que je sache ?

L'oncle contempla le plafond d'un air douloureux.

— Je ne suis pas malade !... C'est entendu : je ne suis pas malade... Ma santé est excellente... N'en parlons plus !... Je-ne-suis-pas-ma-la-de...

Le général eut l'imprudence de renchérir :

— Vous avez bonne mine...

— Oui... c'est ça... oui... J'ai-bon-ne-mi-ne !...

Il éclata :

— Bonne mine ! Qu'est-ce que ça prouve ?... Et ma rate hypertrophiée ?... Et ma maladie d'estomac ?... Et ma névralgie, là, tiens, là, derrière la tête ?... Et mes insomnies ?... Et...

— Si tu t'écoutais moins, dit brutalement la vieille dame, tu serais déjà guéri...

— Voilà que je m'écoute, maintenant !... Moi, le plus résigné des hommes, moi qui ne me plains jamais ! Ah ! ah !...

Il eut un petit rire sec.

— Je t'attends, Chaubille, je t'attends à la première attaque de rhumatismes !... On verra si tu sais souffrir comme moi, en stoïcien, on verra, ma sœur.

Et l'oncle commença une description de ses maux, tous extraordinaires, et mal connus des médecins. Il entrait dans les détails les moins ragoûtants, et s'y complaisait, parce qu'il parlait de lui-même, pour lui-même, la présence de sa sœur et de son neveu lui offrant une occasion de se raconter. Le général feignait d'être attentif. Mme Lapeyrade, qui ne ménageait personne, interrompit le discours philosophico-médical...

— Hé ! mon pauvre ! malade ou non, sache bien que les histoires d'apothicaire assomment tout le monde ! Si tu n'as pas autre chose à nous dire, nous prendrons congé.

— Je vois, ma sœur, que tu as le superbe égoïsme des Dupouy.

— Dupouy, toi-même ! Égoïste, ne l'es-tu pas ?

— Pardon, ma sœur ! Je suis égoïste autant que toi, mais moi, je ne m'en cache point. Mon égoïsme, après tous mes malheurs, avec tous mes maux, est une barrière que je mets entre le monde et ma personne. Je me suis retranché de la société des humains misérables et pervers, et plus ridicules encore que misérables... Isolé dans ce taudis, servi par une créature grossière, mal nourri, grelottant, — les vieilles croisées qui ne joignent pas sont terribles pour ma névralgie ! — j'attends la mort, avec indifférence... Les livres seuls me consolent. Je traduis en mauvais vers mes tristes pensées, et quand le poème est achevé...

— Vous le mettez de côté ? dit le général, qui avait aperçu des manuscrits dans un tiroir entr'ouvert de la commode.

L'oncle eut un sourire dédaigneux.

— Je le brûle, monsieur... Pour qui donc le garderais-je? Je l'ai écrit pour moi... C'est une forme de mon égoïsme.

Mme Lapeyrade déclara :

— Voilà bien du papier gâché! Enfin! si ça te divertit!

Alexandre Lapeyrade pensait qu'il y avait peut-être des beautés dans ces ouvrages de l'oncle, sacrifiés dès leur achèvement, comme les sultanes du sultan Schâriar au lendemain de la nuit d'amour. Ce singulier Valmont Dupouy, qui parlait de ses « malheurs », et qui avait mené, toujours, l'existence tranquille et cynique d'un parasite, tantôt chez un cousin, tantôt chez un neveu, et depuis quinze ans chez sa sœur, cet homme incapable d'un travail réglé, vivant sur l'argent des autres, présentait quelques traits du génie avorté. N'ayant jamais quitté sa province, il connaissait, assez bien pour les écrire avec élégance, cinq langues qu'il avait étudiées tout seul. Ses lectures lui avaient nourri l'esprit et meublé la mémoire. Qu'on lui parlât d'histoire, de géographie, de littérature et même de théologie, Valmont Dupouy savait tout. Il pouvait être le plus éloquent des hommes, et quelquefois le plus aimable, mais depuis très longtemps, il préférait être, — ou paraître, — le plus « original ». S'il y avait de l'affectation dans son cynisme et la marque d'un orgueil démesuré, — l'orgueil des mélancoliques, — il y avait aussi l'expression d'une souffrance incomprise de tous, souffrance morale dont les raisons étaient sans doute physiologiques, et qui tenait au déséquilibre du système nerveux. Valmont Dupouy était malade comme Argan, qui, pour les spectateurs, n'est jamais qu'un « imaginaire », mais c'était un Argan supérieur, dont l'extrême raffinement intellectuel exaspérait l'hypocondrie.

Il continua cette analyse minutieuse de ses sensations et de ses idées, qui était le fond de sa conversation et tendait toujours à une apologie personnelle, illustrée de paradoxes pessimistes, parfois brillants, souvent profonds. La solitude, les longs jours de silence, avaient rendu l'oncle bavard et, dès qu'il trouvait une oreille ouverte à ses plaintes, il n'arrêtait plus de gémir... Mme Lapeyrade était depuis longtemps blasée sur la fantaisie de son frère. Moins patiente que le général, elle ne dissimula pas que l'oncle l'ennuyait.

— Tu ne parles que de toi. Ah! pauvre, tu n'es pas le nombril du monde, comme disait notre père... Tiens! Tu ferais

mieux de te lever, au lieu de rester entre deux draps, ainsi qu'une femme en gésine.

— Je ne veux point me lever.

— Et pourquoi ?

— Parce qu'il faudrait me recoucher, ce soir. Se lever, se coucher, que de temps perdu ! Où serais-je mieux que dans mon lit? J'y peux manger, lire, écrire, dormir, j'y peux même mourir, sans me déranger. Tout bien considéré, ma sœur, je crois que je ne me lèverai plus, ou guère...

— Ah ! vieux fou ! vieux fou !... Va ! fais à ta guise... Mais le jour baisse. Nous devons partir. Tu n'as même pas causé avec ton neveu.

— Je n'ai rien à entendre des gens à qui tout a réussi, et rien à leur dire... Alexandre vit parmi les grands. Le succès lui a peint sur la figure ce sourire banal qui plaît aux dames et qui, à mon avis, ne l'embellit point...

— Merci, mon oncle ! dit le général en riant...

— Il est aussi égoïste que toi et moi, mais il a de la politesse et il croit avoir de beaux sentiments, ce qui ne m'intéresse pas plus que ma névralgie et mes digestions ne vous intéressent...

La chambre s'assombrissait. Mme Lapeyrade se leva.

— Adieu, Valmont. Il nous faut partir avant la nuit...

— ... Et, continua l'oncle qui semblait ne pas entendre, s'il me fallait avoir une préférence entre mes neveux, je crois que mon goût serait pour Joseph, car il est le moins hypocrite de nous tous, puisqu'il a franchement suivi sa passion.

— Alexandre, sortons d'ici ! dit brusquement Mme Lapeyrade pâlissante et dont les lèvres tremblaient.

L'oncle prit un air innocent :

— Ne te fâche pas, ma sœur. J'ai bien le droit d'aimer Joseph. Il est le seul de mes neveux qui m'écrive. J'ai reçu une lettre de lui, le 1er janvier... Il me souhaitait la bonne année et me demandait de l'argent... Ah ! ah !... Comme si j'avais de l'argent ! Je crois que ton cadet tire fortement la queue du diable !... A défaut d'écus que je n'ai point, je lui ai donné un conseil, en façon de cadeau. Je lui ai écrit : « Mon garçon, ta mère est plus riche que moi. Je t'engage donc... »

Mme Lapeyrade saisit un in-quarto qui était sur la table de

nuit, et elle regarda son frère comme si elle allait l'assommer avec le lourd volume aux ferrures ciselées.

Valmont Dupouy éclata de rire.

— Venez, ma mère! dit le général.

Il entraîna Mme Lapeyrade. Ils étaient déjà dans l'escalier, qu'ils entendaient encore le rire démoniaque de l'oncle.

VII

— Assurément, l'oncle est fou.

La berline, au chant léger des grelots, traversait la campagne obscure où des feux lointains s'allumaient.

— Il y a de ces originaux dans toutes les familles, comme du lichen sur les poiriers, dit Mme Lapeyrade dont la colère s'apaisait, bercée par les tendres paroles d'Alexandre et le roulement de la voiture.

— Oui, des parasites! Mais si l'arbre pouvait les rejeter au lieu de les nourrir de sa substance, que deviendraient-ils?

— Eh bien! ils mourraient!

— Serait-ce un malheur?

— Ah! que non point!

— Et pourquoi n'essaieraient-ils pas de vivre par eux-mêmes?

— Travailler?

— Certes...

— Ils ne sont bons à rien. Valmont, avec sa grande intelligence, n'a voulu être ni officier, ni magistrat, ni fonctionnaire, et il n'a pas su garder sa fortune.

— Dans le Nord, pays d'industrie, les bourgeois pauvres qui ne peuvent être ni officiers, ni magistrats, ni fonctionnaires, prennent des métiers.

Mme Lapeyrade parut scandalisée.

— Chez nous, cela ne se fait point. Vous ne voyez pas un Dupouy marchand de drap ou un Lapeyrade quincaillier!...

— Je le verrais fort bien ailleurs qu'à Montalbe et dans un autre temps... au vingtième siècle! dit le général en riant.

Il tâchait d'oublier le poignant souci que la dernière boutade de l'oncle avait planté, comme un clou, dans son esprit.

— Les mœurs changent avec les lois, mais plus lentement. Le Code Napoléon a commencé de transformer la famille par

la division forcée du patrimoine. Bientôt l'on restreindra le nombre des enfants et l'on expulsera les parasites trop coûteux à entretenir. Chacun vivra pour soi ou pour un petit groupe, et les Valmont Dupouy disparaîtront.

— Moi, mon fi, je garde, de l'ancien temps, cette règle : une famille doit monter et non descendre. Que l'arbre porte un peu de lichen, ce n'est pas un grand mal, pourvu qu'on ne coupe point la maîtresse branche, et qu'on n'y greffe pas un rameau de basse qualité.

Les yeux clairs brillaient, durement, dans l'ombre, au reflet des lanternes.

— Voilà pourquoi je garde ce fou de Valmont à la Chaubille, non pour lui, mais pour moi, non par amitié, car je ne l'aime ni ne l'estime, mais parce qu'il est mon frère et parce que ses extravagances ne nous déshonorent point. Valmont courtise la servante. Je le sais. Cela me dégoûte, mais ses vices mourront avec lui, tandis que s'il menait la Catissou à la mairie et à l'église, toute la famille sentirait l'injure et souffrirait le dommage d'une alliance ignominieuse !... Dans ce cas, je le mettrais dehors comme un chien. C'est ainsi qu'une famille se défend. Tels sont mes principes, mon fi, et les vôtres... du moins je veux le croire.

Le général savait que la discussion était impossible avec une personne autoritaire comme Mme Lapeyrade, qui ramenait toujours les idées générales à son cas particulier et n'admettait pas la contradiction. Elle représentait une époque, une province, nettement déterminées, sans ouverture sur le reste du monde et sur le temps à venir. Ses idées, ses préjugés, son orgueil, sa défiance, son avarice et sa générosité, sa tendresse maternelle et sa rancune vindicative, tout cela formait un bloc, et sous les contradictions apparentes, il y avait un lien logique. Le même principe qui avait conduit Mme Lapeyrade à payer les dettes de Joseph et à entretenir Valmont Dupouy, justifiait aussi l'excommunication majeure prononcée contre le mari de Désirée Marcereau. Joseph aurait peut-être des enfants de sa maîtresse légitimée. Ses vices ne mourraient donc pas avec lui, et la famille resterait tachée par de vils cousinages !

— Je suis de votre avis, ma mère, dit Alexandre.

Et il conclut, finement :

— Ma conduite le prouve... Si mes projets, grâce à vous,

se réalisent, vos petits-enfants iront plus haut qu'aucun Lapeyrade n'est monté.

Mme Lapeyrade se rencoigna au fond de la berline et s'enveloppa plus étroitement de son châle.

Un peu avant le souper, le général, seul dans sa chambre, s'habillait en proférant d'affreux jurons.

« Que s'est-il passé?.. Pourquoi Joseph s'est-il adressé à l'oncle?.. Ah! nom de...! J'avais comme un pressentiment, aujourd'hui... Pourvu qu'il n'y ait pas, là-dessous, quelque sale histoire!.. Ma mère n'en dit rien, mais elle est inquiète, comme moi... Ah! sacré... Ah! diable!.. Ah!.. »

Il marchait de long en large et frappait du pied, tout en boutonnant son gilet jaune.

Deux chandelles posées sur la cheminée agitaient leurs petites flammes fumeuses. Pas de feu dans le foyer.

« Ah! la province! La chère y est parfaite, et le coucher moelleux, mais on s'éclaire à la chandelle et l'on grelotte comme au temps du bon roi Henri... Jamais je ne mettrai ma cravate! »

Il s'arrêta devant la cheminée, haussant la tête, et tâchant de se voir dans l'obscure profondeur de la glace ternie. Quand il eut roulé deux fois et noué la cravate de satin noir, il enfila une redingote en drap bleu, pincée à la taille, et dont la jupe tombait, ample, sur le pantalon gris tendu par les sous-pieds.

Le heurtoir de la porte extérieure frappa deux coups à petit intervalle, annonçant l'arrivée des convives. Alexandre Lapeyrade prit un mouchoir parfumé, lissa ses favoris, examina le vernis de ses bottes fines, et descendit l'escalier mal éclairé. Dans le vestibule, où parvenaient les aromes mariés du lièvre et du veau farci, le président Pérajoux se débarrassait de ses socques.

L'ancien magistrat avait une tête spirituelle et ridée, sur un corps frileux, enfoui dans une énorme redingote « à la propriétaire ».

— Te voilà! dit-il en serrant la main du général. C'est une joie pour ta mère et pour tes vieux amis.

— Pour moi aussi, monsieur le président.

Ensemble, ils entrèrent dans le salon de compagnie.

C'était une grande pièce à quatre fenêtres, boisée et peinte en gris, meublée de solennels fauteuils jaunes. Des rideaux blancs, bordés d'un galon vert, s'évasaient sous de lourdes

galeries dorées. Près d'un guéridon qui supportait une lampe carcel, Mme Lapeyrade était assise dans un fauteuil. L'abbé Sartis se chauffait en tournant le dos à la cheminée.

A la vue d'Alexandre, son masque d'empereur débonnaire, au menton débordant, au grand nez romain, s'épanouit.

— Hé! adieu, Alexandre! dit-il avec un fort accent périgourdin. Que te voilà beau et de bonne mine, et toujours si jeune, comme ton grand-père Dupouy, qui mourut octogénaire sans avoir jamais été vieux!

— Vous me flattez, l'abbé... Il a neigé sur mes tempes : voyez plutôt...

— Un œil de poudre, moins que rien... Cela signifie seulement que la saison de la sagesse est venue et qu'il convient de prendre femme. N'est-ce pas, président?

— Qu'en pense madame? demanda le magistrat, en se tournant vers Mme Lapeyrade.

— Je suis de l'avis du curé, répondit la vieille dame, mais Alexandre se passera bien de nos conseils...

Elle se leva, car la Mion, qu'elle n'avait pu corriger de ses façons rustiques, annonçait, du seuil du salon, que « la soupe était sur la table ». Précédant ses hôtes dans la salle à manger, Mme Lapeyrade jeta le coup d'œil de la maîtresse sur l'ordonnance du couvert, et satisfaite, désigna leurs places aux convives : l'abbé à sa droite, le président à la gauche, Alexandre en face d'elle. Deux flambeaux à trois bougies éclairaient la porcelaine filetée d'or et la vieille argenterie de famille qu'un Lapeyrade avait enterrée dans sa cave, pendant la Révolution, pour l'exhumer sous le Consulat. L'arome du potage, la vue des bouteilles, firent s'enflammer de plaisir la face impériale de l'abbé, le minois de belette du magistrat. Alexandre Lapeyrade considérait ces vieux commensaux de la maison, ces figures qui étaient, comme sa mère et son oncle, des types caractéristiques de la province, ces gens nullement curieux des nouveautés, attachés à leurs vieilles idées, à leurs vieilles coutumes, à leurs vieilles affections, moins par fidélité du cœur que par indolence d'esprit. Chacun nourrissait une marotte qui, avec l'âge, devenait une passion. L'abbé collectionnait des livres d'hagiographie; le président recherchait des minéraux et surtout des coquillages fossiles. Ils étaient tous deux économes de leur bien, l'abbé dans l'intérêt des pauvres, le président par une

crainte maladive des révolutions, et tous deux, aussi, étaient gourmands avec la naïveté des écoliers qui regardent les bonnes choses comme l'innocente récompense d'une bonne conduite. Leurs manies, leurs chères manies, occupant les loisirs de leur retraite, les sauvaient des tentations fréquentes chez les vieillards désœuvrés et préservaient la pureté de leurs mœurs. L'âge leur rendait quelque chose de l'ingénuité des enfants, avec de la bonhomie et de la malice, et ils semblaient avoir oublié les drames du prétoire et les secrets du confessionnal.

Après les folies de l'oncle, ces calmes visages, cette conversation modérée, furent bienfaisants pour le général. Ses nerfs se détendirent. Il voulut être aimable et gai. Il le fut. Il taquina ses vieux amis, l'un sur ses bouquins et l'autre sur ses cailloux, et par ce détour, à travers les lointains souvenirs évoqués, il retrouva l'image qu'il voulait fuir, l'image obsédante de son frère.

Pour écarter cette hantise, il parla beaucoup de l'Algérie qui semblait alors si lointaine, l'Algérie sauvage, aux villes blanches, aux sables dorés, terre inconnue lentement conquise. Le caractère de l'officier, une bravoure gaie, amoureuse du risque, perçait involontairement dans ces récits, et l'on entrevoyait sous l'homme élégant, trop habile, trop bien rompu peut-être aux intrigues de Paris, l'autre Alexandre Lapeyrade, celui qui s'était battu si hardiment en Afrique que le Duc d'Orléans l'avait embrassé devant tout son état-major. Alors les trois vieillards oublièrent de savourer le lièvre à la royale, et le bordeaux couleur de rubis. Ils écoutèrent la voix chaude d'Alexandre, ils admirèrent sa figure virile où la jeunesse s'attardait, malgré la quarantaine, dans la douceur du regard bleu. Quand on retourna au salon, pour prendre le café, avant le whist, la conversation dévia sur la vie parisienne, particulièrement sur la cour et sur la famille royale. Alexandre enchanta ses amis de Montalbe en leur dépeignant les mœurs bourgeoises des princes, les vertus de Marie-Amélie, les soirées patriarcales de Neuilly, la Reine et les princesses assises autour d'une table ronde et travaillant à quelque ouvrage manuel. Le curé voulut savoir s'il était bien vrai que Louis-Philippe avait toujours un couteau dans sa poche, comme un ouvrier. Et l'on en vint à parler de la situation politique,

si trouble, si inquiétante. M. Pérajoux craignait pour la monarchie constitutionnelle, menacée de deux côtés, par les légitimistes et par les républicains. Il redoutait que la révolution de Juillet n'eût suscité des espérances dans le populaire, qu'aucun régime ne pourrait réaliser et qui, déçues, provoqueraient sans doute d'autres révolutions. Le curé Sartis déplora l'erreur de M. de Lamennais, génie égaré par l'orgueil. Les noms de M. Victor Hugo et de M. de Lamartine furent prononcés Le général contenta toutes les curiosités. Passant de la politique à la religion, et de la finance à la littérature, citant des vers après avoir cité des chiffres, il était comme un vivant miracle dans le triste, froid, ennuyeux salon où, lors de réunions très rares, Mme Lapeyrade et ses hôtes ne savaient que répéter des histoires cent fois redites.

Enfoncée dans sa bergère, la vieille dame ne quittait pas des yeux son fils. Elle goûtait silencieusement la plus ardente jouissance de la femme vieillie, l'orgueil maternel, le seul sentiment passionné qu'elle fût capable de ressentir, parce qu'il était l'expression la plus haute de son besoin de domination. La tendresse instinctive y entrait pour une très petite part. Avec l'âge, la voix de la chair et du sang s'était affaiblie chez la septuagénaire. Cœur desséché, entrailles stériles, Mme Lapeyrade, n'ayant pas connu le renouveau de maternité qu'apportent les petits-enfants, ne vivait plus que par le cerveau. Elle n'aimait qu'elle-même en Alexandre. Si Joseph représentait pour elle la faillite d'un espoir, Alexandre était la revanche personnelle de Mme Lapeyrade sur la destinée. Aussi, ramenant à elle toute la gloire du fils préféré, elle était plus sensible aux ressemblances qu'aux différences essentielles de leurs tempéraments. Ce soir-là, après la visite à la Chaubille et l'espèce d'appréhension confuse qu'elle avait éprouvée, comme Alexandre, elle subissait physiquement le prestige du général. Elle retrouvait, dans une secrète ivresse d'orgueil, la sensation de sa force propre et comme une sécurité intérieure devant une menace informulée. Aucun de ces sentiments ne se manifestait au dehors. Ni le curé, ni le président, ne soupçonnaient ce qu'Alexandre, doué d'une faculté d'intuition quasi féminine, perçut très bien : le bouillonnement d'une pensée en travail derrière le calme front et les yeux froids de Mme Lapeyrade.

A neuf heures, le whist commença, sous la clarté des bougies coiffées d'abat-jour verts. A dix heures, la partie s'achevait. Mion, toute balourde de sommeil, servit le tilleul parfumé à la fleur d'orange, et les invités se récrièrent sur l'heure tardive. Le tilleul bu, les bonsoirs échangés, le curé Sartis et le président Pérajoux prirent leurs manteaux, leurs socques et leurs lanternes, et le général les reconduisit jusqu'à la porte de la rue. En rentrant au salon, il vit sa mère, les bras posés sur les appuis du fauteuil, la tête un peu penchée, les yeux fixés vers les braises qui rougeoyaient encore dans le foyer. Obéissant à une habitude d'enfance, il souffla les bougies de la table à jeu, et la lampe éclaira seule le grand salon mélancolique qui, de minute en minute, se refroidissait. Et comme le général restait debout, attendant le bon plaisir de la vieille dame, celle-ci, sans le regarder, lui fit signe de s'asseoir en face d'elle.

— Maman, n'êtes-vous pas bien lasse? Ne voulez-vous pas vous coucher?

Elle fit « non », de la tête, et il n'osa plus rien dire.

Bientôt, la Mion apporta une bassinoire en cuivre rouge qu'elle remplit de charbons ardents.

— C'est pour votre lit, monsieur Alexandre. J'aurais dû vous mettre le « moine », mais il n'y en a qu'un dans la maison, et il est chez Madame... Ah! Madame devrait monter maintenant! Elle serait mieux dans son lit bien chaud qu'ici, dans un fauteuil...

— Tout à l'heure, dit Mme Lapeyrade.

— Mais, madame!...

— Laisse-nous...

— Je conduirai ma mère à sa chambre. Va te reposer, ma Mion, fit le général doucement. Le dîner était merveilleux. Tu peux en être fière... Va! ma bonne. Et réveille-moi demain à sept heures...

— Oui, monsieur Alexandre... Je m'en vas. Ne faites pas veiller madame! C'est qu'il est tout prêt d'onze heures!... Bonne nuit, madame et monsieur!

Seule avec son fils, Mme Lapeyrade parut sortir d'un songe profond.

— Alexandre, dit-elle, j'ai réfléchi. J'ai envisagé tous les événements probables... Peut-être voyez-vous plus clair que

moi dans l'avenir. Je vous fais confiance, mon fi, et je suis disposée à vous donner la Chaubille...

VIII

Le lendemain, contre-ordre fut envoyé à la poste par le général Lapeyrade, qui retardait son départ d'une journée. On pensa, dans Montalbe, qu'il avait voulu régler quelque affaire, car il fit une longue visite au notaire Patoiseau. D'autre part, il sembla désireux de prendre contact avec ses concitoyens qu'il fuyait la veille pour n'en être pas importuné. On le vit, dans la Grand Rue, saluant les dames et n'évitant plus les poignées de main, tel un candidat à la députation qui soigne sa popularité. Il rendit aussi quelques visites à des amis de ses parents, moins familiers que Sartis et Pérajoux, mais plus importants par leurs attaches et par leur fortune. Le jour suivant, vers cinq heures, on le vit encore traverser Montalbe, en compagnie du président et du curé, suivi par le jardinier Francilhou, qui portait une lourde valise, et l'on sut qu'il partait tout à l'heure, en berline, pour Bordeaux.

Le temps avait changé. Une pluie froide détrempait le sol. Entre les maisons, dans les rues parallèles à la colline, les fragments du vaste paysage, si profond, si lointain, n'étaient que des grisailles sans contours. Avec la nuit, la marée du brouillard submergeait la petite ville et battait l'îlot désert du donjon. Des lampes s'allumaient comme des phares.

Dans la cour de la poste, la berline attendait le général.

Parmi les odeurs d'écurie et les mouvements des chevaux qu'on attelait, à la lueur des lanternes, les trois amis échangèrent leurs adieux.

— Tu reviendras bientôt, c'est promis, dit le président. Ce pays-ci a besoin de toi. Ton passage a réveillé nos concitoyens de leur béate somnolence. Ta gloire, Alexandre, émeut les jeunes gens. Ils te regardent avec envie. Plus d'un rêve déjà de t'imiter. Les filles soupirent et les mères tremblent... On déplore de n'avoir pu t'approcher.

Le style emphatique du vieux magistrat agaçait un peu l'abbé.

— Bah ! fit-il, la province est badaude. Alexandre sait à quoi s'en tenir. L'admiration des Montalbains ne le touche guère... Mais le président dit vrai, cher ami : notre province a besoin

que des hommes éclairés, des hommes d'ordre, dirigent l'opinion toujours incertaine... Si jamais tu quittais l'armée, tu aurais un grand rôle à jouer ici.

Il ajouta, d'un ton confidentiel :

— Et si tu te décidais au mariage, tu trouverais ici des filles de bonne famille toutes disposées à devenir Mme Lapeyrade jeune.

— J'y penserai...

Alexandre serra les mains des deux vieillards, et s'installa dans la berline.

— Temps de chien, mon général, dit le maître de poste qui fermait la portière. Si le vent tourne cette nuit, et si le ciel se découvre, gare au verglas... Hé! postillon, retiens tes chevaux... Place!... place!...

Le cheval de flèche, qui s'ébrouait, recula. Il y eut une grande confusion dans l'attelage, et tout à coup une masse énorme obstrua la porte charretière, frôlant la berline qu'elle faillit culbuter, parmi les clameurs et les imprécations.

C'était la diligence de Périgueux qui arrivait, bruyante et crottée.

Le maître de poste apostropha violemment le conducteur.

— Imbécile! Tu as manqué d'accrocher la voiture du général Lapeyrade!.. Mille pardons, mon général... Oui, la route est libre... Allons, fouette, postillon!

La berline s'ébranla.

— Au revoir, mes amis, au revoir!

— Au revoir, Alexandre!

Le président et l'abbé faisaient encore des signes d'adieu que la berline était déjà loin. Cependant, le maître de poste grondait toujours, le conducteur de la diligence protestait, les garçons d'écurie se hâtaient de changer les chevaux, et les voyageurs qui ne s'arrêtaient pas à Montalbe avançaient, hors de la rotonde et du coupé, leurs têtes curieuses.

« C'était le général Lapeyrade... Vous avez vu le général Lapeyrade ?... »

De l'intérieur, lentement, descendirent un gros homme à figure de maquignon, une vieille femme chargée d'un cabas, puis, après un intervalle, et lorsque la petite rumeur de l'incident se fut apaisée, un voyageur coiffé d'une casquette, vêtu d'un manteau à collet, qui s'en alla, par le chemin des Remparts, dans la nuit noire.

IX

Mme Lapeyrade soupait, à six heures, d'un potage et d'une compote. Jusqu'à sept heures et demie, elle se chauffait au feu de la salle à manger, et la Mion tricotait près d'elle, tandis que, dans la chambre glaciale du premier étage, le « moine » tiédissait le lit, sous l'amas des édredons. Dès que la demie avait sonné, madame se levait. La Mion roulait son tricot, allumait une chandelle, et précédait sa maîtresse dans l'escalier pour éclairer les marches. Le coucher de la vieille dame s'accomplissait avec un cérémonial immuable, comme le lever du matin.

D'abord, la Mion fermait les volets, tirait les rideaux, enlevait du lit la cassolette du « moine », pleine de charbons ardents et de cendre chaude, isolée des draps par une armature qui bombait sous la courtepointe. Elle plaçait la veilleuse allumée sur la table de nuit, avec un verre d'eau sucrée, une *Journée du chrétien*, et la montre de madame, accrochée au bec d'un aigle en bronze doré. Le moindre changement à ces rites agitait les nerfs de madame Lapeyrade et compromettait son repos, mais il ne bouleversait pas moins l'équilibre moral de la Mion, car, dans une longue vie commune, la servante avait épousé toutes les manies, sinon tous les sentiments de sa maîtresse. Enfin la Mion préparait une infusion de « quatre fleurs » que madame exigeait toute bouillante encore et qu'elle buvait étant couchée, puis elle tirait le rideau et c'était la fin de la cérémonie.

Cependant, le soir du départ d'Alexandre, Mme Lapeyrade n'était pas comme à l'ordinaire. Elle, qui aimait tant commander qu'elle répétait, sans nécessité, chaque soir, les mêmes ordres : — « L'eau sucrée, Mion ! La veilleuse !.. Mon livre !.. La montre à son crochet !.. » — rien que pour la jouissance d'être obéie, elle ne soufflait mot, tout en déboutonnant sa robe, mais elle faisait deux ou trois pas, s'arrêtait, jetait un soupir ; et du contentement qu'elle avait eu, il ne lui restait — chose étrange ! — qu'un pli entre les sourcils, ses terribles sourcils minces, nets et droits comme deux barres.

« Qu'est-ce qui la tourmente ? » se disait la Mion.

Et tout haut :

— Madame veut que je l'aide?

— Non.

— Madame ne se sent pas bien?

— Au lieu de bavarder, va donc quérir ma tisane.

En bas, le feu du foyer n'était pas mort. La Mion lui jeta un peu de bois sec et posa la bouilloire sur le trépied. Elle guettait le frémissement de l'eau, lorsqu'un coup frappé à la croisée lui fit retourner la tête. N'y avait-il pas un homme, derrière les carreaux enfumés? La froide peur tordit l'estomac de la vieille bonne. Elle se rappela les histoires épouvantables qu'on racontait, dans sa jeunesse, dans ce temps qui suivit la Révolution, où les chauffeurs terrorisaient les provinces. La maison était isolée, habitée seulement par deux femmes. Le jardinier logeait très loin. Il y a de bien mauvaises gens dans le monde, et si l'espoir de trouver un magot chez Mme Lapeyrade... Mais non, point de véritable danger! Les portes avaient de puissants verrous, et il suffirait d'ouvrir une fenêtre au premier étage et de crier au secours, pour faire accourir les Patoiseau. La Mion se rassura. Elle crut à une farce de gamins.

— Ces *drolles!* Ils ont tapé dans mes carreaux pour m'apprendre à fermer les volets de la cuisine!

Se moquant de sa frayeur, elle s'approcha de la croisée défendue au dehors par des barreaux, et au dedans par des volets qu'on rabattait dès la nuit close. A ce moment, une forme bougea dans les ténèbres, et la figure qui avait tant effrayé la Mion se montra, pauvrement éclairée par les reflets de la chandelle et du feu : une tête pâle, bouffie, aux favoris bruns, plus lamentable que terrifiante, avec des yeux luisants de fièvre et ce regard de la bête forcée qui cherche un coin tranquille pour y mourir.

— Ah! Sainte Vierge! Monsieur Jos...

L'homme leva le doigt pour imposer silence, et le cri s'étouffa dans la gorge de la Mion. Transie d'angoisse, elle lança un coup d'œil du côté du vestibule, comme si elle redoutait la brusque survenue de Mme Lapeyrade, et il fallut un second appel du dehors, pour qu'elle osât entrebâiller la croisée.

Joseph Lapeyrade se tenait collé contre le mur, presque invisible.

La Mion chuchota :

— Monsieur Joseph !

— Tu es seule, ma Mion ?

— Oui. Madame se couche.

— Je le savais... Ouvre-moi.

— Mais...

— Ouvre-moi vite !

— Ah ! mon pauvre ! *Elle* m'a défendu de vous laisser jamais entrer, et elle a l'oreille fine ! Si je tire les verrous, elle entendra le bruit, et elle prendra une colère à mourir...

— J'agonise de fatigue. Je n'ai ni mangé ni dormi depuis hier. Et j'ai la fièvre !... Tu ne me laisseras pas dans la rue, comme un chien, toi, ma Mion !

— Je ne peux pas...

— Tu m'aimais tant, quand j'étais petit. Maintenant, tu es contre moi, comme les autres !... Aussi dure que ma mère !... Méchante !... méchante !...

La Mion, d'une voix grosse de larmes, protesta :

— Je vous aime toujours, mon pauvre ! J'ai le cœur fendu de vous voir comme ça... Mais je ne suis pas la maîtresse.

— C'est pourtant ici ma maison, ma maison où je suis né, pour mon malheur... Ah ! tu m'ouvriras, Mion !

La bonne femme s'effraya :

— Chut !.. chut !

— Ouvre, ou je crie.

— Et pourquoi donc ? Que voulez-vous à madame ?

— Je veux manger, et puis je veux dormir. Il y a une chambre dans le grenier où l'on ne va jamais. Je me reposerai là, et puis...

— Vous partirez ?

— Demain, je verrai ma mère.

— Alors, elle me chassera et vous aussi. C'est une tête de fer, vous le savez bien !

— Elle m'entendra d'abord. Il faut absolument que je lui parle.

— Jamais !

— Eh bien, je me tuerai cette nuit. Tu me trouveras demain, devant la porte.

La Mion joignit les mains.

— Ne dites pas ça !

— Je le dis et je le ferai.

— Mon Dieu !...

Sa volonté fléchissait déjà devant la menace. Elle murmura :

— Je dois porter la tisane à madame. Je lui conterai que je n'ai point poussé les verrous, afin qu'elle ne s'étonne pas du bruit, et ainsi, je vous ferai entrer... Ah ! Sainte Vierge ! Elle sonne...

Le tintement de la clochette retentit, tellement impérieux, que la Mion répondit, comme si Mme Lapeyrade était tout près :

— Oui... oui... J'arrive, madame.

Joseph Lapeyrade, balbutiait :

— Je n'ai plus de force...

La Mion versa de l'eau-de-vie dans un verre qu'elle passa, entre les barreaux, à l'homme défaillant.

— Tenez, ça vous réchauffera... Et patience ! Je reviens.

Au bout du fil de fer, la clochette secouée continuait sa danse folle. Ce vacarme affola Mion. Elle faillit renverser la tisane et le plateau.

La nuit avait absorbé Joseph Lapeyrade.

De toute la force de ses vieilles jambes, la servante grimpa l'escalier. Mme Lapeyrade n'était pas encore au lit. Elle avait enlevé sa coiffure, remplacée par le bonnet de nuit à passe tuyautée. Sa robe, déboutonnée, lui glissait des épaules.

— Ah ! te voilà ! J'allais descendre...

— Descendre ? Pour attraper la mort !...

— Qu'est-ce que tu faisais ?

— Le feu ne voulait pas brûler et l'eau ne voulait pas bouillir... Enfin, la voilà tout de même, cette tisane. Elle est au goût de madame, bien sucrée et surtout bien chaude.

— Je la prendrai quand je serai au lit. Attends !... Où vas-tu ?

— Je...

— Qu'est-ce qui te presse ?

— Rien.

— Tu sembles une fille qui soupire pour rejoindre son galant.

— C'est que... la porte sur la rue n'est pas fermée.

— Comment ?

— Pas fermée aux grands verrous.

— Eh bien ! tu la fermeras dans un moment... Défais mes chaussures !... Donne-moi mes pantoufles... Tu as peur, sotte bête ? De qui ?... De quoi ?... Du loup-garou peut-être, ou de la chasse volante ?

— Ma foi, je n'en sais rien, mais j'ai peur, dit la Mion qui perdait son courage sous le regard affilé des yeux clairs.

Elle craignit que Mme Lapeyrade n'eût entendu quelque bruit suspect.

— Tu grelottes, dit la vieille dame... Va donc fermer la porte. Je n'ai plus besoin de toi. Et couche-toi vite. Tu as une figure de déterrée.

— Bonne nuit, madame.

— Bonne nuit.

Les verrous, longs d'un pied, jouèrent dans leur gaine de fer, et l'homme qui était dehors, se glissa dans le vestibule avec une bouffée de brume et de nuit. A travers le plafond, Mme Lapeyrade dut ouïr le double choc des verrous brusquement repoussés. Saisissant Joseph par le bras, la Mion le dirigea vers la cuisine dont elle avait clos les volets intérieurs. Il chancelait, comme ivre de ce peu d'alcool qu'il avait bu. Soudain, il prit la Mion par les épaules et se laissa tomber contre elle.

La flamme de la bougie, qu'irritait un filet d'air, s'étala, s'élança, se rétrécit, et sur les murs et jusque sur la voûte, de grands fantômes noirs répétèrent les attitudes de Joseph et de la Mion. Ni lui, ni elle, ne parlaient. Inondée de larmes, la servante pressait contre sa poitrine l'homme qu'elle avait bercé tout enfant. Dans cet embrassement tragique, qui faisait tressaillir en son cœur toute une maternité obscure, elle sentit, plus qu'elle ne l'entendit, le sanglot aride du malheureux. Alors, elle ne pensa plus qu'à la souffrance physique endurée par le fils de ses maîtres. Quoi? il avait faim, lui, Joseph Lapeyrade, il avait faim, il mendiait sa nourriture et son coucher, comme un gueux à besace qui se tient au seuil des maisons, épouvanté par les chiens! Cette image révoltante obsédait la Mion. Elle ne put la tolérer... Servir! servir! cela primait tout. Elle se dégagea de l'étreinte, fit asseoir Joseph au coin du feu, traîna une table près de lui, chercha, dans le buffet, les restes du repas de la veille : une tranche de pâté, une cuisse de chapon, des fruits, du fromage, du vin. Joseph voulait parler... Pas maintenant! Qu'il mange, qu'il se chauffe, d'abord!.. Comme un petit garçon grondé, il obéit et se mit à dévorer goulûment, avec un plaisir animal plus atroce à voir que sa détresse.

Que lui était-il arrivé ? La Mion, pauvre paysanne, ne connaissait guère le monde. Elle n'avait jamais rien compris aux aventures de Joseph, mais elle savait, — ce qu'ignoraient les gens de Montalbe, — que le cadet des Lapeyrade avait tâté de la prison pour dettes et que madame s'était saignée à blanc pour le sauver... Et puis il avait fait ce mariage !... Un grand malheur pour la famille, mais après tout, Joseph avait une maison, un état... Employé du Gouvernement, c'est un beau métier, qui refait l'honneur d'un homme et lui assure le pain de ses vieux jours... Que se passait-il donc ?... La mauvaise femme était-elle morte, ou partie avec un galant ? Joseph avait dit : « Je me tuerai ». Et s'il avait tué quelqu'un, par droit de vengeance ? Quand on a épousé une gourgandine, on est trompé, c'est inévitable. Mme Lapeyrade le disait crûment : « Joseph sera... » Et cette idée la faisait rire, tant elle détestait son fils !

Et lui qui arrivait ainsi, pour la voir !... Certes, il ne la verrait pas... La Mion le ferait partir, dès l'aube, après qu'il aurait dormi...

Quel trouble dans cette faible tête ! La Mion sent la catastrophe, quelque chose d'épouvantable, qui est entré, avec Joseph, dans la maison... Jamais ses pensées n'ont couru si vite, comme l'eau de la Dronne sur les cailloux, après un orage... Elles filent, filent, tourbillonnent, ces pensées ! Mais la Mion se tait par crainte et aussi par respect de l'incompréhensible douleur. Son âme rustique a foi dans la vertu de la viande et du vin qui fortifient les désespérés. « Pleure, mon pauvre ! mais d'abord, mange. Le pire mal, c'est encore la faim. »

Il mange, tête baissée. D'où vient-il ? Ses habits sont mouillés ; ses bottes gardent la trace d'une boue blanchâtre qui est bien de Montalbe. S'il est arrivé, à six heures, par la diligence, il n'a pas dû traverser la ville. Il a pris le chemin des Remparts, glissant, dangereux la nuit, et il a rôdé en attendant l'heure où il savait trouver la Mion seule dans la cuisine...

— Pauvre !... Pauvre !

Ce mot, répété, avec le plaintif accent patois (*Paoubre !... Paoubre*), exprime l'infinie compassion de la servante. Joseph ne répond pas. Il mange. Comme il paraît vieux, bien plus vieux que son frère aîné ! Un poil brun salit ses joues molles, tombantes. Ses yeux saillants, qui furent beaux, ont des poches

boursouflées sous la paupière inférieure. Le col de la chemise est froissé...

Repu, Joseph écarte de lui son assiette. Il appuie son front sur ses mains, ses brûlantes mains aux veines gonflées. Farouchement, il regarde on ne sait quoi d'invisible.

— Vous êtes mieux, mon fi ?

Le même mot que Mme Lapeyrade disait à son cher Alexandre, la Mion le répète, avec la même inflexion de voix, pour consoler la peine de Joseph. Il s'attendrit :

— Bonne Mion, tu m'as toujours aimé, tu me sauves...

— De quoi, mon fi ?

Il se lève, encore titubant.

— Alexandre est-il resté longtemps à Montalbe?

— Vous savez...

— Je l'ai aperçu, à la poste, dans sa berline. Monsieur voyage comme un seigneur... N'empêche que la diligence a failli l'écraser... Oh ! rassure-toi... Il a été quitte pour la peur...

— Vous lui avez parlé ?

— Non, je ne l'ai pas troublé dans sa gloire...

— Il aurait été content de vous voir.

— Content ?

Un rire affreux fait grimacer le visage blême et bouffi.

— C'est votre frère, après tout !

— Comme ma mère est ma mère.

— Il vous a fait du bien.

— Il m'a jeté un os à ronger, pour que je reste à la niche.

— C'est mal de parler comme ça...

— Peut-être...

Joseph change de visage. Une sorte de bonté craintive adoucit ses yeux.

— Le malheur rend injuste... Tu dis vrai, mon frère m'a aidé... Mais aujourd'hui, il me verrait crever avec plaisir...

— Oh !

— S'il savait !

— Quoi ?

— Et il aurait raison...

— Qu'est-ce qu'il ne sait pas, dites, et qui vous tourmente?

— Mène-moi là-haut... Demain, je feindrai d'être arrivé en ton absence... Tu auras laissé la porte ouverte... Tu ne seras aucunement mêlée à cette affaire... Ayant dormi, je pourrai

mieux m'expliquer avec ma mère, mais à présent, je n'ai plus qu'un besoin : dormir... dormir...

Il dit « dormir », comme il disait « manger ».

— C'est qu'il faut passer devant la chambre de madame...

— Nous ne ferons point de bruit... Ah ! m'étendre... dormir... Je suis si las !...

Ils se regardent, muets, retenant leur souffle, comme s'ils pouvaient percevoir la respiration de la vieille dame allongée sous ses blancs rideaux...

Rien. Pas un soupir, pas un craquement de meuble. Si profond est le nocturne silence, qu'ils croient entendre la chandelle brûler. La Mion va dans le vestibule. Elle écoute... Rien !... Elle monte jusqu'à la porte de Mme Lapeyrade, écoute encore... Rien !

Tendant la chandelle à bout de bras par dessus la rampe, dans le vide sonore de l'escalier, elle fait un signe à Joseph. Il monte à son tour. Une marche. Deux marches... Qui a remué ?... Personne...

Il monte, porté par sa fièvre, d'un pas de cauchemar.. Il rejoint la Mion. A ce palier finit l'escalier de pierre. Celui qui mène au second étage s'amorce plus loin. Il faut suivre le couloir en sa longueur, passer devant *sa* chambre...

La Mion tient la main de Joseph. Elle l'entraîne.

Mais une porte s'entr'ouvre. Mme Lapeyrade, en robe de nuit, avance la tête et demande :

— Qui est là ?

X

Quand il eut achevé sa confession, Joseph Lapeyrade crut que sa mère était morte.

Il n'osa lever les yeux, tant il redoutait de la voir, affaissée dans son fauteuil, avec le rictus de l'agonie figé sur son masque terrible.

Un instant, il crut entendre, derrière la porte, les sanglots de la Mion, et il se sentit moins seul, mais c'était une illusion de l'ouïe, c'était la grondante rumeur du sang battant les tempes douloureuses.

La clarté de la lampe faisait un cercle sur le tapis. Joseph regardait les palmettes jaunes. Enfant, il y découvrait une

figure diabolique, qui l'attirait et l'effrayait. Il cherchait encore cette figure, et il ne savait plus la reconnaître.

Il ferma les yeux. Il vit un abîme noir traversé de fulgurations, et puis un défilé d'images : Désirée mourante à Bagnères..., le cercle du Quercy... le gros capitaine Ardevès tenant les cartes... le bureau de la poste, un soir, portes fermées, tiroirs ouverts, registres étalés, et l'inspecteur gourmé, haut sur cravate, la lèvre tordue par le mépris...

Une voix dit : « Voleur ! »

Était-ce l'inspecteur qui parlait?... Voleur!... Non, Joseph Lapeyrade n'avait pas voulu soustraire le bien de l'État... Il avait « emprunté » cinquante mille francs à sa caisse, mais quand on a une femme malade, et qu'on a essayé, pour l'amour d'elle, de demander aux cartes un peu de cet argent que les amis refusent; qu'au lieu de gagner on a perdu, et chaque jour davantage, que la dette a fait boule de neige, que l'on a engagé sa parole, que le créancier exige son dû, — n'est-on pas excusable?..

La voix répète : « Voleur!... »

— Ah! monsieur l'inspecteur, si vous saviez! Un malheureux, abandonné par tous les siens, n'ayant au monde qu'un seul amour... Trois jours de délai! Trouver cinquante mille francs en trois jours! Oui, j'ai une mère, j'ai un frère... M'adresser à eux?... Quelle torture!... Si vous saviez!... Si vous saviez!

« Voleur!... »

Le mot frappe comme un soufflet, — et les images se brouillent. L'inspecteur a disparu. Le capitaine a disparu. Le bureau de poste a disparu. Maintenant c'est la diligence qui étourdit Joseph de son mouvement écœurant et de son bruit de ferraille... Il rêve... Tout n'est qu'un rêve. L'entrée furtive dans la maison paternelle, le cri de la Mion, chassée par Mme Lapeyrade? Un rêve... Le suppliciant interrogatoire? Un rêve... Joseph souffre et se débat. Il fait effort pour émerger du puits où sa conscience a sombré dans les eaux noires. Il dit, intérieurement : « Assez!... Assez!... Je veux m'éveiller... » Et voilà qu'il s'éveille, mais l'abominable cauchemar et l'abominable réalité ne sont qu'un...

Il reconnut les meubles à filets de cuivre, les blancs rideaux soutenus par une flèche, le crucifix janséniste, la tremblante

irradiation de la veilleuse, et la femme en cornette de nuit, foudroyée dans le fauteuil profond.

— Voleur !

Il tressaillit, car il comprenait que c'était elle, — ce spectre — qui avait parlé. La voix dure, basse, le frappa encore, de mots pesants comme des cailloux :

— Voleur !... gredin !... sale gredin !

Et ce cri désespéré :

— Un Lapeyrade !

Il recommença son récit et sa justification.

— Ce que j'ai fait, tous mes collègues le font, plus ou moins... J'en pourrais citer... Quand un inspecteur est annoncé, un camarade avertit les bureaux... Le directeur de la poste de B... m'a souvent prêté des fonds, à charge de revanche... Mais, cette fois, l'inspecteur est arrivé chez moi, d'abord, et sans que j'aie pu soupçonner...

— Canaille !... L'argent de la caisse ! Canaille ! C'est la prison pour toi, le déshonneur pour nous, canaille !... Tu monteras dans la « galérienne ». Je te verrai passer dans la « galérienne »... Ah !... Ah !...

La vieille femme suffoquait.

Joseph se dressa...

— Ne me touche pas, voleur ! Tu ne m'es rien.

— Je suis un Lapeyrade, maman, pour notre malheur... C'est pour ça que j'ai osé venir, que je vous crie : « Au secours ! maman... »

Il tomba sur les genoux près du fauteuil, cherchant les mains qui se dérobèrent.

— Sauvez-moi !... Sauvez l'honneur du nom !.. Je vous rendrai l'argent... Sou par sou, en me privant de tout... Au pain et à l'eau, comme un forçat, toute ma vie...

— Je n'ai pas d'argent.

— Vos rentes...

— Tu veux m'envoyer à l'hôpital ?

— Mais la Chaubille !... Vous pouvez...

— Vendre ?

— Hypothéquer... Patoiseau vous trouvera bien un prêteur, discrètement...

Les yeux de Mme Lapeyrade luisaient comme des couteaux, et Joseph crut qu'elle allait se jeter sur lui.

— La Chaubille!... Ah!... Ah!... Lui aussi... Lui aussi... La Chaubille...

Il recevait au visage, sans comprendre, les éclats de ce rire de folle.

— Vendre!... Hypothéquer!... Me dépouiller!... Canaille! gredin! bandit! Tu viens trop tard. La Chaubille ne m'appartient plus. L'acte est signé...

— Vendue?

Joseph se dressa sur ses pieds.

— Mais alors, vous avez l'argent. Je suis sauvé.

Mme Lapeyrade cessa de rire. Après la crise nerveuse qui l'avait secouée, elle redevint maîtresse d'elle-même, et sans pitié.

— Je n'ai pas dit que j'avais vendu. J'ai pu donner mon bien.

— Donné?

— J'en suis maîtresse. Vous avez reçu déjà votre part.

Joseph sentit, comme avec des antennes, la vérité.

— Vous avez donné la Chaubille à mon frère?

— Je n'ai pas de comptes à vous rendre.

— J'irai trouver Alexandre, et l'on verra bien...

— Alexandre est en mission. Vous ne le joindrez pas avant plusieurs jours, et quand bien même il voudrait s'appauvrir pour vous, il ne pourrait le faire. J'y ai pourvu. Ne comptez pas sur lui.

— Ma mère, vous me condamnez à mort.

— Allons donc!

— Vous me laisserez arrêter, moi, votre fils, le frère du général Lapeyrade! Non, vous ne supporterez pas...

— Je n'ai pas d'argent pour vous. Si je me ruinais tout à fait, si je vous livrais mes dernières ressources, vous recommenceriez à jouer! Tous les sacrifices sont inutiles quand le vice tient un homme.

— J'ai joué par besoin, non par vice.

— Ça m'est égal.

— Je n'ai donc plus qu'à me tuer?

Mme Lapeyrade haussa les épaules.

— Si je me tuais... vous paieriez ma dette, ma femme aurait une pension... Et vous seriez débarrassée de moi...

Elle ne répondit rien. Joseph balbutiait:

— La solution... voilà la solution... C'est bien simple... La solution...

La mère regarda fixement le fils. Dans ce muet dialogue de leurs regards, passa comme une double interrogation.

— Eh bien! dit Joseph en essuyant, d'un revers de main, la sueur de son front... Vous l'aurez voulu.

Elle répondit froidement :

— Vous êtes trop lâche pour mourir.

— Ne m'en défiez pas!

— J'ai déjà entendu ces mêmes paroles, il y a dix ans... Et vous vivez.

— Adieu donc. Je ne resterai pas dans cette maison, pas un moment de plus.

— Vous ferez bien.

— J'irai à la Chaubille. Le métayer me donnera un lit, si l'oncle me le refuse.

— Allez où vous voudrez.

— Le délai expire demain soir.

— Tant pis.

Le malheureux se sentit perdu. Il sortit de la chambre, suivi par Mme Lapeyrade, comme par une Érinnye. Le chandelier de cuivre, posé sur le carreau, éclairait le corridor. Mme Lapeyrade le ramassa.

Joseph descendit, en se cramponnant à la rampe, sans tourner la tête. Au delà des dix premières marches, c'était la nuit.

Son pas s'éloigna dans le vestibule. Les verrous de la porte furent tirés, violemment, et le grand coup du battant de chêne, qui se refermait, ébranla toute la maison Lapeyrade.

XI

Le lendemain, des tailleurs de pierre qui avaient leur chantier près de Saint-Jean, trouvèrent le corps de Joseph, fracassé sur une dalle du cimetière. Il était sans argent. Une enquête établit que M. Lapeyrade, arrivé la veille au soir par la diligence, avait commis l'imprudence de prendre la route des Remparts. Quelque rôdeur de nuit, étranger à la ville, un de ces chemineaux qui logent dans les trous des carrières, l'avait-il assailli, dévalisé, jeté au précipice? Ou bien, dans les ténèbres épaisses, le malheureux avait-il perdu pied?

Seules, les statues funéraires de la grande église avaient entendu son cri d'agonie. Il était mort seul, sans secours matériels et spirituels.

L'abbé Sartis se chargea d'avertir la mère, mais elle était au lit, après une sorte d'attaque qui lui enlevait la parole et le mouvement. Elle se rétablit assez vite. Pourtant, on retarda de lui apprendre la mort de Joseph et, par précaution, les formalités et cérémonies des funérailles furent très simplifiées. Alexandre Lapeyrade, appelé par le télégraphe, et Valmont Dupouy conduisirent le deuil.

Dans le courant de cette année 1834, marquée par les émeutes de Lyon et de Paris, les gens de Montalbe apprirent les fiançailles de leur éminent concitoyen, le général Alexandre Lapeyrade, avec Mlle de Clairmoutiers. Le fils du tabellion périgourdin devenait comte et pair de France. Cette extraordinaire fortune laissa Mme Lapeyrade mère presque indifférente. Les gens venus pour la complimenter trouvèrent sa porte fermée, et l'on sut bientôt la décision qu'elle avait prise, de vendre sa maison et de se retirer dans un couvent.

Vendre sa maison? Avait-elle donc besoin d'argent? Bien qu'elle eût donné la Chaubille à son fils aîné, ne pouvait-elle vivre de ses rentes? Sa résolution, incompréhensible pour tout le monde, fut attribuée à un excès d' « originalité ».

Ceux qui la virent, les derniers jours qu'elle habita le logis familial, ne découvrirent en elle nulle trace de l'accident qu'elle avait eu. Elle avait recouvré l'aisance de la parole et la liberté du geste. Sa haute taille n'était pas courbée. Son visage, sous l'auvent de la capote noire, était seulement un peu plus maigre.

Le président et l'abbé racontèrent qu'elle avait beaucoup souffert, sans l'avouer, de la cruelle fin de Joseph, malgré quelques dissentiments de famille.

« Une mère est toujours une mère », disait l'abbé.

Ils n'admettaient pas qu'Alexandre consentît à la vente de la maison. A dire vrai, le général s'y était opposé, mais il avait dû céder, devant l'inexplicable et tenace volonté de la vieille dame. Tout au plus, lui permit-elle de racheter quelques meubles. Elle semblait impatiente de rompre avec le passé, — le passé qui était toute sa vie.

La veille de son départ, elle alla dans chaque pièce de la

vaste maison, appuyée au bras de la Mion qui pleurait. Elle s'arrêta un moment sur la terrasse, les yeux fixés vers les grands horizons de la Double, et elle ne prononça aucune phrase qui révélât son chagrin.

Toujours, elle avait montré, dans son caractère, une tendance à la misanthropie. La vieillesse la rendait plus dure, plus détachée. Le caractère Dupouy se marquait en elle, fortement, et même sa grande affection pour Alexandre s'était amortie. On crut qu'elle n'aimait plus rien au monde, — que l'argent.

Mais les cinquante mille francs qu'elle toucha, sa maison étant vendue à Me Patoiseau, n'enrichirent ni elle, ni ses héritiers. Personne, sauf le général Lapeyrade, ne sut qu'en se dépouillant de tout, Mme Lapeyrade avait payé la dette de Joseph, et lavé la honte que n'avait pas lavée le sang du malheureux.

Elle s'en fut, sans émotion apparente, vers le refuge qu'elle avait choisi, un très pauvre petit couvent qui recevait des dames pensionnaires. Elle y vécut, comme une religieuse, ne sortant plus, ne recevant personne, ne parlant jamais d'elle-même.

Quelquefois, le comte et la comtesse Lapeyrade venaient la voir, en allant à la Chaubille où l'oncle Valmont Dupouy achevait son existence d'égoïste, parmi ses bouquins, dans un désordre qu'Alexandre respectait. La pieuse jeune femme révérait cette belle-mère majestueuse, qui lui mettait au front un baiser glacé.

Elle mourut, en 1845, — saintement, dirent les nonnes, qui la regardaient comme une mère inconsolable.

Alexandre Lapeyrade n'eut pas d'enfants. La grosse fortune qu'il amassa, sous le Second Empire, passa tout entière à des cousins de sa femme. L'un d'eux, vers la fin du XIXe siècle, fit démolir la Chaubille et construisit sur la place une usine d'électricité.

MARCELLE TINAYRE.

LES CHEMINS DE FER EN
ALLEMAGNE OCCUPÉE
ET LA PAIX

De nombreux journaux ou articles de revues ont appris au public l'histoire de la Régie des chemins de fer des territoires occupés (Rhénanie et Ruhr), et l'ont renseigné sur ses résultats financiers et techniques. Nous voudrions surtout insister ici sur la part que cet organisme a prise dans la victoire de la Ruhr et préciser le rôle qui pouvait encore lui revenir après le succès de l'entreprise.

Pour ceux qui seraient portés à oublier les circonstances et les conditions dans lesquelles fut décidée l'action de la France et de la Belgique dans le bassin de la Ruhr, nous rappellerons, sans le moindre commentaire, un point d'histoire.

Le 5 mai 1921, l'Allemagne avait signé l'état de paiements de Londres, comportant, à dater du 1er mai 1921, une indemnité fixe annuelle de 2 milliards de marks-or, et une indemnité supplémentaire calculée d'après les exportations allemandes (qui pouvait représenter 1 milliard et demi de marks-or).

Le 14 décembre 1921, l'Allemagne déclarait qu'il lui était impossible de tenir ses engagements; elle réclamait officiellement le moratorium auquel elle faisait depuis plusieurs mois déjà des allusions officieuses.

Le 21 mars 1922, un moratorium partiel lui fut accordé. Il était entendu qu'elle verserait, pour 1922, 720 millions de marks-or en espèces et 1 milliard 450 millions de prestations en nature.

Le 12 juillet 1922, le Reich insistait pour un moratorium plus large et plus prolongé.

Comme le rappelait le Président du Conseil, M. Raymond Poincaré, ministre des Affaires étrangères, dans sa réponse du 20 août 1923 au marquis de Crewe, ambassadeur d'Angleterre à Paris, l'Allemagne invoquait à l'appui de sa demande le désarroi de ses finances, la chute de sa monnaie, sa détresse économique. Mais elle n'avait rien fait pour régler ses dettes et rétablir l'ordre budgétaire; elle avait pratiqué depuis la paix une politique de gaspillage et de dilapidation; elle avait maintenu les prix de ses transports plus bas que partout ailleurs; elle avait augmenté le nombre et le traitement de ses fonctionnaires; elle avait épargné dans la perception des impôts, doté de toute sorte de privilèges et d'indemnités, les grands métallurgistes et les armateurs; elle avait reconstitué une immense flotte de commerce; elle avait creusé des canaux, multiplié les réseaux téléphoniques privés; elle avait entrepris sans compter toute sorte de travaux que la France était dans l'obligation d'ajourner. Jusqu'à la fin de 1922, l'Allemagne ne cessa d'aggraver ainsi sa situation économique, financière et monétaire.

Le 11 novembre de la même année, le Gouvernement de M. Wirth avait envoyé à la Commission des Réparations une note à laquelle avait ensuite adhéré son successeur, le chancelier Cuno, et qui pouvait se résumer: l'Allemagne ne pouvait plus rien faire avant d'avoir restauré sa monnaie, stabilisé son mark; elle réclamait, pour arriver à cette stabilisation, une réduction de sa dette; elle demandait à être libérée pendant trois ou quatre ans de l'ensemble de ses prestations, prestations en nature aussi bien que paiements en espèces. Elle ferait exception pour les régions dévastées, mais à la condition d'être autorisée à ne payer qu'à l'aide de ses ressources normales et d'emprunts intérieurs. C'était, en réalité, comme l'écrivait M. Raymond Poincaré, « promettre le néant ». L'Allemagne, en un mot, ne s'engageait à aucune réforme et, en revanche, elle posait des conditions: revision de l'état de paiements du 5 mai 1921, réduction de la dette allemande, moratorium.

En même temps, elle avait cessé ses paiements en espèces; quant aux prestations en nature, elle les avait volontairement ralenties, ainsi que la Commission des réparations l'a constaté

officiellement dans toute une série de décisions du début de janvier 1923 ; décisions, ne l'oublions pas, prises à la majorité de trois voix : celles de la France, de la Belgique et de l'Italie. C'est dans ces conditions que, par application des articles 17 et 18 de l'annexe 2 du chapitre 8 du traité de Versailles, la France et la Belgique occupèrent, le 11 janvier 1923, le bassin de la Ruhr.

Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'exploitation directe ni de prise de possession des ressources économiques du pays. Appuyées par un simple service de protection militaire, des missions d'ingénieurs, de forestiers, de douaniers devaient simplement se rendre sur place avec charge de faire livrer les prestations en nature que l'Allemagne refusait et de percevoir des taxes destinées à suppléer aux versements non effectués.

Pour le chemin de fer en particulier, la Commission interalliée des chemins de fer de campagne (1) devait ne rien brusquer et éviter tout prétexte à une interruption des transports ; aussi se contenta-t-elle de répartir des agents techniques et des sapeurs des unités des chemins de fer de campagne sur les points essentiels du réseau occupé, réalisant ainsi l'armement de sécurité nécessaire aux transports les plus urgents.

Jusque-là, en effet, fonctionnaires et agents de la Reichsbahn avaient scrupuleusement obéi aux ordres des Alliés. Ils avaient effectué les transports militaires comme ceux de réparation. Ils exécutèrent même avec ponctualité les ordres donnés pour l'acheminement dans la Ruhr des effectifs franco-belges.

La situation ne tarda pas à changer d'aspect.

En fait, les Allemands n'avaient jamais cru à la possibilité d'une action de notre part dans la Ruhr et n'avaient aucun plan sérieux de résistance. Mais, sitôt l'action engagée, ils s'ingénièrent à faire l'impossible pour entraver les efforts franco-belges : la soumission des premiers jours masquait seulement le travail qui s'élaborait à Berlin.

Dès le 15 janvier, des mouvements de grève se manifestent dans le personnel des chemins de fer pour protester contre l'occupation ; ils se localisent d'abord dans les pays nouvellement occupés : le 19 juin, l'ordre général de résistance est lancé par le Reich ; le 20, il est répercuté à Essen, et le 21, sur la rive gauche du Rhin.

(1) Cette Commission a pour rôle permanent de surveiller et de contrôler l'administration allemande des Chemins de fer dans les territoires occupés.

Le 27, un décret du ministre des Communications d'Empire interdit aux agents allemands des chemins de fer d'obéir aux ordres des autorités d'occupation. Un deuxième décret leur défend formellement de laisser circuler les trains de troupes et de réparations. Dans cette période du 21 au 27 janvier, les mouvements de grève se précisent. Les premiers jours, ils cessaient avec les prétextes qui avaient pu être invoqués; ils laissaient comme l'impression d'un manque d'enthousiasme. Les ordres du Reich deviennent alors de plus en plus pressants. Des avances en espèces sont accordées par lui à ses fonctionnaires (employés et agents) pour les inciter à quitter le travail; la grève des chemins de fer se développe dès lors et devient à peu près complète le 5 février.

Il faut agir sans perdre de temps : la sécurité des troupes d'occupation est en jeu.

L'autorité militaire est sur place; il lui appartient de faire face à la première étape de la crise.

PREMIÈRE ÉTAPE. — L'ŒUVRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS ET DU RAVITAILLEMENT AUX ARMÉES

Dès le 30 janvier arrivent des réseaux français 4 500 cheminots, incorporés aux sections des chemins de fer de campagne.

Aussitôt, le personnel allemand est mis en demeure d'exécuter ponctuellement les ordres qui lui sont donnés, notamment pour l'acheminement du charbon de réparations.

Suivant les directives données par le Gouvernement, la D. G. C. R. A. (1) offrait ainsi aux Allemands, comme il était fait pour les mines, une collaboration pacifique et loyale en vue de l'exploitation régulière des voies ferrées.

Nos offres ne sont pas acceptées. Prescrivant au personnel des chemins de fer de ne plus obéir au commandement des troupes d'occupation, le gouvernement allemand se met en infraction avec les articles 212 et 249 du traité de Versailles, comme avec ceux de l'arrangement relatif aux territoires rhénans.

Il ne peut d'ailleurs être question, en cet état, de faire face à un trafic commercial, même très réduit. On se contente d'occu-

(1) Direction Générale des Communications et du Ravitaillement aux Armées placée sous les ordres du général Payot, dont les hautes qualités d'organisation, d'initiative et de commandement trouvèrent là un nouveau champ d'action.

per les points et les organes vitaux indispensables à la vie du réseau, de prévenir les actes de sabotage et d'assurer la continuité de l'exploitation.

Malgré les difficultés matérielles considérables provenant de l'encombrement des gares (où les employés allemands ont tout laissé à l'abandon), de la complication et du mauvais état des aiguillages et des signaux, souvent sabotés, la D. G. C. R. A. réussit à assurer l'équipement et l'exploitation militaire du réseau rhénan; elle pourvoit aux communications des armées, au transport et au ravitaillement des troupes, au trafic international des voyageurs; en même temps, organisant le bouclage des voies ferrées, elle contrôle tous les échanges entre l'Allemagne occupée et l'Allemagne non occupée; elle procède à des opérations de déroutement et de saisie, en accord avec la mission interalliée de contrôle des usines et des mines. Parallèlement, elle se préoccupe de reprendre le trafic commercial.

L'extension de l'occupation sur la rive droite assure aux Français et aux Belges la libre disposition des voies ferrées de leur zone située sur cette rive.

Mais il apparaît immédiatement que les routes ferroviaires dont nous disposons ne permettent pas une liaison suffisante entre la Ruhr et la France. La zone anglaise est là avec le nœud de Cologne; elle coupe les lignes de communication par les rives du Rhin qui, de tout temps, ont assuré les échanges entre la Ruhr, la Rhénanie et la Lorraine. Il y a bien une ligne de Dusseldorf à Düren par Neuss et Gravenbroich qui évite Cologne, mais elle n'est pas outillée pour le trafic envisagé et là encore, quelques kilomètres sont en zone anglaise.

Des pourparlers avec Londres s'imposent; ils font l'objet de conférences tenues à Londres les 15 et 16 février 1923 (1). Le Gouvernement anglais accorde une rectification de sa zone, laissant la ligne de Neuss à Düren sous le contrôle exclusif de la Belgique et de la France. D'autre part, il se montre disposé à assurer le passage quotidien par le nœud ferré de Cologne d'un nombre de trains correspondant au service des troupes

(1) Y assistaient, du *côté français* : MM. Le Trocquer, ministre des Travaux publics; de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France; général Payot; du Castel, directeur général des Chemins de fer au ministère des Travaux publics; Jean Benoist, chef du contentieux des services techniques; *du côté anglais* : MM. Bonar Law, lord Curzon, lord Derby, lord Salisbury; ainsi que des experts militaires : le général Mac Laghlan, les colonels Manton et Mauduis, le capitaine Georgy.

d'occupation, tel qu'il était assuré avant le 30 janvier 1923; cette seconde disposition fit l'objet d'un accord ultérieur entre les autorités locales.

Les difficultés sont encore grandes, mais le ministre des Travaux publics et le général Payot ont confiance qu'ils sauront les vaincre. Toutefois, cela semble impossible avec l'organisation jusqu'alors en vigueur.

DEUXIÈME ÉTAPE. — L'ŒUVRE DE LA RÉGIE FRANCO-BELGE

La résistance passive, en effet, ne cesse de s'organiser. Pour la vaincre, il faut envisager une exploitation complète du réseau, rétablir progressivement les transports systématiquement désorganisés par le Reich. Montrer aux Allemands que, malgré les ordres venus de Berlin, la vie économique reprendra dans la Ruhr comme dans la Rhénanie, n'est-ce pas en effet le meilleur moyen de prouver l'inefficacité de la résistance passive?

A la suite de tournées faites dans la Ruhr par le ministre des Travaux publics avec le général Weygand, MM. Javary, directeur de l'Exploitation de la Compagnie du chemin de fer du Nord, du Castel, directeur général des chemins de fer au ministère des Travaux publics, Breaud, sous-directeur des chemins de fer de l'État, l'exploitation en régie des chemins de fer de la Ruhr et de la Rhénanie par un organisme franco-belge est envisagée. Le Gouvernement français veut bien faire sienne notre suggestion, dont M. Poincaré saisit, le 7 février, le Gouvernement belge.

Le régime envisagé est mis au point. Des conversations s'engagent avec nos amis belges; M. le président du conseil Theunis, M. Jaspar, ministre des Affaires étrangères, M. Neujean, ministre des Chemins de fer, y surent affirmer une fois de plus leur esprit d'organisation et de prévoyance avisée.

La Commission interalliée des territoires occupés suit jour par jour la marche des événements. Le 1er mars, elle rend une ordonnance substituant à l'administration défaillante des chemins de fer allemands une régie des chemins de fer des territoires occupés, chargée de l'administration et de l'exploitation technique, commerciale et financière; des décrets règlent l'organisation en ce qui concerne la Belgique et la France. La direction générale du nouvel organisme est confiée à M. Breaud.

La Régie a son indépendance technique et financière ; mais pour toutes les obligations qui incombent à des réseaux concédés à l'égard des Pouvoirs publics, elle relève de la Haute-Commission et du général commandant en chef des armées d'occupation : le général Degoutte et M. Tirard savent d'ailleurs, l'un et l'autre, facilitant leur tâche réciproque, se montrer administrateurs des plus prévoyants et des plus habiles.

Avant de rappeler l'œuvre de la Régie, il convient de souligner l'importance du réseau dont elle allait avoir à assurer l'exploitation.

Le réseau de la Ruhr est peut-être le plus compliqué du monde entier. Immense gare de chargement et de triage, où viennent s'entremêler les voies locales, les grandes lignes internationales et les voies particulières des usines et des mines, ce réseau a un développement de 1 633 kilomètres. Quant au réseau rhénan, il comprend 3 392 kilomètres de voies. Le réseau ferré placé dans la zone d'action de la régie à sa création est donc de 5 025 kilomètres. Sur ces voies, le trafic moyen était par jour de 400 000 voyageurs et de 370 000 tonnes ; l'administration allemande y occupait 170 000 agents (155 000, si l'on excepte la zone de Cologne).

Pour entreprendre son œuvre, la Régie se contente de 10 036 cheminots français et belges. Elle sait en effet toutes les obligations auxquelles les réseaux français et belges ont à faire face. Il faut qu'elle concilie sa tâche avec la nécessité de n'apporter à ces réseaux aucune perturbation. Sur ces 10 036 cheminots, 987 sont belges ; 9 049 sont français.

Dès sa création, la Régie est combattue avec âpreté par le Reich, qui met tout en œuvre contre elle.

Ce sont, tout d'abord, les ordres de grève lancés à la demande de Berlin par l'intermédiaire des Syndicats, la défense formelle pour les cheminots de reprendre le travail pour le compte de la régie ; cette grève est entretenue par le Gouvernement, qui distribue sans compter des subsides à tous les cheminots grévistes, allant même souvent au delà de leurs demandes. Ce sont de véritables ukases interdisant à la population civile de se servir des trains de la Régie sous aucun prétexte. Cet ordre est à l'origine strictement exécuté. Et l'on peut voir, sous les pluies de mars 1923, de longues files de

véhicules transportant marchandises et voyageurs, ceux-ci debout dans des remorques découvertes; des cyclistes font 100 kilomètres par jour pour se rendre à leur travail, plutôt que d'employer les trains de la régie.

Malgré cela, la Régie s'organise et transporte. De véritables missions de sabotage sont alors constituées. Les Allemands font appel aux vieilles organisations qui avaient opéré en Haute-Silésie; on voit reparaître les membres des Sociétés secrètes comme l'Orgesch, le Stahlheim, le groupement Huck, etc...; les ordres viennent des territoires non occupés, notamment Francfort. De là partent en reconnaissance des agents déterminés qui vont se rendre compte sur les lieux des conditions les plus favorables pour les sabotages en vue; ils rentrent au centre d'organisation, font leur rapport; l'Office central de sabotage décide alors de l'opportunité de l'opération et renvoie d'autres agents secrets qui, à des endroits désignés, en territoires occupés, trouvent les explosifs nécessaires à leur criminelle besogne.

Les premières bombes explosent sous les locomotives; elles ne donnent pas les résultats espérés de découragement et de lassitude; les saboteurs leur substituent des bombes à retardement, dont l'effet se produit sous les voitures du train.

Les attentats sont perpétrés d'après un plan d'ensemble. A certaines périodes, ce sont les transports du charbon qui sont visés. Entre le 6 et le 8 mai, simultanément, les lignes d'Aix-la-Chapelle à Cologne, d'Aix-la-Chapelle à München-Gladbach, de Düren à Neuss et Dusseldorf, de Duren à Euskirchen, de Trèves à Euskirchen et Cologne, sont interceptées par cinq attentats qui interrompent les transports vers la Belgique et la région parisienne ou les usines métallurgiques de la Lorraine. Plus tard, c'est aux relations internationales que les saboteurs s'attaquent. En même temps, ils cherchent à effrayer le public des grandes villes, notamment celui des villes d'occupation. Ce sont alors les villes de Dusseldorf, de Coblence, de Mayence et de Wiesbaden qui sont visées.

Le nombre des sabotages dépasse 200 entre mars et août; 50 sont des plus sérieux: dans l'un d'eux, celui du pont d'Hochsfeld, 12 militaires belges sont tués et 60 blessés plus ou moins grièvement.

Comme l'a écrit l'ingénieur en chef Soulez, secrétaire

général de la régie, dans une étude remarquable (1) publiée par lui dans la *Revue générale des chemins de fer*, « les organisateurs de ces attentats espéraient jeter la panique dans le personnel français et belge qui, pensaient-ils, n'oserait plus assurer la conduite de ces trains de nuit, exposé qu'il était à tomber victime de ces explosions. C'était là méconnaître l'état d'esprit des cheminots qui firent alors leur devoir avec la même ardeur et le même mépris du danger qu'ils l'avaient fait de 1914 à 1918, en des périodes bien autrement critiques ».

Ces sabotages ne faisaient d'ailleurs qu'ajouter à d'autres difficultés techniques, auxquelles la Régie avait à faire face :

Crise de traction (plus de 12 000 machines choisies parmi les meilleures ont été enlevées par les Allemands; plus de la moitié des autres sont immobilisées, en attente de réparation);

Insuffisance des aménagements (l'occupation du nœud de Cologne obligeant la régie à employer des voies non outillées pour le trafic à desservir);

Absence de tout document administratif ou commercial (tout avait été soigneusement enlevé par les Allemands);

Crise de paiement (la monnaie devenant pratiquement inexistante par suite de l'effondrement du mark);

Crise de personnel, provoquée notamment par l'éloignement du foyer.

Toutes ces difficultés sont vaincues l'une après l'autre. L'outillage des dépôts est rétabli. Appel est fait aux réseaux alliés voisins, Alsace et Lorraine, Nord français, Nord belge, État Belge, pour la réparation du matériel roulant. Les grands ateliers qui avaient été fermés sont rouverts et réorganisés sur de nouvelles bases; des traités sont passés à cet effet avec des industriels français et belges. Grâce à ces dispositions, le nombre des locomotives sortant de levage et grosses réparations passe de 4 en juin à 77 en octobre 1923, pour atteindre 248 en avril 1924.

Pour faire face aux insuffisances de la voie, M. Breaud n'hésite pas à prendre les mesures nécessaires, qu'il s'agisse de la signalisation, des ouvrages d'art, de l'aménagement des gares. Il entreprend notamment le doublement de la ligne de Duren-Euskirchen-Bonn. La première étape portant sur 23 kilomètres de voies est achevée le 23 juillet 1923; la seconde étape portant sur 31 kilomètres est entreprise le 15 octobre.

(1) Cette étude m'a été des plus précieuses pour la rédaction de cet article.

Toute une organisation tarifaire est créée; on traite à l'entreprise pour un certain nombre de services que l'insuffisance numérique du personnel titulaire ne permet pas d'assurer directement (manutentions dans les gares, entretien des voies, etc.).

Quant à la question monétaire, elle va, elle aussi, retenir l'attention de la Régie. Son directeur général a l'idée d'émettre des bons gagés sur la valeur des transports et payables en services aux guichets de la Régie. Autorisation est donnée à la Régie d'émettre jusqu'à concurrence de 65 millions de francs des bons de valeurs diverses (100 fr., 50 fr., 20 fr., 10 fr., 5 fr., 2 fr., 1 fr., 0 fr. 50, 0 fr. 25, 0 fr. 15, 0 fr. 05), qui ont valeur libératrice pour tous les usagers. Cette nouvelle monnaie rencontre immédiatement un plein succès parmi les populations, heureuses de trouver ainsi une monnaie stable, leur facilitant leurs transactions et les mettant à l'abri d'une dévalorisation constante de leur avoir.

Les cheminots français avaient répondu avec enthousiasme à l'appel du pays; ils commencèrent bientôt, et naturellement, à regarder d'un œil d'envie le foyer lointain, privés qu'ils étaient de tous les leurs. Comme l'écrit l'ingénieur en chef Soulez, « n'avaient-ils pas le droit de considérer qu'ils avaient accompli tout leur devoir et qu'ils pouvaient demander leur retour, laissant à de nouveaux venus le soin de terminer la tâche qu'ils avaient si vaillamment commencée? »

Il y avait là un grave danger; car une expérience de trois mois avait familiarisé ces cheminots avec les chemins de fer rhénans. Éventualité regrettable que d'avoir à recommencer l'instruction professionnelle de nouveaux venus au moment même où les besoins de la Régie ne cessaient de s'accroître.

L'administration supérieure de la Régie s'efforce donc de loger les agents qui demandent à faire venir auprès d'eux leur famille. Les cheminots sont démilitarisés et rendus à la vie civile; des indemnités supplémentaires leur sont allouées; des congés supplémentaires sont accordés. Les administrations des réseaux français s'efforcent de garder le contact avec leur personnel; elles facilitent l'acheminement des correspondances qui leur sont destinées. Bref, tout est mis en œuvre pour maintenir le moral des agents.

La Régie franco-belge surmonte donc peu à peu toutes les difficultés. Le Reich s'en rend compte; aussi son ministre des

Transports, von Hœser, lance-t-il en juin 1923 une circulaire où nous lisons : « Celui qui dispose des chemins de fer a entre les mains un organe immensément puissant, et il convient d'unir tous nos efforts pour empêcher la réussite de l'exploitation directe de nos chemins de fer rhénans par les Français et les Belges. »

Une campagne de presse intensive contre la Régie se développe en Allemagne et dans le monde entier.

Avec sa passivité habituelle, la population avait, à l'origine, on l'a dit plus haut, obéi strictement aux ordres du Reich. Elle avait cru d'ailleurs que la poignée de cheminots français, qui remplaçaient les 155 000 cheminots allemands, serait dans l'impossibilité absolue de rétablir même un embryon de service dans ce réseau savamment saboté. Mais, lorsqu'elle vit, contrairement à ses prévisions, que le service s'organisait, que la relève des troupes, les transports de ravitaillement et de réparations, les échanges commerciaux s'effectuaient avec une régularité de plus en plus grande, elle commença à douter de la réalité des assertions de Berlin.

En même temps, et malgré la circulaire de von Hoeser, des contacts s'établissent entre la Régie et les habitants ; ceux-ci ne retrouvent plus la raideur de l'administration allemande : peu à peu, et quels que soient les efforts développés par le Reich, la confiance s'établit ; malgré les ordres toujours aussi sévères de l'administration allemande, la population prend de plus en plus l'habitude d'utiliser les trains de Régie.

Veut-on quelques chiffres ? Voici le nombre mensuel des voyageurs transportés d'avril 1923 à août 1923 :

Avril	580.954
Mai	1.097.000
Juin	1.562.174
Juillet	2.094.448
Août	3.151.335

Les recettes d'autre part ne cessent de s'accroître.

C'est alors que l'on envisage la possibilité de transformer la régie, organisme temporaire, en une institution d'exploitation durable. Deux raisons techniques militent à elles seules en faveur de cette transformation : la régie doit avoir un personnel permanent ; elle ne peut en outre, sans être sûre du lendemain, engager les dépenses d'avenir qu'exige la bonne exploitation du réseau. La transformation de la Régie en société internationale

d'exploitation est mise à l'étude; à cette société serait apportée la concession de l'exploitation du réseau rhénan-westphalien. Pour la constituer, il serait fait appel non seulement aux Français et Belges, exploitants de la première heure, mais aux Alliés (Grande-Bretagne, Italie), aux neutres riverains (Hollande, Suisse), et aux intéressés de la Ruhr et de la Rhénanie. Les bénéfices seraient versés à la Commission des réparations, au crédit de l'Allemagne.

Les concours se précisent, venant de Hollande, d'Italie.

La population rhénane se fait d'ailleurs à l'idée que la France et la Belgique ont triomphé sur le terrain technique; elle sent que la continuation de la résistance ne fait que ruiner ses intérêts les plus respectables et endetter l'État en pure perte.

Les employés de la Reichsbahn eux-mêmes, bien qu'ils continuent à recevoir du gouvernement de Berlin des subsides importants, ne veulent plus continuer la lutte et demandent à rentrer; car ils craignent de ne plus retrouver leur place le jour où sera créée la société définitive et où se produira l'effondrement final. Tous, industriels, commerçants, cheminots même, désirent traiter les conditions de la reprise du travail. La France et la Belgique ont partie gagnée. Le plus clair symptôme en est dans les demandes importantes de réembauchage qui se produisent dans les premières semaines d'octobre.

Le Reich, de son côté, songe à traiter avec la Régie. Il envoie à Mayence un haut fonctionnaire chargé de négocier avec elle. Celui-ci dès les premiers mots reconnaît la faute que le gouvernement allemand a commise en faisant cesser l'exploitation de ses chemins de fer, craint que Français et Belges n'abandonnent plus jamais ce gage de premier ordre, et il demande qu'éventuellement une part soit réservée à l'Allemagne dans la société d'exploitation dont on projette la constitution. Il reconnaît l'obligation de remettre à la Régie les locomotives et le matériel roulant qui figurait à son parc normal. Il se déclare prêt à faire concourir tous les chemins de fer de l'Allemagne non occupée à la fourniture du matériel nécessaire aux besoins de la Ruhr et de la Rhénanie (jusqu'à 30000 wagons par jour, ce qui nécessite à peu près 300000 wagons pour le roulement total). Il accepte que la Régie, aux points choisis, surveille le transit par certaines lignes de l'Allemagne non occupée, de manière à s'opposer à tout détournement de trafic.

Entre temps, la banqueroute et la dissociation menaçantes obligent l'Allemagne à capituler effectivement. Le chancelier Cuno est renversé sous la poussée d'une opinion publique exaspérée.

Devant la fin officielle de la résistance passive, les événements changent de face ; les Gouvernements français et belge, qui ont toujours entendu donner une conclusion interalliée aux opérations de la Ruhr, entrent en relations avec les Puissances alliées et associées, en vue de fixer les conditions à imposer à l'Allemagne. C'est l'origine de l'expertise interalliée qui aboutira, notamment pour les chemins de fer, à l'établissement du plan Dawes.

A cet égard, que ceux qui revendiquent les bénéfices du plan Dawes sans le relier à l'action de la Ruhr, veuillent bien relire les déclarations de M. Stresemann, le 23 octobre 1924, à une réunion du parti populiste à Hambourg. « On nous a reproché, en Allemagne, d'avoir accepté la proposition tendant à faire examiner notre capacité de paiement par une commission internationale d'experts ; ce reproche serait justifié, si nous avions été libres de ne pas accepter. Mais ayant en face de nous la puissance de la France qui tenait complètement en mains les territoires allemands et la vie économique allemande, nous avons été obligés de faire une politique réaliste. »

Nous reviendrons plus loin sur le plan Dawes. Mais poursuivons l'historique des événements en ce qui concerne la Régie.

Les pourparlers, suspendus à la suite des événements politiques, sont repris en novembre à Dusseldorf. Il s'agissait cette fois d'envisager les conditions du *modus vivendi* temporaire, le régime définitif à adopter rentrant dans le cadre de la mission des experts et étant par là même réservé jusqu'à l'établissement des conventions interalliées.

La Régie procède à des embauchages méthodiques et progressifs, la supériorité de ses méthodes devait d'ailleurs lui permettre, avec moins de 100 000 cheminots français, belges et allemands, d'assurer un trafic voisin de celui auquel faisaient face 155 000 cheminots sous l'administration de la Reichsbahn.

C'est ainsi que le nombre de wagons chargés par jour ouvrable atteint, le 1er mars 1924, 21 000 contre 25 000, chiffre antérieur au 11 janvier 1923. Le tonnage moyen journalier remis à l'expédition s'élève à la même date à 310 000 tonnes, soit 82,5 pour 100 du tonnage (370 000 tonnes) remis avant le 11 janvier 1923 dans les gares exploitées par la Régie. Le

nombre de voyageurs atteint en avril 1924, 11 851 700, c'est le chiffre antérieur à l'occupation.

Le temps marche et les services de la Régie continuent à donner entière satisfaction à tous les besoins ; l'amalgame du personnel français, belge et allemand s'est effectué sans difficultés et l'on peut dire que le personnel allemand, sauf le personnel supérieur qui est resté prussien, apprécie hautement la manière dont il est traité par les chefs français et belges. Une collaboration presque cordiale s'établit entre tous. Le personnel allemand se rend compte que Français et Belges ont su s'adapter au réseau allemand sans rien changer, ni à la signalisation, ni aux règlements allemands ; ils obtiennent un rendement parfois supérieur à celui de l'ancienne direction et les derniers mois de la Régie connaissent un trafic dépassant celui de 1922.

Quelle différence avec les résultats obtenus pendant la guerre par les Allemands sur les chemins de fer français et belges ! Malgré les changements apportés à la signalisation française, malgré la transformation des voies, avec quelle peine étaient alors assurés les transports des troupes du Reich. La question des chemins de fer fut un des facteurs importants de la défaite allemande d'octobre 1918. C'est elle qui devait prendre, cinq ans plus tard, une part décisive dans la victoire de la Ruhr.

Ces résultats techniques, d'ailleurs, n'avaient pas été acquis au mépris de l'équilibre financier.

Durant l'année 1923, le total des recettes s'était établi à 264 millions de francs ; celui des dépenses à 260 500 000 fr. Malgré la résistance passive, la régie avait ainsi fait un minime bénéfice.

Pendant l'année 1924, le bénéfice se précise :

	Recettes.	Dépenses.	Bénéfices.	Bénéfice journalier.
Janvier. . .	103 289 898 84	99 204 126 26	4 085 772 58	131 799 11
Février. . .	168 855 152 33	114 082 704 60	54 772 447 73	1 888 705 09
Mars. . . .	214 336 178 41	140 035 195 61	74 300 982 80	2 396 805 89
Avril. . . .	218 396 245 90	144 012 995 75	74 383 250 15	2 479 441 67
Mai	186 169 650 45 (1)	146 290 000 »	39 879 650 45	1 286 440 33
Juin	192 703 788 81	141 916 000 »	50 787 788 81	1 692 926 29
Juillet . . .	209 479 558 46	153 074 051 24	56 405 507 22	1 819 532 49
Août. . . .	209 820 244 97	146 409 442 61	63 410 802 36	2 045 509 75
Septembre.	216 989 348 44	138 462 061 45	58 727 286 91	1 950 909 56

De 4 millions de francs en janvier, le bénéfice s'accroît jusqu'à dépasser 74 millions en mars et avril. Il n'est pas témé-

(1) Cette diminution est la conséquence des grèves des mines de la Ruhr.

méraire de dire que la Régie aurait été susceptible de rapporter annuellement un milliard de francs-papier de bénéfice.

On comprendra qu'en rappelant ces choses, nous ayons à cœur de rendre l'hommage mérité au technicien avisé et hardi qui dirigea la Régie avec un esprit d'initiative et une compétence reconnue de tous ; au témoignage de gratitude que nous devons à M. Breaud, nous voulons associer ses collaborateurs de tous grades, français et belges.

Mais, dès le 27 avril 1924, le Gouvernement français avait accepté le plan Dawes. On sait quelles en sont les conséquences, au point de vue des chemins de fer allemands.

Le plan Dawes prévoit la cession de ces chemins de fer à une compagnie d'exploitation gérée par un Conseil d'administration de 18 membres, dont 9 nommés par le Gouvernement allemand ; parmi les 9 autres, désignés par le *trustee*, 5 peuvent être sujets allemands. Un commissaire aux chemins de fer est chargé de contrôler l'exploitation : il doit surveiller les dépenses et les recettes et, en cas de défaillance de la nouvelle société d'exploitation, prendre en mains l'exploitation directe.

Au point de vue financier, ce plan prévoit la mobilisation d'une somme de 26 milliards de marks-or : 2 milliards sous forme d'actions de préférence, 13 milliards sous forme d'actions ordinaires et 11 milliards sous forme d'obligations hypothécaires de premier rang. Les 11 milliards d'obligations hypothécaires doivent être remis au trustee désigné par la Commission des réparations pour assurer le service des réparations.

Les 11 milliards doivent produire un intérêt de 3 pour 100 pendant la première année d'exploitation ; de 4 pour 100 plus un boni de 25 millions pendant la seconde année ; de 5 pour 100 pendant la troisième année ; de 6 pour 100 pendant la quatrième année et les années suivantes.

Le service des obligations doit être assuré par les paiements suivants faits au trustee sur les recettes brutes de la Compagnie, avant toute fixation de bénéfice :

330 millions marks-or	pour le	1er	exercice de la Compagnie.
465	—	2e	—
550	—	3e	—
660	—	4e	— et les suivants.

En outre, la Compagnie doit verser à la Commission des réparations, pour le compte du Gouvernement allemand, le

produit de l'impôt sur les transports, soit 7 pour 100 sur les recettes brutes autres que celles du transport des charbons et 10 à 16 pour 100 suivant les classes pour les transports de voyageurs. Cette redevance pourra être employée par le trustee à gager l'émission d'une série spéciale d'obligations s'élevant à 3 milliards de marks-or.

Quelles devaient être les conséquences de l'adoption de ce plan, au point de vue des chemins de fer rhénans-westphaliens? Son acceptation devait-elle entraîner la disparition de la Régie? Cette question est une de celles qui avaient le plus gravement préoccupé le Gouvernement français. Elle n'avait d'ailleurs pas été sans inquiéter les experts eux-mêmes. Dans leurs rapports, MM. Acworth et Leverve écrivent :

« Les résultats financiers que nous attendons ne pourront être obtenus qu'en réunissant l'ensemble des chemins de fer allemands dans une seule administration *ou en les divisant d'une manière rationnelle en plusieurs réseaux travaillant en plein accord, avec une tarification générale et une réglementation générale communes.*

« Bien entendu, en supposant ainsi réunis des chemins de fer, nous n'avions voulu préjuger en rien des intentions à cet égard des Gouvernements alliés et *des garanties d'ordre économique ou militaire que ces gouvernements pourraient désirer en ce qui concerne les réparations ou la sécurité.* »

Pour les experts, ce n'est donc pas la disparition obligatoire de la Régie : ils laissent aux Gouvernements intéressés le soin de conserver telles garanties d'ordre économique ou militaire qui leur sembleraient indispensables pour les réparations et ils n'imposent nullement la fusion des chemins de fer allemands en une administration unique : ils demandent seulement qu'en cas de division en plusieurs réseaux, celle-ci ait lieu d'une manière rationnelle, les réseaux travaillant en plein accord avec une tarification générale et une réglementation générale communes.

Partant de cette conclusion, il eût été désirable de maintenir, sinon dans sa teneur primitive, au moins sous une forme modifiée, la Régie que l'admirable effort des cheminots français et belges avait réussi à constituer. En effet, en dehors du rôle que la Régie jouait comme organe de réparations, elle en remplissait un autre, non moins important et qui depuis lors

semble avoir été perdu de vue. Jusqu'au mois de janvier 1923, la France et la Belgique avaient toujours vécu dans la pensée que les armées alliées pouvaient compter d'une façon indéfectible sur la fidélité du personnel allemand. Celui-ci n'avait-il pas obéi à toutes les prescriptions du commandement? Il avait fallu le réveil de 1923 pour montrer combien cette illusion était dangereuse et pour poser cette redoutable question : en cas de conflit armé avec le Reich, qu'auraient fait les cheminots allemands, ces cheminots qui, à la suite de l'occupation de la Ruhr, n'avaient pas hésité à désobéir aux ordres du commandement français et belge? Certes, à ce moment, ils auraient plus volontiers encore abandonné le service; et quelle eût été alors la situation de nos armées en pays ennemi, éloignées de leurs bases de ravitaillement et coupées de toute communication avec celles-ci?

L'exploitation des chemins de fer rhénans par la Régie conjurait tout danger de cet ordre. En effet, le noyau d'agents français et belges, qui avait suffi jusqu'à la fin de la résistance passive à assurer largement les besoins de l'armée, à effectuer même des transports de réparations et des transports commerciaux était suffisant, en cas de défection du personnel allemand, pour reprendre instantanément le rôle qu'il avait joué jusqu'en octobre 1923; une défection des Allemands aurait alors seulement privé de transports commerciaux les régions desservies, mais n'eût affecté en rien la sécurité de notre armée. Inutile de dire d'ailleurs que, dans l'esprit des dirigeants de la Régie, la chose était prévue et que sur les lignes importantes de communication militaire, un noyau de personnel français et belge avait été installé pour permettre en tout temps, et quoi qu'il arrivât, d'assurer les besoins militaires.

Ce rôle de sécurité eût dû, à lui seul, être suffisant pour inciter à ne jamais abandonner ce gage précieux.

Même après l'acceptation du plan Dawes, la chose était possible : la Bavière, en effet, n'a accepté d'entrer dans l'unité ferroviaire qu'à la condition expresse de voir ses chemins de fer constituer une division indépendante. Les chemins de fer bavarois sont donc dirigés par un état-major de même nationalité et, tout en rentrant dans l'unité de la Reichsbahn pour toutes les conceptions générales, ils conservent néanmoins leur statut particulier

Dès lors, rien n'empêchait, tout en acceptant le plan Dawes, de conserver au moins pour les chemins de fer de la Rhénanie une direction spéciale, rentrant dans les cadres généraux de la Reichsbahn, comme la direction bavaroise, mais continuant à être exploitée par un personnel mixte, français, belge et allemand et à être dirigée par le personnel de la Régie. Le personnel allemand de cette nouvelle direction aurait été soumis au personnel franco-belge de la Régie, les autres lignes des territoires occupés devant être remises à la nouvelle Société allemande d'exploitation.

On aboutit finalement à une formule subsidiaire : s'en tenir à un contrôle effectué par des organismes militarisés devant prendre toutes mesures nécessaires pour défendre les sabotages et reprendre l'exploitation directe en cas de défaillance des Allemands.

Mais, que l'on fasse attention : le mot n'est pas forcément la chose. Pour qu'un pareil organisme de contrôle puisse effectivement répondre à ses fins, il est indispensable que reste en Rhénanie un personnel militarisé, composé pour la majeure partie de gradés et de fonctionnaires (gradés moyens et supérieurs), personnel susceptible de constituer en tous temps les cadres de direction technique chargés d'exploiter le réseau, en cas de nouvelle défaillance des Allemands. Il faut que tous les documents d'exploitation techniques soient tenus complètement à jour, que tout le personnel soit familiarisé avec le service qu'il aurait, le cas échéant, à assurer. Le plan est ingénieux; mais si l'on diminue peu à peu les effectifs envisagés, si l'on réduit ou la quantité ou la qualité de cette armature indispensable, si l'on décourage les meilleures volontés, prenons garde: nous retomberons comme contrôle sur l'organisme d'avant 1923, dont l'expérience a montré l'insuffisance.

Et, d'ailleurs, une autre question de pose.

Qu'adviendra-t-il le jour où nos troupes auront quitté la Ruhr et la Rhénanie? Éventualité redoutable qui doit retenir l'attention de tous les esprits avertis. Coupables seraient ceux qui, oubliant les enseignements du passé, ne se souviendraient pas que les chemins de fer de la Ruhr et de la Rhénanie aux mains de l'Allemagne, sans un contrôle permanent, c'est la menace perpétuelle contre la Belgique et la France. La guerre n'est possible que si l'Allemagne recouvre l'entière liberté de

ses voies ferrées. Empêcher effectivement qu'elle puisse s'en servir pour concentrer ses troupes, c'est assurer la sécurité de nos frontières.

Pourquoi ne le dirions-nous pas? Cette considération fut une de celles qui, dès les premiers jours de février 1923 nous incita, malgré toutes les difficultés techniques, à mettre au point cette Régie franco-belge à laquelle beaucoup ne voulaient pas croire, que les techniciens allemands avaient d'abord accueillie d'un sourire et qui devait, quelques mois plus tard, les forcer à capituler.

Les recettes réalisées par la direction rhénane, en application des tarifs du nouvel organisme, auraient été versées à celui-ci et seraient rentrées dans l'ensemble des recettes des chemins de fer allemands.

A la séance de la Chambre des députés du 19 juin dernier, nous avions insisté sur l'intérêt de cette conception pour la sécurité de la France. Nous disions à M. le Président du Conseil :

« J'ai encore très présente à l'esprit la préoccupation qui fut la mienne et celle du Commandement militaire en janvier 1923 ; j'ai vu de trop près l'imminence du danger, que seule permit de conjurer l'admirable attitude de nos cheminots franco-belges, pour ne pas demander à M. le Président du Conseil, et je suis sûr qu'il m'entendra, d'apporter une particulière attention à cette question de la Régie franco-belge qui, pour ma part, est question vitale et pour nos réparations et pour notre sécurité. Au reste, ces garanties ne sont nullement incompatibles avec l'unité administrative et financière préconisée par les experts. Ceux-ci d'ailleurs ont tenu à préciser une double alternative : — ou réunir les chemins de fer allemands en une seule administration ; — ou, et j'insiste sur ce point, les diviser d'une manière rationnelle en plusieurs réseaux travaillant en plein accord avec une tarification générale et une réglementation générale communes. »

Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est advenu.

La question fut engagée au cours des accords de Londres.

Que se passa-t-il ? Les communiqués publiés à ce moment par la presse ont fait ressortir que les experts français n'étaient peut-être pas entièrement d'accord sur la thèse à défendre. Les uns appuyaient la thèse que nous avions toujours soutenue,

demandaient le maintien pour le réseau rhénan d'une exploitation dirigée par un personnel franco-belge, assisté des cheminots allemands et constituant une direction rhénane autonome dans le cadre des chemins de fer du Reich ; les autres opposaient à ce programme une autre formule : la conservation par la France et la Belgique de l'exploitation de trois lignes de communication sur lesquelles aurait été laissée une partie du même statut, aux mêmes lois, aux mêmes obligations que les autres cheminots de la Société nouvelle internationale d'Exploitation prévue au plan Dawes.

Oui, nous pensions alors qu'il devrait rester au moins de la Régie quelque chose de permanent, qui pût servir à notre sécurité.

Espérons qu'il n'est pas trop tard pour aboutir encore.

Le traité de Versailles prévoit en effet qu'après l'évacuation des territoires occupés, le contrôle de notre sécurité appartiendra à la Société des nations. Pourquoi ne pas dire à l'Allemagne : « Vous affirmez vos intentions pacifiques, vous protestez de votre bonne foi. Acceptez donc qu'une fois nos troupes parties, les chemins de fer de la zone neutralisée forment, dans le cadre des chemins de fer d'Empire, une direction autonome sous le contrôle permanent de la Société des nations » ?

Qu'on impose à l'Allemagne cette condition avant de l'admettre parmi les membres de cette Société.

Que nous organisions ce contrôle en nous inspirant du plan antérieurement dressé par la Régie franco-belge.

Nous pourrons alors dire qu'en accomplissant leur admirable tour de force, les cheminots franco-belges ont bien travaillé pour la paix du monde !

YVES LE TROCQUER.

UNE MANIFESTATION LITTÉRAIRE

" NOTRE AFRIQUE "

Sous ce titre, un livre va paraître, qui est une véritable manifestation littéraire. C'est un recueil de nouvelles signées par les jeunes écrivains algériens les plus en vue. Il rappelle *les Soirées de Médan* par le talent déjà mûr et extraordinairement vigoureux de quelques-uns de ses collaborateurs, par l'absence de toute idée doctrinale, de toute théorie ou de tout système tendant à emprisonner l'écrivain dans le credo d'une école, mais, en revanche aussi, par l'affirmation d'un certain nombre de qualités et de tendances communes, qui présagent tout un avenir.

Cette manifestation prend l'importance d'un événement non seulement littéraire, mais aussi politique et, si j'ose dire, national. Pour la première fois, une race neuve prend conscience d'elle-même. Ce n'est pas une voix isolée qui chante au hasard de l'inspiration. C'est tout un chœur de jeunes volontés qui s'accordent dans un même rythme, qui se sont groupées avec intention et qui savent parfaitement ce qu'elles veulent. Tout ce que je souhaite et prédis depuis vingt-cinq ans est en train de se réaliser, — à savoir la renaissance de la Latinité africaine. Le Latin d'Afrique est sorti des nécropoles de l'histoire et de l'archéologie, pour rentrer dans la vie. Le mot « africain » va reprendre la signification qu'il avait au temps d'Apulée et de saint Augustin, de même que l'Afrique proprement dite ne sera plus, pour nous, que l'*Africa* des proconsuls de Rome, des vicaires du Bas-Empire, des patrices de Byzance, ou l'*Ifrikié* des Kalifes arabes, — à savoir la Tripolitaine, la Tunisie, l'Algérie et le Nord du Maroc. Et tel est bien le sens

que les écrivains de la jeune Algérie donnent à ces mots : « Notre Afrique ». Le reste du continent africain, — l'Égypte étant considérée comme une région à part, — c'est le pays noir, la Nigritie immense et vague des anciens géographes...

Récemment, à Alger, au sortir d'une conférence, j'étais abordé par un notable personnage de la ville, conseiller général, délégué financier, député ou sénateur très prochain, — jeune homme de trente-cinq ans, au teint basané, aux yeux de flamme et à la voix sonore, qui me dit à brûle-pourpoint :

— Monsieur, je suis un vivant exemple de vos théories. Mon grand père, Gênois d'origine, venu à Alger vers 1850, ne parlait que l'italien. Mon père parlait l'italien et le français. Moi, je ne parle plus que le français. Je suis un Africain, un de *vos* Africains !...

Ils sont des milliers et même des centaines de milliers comme cela. Ils se comptent, ils se connaissent. Ils savent qu'ils sont au moins un million rien que sur le sol de l'Algérie, fils de la terre, nés sur la terre africaine, comme leurs pères et leurs grands pères, qui, souvent, y sont nés aussi. Ils savent que cette terre même leur a été conquise au prix du sang, qu'elle a été rassemblée et façonnée par le pénible et long labeur des ancêtres, qu'elle est réellement l'œuvre de leurs mains. Et ainsi cette terre est leur patrie, ils y sont chez eux. Ils entendent la défendre et la garder, en bons Africains...

Ces fils de la maison, ces jeunes gens, — cela va de soi, — ne peuvent pas voir l'Afrique avec les mêmes yeux que leurs aînés et surtout que les Français du dehors, qui venaient autrefois, promener, au pays du chameau et de la moukère, leur dilettantisme ou leur badauderie.

Et c'est cela que je voudrais dire en ces pages : quelle vision neuve de l'Afrique apportent ces Jeunes-Africains, quelle nouvelle province ils vont ajouter à l'empire littéraire de la mère-patrie.

*
* *

D'abord, il est clair qu'ils s'éloignent de plus en plus du vieil exotisme romantique, quand ils ne le contredisent pas violemment.

Pour les romantiques et leurs épigones, le monde extérieur est un grand livre d'images que l'artiste feuillette d'un doigt

curieux, uniquement pour son plaisir, pour se donner des spectacles ou des émotions *étranges*. L'étrangeté devient, à ses yeux, la marque d'un art ou d'un caractère raffiné.

Aujourd'hui, les défauts de cette littérature périmée sautent aux yeux les moins prévenus. Cet exotisme nous apparaît comme une déformation et une mutilation systématique du réel. Car enfin quelle façon superficielle, incomplète, et, avec cela, impertinente et puérile tout ensemble de voir les choses ! Le romantique, ou l'exotique, semble dire à l'étranger : « Je ne sais rien de vous, ni de votre pays, ni de votre histoire, mais cela m'est égal. Et même je ne veux rien savoir de tout cela, ni ce que vous êtes, ni ce que vous pensez, ni ce que vous valez, ni ce que vous signifiez par rapport à moi, ou au reste de l'univers. Je professe même que, moins je saurai de vous, mieux cela vaudra pour ce que j'entends faire de vous. Vous n'êtes pour moi que de la couleur et des lignes, des silhouettes pittoresques ou émouvantes, que je vais essayer de fixer par le pinceau ou par la plume. Que vous le vouliez ou non, vous allez poser devant moi. Et surtout, gardez-vous bien de déranger ou de démentir l'image que je me suis faite de vous. Je vous vois d'une certaine façon. Vous serez tels que je vous vois, ou vous ne serez point. »

C'est bien simple, et si simple, en effet, que, suivant cette méthode, n'importe qui peut avoir la prétention de décrire n'importe quoi.

On alléguera qu'il est des « exotiques », qui ne sont pas de simples impressionnistes, de simples amateurs d'art, qui ne sont pas non plus de simples passants dans les pays qu'ils décrivent, mais qu'ils y séjournent longuement, qu'ils s'y installent comme chez eux et qu'enfin ils s'efforcent de nous en donner une image vraie, après les avoir minutieusement étudiés : tel est le cas d'un Fromentin ou d'une Isabelle Eberhardt pour l'Algérie. Bien saisir les aspects essentiels d'un pays, en fixer les lignes et les couleurs, nous en communiquer l'impression à la fois intense et juste, et non plus déformée par le caprice individuel ou le dilettantisme verbal, ils l'ont heureusement tenté. Quand on les lit l'un et l'autre, — et surtout Fromentin, qui est plus intellectuel et plus précis, — on se dit que *c'est cela*, que personne, en littérature, n'a vu et senti comme eux les paysages désolés du Sud, ou l'Alger de 1830

la Ville blanche, encore à peu près inviolée et farouchement hermétique, des premiers temps de la conquête... Oui, sans doute! Mais il sied de remarquer tout de suite que c'est toujours en *étrangers* que l'un et l'autre se sont campés devant les choses et les gens d'Algérie. En somme, ce sont des *exotiques* suivant la vieille formule romantique ; ce qui les attire et les séduit, c'est l'*étrangeté* des spectacles et des mœurs qu'ils ont sous les yeux. Ils s'en éprennent parce que cela contredit violemment leurs habitudes de civilisés. Isabelle Eberhardt a beau proclamer qu'elle est une nomade du Sud, avec une âme toute pareille à celle d'un Bédouin ou d'une femme qui vit sous la tente, elle sait très bien que cela n'est pas vrai et qu'elle reste, dans son fond, une nihiliste russe venue du fond de sa Kalmouckie et toute pourrie de littérature et d'idéologie occidentales. La meilleure preuve, c'est qu'elle écrit, qu'elle éprouve le besoin d'écrire et qu'un nomade n'écrit pas. On ne sait quel mystère l'attire vers l'homme du Sud. Il en est de même pour Fromentin, — et c'est là une attitude éminemment romantique. Tous deux sont convaincus que l'Arabe est indéchiffrable pour l'Européen et que, d'ailleurs, il recèle, dans les profondeurs de son âme, des régions inexplorées et merveilleuses, comme les grandes étendues désertiques qui l'entourent. Cela est bien possible, cela est même certain. Mais c'est trop oublier que le mystère est partout, aussi bien dans les âmes occidentales que dans celles d'Orient, — et que le mystère n'est, en somme, que de l'inconnu ou du mal connu.

Or cet inconnu exotique diminue tous les jours. Le caractère d'*étrangeté* des pays lointains s'efface avec une effrayante rapidité. Les agences de voyage et le cinéma ont tué l'exotisme, au sens spécial du mot. Sans doute, il y a toujours, et il y aura vraisemblablement toujours des pays étrangers. Mais l'*étrangeté* s'en va d'eux, et ainsi l'élément de curiosité jouera de moins en moins dans la description des pays exotiques.

De là vient la décadence du vieil exotisme : il n'apprend plus rien, et, qu'on me passe l'expression, il *n'épate* plus des gens qui reviennent d'Angkor ou de Ceylan par le dernier paquebot, ou qui ont traversé le Sahara en auto-chenille. Mais surtout, il apparaît incomplet et superficiel et vraiment par trop ignorant d'une foule de choses essentielles. Il ne suffit pas de déclarer que les âmes étrangères sont mystérieuses et indé-

chiffrables et de les planter là avec un grand salut de considération pour courir à des divertissements descriptifs : le lecteur ne se résigne point à cette ignorance, ou, quelquefois, il s'irrite de voir ce « mystère » traité si légèrement... J'ai toujours beaucoup aimé et admiré Théophile Gautier. A chacun de mes voyages en Espagne, j'avais soin d'emporter ses livres, et quand, aujourd'hui, je les ouvre, j'en trouve les feuillets tout gonflés de jasmins cueillis dans les jardins de Cordoue, ou à l'Alcazar de Séville. Il faut avouer que ce sont des guides excellents et charmants. Je me demande si, en ce genre, pour la précision, pour la justesse de la notation, surtout pour la ferveur d'art que l'on sent brûlante à chaque page, on a jamais fait mieux. C'est peut-être la meilleure description que nous ayons, en France, de l'Espagne monumentale et pittoresque. Mais pourquoi les Espagnols en sont-ils si complètement absents?

J'entends bien que Gautier, dans son *Voyage en Espagne*, n'a voulu faire qu'un guide : décrire uniquement des pierres et des tableaux. Pour peu qu'on y réfléchisse, on s'aperçoit que c'est là un parti pris bien paradoxal pour un voyageur et qu'il lui est à peu près impossible de négliger les humains. Et, en effet, que Gautier le veuille ou non, les humains font irruption dans son livre descriptif. Seulement, ils sont conventionnels. Le bon Gautier a sur eux les idées du mélodrame romantique. Dans son for intérieur, il est persuadé que ces Espagnols sont des *curiosités*, des types de musée à empailler et à mettre sous verre, en tout cas des arriérés : ils veulent bien poser devant nous pour notre plus grand déduit esthétique : hâtons-nous d'en jouir et de fixer leur silhouette étrange. Car le progrès, le tout-puissant progrès va les saisir et les entraîner. Ils vont devenir tout semblables à nous, ils en ont du moins la prétention. Et l'on sent que Gautier assiste à cette métamorphose avec la supériorité de l'homme du boulevard, du journaliste parisien, qui se promène dans l'univers comme dans une ménagerie de macaques, ou qui fait les honneurs de la capitale à des parents de province. Au demeurant, il ne nous apprend rien sur l'homme, dont les ancêtres ont construit les palais et les cathédrales, ou peint les tableaux qu'il admire, ou, ce qui est pire, il nous donne sur eux des idées fausses ou absurdes. Trois lignes de Mme d'Aulnoye ou du

marquis de Villars nous instruisent beaucoup plus sur le caractère espagnol que le gros volume de Théophile Gautier.

En somme, le XIXe siècle, avec toutes ses prétentions, a beaucoup plus ignoré l'étranger que le XVIIe siècle, — la psychologie de l'étranger. Il a mieux peint le dehors, il a plus joui des paysages, — je n'ose pas dire des œuvres d'art et de la vie exotique, car enfin quels dilettantes que nos pères du XVIIe et du XVIIIe siècle! Mais il est incontestable qu'il a mieux vu le monde extérieur.

On estime, à présent, que ce n'est pas assez. Sans rejeter et sans condamner absolument le vieil exotisme, on souhaiterait de le compléter. On voudrait lui donner une âme, qui lui manque souvent, un cerveau surtout, lui ouvrir les yeux et l'esprit à une foule de spectacles, de réalités et d'idées.

***

C'est ce qu'ont tenté, pendant ce dernier quart de siècle, les romanciers coloniaux. Et, parmi les réalités neuves qu'ils se sont mis à considérer, la vie coloniale est certainement la plus importante. Sans négliger le passé, ils ont daigné accorder un regard au présent. En face de l'Indigène, ils ont dressé le Colon. Le colon existe à leurs yeux. Son effort les intéresse et même les passionne, et ils estiment qu'il y aurait ingratitude autant que sottise à dédaigner ou à rabaisser cet effort. Jusque-là, on s'en détournait avec horreur. On mettait le vaincu sur un piédestal. On le glorifiait contre tout bon sens et contre toute justice. Par quel miracle une pouillerie, une saleté, une misère et une laideur affligeantes, une stupidité et une barbarie toutes pures devenaient-elles admirables dès qu'elles étaient arabes ou orientales? Notons, en passant, que le mot « oriental » est quelque chose d'aussi éblouissant et d'aussi irrésistible pour le naïf Roumi, que les mots magiques d' « Islam » et de « Moghreb »... Mais si cet éloge de l'indigène était vrai, nous n'aurions plus qu'à nous en aller! Ce serait un crime d'asservir une race qui serait notre égale, ou même qui nous serait supérieure, — et de vouloir lui imposer une civilisation qui serait loin de valoir la sienne. De parti pris, par pose littéraire toujours, ou par préjugé humanitaire, on se refusait à voir les tares, les vices irrémédiables du vaincu, tout ce qui, dans l'état actuel de la civilisation, le voue à une

infériorité méritée et sans espoir. Au contraire, on s'acharnait à signaler triomphalement nos tares d'Européens et de civilisés. C'était proprement odieux ! Car, si, dans nos colonies, comme partout, il existe une tourbe d'aigrefins et de bas aventuriers cosmopolites, il y a aussi des hommes de labeur, d'énergie et d'obscur dévouement, dont la vie, quelquefois, au milieu des pires dangers et des pires difficultés, n'est qu'un long héroïsme. Et je ne parle pas ici du militaire ou du missionnaire, — mais seulement de l'homme de la terre, ou de l'homme de la brousse, du colon, du défricheur, de l'entrepreneur, ou encore du modeste employé, ou du fonctionnaire colonial.

En ces derniers temps, une littérature foisonnante et pullulante s'est développée, qui se propose de révéler aux Français de la métropole la vie coloniale sous tous ses aspects. Un peu partout, des récompenses officielles encouragent cette littérature. Malheureusement, le zèle à conquérir des prix, — d'ailleurs bien modestes, — ne justifie pas toujours, tant s'en faut, ce débordement de prose. A de certains moments, devant ce flot sans cesse accru, on se demande si, dans nos colonies, tout ce qui tient une plume n'est pas occupé uniquement à écrire des romans. Tout le monde compose pour le prix de littérature coloniale. Et ces écrivains, et ces romanciers d'occasion continuent trop souvent les pires errements du vieil exotisme défunt. Ce sont de simples passants qui s'arrogent le droit de dire leur mot sur des pays qu'ils ignorent, ou qui nous décrivent ce qu'il y a de plus superficiel, de plus banal dans les mœurs de là-bas. Ou bien, l'homme d'Occident n'a pas pu déchiffrer l'âme de sa ramatou, de sa congaye ou de sa moukère, — laquelle est fermée à triple serrure, — et il se désespère de cet effrayant et désolant mystère. Ou bien on nous dévoile les turpitudes et les ignominies des fonctionnaires et des militaires coloniaux : tout un déballage d'ordures et d'atrocités. Je n'indique que les thèmes les plus fatigués. Il en est d'autres qui ne valent guère mieux. En général, ces écrivains, acharnés à écrire, ne paraissent pas très bien savoir ce qu'ils veulent faire. Ils vont au hasard, sans autre guide que la mode et, souvent aussi, sans autre objectif que le scandale.

Nos Algériens ne sont pas toujours exempts de ces défauts. Je disais tout à l'heure qu'ils savent ce qu'ils veulent... Oui,

sans doute, cela est clair : ils veulent réussir d'abord, et ils veulent aussi créer une littérature algérienne, bien locale, originale et indépendante. Mais ils paraissent moins décidés, moins assurés pour ce qui est des moyens. Eux aussi, on peut trouver qu'ils marchent un peu au hasard, qu'ils subissent, pêle-mêle et sans critique, toutes les influences littéraires venues de la métropole, qu'ils donnent dans tous les snobismes du moment, pourvu qu'ils soient bien parisiens : ce qui semble contredire le meilleur de leurs intentions. Et pourtant il y a chez la plupart d'entre eux un trait commun qui les différencie profondément des ordinaires écrivains coloniaux et aussi des antiques paladins de l'exotisme : c'est qu'ils sont, en Afrique, les fils du sol, c'est qu'ils y sont chez eux, comme je le marquais dès le début, et on ne saurait trop y insister. Et ainsi c'est *leur pays* qu'ils nous décrivent.

C'est ce qu'ont fait en initiateurs, voilà bientôt vingt-cinq ans, Marius et Ary Leblond, d'abord pour leur île natale, puis pour l'Afrique orientale, — je n'ai pas besoin de dire avec quel succès aux lecteurs de cette Revue, qui ont pu lire ici même leurs belles études sur Madagascar. La position de ces nouveaux venus en face de leur sujet est tout autre que celle des vieux exotiques. Ils l'abordent et l'envisagent dans un tout autre esprit. Ils jugent sans parti pris, ou tout au moins sans préjugé romantique, le « Bic » et la « Moukère », dont ils parlent la langue et qu'ils sont habitués à coudoyer depuis leur enfance. Encore une fois, ils sont chez eux. Les histoires qu'ils nous racontent, ils en connaissent parfaitement tous les dessous ; les personnages et les spectacles qu'ils nous peignent leur sont familiers. Ils ont un grand désir de faire vrai, de peindre un milieu vrai, et non plus romancé ou poétisé par une fantaisie de touriste. En outre, ils subissent l'influence plus ou moins consciente de ce milieu, celle du climat et même, déjà, celle de l'hérédité. Et tout cela compose des physionomies littéraires vraiment neuves, qu'il vaut la peine de définir dans leurs caractères les plus originaux.

***

Comme on ne saurait prendre trop de précautions, dès qu'on est exposé à froisser des amours-propres excessivement délicats, je tiens à bien souligner qu'il s'agit uniquement

ici des écrivains qui ont pris part à la manifestation littéraire de *Notre Afrique*. Et pourtant j'ai le regret et comme un remords de ne pouvoir donner au moins un aperçu de la littérature algérienne tout entière. En attendant que l'Algérie ait une littérature néo-française autochtone assez ancienne pour qu'on en puisse étudier le développement ou l'évolution, il me semble que non seulement on pourrait dresser un imposant catalogue des écrivains français qui, depuis les plus lointaines époques barbaresques, se sont occupés de l'Algérie, mais qu'on pourrait écrire toute une histoire de la littérature consacrée à notre Afrique du Nord, — histoire où l'on suivrait progressivement l'éveil d'une conscience africaine et dans laquelle, à côté de la littérature proprement dite, poésie, drame ou roman, on trouverait une large place faite aux travaux de l'érudition et même au journalisme.

J'ajoute que, parmi les écrivains fils du pays, ou suffisamment adaptés et acclimatés pour qu'on les considère comme d'authentiques Algériens, je voudrais en citer et louer un grand nombre, dont les noms sont célèbres, non seulement en Algérie, mais encore de ce côté-ci de la Méditerranée : une Magali Boisnard, un Raymond Marival, un Ferdinand Duchêne, ou une Elissa Rhaïs, — celle-ci, douée d'un talent de conteur et d'une virtuosité verbale incontestables, mais trop encline à poétiser la vie indigène selon la formule du vieil exotisme. Et parmi les poètes, que de beaux noms aussi, depuis un Maurice Olivaint, dont une partie de l'œuvre poétique, si considérable, n'est qu'un hymne à la terre africaine, jusqu'à un Albert Tustes, le rutilant sonnettiste des *Clameurs*, sorte de Heredia africain, ou un Léo Loups, chantre des splendeurs métaphysiques, Lycophron constantinois, qui ressuscite dans le Tell l'hermétisme poétique des Alexandrins !... Parmi les historiens ou les érudits, les archéologues, les amateurs des antiquités africaines et les novellistes, il faudrait parler comme il convient d'un Martial Douël, l'auteur des *Sept villes mortes*, qui va nous peindre, en une série de tableaux éclatants, l'Alger des Corsaires au temps de Cervantès, — ou bien d'un Gabriel Esquer qui est en train de renouveler l'histoire de la conquête et des origines de l'Algérie moderne par une étude minutieuse de documents inédits, — enfin et surtout il conviendrait de consacrer un chapitre spécial à la monumentale *Histoire ancienne de l'Afrique*

du Nord de mon ami Stéphane Gsell, dont l'immense labeur nous a enfin permis de découvrir le véritable visage de « notre Afrique ».

Mais, encore une fois, il ne s'agit, dans les pages qui vont suivre, que d'un petit groupe d'écrivains ayant un certain nombre de tendances communes, dont la principale est de vouloir être des écrivains locaux, des écrivains africains et plus spécialement algériens.

Que nous apportent-ils donc de spécialement algérien? J'avoue que c'est, quelquefois, assez difficile à définir et que ce sont là de ces choses qui se sentent ou se devinent beaucoup plus qu'elles ne se perçoivent avec précision.

Ils ont d'abord l'amour de la couleur, — d'une couleur plus emportée et plus frénétique que celle de nos plus violents coloristes, — et, d'une façon générale, un penchant à l'outrance qui dégénère souvent en boursouflure, en rhétorique ou en sophistique : goût du paradoxe joint à un assez beau cynisme. Avec cela, naturellement, une certaine absence de préjugés, une morale particulière, qui est à peu près celle de tous les milieux coloniaux. Dans des pays où les existences sont souvent menacées, où les conditions n'en sont pas les mêmes que chez nous, il est trop explicable qu'on ait, à un haut degré, le sens de l'ennemi. Nos Algériens ont ce sens-là, et aussi, l'instinct et l'orgueil de la conquête, le désir d'un perpétuel en avant, l'amour de la vie rude, intense et féconde, — féconde d'abord au sens le plus strict : il faut avoir beaucoup d'enfants pour faire tête à l'ennemi et résister au flot prolifique du Barbare.

Enfin savoir *se débrouiller*, user tantôt de la force et tantôt de la ruse : ils apprécient extrêmement ces qualités de souplesse et d'énergie, et ils savent les louer ou les mettre en lumière dans leurs personnages. Ils ont une morale de maîtres et de conquérants, ou tout simplement de colons, de défricheurs, de mercantis ou d'entrepreneurs coloniaux. Ils ont aussi leur rêve, que voici assez fièrement exprimé par l'un d'eux : « Enfants de la conquête, dominant des peuples de proie, nous serons des marchands rapaces, des cultivateurs têtus, des marins quelque peu pirates. Nous avons bâti notre aire près d'une des grandes routes des nations. Nous sommes des patients et des énergiques, ainsi que les Romains nos maîtres; un jour, notre politique sera de diviser le monde en

deux parties : celle qui nous adviendra par droit de force, et celle qui sera exploitée à notre profit par les autres. Et si cela ne doit pas être, que cela soit du moins notre idéal!... » Le même Algérien écrivait ailleurs : « Dans un siècle peut-être, une Grande Berbérie de forte intellectualité française existera sur les côtes de la Méditerrannée entre les Syrtes et l'Océan, et englobera, à son heure, le Sahara et la Soudanie (1)... »

Je n'ai pas besoin de dire avec quelle fierté je lis ces lignes : à travers des exagérations d'ailleurs voulues et une phraséologie un peu trop nietzschéenne pour mon goût, j'y reconnais des idées qui me sont chères depuis longtemps.

*
* *

Voici donc la première gerbe que nous offre la jeune Algérie. Ceux qui l'ont composée, MM. Abdelkader Hadj' Hamou, L. Chaserey, Marthe Cleuzière, Charles Delpiazzo, Martial Douël, Charles Hagel, Maximilienne Heller, Raymond Marival, Louis Lecoq, Lucien Pelaz, Jean Pommier, Alfred Rousse, Robert Randau, Raoul Stéphan, sont, pour la plupart, des autochtones. Ce sont tous, du moins, des écrivains qui connaissent parfaitement le milieu qu'ils nous décrivent. Il est à noter qu'il se trouve, parmi eux, un pur indigène, M. Abdelkader Hadj' Hamou, lequel, avec autant de malice que de bonhomie, et aussi avec l'accent particulier du terroir, nous raconte un peu de l'âme rusée et retorse de ses coreligionnaires. Curieux symptôme : l'Africain reviendrait-il à la pensée et à la forme latines, comme à l'époque romaine ? Va-t-il refaire, à la fois spontanément et par la force des choses, ce que ses ancêtres ont fait il y a vingt siècles ? Pour celui qui tient compte des nuances, il est certain que le Kabyle ou le Maure, que l'homme du Sahel et même du Tell algérien est bien plus près du pur Latin, de l'Italien ou de l'Espagnol, que de nous autres Français, en qui le vieux fond celtique persiste toujours. L'esprit français est une forme raffinée et aristocratique du latinisme. Espérons que l'indigène d'Afrique y viendra de plus en plus, et qu'en tout cas, il retournera de lui-même à la source commune où s'abreuvèrent ses ancêtres latins et arabes : cette union du génie latin et du génie africain

(1) Robert Randau : *les Algérianistes*, p. 170. — *L'Aventure sur le Niger*, p. 8.

a valu à l'Afrique des siècles de prospérité et de grandeur, comme elle n'en a jamais connu depuis.

Ai-je besoin d'ajouter qu'il y a autant d'inégalité que de diversité entre ces jeunes auteurs, et aussi que, chez plusieurs d'entre eux, il y a encore bien de l'inexpérience et de l'incertitude ? Tous nous apportent les plus belles promesses. Ne doutons point qu'elles ne soient tenues brillamment dans un avenir plus ou moins rapproché. Quoi qu'il en soit, il se trouve, d'ores et déjà, parmi les collaborateurs de *Notre Afrique*, au moins trois noms de romanciers, qui s'imposent à l'attention du public lettré et qui, j'en suis sûr, ne feront désormais que grandir. Ils sont d'ailleurs connus, appréciés ou admirés aussi bien en France qu'en Algérie. Je ne veux pas me donner l'apparence ridicule de les découvrir. Je tiens seulement à saluer en eux des écrivains, dont je suis fier de me dire le confrère : ce sont MM. Louis Lecoq, Charles Hagel et Robert Randau, — celui-ci, qui est leur aîné et le maître d'une véritable génération littéraire, le chef de chœur de la jeune Algérie, — des *Algérianistes*, pour reprendre un mot créé par lui et qui est représentatif de toute une doctrine.

***

Jusqu'ici, Louis Lecoq et Charles Hagel ont écrit en collaboration. Nous devons à cette union féconde un recueil de nouvelles qui est intitulé : *Broumitche et le Kabyle*, un roman de mœurs et d'aventures : *l'Empire du monde*, et enfin un récit mi-fantastique, mi-satirique, un horrifiant pamphlet de la guerre qui s'appelle *Sid Ghorab surcorbeau*.

Disons tout de suite que ce dernier livre déconcerte souvent le lecteur moyen autant par une accumulation d'horreurs un peu fatigantes et rebutantes que par une affectation de symbolisme confus. J'avoue que je n'arrive pas bien à démêler ce que signifie *Sid Ghorab*, ni non plus, dans *Broumitche et le Kabyle*, la longue nouvelle qui s'appelle : *la Levée des morts*. On ne voit pas nettement, on devine mal où veulent en venir les deux auteurs. Et l'on discerne aussi, peut-être un peu trop, dans ces nouvelles et ces romans, les influences françaises ou même étrangères qui ont agi sur eux. On y voudrait aussi une langue plus sûre, plus traditionnelle, même dans ses audaces et ses innovations.

Mais, ces réserves faites, il sied d'admirer, chez les deux collaborateurs, une sensibilité vraiment africaine, — un sens extraordinaire de la couleur et de la lumière, — et aussi ce que j'appellerai le sens du Sud, c'est-à-dire la fascination des espaces, à la fois prodigieusement lumineux et avec cela, immenses et vagues, l'attrait obscur et le resplendissement du voile de Tanit. Ces Latins qui ont naturellement le culte de la forme précise, nette et tranchante, aboutissent à l'indéterminé. Qu'on lise leur nouvelle intitulée *El Schôrouq*, ce récit brûlant et aveuglant de poussière et de soleil, où respire, parmi les épouvantes, on ne sait quel affreux mystère, — et l'on comprendra ce que je veux dire.

Ils ont, en bons coloniaux, le sens de l'ennemi. L'ennemi est partout présent dans leur œuvre, qui n'est qu'une longue allusion à la nécessité de la lutte contre des forces ou des activités malfaisantes sans cesse aux aguets. *Broumitche*, c'est la ruse latine qui s'affronte avec la ruse berbère et qui finit par en triompher. *L'Incendie*, c'est la méchanceté et la stupidité du barbare aux prises avec la cruauté rendue nécessaire et presque excusable du civilisé. *La Levée des morts*, c'est le passé qui se dresse contre le présent, la terre antique avec tous ses ossements qui chasse l'intrus et le passant éphémère. *El Dbaah*, c'est la nature, la bête foulant aux pieds l'orgueil des civilisations et insultant à leur œuvre, c'est la ruine de l'impériale Timgad devenue le repaire d'une hyène assoiffée de sang frais. *El Schôrouq*, c'est le désert, la région des mirages, le pays de la soif et de l'effroi, l'Afrique dans ce qu'elle a de plus féroce opposant à l'Europe exécrée la barrière de ses dunes et ses puits empoisonnés et les lances de ses Targuis voilés de noir *L'Empire du monde*, c'est le rêve d'une France et d'un Islam africain unis dans une revanche d'idéalisme contre le mercantilisme de l'Anglo-saxon... Partout le combat, la guerre reconnue et saluée comme une nécessité.

Et néanmoins, malgré cette hantise d'une hostilité sans cesse présente, malgré l'appréhension des pièges, de l'embûche perpétuelle, — conspiration du sol, du climat, de l'homme contre l'étranger, — le goût de l'aventure, non pas seulement pour gagner, pour conquérir la terre, pour fonder et pour coloniser, — mais pour l'aventure elle-même, pour la seule beauté de l'aventure, pour agir, pour aller devant soi toujours

plus loin, pour vivre toujours plus intensément, comme ces vieux routiers de la Légion d'Afrique, sur lesquels Lecoq et Hagel ont écrit l'admirable page que voici, hymne « héroïque et brutal » qui a l'allure et l'accent d'une *Marseillaise*... Ces légionnaires : « des hommes terribles, non des paysans déguisés, ou des citadins aveulis, *mais des soldats*. L'arme au poing, l'insulte aux dents, partout au monde, ils s'étaient battus, au Congo, au Tonkin, sur les arroyos du continent mystérieux, ou la vase putride des lagunes. Dans les pagodes aux toits pointus, que garde, aux angles, le sourire grimaçant des Boudhas, dans les murs croulants, derrière les palissades de bambous, ils avaient subi des sièges, souffert la soif torturante et la vermine qui grouille. Au pays des Jaunes subtils et chez les noirs aux cruautés candidement énormes, partout ils avaient saccagé, brûlé, tué. Pour l'entreprise folle, la marche à la mort et le sacrifice, sur un signe, à toute heure on les trouvait prêts. Autant que leurs corps étaient groupés, leurs esprits étaient solidaires. D'avoir même haine, même amour et même instinct cela les faisait pareils, unis comme des molécules de terre dans une motte. Des hommes terribles : une élite, ceux sur qui s'usèrent toutes les pestes et toutes les maladies : les fils de l'aventure et de la mort... »

Et pourtant ceux qui écrivent ces lignes féroces ne peuvent pas oublier qu'ils sont, eux, des fils de France, les rejetons d'une race généreuse, qui a horreur de détruire, qui ne conquiert que pour civiliser. Leur rêve secret d'idéalistes irréductibles, ce serait de conquérir les âmes : tâche, en apparence décevante, tellement les obstacles sont formidables ! Eh bien, quand même ! En dépit de tout, malgré des échecs cent fois répétés, malgré les sarcasmes, — trop souvent justifiés, hélas ! — contre l' « assimilation », la « collaboration fraternelle », la « pénétration pacifique », toutes formules qui ont l'air de bonnes utopies, ils ne se découragent point, ils ne veulent pas s'avouer vaincus dans leur fraternel effort civilisateur. Ils osent le dire : « L'assimilation ! Ce rêve qui pourrait devenir une réalité ! Quelle force pourrait y puiser la France, renouvelant ainsi son sang, tous les millénaires, se renforçant de vitalité neuve pour les luttes à venir ! Ces êtres frustes, somnolant dans la torpeur de l'Islam, retrouveraient à leur réveil le même génie qui a fait la gloire de leurs lointains ancêtres. Ils

donneraient à la patrie française ce qu'ils ont donné à l'empire de Rome : des écrivains comme l'évêque d'Hippone, des apôtres comme Tertullien, des chefs comme Sévère !... » Eh oui ! c'est ma vieille chanson ! Moi non plus, je n'en veux rien rabattre. Encore une fois, il n'y a pas de raisons pour que ceux dont les ancêtres ont accepté la culture latine ne l'acceptent pas de nouveau. Mais, parmi les Africains, il faut savoir discerner ceux qui en sont capables, tenir compte des différences et des inégalités. Je ne me lasserai pas de répéter que la grande erreur de la Métropole, — et même de certains Algériens, — est de traiter l'Algérie tout entière comme si elle était habitée par une population homogène. Depuis longtemps, depuis toujours, c'est un pays sans unité, un pays de passage, où cohabitent des races d'une inégalité et d'une hostilité foncières, et où il a toujours fallu un maître venu du dehors pour assurer un ordre et une sécurité toujours précaires.

L'indigène des rivages et du Tell pourra sans doute venir à nous. Mais le nomade et le nègre des régions sahariennes paraissent voués à une barbarie incurable, à moins de bouleversements prodigieux, de croisements ethniques et de changements radicaux dans les conditions de la vie. Même l'indigène des villes, élève de nos écoles, étudiant de nos facultés, a beaucoup de peine à rejeter les tares des vieilles disciplines et des vieilles superstitions locales ou islamiques. Dans un curieux roman, écrit, je crois, sans son collaborateur habituel, — un roman qui s'appelle : *Cinq dans ton œil* (les cinq doigts de la main dans l'œil du maléficiant), — Louis Lecoq a analysé la curieuse mentalité de ces nouveaux musulmans d'Afrique, de ces produits de l'école française, fonctionnaires, étudiants, médecins ou avocats. Invinciblement ils traduisent les concepts de la science et de l'idéologie modernes dans la langue de leurs vieux mythes arabes ou berbères. Avec les mots de notre vocabulaire scientifique à la bouche, ils continuent à penser en hommes pour qui les forces naturelles sont des démons et pour qui le miracle est partout. Bien loin de les conquérir à la pensée occidentale, ce sont eux qui africanisent ou islamisent notre science et notre pensée.

Malgré ces résistances, ces malentendus, ces difficultés de toute sorte pour parvenir à une entente, nos jeunes Algériens estiment qu'il n'en faut marquer aucune mauvaise humeur,

ni aucun ressentiment à l'indigène. Tout en sachant le prix de notre civilisation, nous ne devons pas mépriser le vaincu parce qu'il n'y participe point, et cela par politique autant que par raison, par sage défiance de nous-mêmes. Nous devons même essayer de lui emprunter ce qu'il a de meilleur et, dans une certaine mesure ou certaines choses, prendre modèle sur lui. N'est-il pas utile enfin de nous mettre à sa place, pour critiquer les abus ou les lacunes de cette civilisation occidentale dont nous sommes si fiers, — et, par exemple, pour juger de haut l'industrialisme de l'Anglo-saxon ? Là-dessus, Lecoq et Hagel ont des idées très nettes et très arrêtées. Tout leur roman, *l'Empire du monde*, n'est qu'un long réquisitoire contre l'impérialisme mercantile de l'Anglo-saxon : « Les Anglais, écrivent-ils, ne savent rien des races qu'ils soumirent et qu'ils méprisent, dont ils s'attirent la haine inexpiable, je ne sais si c'est plus par la rigidité de leur domination que par la superbe de leur attitude. Ce sont des égoïstes, des marchands orgueilleux. Leur écrivain représentatif, Kipling, a célébré les races supérieures, la loi hiérarchique. En quoi les laides femmes du Devonshire avec leurs pieds plats, leurs lunettes et leur triste âme luthérienne valent-elles mieux que les jolies filles de l'Inde? En quoi l'épais dévoreur de rostbeaf de Cardif ou de Manchester, qui mange, boit, dort et travaille comme une brute, est-il supérieur au pauvre fellah d'Égypte qui regarde le ciel et qui songe à Dieu ? Ils ont acheté le monde avec le confort, les épingles de sûreté et les plumes à bec d'acier... »

Je ne suis pas aussi sûr que nos auteurs de la supériorité de la dame indoue ou du fellah égyptien. Mais je puis m'associer à eux, comme n'importe quel musulman, pour la critique que voici : « La mécanique avait fait naître des besoins factices. Ployés sous ces servitudes nouvelles, abrutis par l'automatisme des métiers et limités par les spéculations techniques, plus que jamais les hommes étaient des esclaves, créatures de plus en plus dépouillées de toute conception d'ensemble, sans grandeur ni noblesse, atrophiées et châtrées de leur capacité de synthèse. C'étaient là les civilisés, les foules accumulées dans des cités géantes et qui rapetissaient l'homme et Dieu et la grandeur de vivre à la mesure de leur nullité ! De par l'imbécile dévoiement de la science, la civilisation trouvait son

expression dernière dans l'art de fabriquer en série : la supériorité du blanc sur le cannibale se résumait à porter un veston, quelquefois un smoking et à envoyer des mandats-poste. Si ce triomphe de la matière n'avait rien allégé des besoins primitifs et de la misère initiale, *il se payait d'un incroyable abaissement des esprits.* »

Lecoq et Hagel ont bien raison. Certes le tort de l'industrialisme n'est pas précisément de fabriquer en série, de multiplier les besoins et les commodités, mais d'être sans âme et sans esprit. Et c'est pourquoi ils se retournent avec déférence, avec respect vers ces barbares « aux besoins élémentaires », mais qui leur apparaissent « dans leur beauté d'*êtres vrais*... » Qu'est-ce à dire? Ils vont nous expliquer leur pensée : « Chacune de leurs actions, — de ces « êtres vrais », — avait une valeur indiscernable, entière, de haine, d'amour, de bravoure. Au-dessus d'eux, héritée des anciennes théogonies, sans aménagement d'utilitarisme et complètement détachée de l'humain, la grande idée dominatrice de la Divinité! Dieu! non un mastigophore ramené à la petitesse humaine, mais Dieu, l'absolu, le total!... »

Ne regardons pas de trop près cette conception de la Divinité que nos deux auteurs prêtent à leurs barbares d'Afrique. J'ai peur qu'elle soutienne difficilement l'analyse. Toutefois, je crois bien entendre ce qu'ils veulent dire, et j'en trouve l'expression définitive et à peu près parfaite dans cette scène pathétique où ils nous représentent le héros de *l'Empire du monde*, le capitaine Berthier mourant d'une blessure faite par une balle anglaise et disant adieu à son allié d'occasion, Bekrani, jeune chef targui, qui s'est mis au service de la France. Le Français et le Musulman d'Afrique ont au moins un lien commun, qu'ils le sachent ou non, celui de l'apostolat. Tous les deux sont capables de se sacrifier pour le triomphe d'une idée... Mais, par les yeux de Lecoq et Hagel, voyez plutôt cette scène! Écoutez ce dialogue! Berthier, qui va mourir, est étendu sur une civière, tandis qu'à l'horizon, la troupe anglaise, dispersée par ses hommes, s'enfuit éperdument... Bekrani s'approche, de sa marche glissée, et, devant le héros expirant, il se borne à prononcer ces mots : — « Dieu l'a voulu, capitaine!... » Et Berthier répond : — « Dieu l'a voulu! moi, je suis heureux de te voir! Écoute-moi!... Ta tâche n'est pas finie! L'heure sonnera sans doute bientôt où, du Niger jusqu'à la

Chine, il faudra se lever!... Dieu est Dieu! L'homme est l'homme, et il ne faut pas mêler! *Mais toi et moi, les tiens et les miens, tout de même, nous sommes plus près du Maître que ces vautours-là, les usuriers du monde...* »

En vérité, le mot est sublime : « Nous sommes plus près du Maître!... » Mais, d'ailleurs, toute la fin de ce roman guerrier touche à l'épopée. Les dernières pages, un peu confuses, sont emportées néanmoins par un grand souffle lyrique. On peut tout espérer de jeunes écrivains capables d'atteindre à une telle hauteur et de s'y maintenir, — de manœuvrer, pendant des chapitres entiers, une telle foule de personnages, de franchir en imagination des mers et des continents, et de brasser avec allégresse et vigueur une telle masse d'épisodes et de péripéties...

***

L'œuvre de Robert Randau, déjà plus ancienne, — ses débuts remontent à une vingtaine d'années, au moins, — est aussi plus étendue. Elle est surtout d'une variété peu ordinaire : romans de mœurs et d'aventures comme *les Colons, les Explorateurs, Celui qui s'endurcit, l'Aventure sur le Niger, le Commandant et les Foulbé, Cassard le Berbère, les Algérianistes,* — romans fantaisistes et fantastiques comme *la Ville de cuivre,* — romans satiriques comme *le Chef des porte-plume,* ou *le Grand Patron,* — essais moraux, analyses psychologiques à la Montaigne, croquis humoristiques, comme *A l'ombre de mon baobab,* ou bien *le Manuel du parfait explorateur colonial,* — enfin, dialogues philosophiques comme *Des fantaisies sur l'Éternel, les Terrasses de Tombouctou,* — et même des poésies, *Autour des feux dans la brousse, Crépuscules au cabaret...* Et je me hâte d'ajouter que, pour être complet, il faudrait encore allonger cette liste déjà longue.

Je ne dis pas que, dans cette œuvre si touffue, je goûte ou admire également tout. L'auteur m'excusera de confesser que je ne le suis pas toujours dans toutes les brousses, sylves, marécages et marigots, où sa fantaisie, sa sensualité débridée, sa verve intempérante et quelquefois un peu grosse l'entraînent, l'égarent ou le noient. Je n'approuve pas toujours ses paradoxes, ou ses « blasphèmes » littéraires, qui datent un peu trop pour mon goût, son étalage de cynisme, ses férocités

idéologiques à la Nietzsche ou à la Huysmans, sa gesticulation et sa rhétorique outrancières. (Je fais toutes ces réserves pour avertir le lecteur et pour libérer ma conscience, car, s'il faut être franc, je suis, dans le fond de mon cœur, très indulgent à la plupart de ces défauts.) Robert Randau est de ceux qui s'imaginent qu'un écrivain, pour plaire au public, doit se maquiller et se contorsionner excessivement. En tout cas, c'est un sûr moyen d'étonner et d'attirer les snobs. Mais je crois que le vrai Randau n'est pas si malin. Ce gaillard aux larges épaules et à la forte corpulence, qui domine de très haut la ribaudaille littéraire, comme une sorte de Frère Jean des Entommeures brandissant un formidable porte-plume en guise de massue, cache en lui un bon vivant, solidement attablé devant le plat de l'existence et qui s'évertue à prendre la vie et les hommes par le bon côté. Il y a, en ce colonial exubérant, un poète bachique, gastronomique, macaronique et bedonique, comme ceux du commencement du XVIIe siècle, les chantres de cabaret à la manière de Saint-Amant et de Théophile de Viau. Et puis l'on n'a qu'à tourner la page qui vous a donné cette fugitive impression, et l'on constate tout de suite que Randau habite bien plus haut que ces hôtes des sous-sols du Parnasse. On sent que l'auteur de *Cassard le Berbère* et des *Explorateurs* est quelqu'un, — quelqu'un de considérable, une des physionomies littéraires les plus originales de ce temps-ci...

Ce qui frappe d'abord en lui, c'est le don verbal, la richesse réellement prodigieuse de la langue. Plus tard, quand Randau aura été consacré comme le premier des classiques africains, il faudra rédiger un glossaire spécial de sa langue, laquelle, excellente en soi et de pure source française, roule dans ses flots un torrent d'épaves et de détritus de toute provenance : argots et sabirs algériens, patois de la Cantère et de la Casba, jargon militaire du tirailleur et du goumier, jargon du nègre et du colon soudanais, et, pêle-mêle avec tout cela, la langue verte des faubourgs et des bouges parisiens, l'argot des casernes, des collèges et des ateliers, la langue romantico-naturaliste de Huysmans et de Zola, — et enfin, recouvrant et emportant le tout, le plus substantiel et le meilleur français, celui des contes de Voltaire, des discours de Bossuet, des *Essais* de Montaigne et du *Pantagruel* de Rabelais. On peut juger diversement le style extraordinairement composite et quelquefois un peu baroque,

qui résulte de tous ces éléments amalgamés. Mais ce vocabulaire si riche, qui rappelle en plus riche encore celui d'Apulée, est, aux mains du prosateur néo-africain, un instrument d'analyse et d'inquisition littéraires vraiment merveilleux, un moyen d'expression d'une souplesse, d'une complexité et d'une pénétration peu communes.

Muni d'un tel truchement, qu'est-ce donc que nous raconte de nouveau cet écrivain venu des profondeurs les plus vermeilles de l'Afrique et les plus noires de la Nigritie ?...

***

Cet Africain, qui aspire littérairement à se rebarbariser, est, malgré tout, un civilisé qui a des nerfs. Il commencera donc par nous dire copieusement, et de la façon la plus subtile, tout ce qu'il a souffert du climat, comme du milieu colonial et équatorial, les ennuis, les « embêtements », les exaspérations, les tortures, qui viennent des hommes, des chefs, de « l'administration », du sol et de l'atmosphère...

Voici, par exemple, de bien déprimantes impressions sénégalaises : « L'air est si imprégné d'humidité qu'il paraît sirupeux. L'atmosphère est une éponge. L'Européen respire avec peine ; des sueurs abondantes inondent son corps ; ses doigts, lorsqu'il écrit, laissent des traces mouillées sur le papier ; il est mal à l'aise, debout et oppressé, couché ; l'impression de soif domine l'instinct ; l'estomac se refuse à la boisson ; le novice éprouve, pendant les heures chaudes, de constantes envies de vomir ; ses reins sont douloureux, ses jambes sans force ; son ventre se ballonne. Les orages qui déchirent le ciel sursaturé d'électricité ne rafraîchissent point l'homme. La pluie tombée, il s'élève du sol une buée tiède qui fait foisonner la vie exubérante et abolit le courage du civilisé... Aux repas, le cœur se soulève de dégoût devant les mets. Malgré piments, kakis, poivres divers, l'Européen ne secoue pas la torpeur de son appétit... »

Et un peu plus loin : « Pour le blanc de la cité tropicale, l'hivernage est la saison de peur. Il redoute la fièvre jaune, la peste et la bilieuse. Il guette le départ des paquebots, qui, cap au Nord, se rendent en Europe. Le foie pesant, il soupire : « J'en ai encore pour deux ans ! Arriverai-je au jour béni de la retraite ?... » Et, traînant la jambe, il regagne lentement sa

demeure. Sa chambre à coucher est une étuve. Le boy, pressé de gambader dans un tamtam, a oublié d'aérer le logis. Les draps du lit sont tièdes. Dans l'obscurité, les moustiques entament déjà, sentant de la chair fraîche, leurs zézaiements inlassables. Les chauves-souris heurtent de l'aile les persiennes de la varangue. Le blanc songe au plaisir qu'il aurait à dormir jusqu'à l'aube, sans s'éveiller. Il sait que ce souhait est chimérique et qu'il ne reposera pas cette nuit non plus que la nuit suivante. A tâtons, il gagne sa baignoire et y noie ses sueurs. Il est à peine sorti du bain qu'il sent de multiples démangeaisons lui parcourir le corps : une soudaine éruption de bourbouille lui couvre la peau de petits boutons douloureux. Il est au désespoir : nul remède ne calmera le prurit de son épiderme... »

Petites misères ! dira l'Européen, qui n'a aucune idée de ce supplice sans rémission. Voici qui est pire. Écoutez gémir et se plaindre la fiancée du colonial, la malheureuse petite Française promise comme une proie à la Nigritie dévoratrice : « Épouserai-je un colonial ? Sera-t-il alcoolique, tuberculeux, avarié ou brute ? Aurai-je les restes d'une négresse malsaine ?... Ah ! l'avenir subtropical des femmes de coloniaux ! Les accès de fièvre, les hémorragies interminables, le vomito-negro, la bilieuse hématurique, les maladies parasitaires !... Dominant cet ensemble, l'anémie, la dégénérescence précoce, la vieillesse à trente-cinq ans, les enfants chétifs ! Douces perspectives !... »

Comme compensation, a-t-on, au moins, de beaux paysages à se mettre sous les yeux ? Pas toujours, tant s'en faut ! Même le fleuve et la forêt équatoriale, dans toute leur énormité confuse, ne sauraient faire oublier à l'Algérien exilé la lumière, la beauté tout harmonieuse et toute classique de ses horizons familiers. Vous vous représentez peut-être Tombouctou la Mystérieuse, comme une ville de rêve et d'enchantement ? Randau vous répond froidement : « Tombouctou n'est qu'un village nègre, pétri avec des mottes de mauvais terreau malaxé dans du fumier. Six à sept mille Sonkhaïs dégénérés, métissés de captifs et qui, de même que Panurge, redoutent fort les coups, y exercent le métier de *cokay* ou *distiagui*, et de *teypa*, aux dépens des caravaniers sahariens et soudanais... Aux derniers taudis de la ville commence le désert, parsemé de gommiers miteux et poudreux à l'ombre desquels les tiques

guettent le voyageur... » Ou encore : « Tombouctou : une masse brune de glaise écrasée sur une éminence de sable ocreux, que cernent de maigres arbustes épineux... »

Sur cette terre ingrate, au ciel bas, à l'atmosphère lourde et suffocante, une humanité dégénérée ou stagnante, — le Noir, avec ses ruses, ses traîtrises, ses cruautés et ses superstitions sataniques ou bestiales, tout son abrutissement. Le voyageur ou l'administrateur colonial trouve-t-il au moins quelque consolation du côté des siens? Mais le blanc ne vaut guère mieux que le noir. Affaibli, détraqué et démoralisé par le climat, il est trop souvent une loque, physiquement et moralement. Dans son roman, *le Chef des Porte-Plumes*, Randau a buriné un portrait féroce, et évidemment poussé au noir, du fonctionnaire européen en pays colonial. Parmi ces ronds-de-cuir aveulis et minés par toute espèce de vices, parmi ces malades et ces pourris, surgissent parfois des êtres admirables, des volontés énergiques et dominatrices, des âmes de toute sainteté et de toute beauté. Mais, même ceux-là ne sont point à l'abri des déchéances et des fatalités qui guettent l'Européen en ces terribles pays, où une volonté humaine est si peu de chose contre tant d'ennemis conjurés. Et c'est pourquoi l'auteur des *Terrasses de Tombouctou* a osé écrire, en tête de son livre, cette dédicace d'une affreuse et navrante ironie : « Aux mânes des héros, — de la conquête civilisatrice, — morts alcooliques, — en Afrique occidentale française, — martyrs de leur idéal. »

Mais toutes ces critiques violentes et exagérées de parti pris, ces cruautés descriptives auxquelles le génie outrancier et combatif de Randau se complaît, ne sont en quelque sorte, chez lui, que des précautions oratoires, ou les explosions d'un tempérament vigoureux, qui a besoin de cogner dur, qui éprouve une réelle délectation à cogner dur. Cette virtuosité belliqueuse mise à part, on dirait qu'il tient à avertir le lecteur qu'il n'a aucune illusion sur les pays et sur les êtres qu'il nous décrit sans pitié, et que, malgré tout, il aime et admire de tout son cœur. Oui, malgré tout, il est fasciné par cette Afrique barbare, inhospitalière, meurtrière et, trop souvent, décevante. C'est d'abord le charme inexplicable de l'aventure, la dangereuse aventure africaine. On part, sans bien savoir pourquoi, pour la beauté du risque, pour frôler au passage mille périls et la mort peut-être, pour avoir de l'espace

devant soi, pour se sentir son maître, pour rompre le perpétuel fil-à-la-patte du civilisé, pour mille autres choses encore que l'on ne peut pas dire et qui tiennent au plus profond de la sensibilité ou même du sentiment. En dépit de tous les ennuis et de toutes les tortures, de tous les « cafards » et de tous les déboires, le colonial, l'administrateur, le militaire, l'explorateur ou le missionnaire, réellement amoureux de son œuvre ou de son Afrique, une fois qu'il a goûté à cette vie-là, ne peut plus s'en passer et finit toujours par y revenir... « Si j'arrive à ma retraite, dit un commandant en garnison à Tombouctou, je me retirerai dans ma maison de Touraine et je me laisserai gâter par ma brave petite-fille. — Vous êtes pessimiste, vous! lui répond un lieutenant. Comme vous y allez! Si j'arrive à ma retraite!... Eh là! Ceci est d'un désespérant! — Bah! les vrais coloniaux ne dépassent guère la cinquantaine : témoin les statistiques. Autant vaut partir de bonne heure. Nous demeurons pendant notre jeunesse et notre âge mûr hors de la civilisation, hors de ce qui est bon et beau, loin de nos parents et de nos amis. Tout à l'heure vos soldats nous donnaient un aperçu de la société dans laquelle la nécessité nous contraint de vivre... *J'ai l'Afrique en haine et je ne me résigne pas à la quitter*. C'est une maîtresse collante, voilà!... » — La vraie raison de cet attrait de l'Afrique, en somme, c'est qu'en ces pays neufs, l'énergie se déploie et rencontre des occasions de triomphe, comme nulle part ailleurs, et cela Randau l'a éprouvé, et il nous l'a dit avec une belle éloquence : « Quiconque est énergique, c'est-à-dire agit son rêve, est mon plus cher compagnon. Là-bas, dans les pays de mort, il combattra un ennemi qui s'appelle légion. Là bas, l'homme ignore ce qui accumule en nous les raisons et les douceurs de vivre. Il ne s'embarrasse à votre image, ô civilisés, ni des reliques spirituelles, ni du bric-à-brac des défunts âges. Il porte ses archives en lui : il vit dans sa coutume comme vous, à vingt ans, dans les baisers de votre douce. Là-bas, vous n'aurez que des adversaires autour de vous. Vous connaîtrez les lassitudes d'un climat débilitant, l'exaspération inextinguible du désir sexuel, le pullulement agaçant, envahissant des êtres inférieurs et la torture qu'ils engendrent pour vous (ils n'existent que pour subsister à vos dépens), l'angoisse de la mort brusquée, ou le désespoir de la mort lente, le harcèlement indiscontinu des

orages de forces mystérieuses qui grondent et se ruent aux limites de votre inconscient, non sans le griffer et le froisser... Vous ne triompherez que si vous n'avez pas peur de vous-même : l'univers ne tourne que pour l'homme qui se sépare à point du troupeau auquel sa loi l'a agrégé... »

Nous voilà donc attirés, en fin de compte, par ce colonial dans la région dangereuse et trouble des instincts. N'avoir pas peur de soi-même, c'est oser se regarder dans toute la nudité de ses appétits et de ses désirs. Aboutirait-il en somme à la liberté anarchique de toutes les puissances, bonnes ou mauvaises, qui sommeillent en nous, ou au culte bismarckien de la force pour la force? Nullement! « La force, nous dit-il, est, dans mon esprit, synonyme d'action... » Nous voilà ramenés à l'évangile de Faust : « Au commencement était l'action ! » Et c'est bien en ce sens gœthien que Randau a pu écrire : « L'énergie est à elle-même sa propre et la seule morale. » C'est-à-dire qu'elle se limite et se coordonne, qu'elle s'impose une règle et qu'elle admet le sacrifice, en vue d'une fin qu'elle juge digne de son effort. Mais reste à savoir si cette fin n'est pas anarchique et immorale en elle-même. Ce broussard, qui a l'amour du bouquin, qui, sous la tente, continue à se livrer à des orgies de lecture, que l'on sent, à de certains moments, entraîné par Nietzsche et quelques immoralistes plus récents, nous donne le frisson de la catastrophe pour nos vieilles éthiques européennes. Mais, finalement, nous en sommes quittes pour la peur. Robert Randau, lui aussi, comme ses amis Lecoq et Hagel, reste un civilisé féru de sa civilisation occidentale, et, malgré des airs de sceptique et de cynique à tous crins, un bon idéaliste de France, qui croit à nos immortels principes et qui veut être, comme nous tous, un civilisateur, un apôtre, — en d'autres termes, œuvrer pour ce qu'il croit être, suivant la vénérable formule, le beau, le vrai et le bien...

Il se penche presque fraternellement sur l'indigène, et il l'étudie en psychologue, en moraliste averti et indulgent. Et, après avoir cru, sur une impression trop superficielle, que ces êtres si différents de lui sont de simples brutes, il en arrive à conclure qu'il n'y a pas de sauvages, mais seulement des dégénérés : ce qui est une idée souvent exprimée, avant lui, par les explorateurs et les coloniaux. Mais il va plus loin. Il découvre

la complexité de ces âmes réputées simples : « La vie psychologique de mes indigènes, écrit-il quelque part, est aussi intense que la mienne, et d'atroces conflits de conscience jaillissent des impératifs d'une morale, qui n'est point toutefois la nôtre. » Et il nous en apporte, en effet, quelques exemples topiques et fort hauts en couleur. D'autres fois, exaspéré par certains entêtements, certains refus, certains retranchements d'âme tout à fait impénétrables à l'Européen, il incline à penser qu'il n'y a rien à faire avec l'indigène. Le civilisé, qui, par attitude paradoxale, admettait complaisamment des morales et des façons de penser qui ne sont pas les siennes, se redresse tout à coup et juge comme il convient la mentalité, l'âme enfantine, fanatique et féroce de l'Arabe et du Nègre. Tout cela, ce sont des bêtises, tout cela, c'est de la barbarie : il faut que *cela* disparaisse : « Nous ferons sauter un jour cette machine, dit Cassard, en faisant le procès de l'administration coloniale : les fellahs seront avec nous. Ils sont aux trois quarts de sang berbère. Ce sont nos méthodes qui sont mauvaises et non les âmes. *Nous les régénérerons.* — Et s'ils ne consentaient pas à se laisser civiliser, s'écria Bertal, en frappant sur son sabre, nous aurions toujours ceci pour leur enseigner que *la sottise ne prédominera pas sur la force...* »

Le sabre, la force comme recours et comme argument suprêmes ! C'est assez humiliant quand on se proclame des civilisateurs ! L'administrateur qu'est Robert Randau ne s'y résigne point... Quand même, pense-t-il, il faut tâcher d'agir sur l'âme de l'indigène ! Mais que ce sera difficile ! Que de préjugés à vaincre ! Là encore, le romancier colonial n'a pas la moindre illusion : « Les hommes de couleur, dit-il, n'ont aucune idée précise des raisons de notre présence sur leurs terres, car ils s'estiment beaucoup plus pauvres que nous. Ils attribuent sans faute des motifs magiques à nos voyages, surtout quand ceux-ci s'accompagnent de fouilles : nous sommes, pour eux, en quête de trésors, dont il leur est pénible d'être privés. Si nous déterrons de paillardes statues et des débris d'antiquités, si nous estampons des fragments d'inscriptions, si nous photographions des paysages et des êtres, c'est afin d'en tirer parti pour des œuvres de sorcellerie. Recueillir des crânes dans un cimetière est un crime plus qu'une profanation, puisque ces crânes nous serviront à évoquer le double des

ancêtres et à le ravaler au rang d'esclave qui ne connaîtra plus le repos et se vengera de ce trouble sur ses descendants. Nos médecins tuent les gens malades pour les ressusciter guéris. Prendre un cliché d'un individu est lui voler un peu de son âme : le blanc est, par excellence, un mangeur de cœurs, un fils des êtres démoniaques... »

Que de motifs de haine dans tout cela ! Mais le pire obstacle à toute espèce de rapprochement, c'est la religion : « Ah ! ce qu'elle nous rend malheureux, notre religion ! proclame une jeune musulmane d'Alger, élevée à l'européenne et à qui son père veut faire épouser un gros négociant de la rue de la Lyre : il faut s'abstenir de cela ! il faut manger ceci ! il ne faut pas toucher à cela !... Les observances de la religion, chez nos notables, sont prisées non pour leur valeur morale, mais, pour leur étroitesse. Nul musulman ne les aime, mais, s'il les suit, c'est pour maintenir son esprit de race et parce qu'il déteste les innovations importées dans son pays par les étrangers... » Et cette jeune personne, qui a pris d'assez inquiétantes manières et un langage un peu singulier dans on ne sait trop quel milieu européen, nous parle en ces termes du sort qui l'attend après son mariage : « J'imiterai maman : je m'abrutirai ! Maman s'enorgueillit d'être une fameuse dévote. Il n'y en pas de ferré comme elle sur les pèlerinages, les plats qu'il convient de manger pendant le ramadan, les choses pures, impures et tolérées... Aux jours convenables, elle se rend, avec sa négresse, aux Sept-Sources où l'amine des noirs sacrifie pour elle des poules et invoque des djinns. Je pleure rien qu'à supposer que, telle maman, je m'astreindrai à vivre, plat sur derrière, des après-midi complets, sur mes tapis, dans la galerie de mon patio, entre deux pots de réséda, à bavarder sans trêve avec les voisines, à prendre parti pour la femme du portefaix rouée de coups par son mari, à réciter constamment des incantations contre les embûches des démons familiers, qui pourraient me provoquer à choir dans les escaliers !... En vérité, c'est à désespérer !... »

Assurément, c'est une rude entreprise que de vouloir changer ces âmes-là ! Il y faudra beaucoup de temps et de ménagements. Et c'est la conclusion que Robert Randau met dans la bouche d'un Cheik vénérable, avec qui il vient de s'entretenir de jeunes Tunisiens élevés, eux aussi, à l'européenne : « Ils ne sont plus musulmans, dit le Cheik, et ne sont pas encore Européens. Ils

sont devenus savants en votre science. Mais qu'est-ce que cela prouve en leur faveur? Rien ne leur appartient dans cette intellectualité, dont ils s'enorgueillissent. Rien ne leur est propre dans ces idées que, laborieusement, ils se sont efforcés de s'assimiler : ils sont vos singes, à mon avis ! Les humbles parmi nous et les étrangers qui les méprisent et leur appliquent des épithètes blessantes, obéissent, ce faisant, à un instinct de grande justice : le canard paré des plumes de l'autruche ne serait-il pas ridicule? O ami, il y a beaucoup d'excellentes choses qui nous arrivent des nations chrétiennes. Toutefois, je supplie Dieu dévotement que ma descendance ne connaisse vos idées que peu à peu, avec méthode et à travers les idées de leur race. Rappelle-toi qu'il fallut de longs siècles à Dieu (qu'il soit exalté !) pour imposer l'Islam au respect de l'univers. Et tu voudrais que des idées d'homme, cette misère, transforment, en quelques maigres années, la mentalité d'une nation?... »

Voilà des conclusions vraiment bien peu encourageantes! Recevoir nos idées « à travers les idées de leur race », ou, pour reprendre une formule fort à la mode, « évoluer dans le cadre de leurs traditions et de leurs institutions », ce serait donc tout ce que pourraient faire nos Africains et tout ce que nous pourrions attendre d'eux ! Mais qui ne voit que cela aboutit en somme à les enfoncer encore plus profondément dans leur particularisme étroit et sectaire ? Le dernier roman de Louis Lecoq, *Cinq dans ton œil*, nous montre ce que deviennent nos idées scientifiques dans des esprits musulmans tout pleins des plus extravagantes superstitions. Nul bénéfice n'en résulte pour la culture de ces esprits et nul rapprochement d'eux à nous. Il faut, pour cela, de toute nécessité, intervertir les termes du mélange. C'est l'élément français et européen qui doit s'assimiler l'élément africain et musulman et non le contraire. *Il faut, en d'autres termes, que ces esprits pensent en français :* autrement, il n'y aura rien de fait. Nous aurons renforcé une mentalité arriérée et hostile, en lui donnant l'illusion qu'elle nous égale sur notre propre terrain, tout en conservant, sur le sien, une supériorité inégalable. Peut-être qu'en définitive il faut nous résigner à vivre à côté de nos indigènes coloniaux, sans espérer jamais que les barrières s'abaissent entre eux et nous.

Les seuls résultats que nous puissions obtenir, en maintenant le contact, ce seraient des avantages tout personnels et

tout égoïstes. Bien loin d'agir sur eux, ce sont eux qui agiraient sur nous, en nous fournissant, sans le vouloir, des enseignements fort salutaires. Et d'abord, en nous obligeant à prendre les sentiments et les idées qui conviennent à des maîtres. Nous devons traiter nos sujets, comme ils le méritent et comme il sied, sans utopie, sans vaine sentimentalité. Randau illustre cette méthode d'une façon toujours un peu paradoxale, mais bien amusante. Il nous présente ainsi un de ses héros, « Carbon de Carbone, chef de deux cents chenapans poilus et de rude gueule », lequel obtint de la manière suivante la soumission d'une contrée, dont les chefs hésitaient entre la tutelle de la France et celle de l'Angleterre : « A qui voulez-vous obéir? leur demanda-t-il : à des guerriers ou à des marchands? — Les guerriers n'obéissent qu'aux guerriers! proclama l'assemblée. — Je m'attendais à une réponse honorable de la part de braves de votre espèce. Or les Anglais sont des marchands! — Ils ont aussi des soldats, objecta un vieux. — C'est vrai! Ils les engraissent à ne rien faire. Mais voici la preuve qu'ils sont des marchands : lorsqu'ils viennent vous visiter, ne vous soldent-ils pas, en espèces sonnantes et trébuchantes, ce dont ils ont besoin? — En effet! — Donc ils se comportent en marchands. Au contraire, quand je suis arrivé dans votre pays, je ne vous ai rien acheté, rien vendu. Je me suis emparé, dans les villages, de ce qui était nécessaire à un guerrier de ma race. Aux mécontents, je montrai mes fusils : *un guerrier ne paie jamais rien*. Ma conduite n'était-elle pas celle d'un guerrier? — Tu as raison, tu es un mâle : c'est avec toi que nous signerons le traité!... » La conclusion de cette très vraisemblable anecdocte, il me semble que je la trouve un peu plus loin dans les lignes que voici : « *Ce sont des hardiesses de sous-lieutenants, qui nous ont donné notre empire sud-saharien*. Soutenus par les gens du quai d'Orsay, nos explorateurs nous eussent fait cadeau de la moitié de l'Afrique... »

Audace, initiative, énergie entretenue et guidée par un ferme bon sens, voilà les qualités que le voisinage toujours redoutable de l'indigène impose à un chef colonial. Avec cela, il y faut l'égalité et le détachement d'une âme qui est prête à tout. S'il n'y atteignait pas de lui-même, la nature et les hommes qui l'entourent se chargeraient bientôt de lui apprendre ces vertus et, au premier rang parmi elles, le mépris de la mort :

« Les gens d'Europe, dit Cassard, — le héros de prédilection de Robert Randau, — ont peur de la mort par appréhension de la douleur. Mais la douleur est indispensable à l'homme fort. En ce qui me concerne, dans les situations les plus équivoques, alors que des hordes de nomades nous assiégeaient, alors que les égorgeurs de *rezzous* nous guettaient, jamais ma bonne humeur ne m'abandonna et j'eus toujours le petit mot pour rire. Un grain de sable dure davantage qu'un être humain : cette idée m'a réconforté à l'occasion... » Enfin, suprême bénéfice, pour le civilisé, de ce contact avec le barbare : il apprend à voir les tares de sa civilisation. Il prête l'oreille aux insinuations des malins génies du Noir, qui, sur sa terrasse de Tombouctou, autour du photophore, viennent lui susurrer, comme d'agaçants moustiques : « Les blancs pensent à la manière des êtres inférieurs. Il faut que leur pensée aboutisse à une forme... Ils sont, bien qu'ils s'en défendent, les adorateurs de ces idoles que le *Nabi* ordonna de briser. Ils s'expriment comme des enfants sur l'Unité, sur la Divinité et les Essences... Ces fils de la Lune méconnaissent les routes de la certitude... » Robert Randau est revenu souvent sur cette idée qu'il a empruntée aux musulmans d'Afrique : la science occidentale, perdue dans le dédale des lois naturelles et de leurs applications éphémères, ne sait plus ce que c'est que la substance et que l'Éternel. Le Roumi désapprend les voies qui mènent à l'Unique. De plus en plus, il s'éloigne du Maître...

* * *

Arrêtons-nous sur cette idée qui est en quelque sorte le sommet de cette œuvre complexe et puissante. Elle renferme bien d'autres aspects, que je renonce même à indiquer, tellement ils sont nombreux.

Tout cela compose un ensemble, quelque peu chaotique et, parfois, contradictoire. L'auteur ne laisse pas d'en avoir conscience et il se glorifie dans cette conscience qu'il a des incohérences et des contradictions, — au moins apparentes, — de son œuvre et de ses personnages : « Malgré mon désir de ne point m'écarter, dans mes ouvrages, de la vérité la plus nue, malgré mes carnets de notes, mes registres à coupures, j'ai une inclination peu naturelle pour le théâtre, ce mensonge... A force d'avoir vécu dans la brousse des tropiques et le bled

algérien, j'ai agrément à réagir contre la terre, la lumière et l'être, à ne plus vouloir apprécier les hommes tels qu'ils sont, à m'enticher de maquillage, de travesti, de chiqué. Je me joue sans cesse la comédie à moi-même : brute dans mes instincts, je me contrains à paraître homme de goût, et j'y tiens tellement que je compose des livres, pour mieux me le prouver. Paysan grossier, je m'accommoderais sans ennui du gourbi de mes Berbères, et j'ai peiné pour m'habituer à vivre dans le luxe. A la moindre occasion, je rejette loin de moi le poids des civilisations européennes et le sauvage ressuscite... » Ainsi parle Cassard-le-Berbère, qui ressemble comme un frère à Randau l'Algérien.

A ces incohérences et à ces contradictions, qui, chez lui, déconcertent le lecteur pressé ou superficiel, s'ajoute, pour achever de l'ahurir, un manque total de composition, — j'entends la composition traditionnelle, telle que la pratiquent la plupart de nos romanciers. Cette composition-là, remarquons-le bien, n'est nullement la composition classique, celle des grands écrivains de l'antiquité. Un romancier qui composerait aujourd'hui comme Virgile, serait accusé de s'égarer dans les hors-d'œuvre : à plus forte raison quelqu'un qui composerait comme Apulée, en son *Ane d'or*. Robert Randau est certes plus près de la manière apuléenne que de la manière virgilienne. Il a un beau dédain pour les histoires qui ont un commencement, un milieu et une fin et pour toutes les ficelles du roman romanesque et de la « scène à faire ». Tout ce qui sollicite ses pinceaux, sa verve, sa curiosité, sa sensualité, son enthousiasme, il s'y précipite fougueusement et plante là son récit, qui, d'ailleurs, n'y perd rien. C'est la joyeuse aventure avec ses zigzags et ses caprices. Mais, en suivant un tel guide, on est toujours sûr d'arriver quelque part. Au surplus, cette esthétique est-elle si loin de celle de Gœthe qui répondait à ceux qui ne voyaient dans *Faust* que des morceaux juxtaposés : « Quand je n'aurais fait qu'assembler *de beaux fragments de vie*, il me semble que je n'aurais pas perdu mon temps. » Randau, de son côté, écrit : « Notre vie ! mais, partout, c'est quelque chose d'immense ! Et c'est pour cela qu'une œuvre gorgée de nous est gorgée de beauté, et est éternelle !.. Un galope-fricot imbécile, en mal de critique, me reprocha un jour d'écarter, de propos délibéré, toute intrigue de mes livres ! Eh ! bon Dieu ! mes bougres sont assez drus tels qu'ils sont pour ne point s'embarrasser d'arti-

fices à dormir debout. *Est-ce que cela existe, l'intrigue, dans la vie réelle?* Mais voilà! La plupart des hommes ne voient pas l'intensité des simples existences qui débordent autour d'eux... Et cependant la vie du plus humble d'entre nous est le plus splendide des romans. Contez un peu par le menu l'existence d'un toucheur de bœufs, d'un colon... d'un écorcheur de glèbe, voire de la dernière des bagasses, et ce sera, si vous êtes sincère, une œuvre robuste, de la plus ample humanité... » Encore une fois, je reconnais là des théories littéraires que je me suis efforcé, dès mes débuts, de mettre en pratique. Mais, en restant d'accord, pour l'essentiel, avec l'auteur, je maintiens que l'œuvre ainsi conçue, ne saurait se passer de composition, — une composition plus subtile, moins apparente que l'autre, d'un caractère plus artiste, plus esthétique que logique.

En somme, quoi qu'on puisse dire contre l'œuvre de Randau et celle de la jeune Pléiade algérienne, — et leurs défauts, je le reconnais, sont nombreux et choquants pour des Français de France, — il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un effort extraordinairement original. En dépit de tout ce qui peut choquer, ou scandaliser dans cette littérature africaine, je n'hésite pas à la tenir pour bienfaisante. Le vent qui souffle de là-bas est salubre et tonifiant. La matière que pétrissent ces artistes prodigues est riche, plantureuse, et magnifique. Ils nous présentent des types d'humanité complets, — vices et vertus, — débordants de vie, de volonté, d'intelligence, et naturellement héroïques. Ils voient grand, ils nous découvrent d'immenses horizons, une nature aux profondeurs vertigineuses, le monde des forces naturelles non domestiquées par l'industrie de l'homme et, par-dessus tout cela, la simplicité, la calme immobilité du Désert qui parle à l'esprit de l'Éternel... O critiques, qui criez que le roman se meurt, qui cherchez, dans les pires hystéries, les pires dépravations du Slave, des sources de rajeunissement, tournez-vous vers ces écrivains et ces pays de « la plus grande France » : vous y trouverez ce que vous cherchez vainement chez le Russe : des terres et des âmes inexplorées, de véritables continents vierges, et, avec cela, au lieu de poisons de mort, des nourritures saines et revivifiantes...

LOUIS BERTRAND.

L'IMPÔT SUR LE CAPITAL

I

Au milieu des difficultés financières de l'heure présente, dont la source remonte loin, et qui sont dues avant tout à la carence de l'Allemagne et à la non exécution du traité de Versailles, la préoccupation dominante de nos hommes d'État est de mettre le budget en équilibre et la Trésorerie en mesure de subvenir aux dépenses publiques. Celles-ci sont de deux ordres : 1° services réguliers des divers ministères; parmi eux, celui des Finances, comportant 19 milliards d'intérêt et d'amortissement de la Dette, a de beaucoup la plus grosse part, ne laissant à toutes les autres administrations civiles et militaires qu'une quinzaine de milliards; 2° remboursement incessant de tous les titres à court terme émis par le Trésor, en particulier des bons de la Défense nationale, dont il circule plus de 50 milliards, exigibles à chacune des multiples échéances auxquelles ils ont été créés.

La dette flottante, dont ces bons forment l'élément principal, est l'héritage d'une longue série de déficits budgétaires qui ont commencé avec la guerre en 1914 et qui sont à la veille de disparaître, puisque les prévisions de 1925 font ressortir un demi-milliard de francs d'excédent. D'autre part, le paiement des dommages aux sinistrés des régions libérées sera vraisemblablement terminé en 1927. Dès lors, le verrou sera tiré sur le chiffre de la Dette publique, qui ne devra plus augmenter. Non seulement ce fardeau ne devra plus croître, mais il faudra songer à le réduire. Le souci de cet amortissement a inspiré depuis quelque temps divers projets qui tendent à demander au

contribuable un effort exceptionnel, destiné à procurer à l'État une somme considérable affectée à l'extinction d'un montant correspondant de la Dette publique : les arrérages de celle-ci seraient réduits dans les prochains budgets qui s'établiraient en excédent; cet excédent lui-même pourrait être consacré à un nouvel amortissement.

S'il est facile de construire en pensée un plan de ce genre, il est singulièrement malaisé de l'exécuter en présence d'une matière imposable entamée de plus en plus profondément. Depuis 1920, en effet, les appels aux contribuables se sont multipliés et aggravés. Les impôts cédulaires et l'impôt général sur le revenu ont été portés à des niveaux de plus en plus élevés; la taxe sur le chiffre d'affaires a été instituée; les impôts existants ont vu leur coefficient augmenter sans relâche ; les valeurs mobilières ont été particulièrement frappées ; un double décime est venu majorer de 20 pour cent la plupart des contributions.

En dépit de cette situation, certains hommes politiques ont cru pouvoir lancer l'idée d'un impôt sur le capital. Ils nous obligent ainsi à revenir une fois de plus sur cette chimère, condamnée à la fois par la théorie et par l'expérience, mais qui reparaît à intervalles réguliers et qui séduit certains théoriciens qui se refusent à en comprendre les injustices et les impossibilités.

Le vice initial de la conception réside dans la méconnaissance de ce qu'est le capital. N'est-il pas indispensable en effet d'avoir des idées claires sur ce qui le constitue avant de songer à opérer sur lui un prélèvement? Rappelons la meilleure définition qui en ait été donnée : « l'accumulation des valeurs soustraites à la consommation improductive ». Au point de vue fiscal, le capital est la fortune des contribuables, représentée par les objets suivants : immeubles par nature ou par destination, terres, maisons, installations industrielles, organisations commerciales, fonds de commerce, clientèle acquise, valeurs mobilières, fonds d'État, obligations et actions, ces dernières étant souvent la représentation d'autres formes de richesses, meubles ou immeubles, qui constituent l'actif social ; enfin billets de banque, numéraire, compris sous le nom générique de monnaie. C'est en cette dernière que s'exprime la valeur de tous les autres éléments du capital, et c'est à cause de cette habitude prise d'évaluer les capitaux de toute espèce en monnaie qu'une confu-

sion s'est établie peu à peu dans beaucoup d'esprits entre les deux notions, cependant absolument distinctes, de capital et de monnaie.

Pour le vulgaire, le capitaliste est l'homme qui dispose d'une somme considérable d'espèces ou de billets de banque, c'est-à-dire d'instruments monétaires, au moyen desquels il peut satisfaire ses besoins et se procurer les autres marchandises. Ce préjugé explique la faveur avec laquelle sont parfois accueillis dans les milieux populaires les projets d'impôt, ou plutôt de prélèvement sur le capital, qu'un député socialiste a résumés en une phrase souvent citée dans ces derniers temps : « prendre l'argent où il est ». Ce serait en effet une opération simpliste que celle qui consisterait à amputer dans une proportion déterminée les encaisses de chacun, si ces encaisses représentaient la totalité de la fortune nationale. Mais elles n'en constituent qu'une très faible partie : dès lors, le problème de l'amputation se pose sur tous les autres domaines avec une complexité redoutable. C'est là un premier obstacle qui barre la route dès le point de départ.

II

L'impôt sur le capital se présente sous deux aspects : le prélèvement immédiat d'une fraction déterminée des patrimoines, quels qu'en soient d'ailleurs les éléments constitutifs, ou bien la perception d'un impôt annuel, calculé en raison du capital possédé par chacun des redevables. Dans le premier cas, le fisc se heurte à d'énormes difficultés pour tout ce qui n'est pas monnaie ou valeurs mobilières ayant un large marché qui permette au contribuable d'aliéner aisément la quantité de titres nécessaire pour former la somme requise. Que fera par exemple le propriétaire d'une maison, si on le taxe au cinquième de la valeur de son immeuble ? On nous dira qu'il a la ressource de vendre, aujourd'hui que cette pratique est devenue courante, un des appartements du bâtiment. Mais quelle solution envisager, si celui-ci ne comporte pas cette division ? Que fera le propriétaire d'un fonds rural, d'un champ ? Va-t-il en aliéner la cinquième partie ? Va-t-il réaliser le cinquième de son cheptel ? Voici un amateur qui a passé sa vie à composer une collection d'objets d'art, de livres, de

tableaux, d'estampes, de tapisseries, dont la valeur essentielle résulte souvent de la réunion complète d'exemplaires rares et précieux. Prélevez 20 pour 100 sur cette collection et vous réduirez le prix de ce qui restera de beaucoup plus d'un cinquième. Imaginons ce que serait le marché de toutes choses, le jour où il faudrait réaliser le cinquième de l'actif de la France. Si le capital, comme dans les exemples que nous venons de citer, n'engendre pas de revenu, le prélèvement d'une fraction quelconque équivaut à une destruction partielle de ce capital, destruction qui sera d'autant plus rapide que le taux de l'impôt sera plus élevé. La difficulté d'asseoir l'impôt sur le capital est infiniment plus grande que celle de la même opération en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Le recolement et l'évaluation de beaucoup des éléments qui le constituent est au-dessus des forces administratives; il ne pourrait s'effectuer ou plutôt s'ébaucher qu'au moyen d'une inquisition persistante et approfondie qui exigerait un personnel de fonctionnaires encore beaucoup plus nombreux que celui déjà si vaste qui existe à l'heure actuelle; les taxateurs devraient pénétrer non seulement dans la demeure, mais dans la vie privée la plus intime de chacun de nous. Les inégalités les plus choquantes apparaîtraient dans la répartition de l'impôt. Les variations de la matière imposable se produiraient incessamment et obligeraient à des déclarations et à des vérifications sans fin.

Mais n'insistons pas sur ce côté du problème. Quand même l'impôt sur le capital pourrait être aisément perçu, il ne devrait pas l'être : il est antiéconomique au premier chef, destructeur des réserves indispensables au maintien de l'activité des sociétés modernes. Nous le démontrerons sans peine en analysant le dernier projet de ce genre qui a vu le jour à la Chambre, mais au préalable nous jetterons un coup d'œil sur ce qui s'est passé à cet égard dans certains pays étrangers.

III

L'Allemagne a essayé de l'impôt sur le capital. Une loi du 31 décembre 1919 l'avait institué sous le nom de *Reichsnotopfer* (sacrifice de nécessité à l'État) sur toutes les formes de la richesse. La somme due par le contribuable pouvait être versée en une seule fois, avec des déductions allant jusqu'à 8 pour 100,

ou bien en trente annuités pour les valeurs mobilières, en cinquante annuités pour les immeubles. Jusqu'à la fin de 1920, l'impôt pouvait être payé en titres de rente ou en bons du Trésor, comptés à leur valeur nominale, si le contribuable en faisait la demande expresse, sinon au cours du 31 décembre 1919. En décembre 1920, un amendement à la loi obligea les assujettis à verser 10 pour 100 de leur fortune avant le 1er mai 1922, le solde étant acquitté par annuités calculées au taux de 6 1/2 pour cent.

La loi du 8 avril 1922 supprima partiellement le *Reichsnotopfer* qui, à partir de ce moment, ne dut plus être perçu que pour un tiers et cessa d'être exigible en novembre 1923. Il fut remplacé par l'impôt annuel sur la fortune, *Vermoegensteuer*, dont le tarif variait de 2 pour mille pour les premiers 250 000 marks à 3 pour 100 au-dessus de 25 millions. Toute cette législation a été refondue en novembre 1923.

Le Gouvernement avait annoncé que l'impôt rapporterait 45 milliards de marks. Ce chiffre est bien loin d'avoir été atteint. Le produit a été pour l'exercice 1920-1921 (1er avril au 31 mars), de 3 milliards; pour 1921-1922, de 8 milliards; pour 1922-1923, de 4 milliards. Mais ces chiffres sont des marks-papier; l'ordre de grandeur auquel ils correspondent ne peut être réalisé que si on les traduit en marks-or. En procédant à cette transformation, on voit fondre les milliards; les trois chiffres d'ensemble 15 milliards se réduisent à 100 millions, 240 millions et 24 millions de marks-or, c'est-à-dire une somme de 364 millions. La baisse éperdue de l'étalon faisait que les versements des contribuables, restés nominalement les mêmes, représentaient une valeur réelle de plus en plus faible. Quand l'impôt a été supprimé en novembre 1923, les 45 milliards prévus au début valaient 43 marks-or. L'expérience allemande a lamentablement échoué; elle a sombré au milieu de la débâcle monétaire.

En Italie, la tentative faite au lendemain de la guerre n'a pas été plus heureuse.

M. Nitti, qui était alors au pouvoir, estimait à 80 milliards de lires (1), la valeur totale des patrimoines supérieurs à 50 000 lires; il voulait les imposer en moyenne à 25 pour 100

(1) La lire vaut en ce moment 80 centimes environ.

et espérait donc encaisser de ce chef 20 milliards de lires, au moyen desquels il aurait réduit la dette publique d'un cinquième. Un décret-loi du 24 novembre 1919, instituant l'impôt sur le capital, appliquait à tous les patrimoines de plus de 20000 lires des taux variant de 5 à 25 pour 100, les versements pouvant s'échelonner sur 30 années. Le décret-loi du 22 avril 1920 porta le minimum imposable à 50 000 lires, le taux maximum à 50 pour 100 et réduisit la période des versements à un maximum de 20 années. Les biens soumis au prélèvement étaient :

1° Les capitaux investis en terrains et immeubles;

2° Les capitaux placés par actes passés dans le royaume ;

3° Les titres;

4° Les fonds de commerce, brevets, créances, fonds liquides, cheptel;

5° Les bijoux, pierres précieuses, objets d'or ou d'argent.

Un chapitre du décret-loi posait les règles d'évaluation ; un tableau indiquait le montant de chacune des 20 annuités dues par les contribuables; dans la classe la plus élevée, l'annuité était de 2 1/2 pour 100.

Les déclarations étant restées très inférieures aux chiffres qu'attendait le Gouvernement, M. Giolitti, qui avait remplacé M. Nitti à la présidence du Conseil, fit voter, le 24 septembre 1920, une loi qui ordonnait la conversion au nominatif de tous les titres indigènes au porteur, sauf les bons du Trésor et les récépissés de dépôt des Caisses d'épargne. Il espérait ainsi atteindre l'universalité des valeurs mobilières italiennes.

La mesure ne devait d'ailleurs être appliquée que lorsque les dispositions nécessaires pour assurer la transmission aisée des titres nominatifs auraient été arrêtées. Or, ces mesures ne furent pas prises, et la loi du 24 septembre ne fut jamais mise en vigueur. Mais la seule menace de la voir transformer le régime des valeurs mobilières avait produit des effets désastreux. Les sociétés en formation ne trouvaient plus de souscripteurs, les capitaux, sollicités de répondre à leur appel, s'abstenaient, les fortunes émigraient, la matière imposable se dérobait de toutes parts; les capitaux étrangers, qui avaient jusque-là été encouragés par tous les gouvernements italiens, réintégrèrent leur patrie d'origine. Les offres de titres se multiplièrent sur les marchés intérieurs, où les vendeurs affluèrent

et provoquèrent une baisse générale et considérable. D'importants groupes parlementaires, qui avaient au début été favorables au prélèvement sur la fortune, s'effrayèrent en présence du désarroi général provoqué par la seule crainte d'une législation non encore appliquée : ils furent les premiers à en réclamer le retrait.

Le décret-loi du 5 février 1922 adoucit déjà sur beaucoup de points les dispositions antérieures. Le gouvernement fasciste, qui accéda au pouvoir le 30 octobre 1922, accomplit dans le domaine économique une véritable contre-révolution. Mussolini apportait en matière financière des idées diamétralement opposées aux principes démagogiques appliqués depuis la fin des hostilités. M. de Stefani, ministre du Trésor de son cabinet, déclarait le 22 novembre 1922 à la Chambre des députés qu' « un système financier qui a pour base la persécution du capital est un système entaché de folie ».

Un décret du 10 novembre 1922 supprima définitivement l'obligation de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, en même temps que, par un acte des plus hardis, Mussolini abolissait les droits de succession en ligne directe. Avec une hauteur de vues remarquable, il comprenait quel solide fondement le maintien de l'héritage dans la famille donne à l'État.

Une brochure, publiée en 1924, sous le couvert du Ministère des Finances de Rome, fait prévoir la disparition de l'impôt sur le capital et de la taxe sur les bénéfices de guerre comme « n'ayant plus de raison d'être ». Voilà donc à quoi aboutit la tentative d'établissement de l'impôt sur le capital en Italie. Après avoir annoncé pompeusement qu'il procurerait des ressources considérables permettant de réduire de 20 pour 100 le fardeau de la Dette publique évaluée à une centaine de milliards, le Gouvernement a dû se contenter du versement d'un certain nombre d'annuités, dont les premières atteignent à peine un demi-milliard, environ 3 pour 100 du budget total. Pendant cette période, le capital de la Dette publique, au lieu d'être réduit, s'est élevé de 95 à 116 milliards de lires et son service annuel de 4 à 5 milliards et demi. En présence des résultats médiocres de la déclaration, le Président du conseil essaya de prendre des mesures violentes, comme celle de la transformation obligatoire des valeurs au porteur en titres

nominatifs. Il fut vite obligé de reconnaître les effets désastreux que produisait la simple menace de cette législation. Il battit en retraite sur toute la ligne, en attendant qu'un successeur imbu des vérités économiques prît le contre-pied de ces lois malencontreuses et ramenât la confiance en rétablissant le crédit du pays.

IV

Nous avons insisté sur la brève, mais éloquente histoire de l'impôt sur le capital en Italie, parce qu'elle démontre à l'avance l'inanité des espérances conçues et formulées lors de la plus récente tentative faite en France pour y introduire une législation semblable. M. Paul Aubriot et 21 de ses collègues de la Chambre ont signé une proposition de loi tendant à amortir les avances de la Banque de France à l'État, les bons et obligations de la Défense nationale, les bons du Trésor à 3, 6 et 10 ans, au moyen d'un prélèvement extraordinaire sur les biens meubles et immeubles. Ce prélèvement serait de 15 pour 100 de la valeur des propriétés non bâties, et de 20 pour 100 de celle des propriétés bâties et des valeurs mobilières. Pour rendre leur projet attrayant, les honorables députés ne se bornent pas à promettre le remboursement d'une partie de la dette publique, ils recommandent la suppression de près de 5 milliards d'impôts, à savoir :

La taxe sur le chiffre d'affaires, qui a rapporté en 1924	3015	millions
La taxe de luxe	15	—
L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	1551	—
L'impôt sur les bénéfices agricoles . . .	29	—
L'impôt sur les traitements et salaires.	221	—
L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales	69	—
Total.	4900	millions

Comme ils évaluent à 6 milliards le montant des intérêts de la dette qui serait amortie, ils n'hésitent pas à envisager l'abandon d'une recette égale aux cinq sixièmes de cette somme. Ils estiment (nous ignorons sur quelle base) l'ensemble des

biens, meubles et immeubles de la France, à 1 000 milliards, alors que d'autres statistiques ne dépassent guère 500 ou 600 milliards ; un prélèvement de 20 pour 100 fournirait d'après eux 200 milliards. Nous ne conseillons à aucun ministre des Finances d'abandonner une seule des taxes existantes en échange des recettes qu'on fait miroiter à nos yeux.

On amputerait « sans difficulté », disent les auteurs de la proposition, les billets de banque, les Bons de la Défense nationale et du Trésor, les titres d'État et les valeurs mobilières françaises. Cette première faillite d'un cinquième donnerait à l'État le moyen de rembourser la Banque de France. Mais celle-ci ne retirerait pas les 26 milliards de billets qui correspondent au découvert du Trésor : elle s'en servirait pour faire des avances au Crédit foncier de France, lequel à son tour consentirait des prêts hypothécaires aux propriétaires d'immeubles obligés de payer la contribution. Le montant du prélèvement pourrait être acquitté en cinq annuités. Sans entrer dans l'examen détaillé d'un projet dont le caractère chimérique apparaît à chaque ligne, citons-en deux articles qui sont de nature à donner aux Français un avant-goût du sort qui les attendrait, si par impossible le principe d'un semblable impôt était admis.

« Art. 11. — Les billets de banque non présentés à l'estampillage du Trésor public dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi ne seront plus admis en paiement.

« Les coupons des valeurs mobilières non présentées à l'estampillage dans le même délai ne seront plus payés.

« Toute personne qui aura négocié, escompté, reçu en gage ou en dépôt des valeurs mobilières françaises ou étrangères non estampillées sera punie de un à cinq ans de prison.

« Art. 13. — Pendant les cinquante années qui suivront la mise en application de la présente loi, les meubles, voitures, bateaux, machines, objets d'art, bijoux, pierres précieuses qui n'auront pas acquitté le prélèvement ne pourront, sous peine de confiscation, faire l'objet d'aucune transmission entre vifs ou par décès. »

Les rédacteurs de ce dernier article se sont-ils demandé comment serait vérifiée la condition fiscale de chacun des objets visés? La fiancée qui portera au doigt une bague devra être prête à exhiber à première réquisition du fisc le certificat

constatant que le cinquième du prix de son anneau a été versé au percepteur. Le touriste qui circulera en automobile aura la même preuve à faire pour la voiture qui le transporte. Permettra-t-on au propriétaire d'un tableau de conserver dans sa demeure la toile qu'il a acquise ou dont il a hérité sans y coller le reçu de l'administration constatant que le droit de 20 pour 100 a été acquitté? Qui estimera les œuvres d'art? Qui tiendra compte des fluctuations des valeurs, plus violentes en ce domaine qu'en aucun autre? Telle peinture de Meissonnier qui se vendait cent mille francs il y a quarante ans, ne trouverait peut-être pas preneur à l'Hôtel des ventes au dixième, au vingtième de cette somme. Comment s'établirait la discrimination entre les biens soumis à l'impôt et ceux qui, produits postérieurement à la loi qui l'établit, y échapperaient?

M. Aubriot a expliqué qu'il entend opérer le prélèvement sur la masse des biens existants sans totaliser pour chaque contribuable le montant imposable, ce qui, de son propre aveu, entraînerait des délais de plusieurs années. Il essaie de donner ainsi à sa conception le caractère d'un impôt réel et non pas personnel.

Mais la simplicité du système n'est qu'apparente. En frappant séparément chacun des éléments de fortune existant entre les mains d'un contribuable, le but poursuivi n'en est pas moins de prélever sur ce qu'il possède les 15 ou 20 pour cent envisagés. Or tous ces objets qu'on frapperait isolément ne constituent qu'une présomption de fortune; ils forment l'actif d'un bilan dont il faut connaître le passif : les immeubles sont susceptibles d'être grevés d'hypothèques; des titres ont pu être donnés en nantissement; des fonds de commerce peuvent n'être que partiellement payés; en matière commerciale et industrielle, il faut dresser le compte des dettes et des créances, et, dans bien des cas, faire subir à ces dernières de sérieux amortissements. Les billets de banque ne sont que des instruments de paiement qui passent de main en main, dont la possession momentanée ne prouve nullement que le détenteur soit riche de leur montant. D'autre part, qui profiterait des billets de banque, des titres, des coupons qui cesseraient d'avoir cours? la Banque de France, les sociétés émettrices ou l'État?

La combinaison du prêt consenti par le Crédit foncier aux contribuables propriétaires d'immeubles n'ayant pas de ressources disponibles ne ferait que les mettre en face d'un

autre créancier vis-à-vis duquel ils auraient à s'acquitter en cinq années comme ils eussent dû le faire envers le Trésor. Les propriétaires de valeurs mobilières ne seraient pas dans une situation meilleure. Ils devraient vendre le cinquième de leurs titres, ou chercher à emprunter la somme correspondante. Qui ne voit le désarroi dans lequel serait le marché financier en face de milliards d'offres qui ne trouveraient pas de contrepartie? A quelles conditions se négocieraient ces emprunts, aujourd'hui où le taux officiel des avances à la Banque de France est de 8 pour 100? D'ailleurs, le paiement au moyen de titres d'État étant admis, le Trésor recevrait des bons et obligations de la Défense nationale, des rentes françaises, des obligations du Crédit national et fort peu de numéraire. Dès lors il ne remboursérait pas la Banque de France et celle-ci ne pourrait pas faire d'avances au Crédit foncier.

Le fonds de commerce n'a guère pour l'exploitant qu'une valeur nominale, qui ne devient effective qu'au jour où il le vend : comment le négociant aurait-il le moyen de payer 20 pour 100 sur un actif semblable?

Le projet accorde une exemption de 5000 francs pour les meubles meublants. Cette somme serait infiniment trop faible, notamment pour les familles nombreuses, qui auraient à payer 200 francs sur chaque millier de francs dont la valeur de leur mobilier dépasserait 5000 francs.

Quelle situation serait faite au nu-propriétaire, à l'usufruitier d'immeubles ou de titres? Imposerait-on à l'usufruitier l'obligation de laisser vendre ou hypothéquer par le nu-propriétaire les biens dont il a la jouissance?

De tous côtés apparaissent les difficultés inextricables dans lesquelles se débattraient ceux qui, serrant la question de près, essaieraient de résoudre les mille problèmes que fait naître le prélèvement sur le capital dont rêvent les utopistes.

V

On oublie que l'impôt sur le capital existe déjà sous des formes multiples, souvent vexatoires et excessives, mais qu'une longue accoutumance avait rendues tolérables, aussi longtemps que les tarifs n'en étaient pas devenus équivalents à une confiscation. Peut-on ne pas qualifier d'impôt sur le capital les

droits de mutation entre vifs des immeubles, qui s'élèvent au sixième de leur valeur, ceux des meubles, et surtout les droits de succession dont le produit a triplé depuis dix ans, qui rapportent aujourd'hui près d'un milliard au budget, et qui s'élèvent dans certains cas aux quatre cinquièmes de l'héritage. Les droits de timbre et d'acte qui guettent à chaque pas les moindres manifestations de la vie économique, ne sont pas autre chose qu'un prélèvement renouvelé sur la substance même du capital. Le fisc est comme le flot de l'Océan qui vient battre les falaises et les ronge par son action continue. Une lutte incessante se poursuit entre l'épargne qui cherche à réparer les brèches pratiquées par l'impôt sous toutes ses formes dans le rempart du capital et les budgets dévorants, accrus sans relâche, dont les exigences sont chaque jour plus insatiables. Point n'est besoin de décréter un prélèvement spécial sur la richesse acquise, sur la fortune représentée par ses divers éléments. Chaque jour le Trésor public se charge d'opérer une amputation tantôt ouverte, tantôt sournoise de ce capital, qui est l'objet de tant d'attaques et qui, s'il était mieux compris, serait considéré par chacun des membres de la communauté comme l'assise la plus solide de la société moderne.

Comment en effet l'État obtiendrait-il les ressources immenses dont il a besoin, si des millions de contribuables n'étaient pas occupés, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre de chaque année, à créer et à échanger les produits agricoles et industriels qui sont le fruit de leurs efforts, si d'autres Français ne mettaient en œuvre ce capital qui est leur intelligence et qui, lui aussi, a besoin d'être ménagé par une fiscalité soucieuse de ne pas tarir la source de ses revenus ? Le travail de chacun de nous doit subvenir non seulement aux besoins individuels, mais à ceux de l'État, des départements, des communes, qui chaque année deviennent plus étendus et réclament des sommes croissantes. Il doit en outre permettre une reconstitution de capitaux : car il s'en consomme et s'en détruit chaque jour.

Cette disparition continue appauvrirait terriblement l'humanité, si l'épargne n'était là pour réparer les pertes, combler les vides et maintenir l'outillage en état de bon fonctionnement. La Russie nous donne un exemple frappant du sort qui attend

les nations assez imprudentes pour fermer les yeux à l'évidence et pour tenter de construire un édifice économique d'où le capital serait absent. Les mines, les usines, les organisations commerciales elles-mêmes ont été nationalisées par les soviets; or, d'année en année, les installations de surface, les puits, les machines se détériorent, la capacité de production des entreprises se réduit de plus en plus; et cela parce que le capital que représentait cet actif n'est pas entretenu, renouvelé comme il est indispensable qu'il le soit. Sans lui, c'est-à-dire sans l'effort continu de l'épargne, la constitution et la conservation des entreprises agricoles aussi bien qu'industrielles est impossible. Une ferme à la campagne ne peut être exploitée, si elle n'est pas pourvue des édifices nécessaires; une fabrique ne vaut rien, si elle n'a pas ses ateliers de tout genre en parfait état. Les propriétaires ruraux, les entrepreneurs verraient leur domaine perdre la plus grande partie de sa valeur, s'ils n'avaient épargné sur leurs bénéfices antérieurs les sommes indispensables à l'entretien et à la reconstruction de leurs bâtiments, au renouvellement de leur cheptel et de leur outillage.

VI

Nous avons vu que l'impôt sur le capital peut se concevoir sous deux espèces : un prélèvement annuel exigé du contribuable en raison du capital possédé par lui, ou bien la confiscation immédiate, au profit de l'État, d'une partie de ce même capital. Dans le premier cas, il faut distinguer les capitaux productifs de revenus réguliers et les capitaux improductifs; l'impôt qui frappe ceux-là prend par la force des choses le caractère d'un impôt sur le revenu. Là où ce dernier existe (et nous le trouvons chez la plupart des États modernes), l'impôt sur le capital s'ajoutera aux taxes déjà existantes : établir cette sorte d'impôt n'est pas autre chose qu'augmenter l'impôt sur le revenu. Lorsqu'au contraire il s'agit de capitaux improductifs, tels que les bijoux, les objets d'art, l'impôt qui les frappe doit amener le contribuable à aliéner chaque année une fraction de son patrimoine, à moins qu'il ne prélève sur d'autres revenus la somme que lui réclame le fisc. C'est alors une destruction plus ou moins rapide du capital à laquelle conduit l'impôt. Or, cette destruction s'opère déjà par bien des voies, sans qu'il soit

besoin d'y ajouter une nouvelle attaque qui ébranlerait encore plus profondément l'édifice construit par le labeur séculaire des générations qui nous ont précédés.

La conception socialiste est ennemie de l'épargne, parce qu'elle est hostile à l'effort individuel. Les théoriciens du communisme estiment pouvoir régler le sort de chaque individu par des lois émanées de la toute-puissance de quelques chefs audacieux, qui prétendent ériger en commandements suprêmes les rêveries de leur imagination. L'impôt sur le capital n'est pas autre chose qu'un épisode de la lutte menée contre un ordre social qui a fait ses preuves à travers les siècles, et qui a donné plus de bonheur à l'humanité que les expériences de Moscou. Plus il y a de capitaux dans un pays, et meilleur est le sort des travailleurs. Car les capitaux s'offrent à des taux d'autant plus bas qu'ils sont plus abondants, et laissent alors une marge de bénéfice d'autant plus grande pour la rémunération du travail. C'est là un point de vue essentiel.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord sont la communauté contemporaine qui possède le plus de capitaux et où se rencontrent les plus fortes concentrations de richesse. Or c'est aussi le pays où les salaires sont le plus élevés et où l'existence de l'ouvrier est la plus large et la plus aisée. On y voit des sociétés comme la Corporation de l'acier faciliter à leur personnel l'acquisition d'actions de l'entreprise, marquant ainsi d'une façon tangible qu'il n'y a point d'antagonisme entre le capital et le travail, et qu'au contraire des combinaisons ingénieuses sont de nature à faire disparaître les malentendus qui ont pu exister à d'autres époques et sous d'autres latitudes. D'ailleurs, la part de l'ouvrier dans les produits industriels ne cesse de grandir, tandis que celle de l'actionnaire diminue. En 1909, la Corporation de l'acier, que nous venons de citer, réalisait un bénéfice de 7 dollars 2 cents, et payait 11 dollars, 36 cents de salaire, par tonne de métal. En 1924, la part de la main-d'œuvre a plus que doublé : elle atteint 26 dollars 85 cents, alors que le bénéfice n'est plus que de 6 dollars, 33. Ces chiffres sont éloquents.

Les capitaux se forment par des approvisionnements de subsistances et d'instruments, de matières premières et d'installations. Lorsque des cataclysmes tels que les guerres en anéantissent de grandes quantités, l'humanité souffre. C'est ce

qui se passe en France à l'heure présente. Les événements de 1914-1918 ont entraîné une destruction formidable de capitaux, à commencer par le plus précieux de tous et le plus difficile à remplacer : le capital humain. La seule reconstitution des dix départements dévastés a exigé une centaine de milliards de francs, qui, aux termes du traité de Versailles, auraient dû être fournis par l'Allemagne, mais qui l'ont été par l'épargne nationale. Cette œuvre eût été impossible, si les Français n'avaient pendant de longues années, au cours des générations précédentes, accumulé des réserves au moyen desquelles ils ont souscrit les emprunts destinés à réparer les ruines des sinistrés. Mais à mesure que se consommaient ces réserves, le loyer des capitaux s'élevait ; et c'est ainsi qu'aujourd'hui les taux de l'escompte et des valeurs à revenu fixe sont beaucoup plus élevés chez nous que chez d'autres nations qui n'ont pas pris part à la Grande Guerre, ou qui, y ayant participé, en ont beaucoup moins souffert que nous, comme l'Angleterre ou l'Amérique.

L'impôt sur le capital cesserait d'apparaître comme une panacée le jour où l'on comprendrait que tout impôt est en réalité un impôt sur le capital, puisqu'il retire des mains des particuliers des sommes que ceux-ci auraient économisées, s'ils n'avaient pas dû les verser au percepteur. C'est ainsi que l'impôt sur le revenu empêche ou ralentit la formation des réserves dont aucune communauté ne saurait se passer. L'impôt sur le capital proprement dit va plus loin : il s'attaque aux capitaux déjà formés, qui étaient prêts à remplir leur fonction économique et sociale et qui dès lors manqueront à la nation au cours des années à venir. Il est donc deux fois nuisible. Il est de plus, inapplicable : la théorie le démontre, la pratique le confirme. Le Gouvernement qui est arrivé au pouvoir en avril 1925 l'a-t-il compris ? sa déclaration ne dit mot des projets agités à cet égard par ses prédécesseurs. Puisse-t-il s'engager dans la voie où se trouve notre seule chance de salut financier, celle de l'encouragement à la conservation et à la formation du capital, dont le Trésor public est le premier à avoir un pressant besoin !

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

SCÈNES DE LA VIE SOVIÉTIQUE

Vingt-quatre...

Vingt-quatre existences...

Cela n'est rien. Qui s'apercevra jamais que vingt-quatre êtres sont morts, dans l'immensité du monde?

Vingt-quatre...

Mais pour cette petite bourgade jetée au coin d'une steppe au bord de la Volga, mère sacrée de la Russie, ce nombre est grand. Et pour les cinq mille habitants de la ville aux maisonnettes grises ces vingt-quatre se mêlent à leur vie, pénètrent dans son calme, comme un couteau pénètre dans un corps sanglant.

Et dans la terreur que le souvenir de ces vingt-quatre morts inspire, on lit sur tous les visages : « Grâce à Dieu, moi je suis encore vivant! Je ne suis pas fusillé! Peut-être mon tour viendra demain, mais aujourd'hui je vis! »

Tous ceux qui restent sont contents de respirer l'air étouffant, la poussière...

***

Vingt-quatre... ce sont ces mots-là qui m'accueillent à la gare où les soldats de l'armée rouge sont assis par terre, en attendant les trains qui les mèneront à la guerre des Russes contre les Russes.

Je suis arrivée rapidement à la longue maison blanche posée sur la petite colline, la maison que borde un jardin où un grand poirier met une ombre tremblante. C'est là qu'habite Daria Ivanovna, femme d'un sénateur en fuite, mon amie.

Son mince corps plat est enveloppé dans un peignoir de percale grise qu'elle porte depuis vingt-cinq ans. Sa petite natte,

— une queue de souris, — tapote ses épaules courbées par la peur. Ses lèvres sont fines et pâles, ses yeux comme bossus, car il y a des yeux bossus, croyez-moi.

— Ah! ma chère, me dit-elle en m'embrassant, vous arrivez un jour de deuil; on en a fusillé vingt-quatre... Je les ai tous connus, c'étaient des amis d'enfance et je les avais vu grandir. Ainsi le pauvre petit colonel Samoïloff et sa mère qui avait soixante-dix ans, et le maréchal de la noblesse. Vingt-quatre enfin...

Je m'assieds.

— Daria Ivanovna, lui dis-je, puis-je vous demander une tasse de thé?

Elle me regarde effarée.

— Du thé? Nous n'avons pas de thé. Nous buvons un thé de carotte; puis, m'examinant sournoisement : Seriez-vous devenue bolchéviste?

Je hausse les épaules.

— Pourquoi me demandez-vous cela, Daria Ivanovna? Parce que je réclame une tasse de thé? Mais vous en prendrez bien aussi... On fusille, chaque jour, trente, quarante, cinquante ou mille personnes. Faut-il, à cause de cela, se refuser la nourriture?

— Les autres, du moins, nous ne les connaissons pas.

— Belle raison!

Daria Ivanovna m'interrompt.

— Chut! voici Dacha, ma femme de ménage.

Dacha entre, ses jupes courtes relevées. Elle est forte, le nez retroussé, les yeux enfoncés et malins. Elle garde un air modeste, mais son attitude dit clairement : « Mesdames, votre temps est passé. » Elle jette un regard dédaigneux sur mes misérables souliers, sur ma toilette poussiéreuse, sur le mouchoir qui me sert de coiffure, puis elle demande à sa maîtresse :

— Puis-je faire la chambre à coucher, madame?

— Je t'en prie, Dacha, ne dis jamais madame. Je ne suis pas une dame, j'ai toujours travaillé.

Et Dacha étonnée :

— Vous ne voulez pas être madame? Moi je voudrais bien et ne pas avoir des planchers à nettoyer, mais je suis pauvre.

— Fais-nous le samovar, Dacha. Cette demoiselle vient d'arriver de Moscou, elle veut du thé.

Je ne sais pourquoi, à la vue de Dacha, mon cœur a tressailli. Si laide, si commune qu'elle soit, il me semble que je suis liée à cette paysanne par un destin mystérieux. Dacha va à la cuisine, j'entends le bruit du bois qu'elle casse, j'entends son souffle pour ranimer les bûches.

Pendant ce temps, à côté de moi, Daria Ivanovna gémit :

— Quelle vie! Ma maison est pleine de soldats. Le chef d'un régiment, son secrétaire, son ordonnance... Je suis contente que vous soyez venue. On vous fera la cour et nous aurons du sucre, du pain blanc et peut-être du chocolat. Et puis, je peux vous parler sans crainte, à vous que je connais depuis de longues années. Regardez cette galerie qui donne sur le jardin : vous voyez ces caisses et ces malles; on les dirait pleines de vieux torchons : il y en a, en effet, sur le dessus, mais au fond il y a de l'or, des objets précieux, des diamants, de l'argenterie, car toute la noblesse du pays a apporté ses richesses chez moi... Oui, parce que le tailleur Timochka, un voleur et un fainéant, est un peu mon fils adoptif. Petit-fils d'un serf de ma famille, fils de ma cuisinière, je lui ai fait apprendre le métier de tailleur. Or Timochka est communiste et en ce moment il est chef de la section de la Tchéka de notre ville. Tant qu'il est là, je n'ai pas de perquisitions à craindre... Vous le verrez ce soir, il viendra en cachette parce que, si on le voyait, on l'accuserait d'être contre-révolutionnaire... J'ai tant de belles choses précieuses à garder! Vous resterez à la maison quand je sortirai. On me fusillerait, si on savait à la Tchéka que j'ai tous ces objets. Vous n'avez pas peur, vous?

Je souris dédaigneusement :

— Peur de quoi ?

— Moi, je n'ai pas peur pour ma vie; mon mari est en fuite, mon fils est à l'étranger; mais j'ai peur que les choses ne soient volées; si je reste ainsi, c'est pour les conserver. Mon fils aura une fortune.

Je demande :

— Vous tenez à ces « choses » comme vous dites, plus qu'à la vie ?

Elle me jette un regard où je devine son avidité.

— Qu'est-ce que la vie sans ces « choses » ? Et vous, vous n'en avez pas? Vous avez bien quelques bijoux, quelques diamants ?

— Je n'ai rien en ce moment, j'ai vendu ma dernière broche, un saphir, pour avoir des souliers..

— Et vous n'avez rien conservé? Moi, j'ai de si belles « choses »! Je vous les montrerai.

Elle répète ce mot : « choses » jusqu'à m'en fatiguer les oreilles... Puis, elle passe dans sa chambre à coucher. Je la vois s'approcher du mur, en face du grand lit confortable aux taies d'oreiller brodées au point de Bruxelles, travail ancien des serves de ses aïeules. Elle soulève quelques robes, quelques vieilles jupes et cherche les « choses » à tâtons.

Je bois du thé de carotte séchée. Un morceau de navet cuit me sert de sucre, mais je mange du pain blanc avec du beurre: il y a plus d'un an que je n'avais tenu du pain blanc entre mes mains. Daria Ivanovna, revenue auprès de moi, ne peut pas manger. Elle est toute au deuil de la ville. Elle sanglote, sa queue de souris sursaute sur ses épaules.

— Tous sont morts, murmure-t-elle; pourvu que la Tchéka n'apprenne pas que leurs « choses » sont ici!

A ce moment, un homme entre, essoufflé; il a une casquette sur la tête, la veste noire des paysans et un pantalon gris.

— Ah! s'écrie Daria Ivanovna, ah! Semen Gregorievitch, que je suis contente de vous voir! on ne vous a pas fusillé, vous!

— Par miracle... Ils m'ont oublié... Quel démon que votre Timochka!

— Timochka ne pouvait rien faire! C'est Seidel, ce juif de Saratoff, qui a demandé leur mort. Mais j'ai oublié de vous présenter : M. Karseff, Mlle Alina Astroff qui arrive de Moscou.

M. Karseff me salue courtoisement, en homme du monde.

— Et que se passe-t-il à Moscou, mademoiselle?

— Ce qui se passe ici. On fusille, on perquisitionne. On meurt de faim.

— Pas les communistes? Ceux-là ne meurent pas de faim.

— Que comptez-vous faire, Semen Gregorievitch ?

— Je suis venu vous dire adieu. Je pars pour Tzaritzine, chez Dénikine. Si je le rejoins, je suis sauvé; sinon...

— Et pourquoi partez-vous? demandé-je. On vous soupçonne?

Il sourit.

— J'étais propriétaire et la Tchéka soupçonne tout le

monde. Daria Ivanovna, j'ai à vous parler. J'ai apporté quelque chose. Et je me sauverai vite, car l'heure n'est pas égale pour tous, et les tchékistes peuvent m'arrêter... Quelle que soit ma vie, j'aime mieux vivre : espérons que ces communistes seront vite battus et que nous nous retrouverons dans la bonne Russie d'autrefois.

Daria Ivanovna soupire.

— Les paysans sont devenus méchants et débauchés. Même si on chasse les communistes, il sera difficile de gouverner ce peuple maintenant.

Semen Gregorievitch me salue et accompagné de Daria Ivanovna sort dans la galerie, parle pendant quelques instants, et s'en va.

Le visiteur parti, elle revient, et, avec un sourire mystérieux :

— Tout le monde a confiance en moi, voyez !

Elle a dans ses mains une rivière de diamants.

— D'ailleurs, ils n'ont pas le choix ; il n'y a que chez moi qu'une belle chose comme ça puisse être en sûreté.

***

Le jardin est triste, l'herbe attend la pluie. Je descends dans le parc qui est en face de la maison. Il était la propriété du prince Kourakine en ce moment en fuite. Près de la maison du gardien, je vois une forme bizarre, longue... c'est un piano renversé. Il est plein de pommes de terre.

— D'où vient ce piano?

La femme du gardien, une paysanne chétive aux yeux malades, se gratte la tête.

— Nous avons eu cela quand on pillait les seigneurs. Je ne sais pas pourquoi on nous l'a donné. Et vous, d'où venez-vous?

— De Moscou.

Elle fixe sur moi un regard inquiet. Que croit-elle de moi? Je veux la rassurer en m'en allant. Mais elle me suit.

— Vous n'êtes pas communiste, au moins? On dit que les communistes cherchent partout des pianos... Le diable sait ce qu'ils en font : ils jouent avec, paraît-il. Ce serait dommage qu'on me prenne celui-là. Une si grande caisse ! et si commode pour garder les pommes de terre !

Je m'en vais, qu'elle garde ses pommes de terre dans son piano!

***

Je suis rentrée à la maison. J'y ai trouvé, avec Daria Ivanovna son locataire, le camarade Stéphane, commandant d'un régiment. Il s'est incliné galamment devant moi, quand mon hôtesse me l'a présenté; on voit qu'il tâche d'imiter les anciens officiers de l'armée impériale.

Je vois d'abord ses mains énormes, habituées à tuer; puis son nez aplati et ses yeux méfiants; il ressemble à un animal des forêts. Il dit : « Ousque... j'avons... j'allons... » mais tout en s'essayant à la galanterie.

— Ah! dit-il en me regardant, vous n'avez pas l'habitude du travail dur, j'en suis déshabitué moi-même.

A l'espèce de douceur qu'il met dans sa façon de me parler, je comprends que je lui plais. J'ai les cheveux blonds, des yeux couleur de bleuet : je suis son type.

— Et vous venez de Moscou? Très bien, camarade, il y a la famine là-bas, et ici on ne manque pas de pain.

Daria Ivanovna intervient :

— Non, mais on manque de sucre.

— Du sucre? Mais j'en avons, moi! Ce sera pour mademoiselle.

Il ne me quitte pas des yeux, sort de sa poche un petit paquet et le pose sur la table.

— Voici, vous aurez tout ce qu'il vous faut, mademoiselle. Daria Ivanovna, vous pouvez disposer du pain blanc qui est dans ma chambre.

Il soupire.

— Je regrette beaucoup de ne pouvoir rester : ce soir, un camarade va faire une conférence aux camarades de l'armée rouge et je dois y aller, puisque je suis commandant. Je fais fonction de colonel, vous savez, mademoiselle?

Je n'ai pas l'air émerveillé. Je lui demande à brûle pourpoint :

— Pourquoi avez-vous fusillé vingt-quatre personnes ce matin?

— Vous les plaignez? Vous êtes donc contre-révolutionnaire?

— Je plains tous ceux qu'on tue. Je vous plaindrais aussi.

— Cette pitié est inutile. C'est un ramollissement du cœur et de l'esprit. Il faut fusiller les bourgeois ! Ils nous pendaient bien, eux !

Ayant dit, il s'en alla en ajoutant :

— Demain je serai tout à vous, mademoiselle. Si vous voulez bien, on ira au cinéma. En ce moment, je fais la cour à une lingère. Mais je préfère les demoiselles de bonne éducation auprès desquelles on peut s'instruire.

***

Ce soir, pour le thé, comme mon amie me l'avait promis, Timochka son fils adoptif, chef tout-puissant de la Tchéka, est venu. Cet homme redoutable, dont toutes les existences ici dépendent, a l'aspect d'un garçonnet d'une quinzaine d'années. Il a les hanches étroites et parle d'une voix douce.

— Je suis venu par les champs, dit-il en baisant la main de Daria Ivanovna, car si on me voit chez vous on dira que je soutiens les bourgeois, et je suis fichu. On m'a déjà soupçonné de tiédeur.

— Toi, Timochka, te soupçonner? Et pourquoi?

— Parce que je ne *les* avais pas fait fusiller assez vite et que je *les* avais gardés en prison sans leur faire de mal.

A peine a-t-il prononcé ces mots qu'il se tourne vers moi; son visage couvert de taches de rousseur sous les cheveux d'un rouge flamboyant m'apparaît plein de soupçon et d'astuce. Il m'interpelle brutalement :

— Pourquoi avez-vous quitté Moscou ?

— J'avais faim.

— Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. Mais le gouvernement communiste fait bien manger ceux qui travaillent.

Tout en parlant, il m'examine comme s'il avait été au service de la police secrète. Daria Ivanovna intervient :

— Elle n'était pas bien à Moscou. Elle travaillera ici. Tu n'as pas besoin de ses services, Timochka?

Il m'interroge :

— Vous êtes du parti ?

— Non... d'aucun parti.

— Ce n'est pas possible. Il faut être d'un parti. Qui n'est pas avec nous est contre nous... Que voulez-vous que je fasse

de vous? Quel travail vous donner? Savez-vous taper à la machine?

Je réponds que non.

Timochka gonfle ses joues et réplique sévèrement :

— Il faut travailler, camarade. Il faut aider la République à se consolider, c'est le premier devoir des citoyens. La République a besoin de personnes intelligentes; il faut en finir avec cette grève des intellectuels, ce sabotage!

Soudain, Daria Ivanovna éclate en sanglots.

— Timochka! Timochka! gémit-elle, pourquoi avez-vous tué ces malheureux! Pourquoi ne les as-tu pas sauvés? Tu les avais tous connus chez moi et tu as permis qu'on les fusille!

Timochka s'est levé, il est pâle, il a des larmes dans les yeux.

— Daria Ivanovna, j'ai tout fait pour les sauver, mais ce Henken, vous savez sa férocité. Il m'a menacé de me fusiller moi-même. Il a voulu les voir exécuter pendant qu'il était ici... Je vous jure que je pleurais en les prévenant de leur sort, Daria Ivanovna. C'est vrai, je les connaissais tous. Quand j'étais enfant, j'ai joué avec ce jeune prince Karitine... Mais je ne suis qu'un serviteur de la Révolution : mon devoir est d'obéir à mes chefs. Aussi pourquoi ont-ils comploté contre Lénine?

— Tu sais bien qu'ils n'ont jamais comploté.

— Eux, peut-être; mais, leur classe complotait.

Après un silence, Daria Ivanovna demande :

— Comment sont-ils morts, Timochka?

— Ah voilà!... Le vieux maréchal de la noblesse a demandé la grâce d'être fusillé le dernier; chacun des condamnés venait l'embrasser et il a béni tout le monde avant de mourir; la vieille Mme Samoïloff a voulu être fusillée avant son fils le colonel, pour ne pas le voir mourir... Henken leur avait accordé tout cela. Le vieux directeur de la prison pleurait à chaudes larmes. « De braves gens, dit-il après l'exécution, de bien braves gens. — Eh bien! allez les rejoindre », lui dit Henken d'un ton sec, et il lui tira une balle dans la tête.

— Quoi! gémit Daria Ivanovna, le directeur de la prison est tué?

— Pour avoir eu pitié...

— Quelle férocité! dis-je.

— Bah! Que voulez-vous? C'est la révolution!

— Mais dis-moi, Timochka, ils sont morts sur le coup?

— Oui, sauf le colonel Samoïloff. Après la première décharge, il s'est relevé et a crié : « Imbéciles, vous ne savez pas tirer. » On a été obligé de l'achever à coups de baïonnette... Mais votre thé est excellent, Daria Ivanovna. Pourquoi n'y a-t-il pas de sucre? Je vous en ai apporté pourtant.

Il se retourne vers moi et me dit :

— Comment vous appelez-vous, camarade?

— Alina Astroff.

— Si vous êtes une vieille amie de la maison, vous connaissez l'éternelle robe grise de Daria Ivanovna.

Et il rit. Daria Ivanovna protesta :

— Je suis économe, Timochka. Je n'ai jamais gaspillé, les autres faisaient venir des toilettes de Paris, donnaient des fêtes, des bals, voyageaient; moi je ne bougeais pas et je travaillais toujours, n'est-ce pas, Timochka?

Elle croyait lui plaire, mais Timochka ricana :

— Parce que vous étiez avare... A quoi vous servaient vos richesses? Vous n'en avez même pas joui. Toujours cette horreur de robe, toujours à surveiller ma mère qui était votre cuisinière, de peur qu'elle ne vous vole vos carottes. Et quelle cuisine! Vous préfériez vendre vos dindes et vos poules au lieu de les manger. Si on vous fusille, Daria Ivanovna, quels bons souvenirs emporterez-vous dans la tombe? Au moins, les autres, ils avaient vécu.

Évidemment, il approuve ceux qui ont bien vécu. Il continue :

— Ainsi le prince Karitine, il s'en est donné! Et la princesse, comme elle avait de belles toilettes!

— Comment! Timochka, toi, communiste, tu approuves ce luxe?

— Pourquoi pas? Est-ce que le communisme est de l'ascétisme? Est-ce qu'un communiste est un saint Antoine ou un François d'Assise? Le communisme, c'est de la joie, c'est la vie. Un communiste aime s'habiller bien, bien manger!

— Et dire que c'est moi qui t'ai élevé, Timochka! Tu allais à l'école avec mon cher Boris. Où est-il en ce moment, mon pauvre enfant?

— Ne dites pas que vous m'avez élevé, avec votre fils! J'étais bien le fils de la cuisinière, oui. Vous avez envoyé Boris au

corps des cadets et moi je suis devenu apprenti chez un tailleur! Ce n'était pas gai, j'avais le goût des sciences, je serais devenu docteur ou avocat, si votre avarice...

Ces paroles sont dites sur un ton de haine si farouche qu'elles effrayent Daria Ivanovna : elle essaie de l'apaiser.

— Tu as eu de la chance, Timochka. Si j'avais prévu la Révolution, j'aurais fait de mon fils un ouvrier. Toi, tu es aujourd'hui président de la Tchéka, tu peux mettre en prison et fusiller n'importe qui, tandis que mon Boris, tout officier de la garde qu'il était, et mon mari tout sénateur qu'il fût, ont dû prendre la fuite.

Timochka se mit à rire, d'un rire mauvais.

— Oh! pour être maligne, vous l'êtes! Vous savez endormir le mal de dents, mais moi quand je pense à tous ces souvenirs, je me sens capable de vous faire arrêter, d'autant plus que je suis sûr que vous avez ici beaucoup d'or... vous étiez riche et vous ne dépensiez pas.

La discussion va se poursuivre. Mais Daria Ivanovna a pris la main de Timochka et a mis dedans quelque chose de brillant.

— Voilà cinq roubles en or, Timochka, lui dit-elle, c'est tout ce qui me reste. Toi, tu es jeune, achète-toi ce que tu veux.

Timockha met la monnaie dans sa poche d'un geste calme.

— Bien, dit-il; maintenant, regardez cela. Cela vous plaît?

Et il exhibe une superbe montre au boîtier endiamanté.

— Où l'as-tu prise?

— Je l'ai achetée. Belle chose, n'est-ce pas?

— Très belle.

Je demande :

— Mais alors, camarade président, vous aussi vous aimez les « belles choses »?

— Naturellement. Les bourgeois en avaient trop, et nous, nous n'en avions pas! Eh! on en a aujourd'hui, il est temps!...

Il s'en va. Quand il est parti, Daria Ivanovna me dit douloureusement :

— Qui croirait que c'est moi qui ai élevé ce monstre?

J'ai répondu après un bref silence :

— Mais si, on le croit volontiers... Vous lui avez communiqué le goût des belles choses. C'est pour elles qu'il fait la guerre des classes.

***

Si sombre que soit la nuit, elle amène toujours l'aurore.

Ce matin, le café de blé m'a paru très bon. Nous n'étions que deux à la maison, Daria Ivanovna et moi. Le colonel rouge et son secrétaire étaient partis à l'aube pour leur service.

J'ai vu la grille du jardin s'ouvrir. A travers les dentelles vertes du feuillage, une femme apparut, silhouette noire, suivie de cinq enfants...

— Mon Dieu ! la Kiriline, la femme du fusillé ! Quelle imprudence ! On m'arrêtera à cause d'elle.

Daria Ivanovna continua à maugréer, tout en s'avançant à la rencontre de la malheureuse.

— O Daria Ivanovna, quel malheur ! On ne les a même pas enterrés ! On les a jetés dans une fosse : les loups et les chiens rôdent autour...

— Papa est dessus, dit en pleurant le petit garçon qui a neuf ans, je me suis approché de la fosse, mais les soldats rouges m'ont chassé.

La femme en noir supplie.

— Permettez-moi de venir habiter chez vous, Daria Ivanovna. Nous coucherons dans la galerie. Nous avons passé cette nuit dehors près d'une cuisine de la fabrique d'huile. Tout le monde a peur de nous recevoir : nous sommes de la famille d'un fusillé politique... Les tchékistes sont venus habiter notre maison, ils nous ont jetés dehors, sans même une chemise...

— Oui, oui, et c'est justement pour cela qu'il serait très imprudent de venir habiter chez moi : cela finira par une perquisition ; tout sera séquestré, on me fusillera pour vous avoir cachés et vous resterez toujours une mendiante.

— Vous avez raison, Daria Ivanovna ! Du moment qu'on m'a jetée à la porte de chez moi, la section des logements doit au moins me donner un taudis. Mais nous n'avons pas d'argent. Donnez-moi un vase, je le porterai chez Tarnovsky, il m'avancera bien quelques roubles.

— Bon... Mais il faut le cacher. Si on vous arrêtait dans la rue...

Une petite fille de quatre ans nous interrompt :

— Du café, maman, du café !

Daria Ivanovna rougit.

— En effet, la douleur me fait perdre la tête! Pauvres petits! asseyez-vous, je vais vous donner votre déjeuner... mais pourvu que les tchékistes ne vous voient pas!

Après le café, la femme du fusillé dit :

— Nous ne pouvons tout de même pas rester dans la rue, et je ne veux pas qu'on envoie mes enfants à l'asile. Les misérables! Après m'avoir tué mon mari, ils veulent m'enlever mes enfants...

Des cris, des sanglots, les petits se serrent autour de leur mère et l'embrassent.

Je me mords les lèvres sans rien dire, tandis que la silhouette d'une femme noire accompagnée de cinq gamins s'éloigne dans les dentelles vertes du feuillage sur le fond d'une steppe baignée d'un soleil jaune d'ocre.

***

Hier on a donné à toute cette famille une chambrette dans quelque logis humide. Ils sont tous contents d'avoir un asile et couchent par terre sur la paille, faute de lits. Les paysans russes, eux aussi, couchent par terre. Est-ce une vengeance de la Némésis qui fait que ces enfants nobles, dont les ancêtres étaient des barines, des seigneurs qui commandaient des soldats et des esclaves, soient devenus esclaves à leur tour et couchent sur la paille?

Ce mot de Némésis, Timochka le prononçait hier soir quand il est venu chez nous.

— C'est un fait d'ordre historique, Daria Ivanovna, disait-il à mon amie. Est-ce la première fois que cela arrive? Rappelez-vous la Révolution française : elle non plus ne plaisantait pas.

Car il a appris de l'histoire juste ce qu'il lui faut pour justifier les actes brutaux et féroces. Et quand il a eu fini de rappeler les souvenirs de l'histoire, il a ajouté, énigmatique : « Demain, nous aurons du travail. »

Daria Ivanovna, toute pâle, a deviné.

— On fusille de nouveau?

— On en a condamné douze : des propriétaires, et la vieille princesse Enikeef.

— La princesse Enikeef? Elle était si bonne pour les paysans!

— Oh! bonne! Elle prenait le sang des travailleurs, elle

exploitait leur travail. Demain à midi, du sous-sol de la Tchéka, on les conduira au lieu de l'exécution.

— Au cimetière?

Timochka a fait un signe affirmatif de la tête.

***

Daria Ivanovna m'a dit :

— Venez avec moi, je veux voir la princesse Enikeef. On ne me permettra pas de lui parler, mais je lui ferai un signe d'adieu : cela lui donnera du courage.

C'était un matin ensoleillé. Daria Ivanovna marchait à côté de moi, l'air humble dans sa robe noire, une écharpe en crêpe de Chine noir enveloppant sa tête... Nous n'étions pas seules devant la porte de la Tchéka, il y avait des paysans silencieux, des soldats qui ricanaient, des parents et des amis des condamnés.

Daria Ivanovna me présenta deux jeunes filles, Aglaé et Tania, filles d'un ci-devant millionnaire, négociant en blé. Elles sont venues là pour saluer leur oncle, propriétaire d'une fabrique d'huile qui doit également mourir « pour avoir sucé le sang du peuple russe ».

Nous attendons silencieuses et graves.

Soudain un fracas se fait entendre ; les voitures approchent avec un bruit insupportable de roues disloquées et nous voyons arriver vingt voitures pleines de paysannes et de paysans. Dans la première, quatre enfants, évidemment des petits bourgeois, sont assis.

Daria Ivanovna fait le signe de croix.

— Ce sont les enfants de la princesse Enikeef, me dit-elle à voix basse : il y a deux garçons qui sont sourds et muets. Et ces paysans doivent être ceux de ses propriétés qui viennent lui dire au revoir.

En entendant les voitures, Timochka et les autres membres de la Tchéka sont sortis. Timochka s'adresse à la foule d'une voix menaçante :

— Que veut dire cette manifestation, camarades agriculteurs?

En réponse, ce cri unanime :

— Rendez-nous notre princesse!

Timochka sursaute :

— Quoi ! vous osez... Savez-vous qui elle est? Une princesse, une représentante de la classe d'exploiteurs qui martyrisait le peuple. Vos ancêtres étaient esclaves chez ses ancêtres, et de plus, elle est contre-révolutionnaire...

Mais un paysan s'est approché des tchékistes d'un pas assuré :

— Camarades ouvriers, nous, agriculteurs, réclamons aussi notre droit au gouvernement. C'est le peuple qui juge et condamne; or, nous aussi, nous sommes du peuple. Nous avons fait hier une réunion et nous avons décidé de libérer notre princesse. Faites comme vous voudrez, mais nous ne permettrons pas qu'on la fusille! Elle était bonne, elle ne nous exploitait pas, elle nous donnait des conseils, elle apportait des remèdes aux malades. Voici ses enfants.

Et toute la bande paysanne de reprendre en chœur :

— Rendez-nous la princesse!

Timochka s'entretint pendant quelques instants avec ses collègues, et, se tournant vers la foule, dit en souriant :

— Eh bien, soit! Nous vous rendons la citoyenne Enikeef ci-devant princesse, puisque c'est là votre volonté.

Timochka s'en fut et revint quelques minutes après avec une femme pâle, amaigrie, l'air terrifié.

Les paysans s'élancèrent vers elle.

— Bonjour, notre mère, bonjour! Allons à la maison, ne craignez rien, on vous défendra.

Ils la menèrent à ses enfants.

— Voilà votre maman.

Elle les embrassait en sanglotant : elle ne pouvait pas croire qu'elle était sauvée.

Daria Ivanovna s'approcha d'elle, l'embrassa; tout le monde se pressait à ses côtés et prononçait des paroles joyeuses.

— Allez-vous en, pas de démonstrations ici!

Et la bande des paysans s'en alla fièrement comme après une victoire.

Timochka, s'adressant aux témoins de cette scène :

— Vous voyez, dit-il, nous sommes justes! Nous l'avions condamnée à mort, mais du moment que les travailleurs témoignent de sa loyauté, nous l'avons graciée. Constatez que pour les autres personne ne proteste.

Vers midi, parut un groupe d'hommes et de femmes entouré de soldats « de la troupe extraordinaire ». Ils échangèrent de longs regards mouillés de larmes avec leurs parents et ils partirent pour le cimetière où la fosse commune les attendait. Aglaé murmura : « Je n'ai pas peur de les voir mourir, je veux souffrir avec eux jusqu'au bout. Il y a une petite colline près du cimetière, on verra tout ! »

Mais Tania épouvantée s'est enfuie.

— Je vais avec vous, ai-je dit d'une voix ferme.

Et j'ai vu d'un côté un groupe de brutes méchantes, prenant un plaisir évident à tuer, à voir le sang et la mort. Et d'un autre un troupeau de gens qui pleuraient, suppliaient ou maudissaient. « Mes enfants, mes enfants » ! criait une femme. Les condamnés s'embrassaient, essayaient de prolonger leur existence d'une minute encore.

— Plus vite, camarades, protesta un soldat, nous n'avons pas de temps à perdre. Je veux déjeuner et dormir, moi ! Allons, approchez, approchez.

Et tous ceux qui sont morts là hurlaient de peur. Des soldats les mettaient à genoux, tandis que d'autres leur tiraient une balle dans la nuque.

Soudain Aglaé frémit :

— C'est le tour de mon oncle, gémit-elle.

***

Évidemment, le colonel me fait la cour. L'autre soir, il m'a dit :

— La demoiselle avec laquelle je me promène m'attend dans le parc, je n'irai pas. Elle n'a pas d'instruction. Tandis que vous, au moins !

Je remarque :

— Pourtant, il y a de braves filles dans le peuple... et belles surtout !

— Elles ne m'intéressent pas... Elles ne sont pas bien élevées... Habillez-les n'importe comment, on voit toujours que ce ne sont pas de vraies demoiselles. Elles marchent autrement, elles ont d'autres manières, elles parlent mal. Tandis que vous, par exemple, vous avez des souliers déchirés, un mouchoir sur la tête, lorsque vous sortez. Mais malgré cela, on voit tout de suite que vous êtes... que vous êtes...

Je ris et je finis sa phrase.

— Une bourgeoise, n'est-ce pas ?

— Non, pas une bourgeoise ; je dirais plutôt une aristocrate, et ce n'est pas du tout la même chose... Je m'y connais, moi, camarade Alina, et dire que j'ai été arraché à la charrue pendant la guerre, quand j'avais seize ans !

Pendant qu'il parlait, je revoyais le cimetière du carnage, la longue file des croix fuyant vers l'horizon gris-bleu du ciel russe ; je demandai :

— Avez-vous tué beaucoup de monde, camarade commandant ?

Il secoua la tête et sourit :

— Tuer, vous savez, camarade Alina, ce n'est qu'une affaire d'habitude. A seize ans, j'avais peur de tuer une poule ; ma pauvre mère se moquait de moi et c'était elle qui égorgeait ses poulets à Pâques ou à Noël...

— Et maintenant ?

— Oh ! je vous tuerais, s'il le fallait, sans que ma main tremble... Tuer un homme, ce n'est rien du tout.

Il rit. Ses yeux enfoncés brillent. Je précise :

— Vous avez fusillé des bourgeois ?

— Bien sûr ! sans cela comment aurais-je pu être élu colonel ? J'ai donné toutes les preuves d'un bon communiste. J'ai tué non seulement des bourgeois, mais des bourgeoises ; j'ai tué jusqu'à des femmes que j'aimais...

— Par jalousie ?

— Non... comme ça !

J'insistai :

— Vous aviez une raison pourtant ?

— Peut-être. Je vais vous raconter. Avec vous, je me sens en confiance. Nous étions à Kiev, j'ai connu une jeune ouvrière. Elle était gentille, elle m'aima. Or, quand les blancs approchèrent, il fallut quitter la ville par ordre de Trotzky. Alors je me suis dit : elle va en rencontrer un autre, elle l'aimera, elle le caressera comme moi ; et la dernière nuit, pendant qu'elle dormait, je lui ai logé une balle dans la tête... J'en ai tué bien d'autres, des femmes et pour la même raison. Je les tue et aussi je les tourmente : elles aiment cela. Un camarade qui lit les romans me l'a dit : les femmes aiment à être battues.

Il était évident que le colonel posait devant moi. Il voulait

m'apparaître comme un être hors du commun, étrange et terrible.

— Quel est ce camarade qui lit des romans?

— C'est mon secrétaire. Il aime beaucoup lire et il me raconte ce qu'il a lu. Vous ne le voyez pas souvent ici, parce qu'il passe tous ses loisirs dans une école de filles : il aime les enfants et comme les surveillantes sont communistes, il fait la cour aux élèves.

Daria Ivanovna est revenue du jardin, il s'est tu, et il est parti.

— Celui-là vous fait horreur, ma chère Alina. Si vous aviez connu les autres!

***

Dacha, la femme de ménage de Daria Ivanovna, lave aujourd'hui le parquet. Elle a apporté du bois et l'a coupé; elle a lavé le linge : elle a les mains rouges, la paume couverte de durillons. Elle n'est pas encore adaptée au communisme, mais elle me traite, malgré tout, d'égale, et, parce que je suis mal habillée, avec une certaine commisération.

— Vous n'avez rien pu cacher, mademoiselle? On vous a tout pris? me demande-t-elle.

— Croyez-vous donc que j'avais grand chose à perdre?

— Puisque vous connaissez Daria Ivanovna, c'est que vous aviez de la fortune : elle ne reçoit que des gens riches.

Puis, baissant la voix, elle ajoute :

— Elle a caché beaucoup de choses... de l'or, des pierreries, des dentelles.

— Comment savez-vous cela?

— Je ne le sais pas : comme tout le monde, je le suppose. Elle était si avare!.. Et puis, vous savez, quand on a des trésors, on y tient. Ainsi ces vingt-quatre qui ont été fusillés le jour de votre arrivée, quand ils étaient en prison, les tchékistes ont voulu les remettre en liberté. Mais la condition était une forte somme à payer. Ils ont refusé. Ils ont cru que les blancs seraient victorieux et qu'ils auraient leur liberté pour rien. Quand ils ont voulu payer, il était trop tard.

— Comment savez-vous?

— Mon fiancé, le garçon avec lequel je me promène le soir, est téléphoniste à la Tchéka; alors, bien que petit employé, il connaît tous les secrets.

— Il est communiste?

— Bien entendu.

— Et vous, Dacha?

— Moi, est-ce que je sais? Ah! si on m'avait donné les richesses qu'on a prises aux bourgeois, oui, je serais communiste. Mais on ne m'a rien donné. Je travaillais hier, je travaille aujourd'hui; pauvre j'étais, pauvre je suis; alors?

— Vous voudriez être riche?

— Je crois bien.

— Qu'est-ce que vous feriez, si vous étiez riche?

— Je ne travaillerais plus, je prendrais une bonne, j'aurais plusieurs chambres meublées, j'achèterais des petits souliers, des robes et une montre en or. Trouvez-vous que ce soit une vie de toujours nettoyer les saletés des riches?

— Vous n'aimez pas le travail?

— Vous en connaissez qui l'aiment? Bien sûr, j'aimerais mieux ne pas travailler! C'est meilleur de faire travailler les autres, d'être maîtresse!

A la bonne heure, celle-là au moins n'est pas hypocrite comme tant d'autres « rouges ».

***

Le colonel qui habite chez Daria Ivanovna m'a dit hier :

— Nous sommes victorieux sur tous les fronts, parce que nous n'avons pas peur de faire des victimes. Nous n'épargnons personne; par la terreur nous arriverons à nos buts.

— Et quels sont vos buts?

— Le communisme mondial.

— Et après?

Il me regarda en manifestant un grand étonnement.

— Et après? Mais c'est tout. L'idéal suprême sera réalisé. J'ai toujours entendu dire cela par notre chef Lénine à Moscou.

Je secoue la tête :

— Vous êtes bien borné. Vous croyez que l'humanité peut s'arrêter ainsi, que l'existence peut prendre une forme définitive. Un idéal accompli, on en créera d'autres. Si le communisme est un idéal, moi j'imagine...

Mais je n'ai pas le temps d'achever ma pensée, car il m'interrompt :

— Vous savez que près de Tzaritzine l'armée rouge a occupé

le pont du Volga. Trente mille rouges tenaient ce pont, qui a huit kilomètres de long. Les blancs l'ont fait sauter avec nos soldats qui se préparaient à le traverser et ils ont pris d'assaut Tzaritzine. Nous avons perdu trente mille hommes, des canons et des fusils. On a télégraphié à Trotzky pour l'avertir du désastre. Savez-vous ce qu'il a répondu ? « Faites tuer encore trente mille hommes, s'il le faut, mais reprenez Tzaritzine. »

Il dit cela d'un air satisfait, comme s'il se réjouissait d'avoir vaincu un peuple ennemi : pourtant, c'est contre les Russes que des Russes se battent!... Et brusquement, passant à un autre sujet, le colonel me dit :

— Chère camarade Aline, je vous aime. Excusez-moi, je ne suis pas un bourgeois et je ne m'attarde pas aux préliminaires. Chez nous, communistes, c'est vite fait. On se voit, on se plaît, un mot, deux mots, ça y est, c'est fait ! Pourquoi perdre du temps? Je veux vous épouser, mariez-vous avec moi ! Regardez vos souliers : quand vous serez ma femme, je vous en achèterai de très beaux, les plus beaux même ; et puis vous aurez une pelisse d'astrakan, un joli chapeau, un piano, tout, vous aurez tout ce qu'il vous faut !

— Vous êtes donc bien riche ? Comment avez-vous fait fortune ?

— On a tant pillé ! Un jour, j'étais dans la rue, ici, près de la gare. Qu'est-ce que je vois arriver ? un bourgeois, un sac de voyage à la main. Je crie : halte ! Le bourgeois s'arrête, naturellement, je le tue et je prends son sac : il avait beaucoup d'argent sur lui. De la monnaie d'or, s'il vous plaît. J'ai sauté dans le train, j'ai porté le sac à ma mère, il était plein de bagues, de bracelets, de rivières de diamants.

— Comment ! vous n'avez pas porté ce sac à la Tchéka pour qu'elle nationalise ces bijoux ?

— Nationaliser ! Ils auraient tout pris pour eux, oui. Pensons à nous d'abord. Sait-on ce qui arrivera demain ? Je peux perdre ma situation, les blancs peuvent être victorieux, et avec de l'argent, on est bien sous tous les régimes ; alors, vous voyez, je serais un bon mari, je peux très bien faire vivre ma femme. Vous consentez à devenir mon épouse ? On ira à la mairie demain.

J'ai eu un sourire et j'ai répondu :

— Non, camarade Kiriline, non.

— Pourquoi non ?

— Parce que je ne vous aime pas.

— Alors, je vous déplais? Pourtant, j'ai plu à beaucoup de femmes. Je suis grand, solide, en parfaite santé... Ainsi la petite demoiselle que j'ai quittée à cause de vous est en train de se mourir d'amour.

— Et pourquoi ne l'épousez-vous pas, si elle vous aime?

— Moi l'épouser? Une fille qui se mouche dans ses doigts! Jamais de la vie, je veux une femme qui joue du piano, qui sache causer, recevoir des intellectuels, et qui m'instruise...

— Je vous suis très reconnaissante de l'honneur que vous me faites, mais je ne peux pas... je ne peux pas...

Et je suis sortie de la pièce, le laissant sombre et menaçant.

***

Dacha, souriante, me disait hier :

— Mademoiselle, on vous attend dimanche chez nous... Papa est bûcheron et coupe les arbres des forêts. Tous les jours et le dimanche, il se saoule le matin et souvent il dort toute la journée sur le poêle. Maman travaille beaucoup, elle est blanchisseuse. Moi, je fais des ménages chez les anciennes bourgeoises qui ont peur d'avoir des servantes à gages chez elles, parce que c'est défendu. En principe, il faudrait qu'elles fassent tout leur travail elles-mêmes. Mais que voulez-vous, elles n'ont pas l'habitude des besognes sales. Du reste, je n'ai pas intérêt à les dénoncer, puisque ça me rapporte de faire le ménage chez elles... Vous verrez mon fiancé, le téléphoniste, et ma sœur cadette qui aime tant la lecture. Elle est lingère et le dimanche elle reste à la maison. Il y a encore deux mioches, un garçon de neuf ans et une fillette de douze ans. Vous viendrez?

— Je viendrai, lui ai-je répondu.

***

Nous sommes entrés dans la maison des Tarnovsky. Pétrovsky et Tania étaient au salon. L'écrivain parlait à la jeune fille avec lyrisme.

— Voilà deux années que je n'ai rien écrit, que je n'étais pas capable de toucher à une plume; et maintenant, je sens que l'inspiration revient. Tania, c'est l'amour naissant qui m'inspire.

Tania rougit et sourit; elle était fière d'être l'inspiratrice de l'écrivain, l'auteur passionné très connu du grand public.

— Ah! dit Pétrovsky, les bolchéviks me persécuteront toujours! Ils me croient dangereux et démodé. Pour eux, je ne suis qu'un bourgeois enchanté de célébrer les mœurs bourgeoises.

Mais le locataire des Tarnovsky, Titoff, un propagandiste acharné des idées communistes, est entré dans le salon à ce moment-là, délirant de joie.

— Victoire, victoire! L'Ukraine se rend. Les classes supérieures sont vaincues par les classes inférieures, ouvrières et paysannes. Nous allons triompher de tous!

— Et tout tuer! dit Pétrovsky. Vous avez tué la littérature, les sciences, l'industrie...

Titoff sourit dédaigneusement.

— Vous, l'écrivain, vous ne nous comprendrez jamais. Nous avons tué tout ce qui est vieux : les vieilles idées, la vieille religion, la vieille littérature, parce que tout était au service des classes bourgeoises et capitalistes.

Je me permets de demander ironiquement :

— Alors, la science et la littérature d'autrefois servaient le capital? Galilée, Voltaire, Lavoisier, Tolstoï, ont été les serviteurs du capital?

Il riposte méchamment :

— Toux ceux que vous me citez sont des bourgeois.

Pétrovsky interroge à son tour :

— Dites-moi, qui construit la maison? L'architecte ou l'ouvrier?

— Est-ce la faute de l'ouvrier, s'il n'a pas reçu l'éducation d'un architecte? Désormais, nous allons tous nous instruire.

— Oui, mais, instruits, vous ne serez plus des ouvriers, vous serez des architectes! Alors, quels seront les ouvriers?

Titoff, les dents serrées, murmure :

— Vous, camarade Prétrovsky, vous serez un ouvrier, au lieu d'écrire vos romans et de faire la psychologie de l'amour bourgeois.

*
* *

— Vous allez trop souvent chez les Tarnovsky, m'a dit Daria Ivanovna. Le vieux est un coquin ; il spécule avec la complicité des ingénieurs de chemins de fer, et c'est très dangereux.

— C'est Timochka qui vous l'a dit?

— Il spécule sur le blé, sur les monnaies d'or : ça peut très mal finir... Ainsi, avant-hier, avec l'ingénieur Miller, le chef du réseau Moscou-Saratoff, ils ont expédié tout un train de blé dans les wagons de l'armée rouge. Sur les wagons il y a « alimentation de l'armée » : ces trains-là vont vite et porteront le blé sur les marchés; naturellement, les employés, les mécaniciens sont dans le secret, ainsi que quelques tchékistes. Tarnovsky et Miller achètent leur silence un bon prix. Tous risquent leur tête; mais ils aiment l'argent.

***

Dacha, la femme de ménage, m'a reproché de n'avoir pas été chez ses parents dimanche dernier.

— Il pleuvait, dis-je, et voyez mes chaussures!

— Cette Daria Ivanovna, elle pourrait bien vous donner quelques roubles pour acheter des souliers, mais les riches sont toujours avares, on a beau en fusiller, ça ne les fait pas changer de caractère.

— Je ne veux pas accepter d'argent d'elle, dis-je, elle est pauvre.

— Pauvre? Elle? Allons donc! Elle me surveille quand je viens travailler; sans cela, j'aurais découvert les trésors. Elle les a peut-être enfouis dans son jardin. Les riches sont si malins!

***

Je suis allée chez les Tarnovsky. Tania me confie que Titoff la persécute de ses assiduités amoureuses.

— Il a hâte d'épouser une demoiselle instruite, qu'elle soit laide ou belle; il nous croit très riches. J'ai bien peur qu'il ne nous fasse du mal.

— Une dénonciation à la Tchéka, vous croyez?

Nous en étions là de notre conversation, quand M. Tarnovsky entra dans le salon tout essoufflé. Sur son visage on lisait l'effroi.

— Miller vient d'être arrêté, dit-il, on va venir faire une perquisition chez nous. Vite, mère, porte chez les voisins tout ce qui a de la valeur ici; moi, je m'en vais chez Daria Ivanovna; elle connaît Timochka : je lui proposerai un millier de roubles d'or.

Il jeta un regard du côté des géraniums qui fleurissaient les fenêtres, puis il dit à sa femme :

— Ils peuvent faire ce qu'ils voudront, mes enfants ne seront pas pauvres. Venez, mes enfants, que je vous bénisse, que je vous embrasse : votre père va être fusillé, peut-être !

Bientôt des pas éperonnés se font entendre. Trois tchékistes entourés d'une dizaine de soldats rouges s'arrêtent devant la porte. Titoff est avec eux.

— C'est bien lui qui nous a trahis, dit Tania.

Aglaé a ouvert la porte. Les trois tchékistes sont entrés dans le salon en laissant des soldats dans l'antichambre, dans la cuisine, dans la salle à manger. Les soldats se sont mis devant les portes, appuyés sur leur fusil, sans rien dire.

— Ou sont les maîtres de la maison, le citoyen et la citoyenne Tarnovsky ? a demandé un des tchékistes.

— Je ne sais pas, dit Aglaé, ils sont sortis pour leurs affaires.

— Nous connaissons ces affaires-là : Miller a tout avoué.

— Miller est arrêté ?

— Comme si vous ne le saviez pas !... Vos parents ont peut-être pris la fuite, citoyennes ? Alors, c'est vous que nous allons mettre en prison. Vous et cette personne, votre complice.

Ils m'ont désignée. J'ai ri.

— Moi ? C'est drôle.

— Oui, oui, de toute façon je vous arrête. Évidemment, vous êtes dans la confidence et vous pourriez aller prévenir les autres inculpés. Camarades, entourez ces citoyennes.

Les soldats ne se firent pas répéter cet ordre. Je dis :

— Nous voilà prisonnières !

Le chef, se tournant vers ses hommes, commanda :

— Toute personne qui frappera à la porte sera arrêtée. Quant au spéculateur, nous le retrouverons, et sa femme aussi.

Puis, dépliant un papier, il dit à Aglaé :

— Je suis le commissaire des perquisitions de la Tchéka : sur l'ordre du Conseil des députés, ouvriers, paysans et guerriers rouges, je vais faire une perquisition dans cette maison. Nous arrêterons toutes les personnes qui seront présentes dans ce logement. Camarades, amenez des témoins, voisins ou passants.

Un soldat avait abordé un petit bourgeois qui passait devant la demeure des Tarnovsky en lui disant : « Vous serez témoin ! » L'homme obéit en tremblant, n'osant pas refuser ; une femme du voisinage fut amenée de la même façon. Moi aussi, en

somme, j'étais témoin ; j'étais tranquille sur mon sort, car je connaissais cette habitude de la Tchéka de mettre en état d'arrestation les témoins.

Aglaé et Tania donnèrent aux soldats les clefs des armoires et des commodes. La perquisition commença minutieuse. On cherchait des bijoux, des diamants, de l'or.

— Pourtant, il doit y en avoir ici, s'écriait le chef. Où diable ce malin-là a-t-il caché les objets précieux ?

Tout en parlant, il fouillait dans les armoires, dans les commodes, dans les vieux coffres accumulés dans les deux chambres. Il dépliait chaque chemise et chaque serviette avec soin. Les pantalons garnis de dentelles et de rubans roses qu'il trouva dans la commode de Tania l'amusèrent beaucoup.

Un soldat ricana :

— Jolis pantalons !

Puis s'adressant à un camarade :

— Si tu l'emportais à ta femme ?

— Pourquoi pas ? riposta l'autre. Nos femmes sont des femmes comme les autres, elles aiment le beau linge. Mais la citoyenne peut garder celui-là, mon épouse en aura autant qu'elle voudra et d'aussi beaux.

Un autre dit :

— Ce n'est pas la camarade Kléister qui peut s'émouvoir de ces fanfreluches ; elle aime mieux fusiller les bourgeoises que se parer comme elles.

Le soldat qui était à côté de moi répondit par un rire sec. Je le regardai attentivement ; c'était une femme : la Létonnienne Kléister dont on a tant parlé : celle qui fusillait. Je cherchais à comprendre l'âme de cette femme, bourreau volontaire ; elle avait le nez court, un peu retroussé, plat, les yeux étaient d'un bleu gris-sale, le menton carré, la taille assez fine. Je me risquai à lui demander :

— Est-ce vrai, camarade, que vous fusillez les condamnés à mort ?

Elle me lança un regard de côté.

— Vous le saurez, si on vous condamne.

Le chef de la perquisition approuva : « Bravo, camarade ! » Et s'adressant à moi :

— Les femmes du parti sont toutes comme elle. Des citoyennes de cette espèce sont la force de la Révolution. La

Révolution a donné aux femmes le droit de fusiller et d'être fusillées, n'est-ce pas, camarade Titoff ?

Titoff ne répondit rien. Il était appuyé au mur : notre présence le mettait mal à l'aise. Un tchékiste dit :

— Vous savez que Miller a tout avoué, citoyennes ? Et qu'il a dénoncé votre père comme étant l'un de ses complices. C'est votre père qui lui fournissait le blé qu'il envoyait à Moscou dans des trains de fourrage militaire : pendant ce temps-là, les wagons pleins de pain pour les soldats et les ouvriers restaient dans les stations pendant des mois. D'ailleurs, vous savez tout cela aussi bien que moi.

A ce moment, la porte d'entrée s'ouvrit et un soldat nous rejoignit avec une vieille femme. C'était une couturière qui apportait à Mme Tarnovsky une pelisse réparée.

— Je ne savais pas, balbutia-t-elle; j'apportais ce manteau; laissez-moi, laissez-moi !

— Au nom de la loi, vous êtes arrêtée pour tout le temps que durera la perquisition, lui annonça le chef. Vous êtes peut-être une complice.

La femme fit le signe de croix, les larmes aux yeux.

— Seigneurs camarades, je vous en supplie, j'ai ma petite fille à soigner...

— Puisque je vous dis que vous êtes arrêtée ! Votre petite fille sera mise dans un asile et on la soignera. Si vous ne voulez pas, elle ira en prison avec vous.

Alors, le chef de l'expédition nous invita à le suivre à la Tchéka. Entourés de soldats, nous marchions par les rues. Les habitants s'enfuyaient dans les cours de leur demeure en apercevant notre groupe. Quand nous traversâmes le marché, de vieilles femmes se signèrent.

Nous arrivâmes enfin dans le palais du prince Kougouchef où siégeait le tribunal de la Tchéka. Les meubles y étaient de style Louis XV. Il y avait de nombreux tableaux anciens dans de lourds cadres dorés. Après avoir inscrit nos noms, qualités et lieux de naissance, on nous conduisit dans un sous-sol qui servait de cave autrefois. On y arrivait par un escalier branlant et glissant. Il faisait presque nuit. Nous trouvâmes une trentaine de femmes assises sur des planches qui leur servaient de lits, nous entrions dans un immense dortoir où les femmes se pressaient les unes contre les autres. Les prisonnières se

serrèrent autour de nous et nous interrogèrent sur les causes de notre arrestation. La couturière continuait de gémir. Titoff lui promit de lui amener sa petite fille.

— Je ne suis qu'un témoin, criait-elle. Je ne suis qu'un témoin qu'on a arrêté.

Aglaé et Tania trouvèrent parmi les prisonnières quatre anciennes camarades de classe, toutes de famille riche ou de la noblesse du pays; une était la femme d'un ingénieur en fuite, les autres étaient encore des étudiantes.

— Vous ici? On ne savait pas ce que vous étiez devenues!

— Nous sommes mencheviks. On nous fusillera sans doute.

La nuit s'avançait. L'air était lourd, on entendait des gémissements. Une voleuse récidiviste murmurait : « Ah! mon Dieu! Ah! Seigneur notre père céleste! que de bonnes personnes en prison en ce moment! La comtesse Annenkoff! Et les demoiselles Tarnovsky... Et tant d'autres que je connais bien. Moi, je suis une voleuse. Je sais pourquoi je suis ici. Mais elles, les innocentes? »

A onze heures dans la nuit, nous fûmes tirées de notre somnolence par des pas lourds; quelques tchékistes entourés de soldats pénétrèrent dans la cave. Ils firent l'appel.

— Citoyennes Vorovsky, Ivanoff, Krassof, ci-devant comtesse Annenkoff, citoyenne Antonoff, citoyenne Siboulsky, levez-vous.

Celles dont les noms venaient d'être prononcés se levèrent, toutes tremblantes.

— Que se passe-t-il ?

— On va vous transférer dans une autre prison.

Elles crièrent ensemble :

— Ce n'est pas vrai, nous allons être fusillées.

— Et quand même ce serait, vous n'avez qu'à obéir!

Celui qui paraissait être le chef, après un moment d'hésitation, déclara :

— A l'exception de la citoyenne Annenkoff, celles qui désireraient épouser un de nos camarades seront graciées à la condition de devenir bonnes communistes! Il y a ici des camarades qui ont exprimé le désir d'épouser des citoyennes condamnées à mort.

Un jeune tchékiste s'approcha de Mme Ivanoff.

— Épousez-moi : vous êtes sauvée.

— Mais j'ai un mari.

— Vous divorcerez. Votre mari est un blanc au service de Wrangel. Décidez-vous !

La jeune femme tendit sa main au tchékiste. Je la plaignis de toute mon âme d'être aussi pusillanime et de tenir à la vie si passionnément. Sauf Mlle Krassoff, toutes consentirent à épouser des tchékistes. Mlle Krassof déclara qu'elle aimait quelqu'un et qu'elle mourrait plutôt que d'appartenir à un autre. On l'emmena avec la comtesse Annenkoff. Sur le seuil, elles se tournèrent vers nous :

— Adieu, nous dirent-elles.

Quelques instants après, nous entendîmes deux détonations déchirantes.

— Ça y est, dit un des gardes.

Nous fîmes le signe de croix ; les voleuses aussi.

— Dieu donne à leur âme le repos dans la région des justes, dit une d'elles.

Nous pleurions toutes. Personne ne put se rendormir. Nous frissonnions à chaque bruit. Peut-être avait-on oublié quelqu'une d'entre nous et allait-on venir la chercher. Qui? Et chacun pensait : moi peut-être ?

L'air était lourd comme dans un tombeau. Pendant toute la nuit, nous entendîmes des coups de revolver dans la cour ; sous le voile noir de la nuit, on tuait. Une vieille dit :

— Maintenant, ce sont des hommes qu'ils tuent. Il est défendu de fusiller publiquement au cimetière, comme on faisait il y a quelques jours : tout se passe dans la cour de la Tchéka.

***

A la fin, la tête me tournait, le désespoir s'emparait de moi. Heureusement, dans la journée suivante, Daria Ivanovna, avertie de mon arrestation, réussit à obtenir de Timochka la permission de venir me voir et de m'apporter du pain blanc, du lait, des œufs et du café de blé chaud.

— Vous serez bientôt libre, dit-elle, quand elle fut près de moi. Le « colonel » Kiriline est désespéré. Il a fait une scène au commissaire qui vous avait arrêtée, et moi je m'ennuie ; quand vous étiez là, j'étais plus tranquille. Partagez tout ce que j'apporte avec les demoiselles Tarnovsky ; la moitié leur appartient de droit, car c'est Mme Pétrovsky qui le leur envoie...

A ce propos, Tarnovsky et sa femme ont été arrêtées. On les a mis dans une autre prison pour qu'ils ne puissent pas correspondre avec leurs enfants. Ils seront presque certainement condamnés à mort : leur cas est grave, ils sont inculpés, lui de spéculation, elle d'avoir dissimulé des choses précieuses. Vous pensez bien que les tchékistes qui sont nés ici savent que les Tarnovsky avaient chez eux beaucoup de belles choses.

Toujours ce mot « choses » qui revient sur les lèvres de Daria Ivanovna, ce mot « choses » plus précieux que le mot « vie »...

La journée se passa sans incident, longue et morne journée. Vers le soir, Tania fut appelée au greffe de la prison.

— Une visite pour vous, lui a dit le garde.

Au bout d'une heure, elle est revenue, les yeux brillants, les joues rouges.

— C'est mon tour maintenant, dit-elle à Aglaé. Sais-tu qui me demandait ?

— Titoff, n'est-ce pas ?

— C'était bien lui. Il s'est montré tel qu'il est, rusé, hypocrite : il m'a avoué qu'il avait livré mon père et qu'il le sauverait, si je...

Aglaé devina :

— Si tu l'épouses ?

— Oui.

Aglaé n'osa plus rien demander.

— J'ai accordé ma main à ce serrurier, reprit Tania, je dois sauver mes parents. D'ailleurs, je ne suis pas la première, nous avons déjà lu cela dans les romans.

Aglaé, sans répondre, lui serra la main.

Je ne sais pas ce que Titoff a fait, mais, le lendemain, nous avons été toutes relâchées et la couturière aussi. Elle a retrouvé sa petite fille qu'on n'avait pas amenée à la Tchéka, comme on le lui avait promis, mais que des voisines avaient gardée. Je suis revenue avec Aglaé et Tania chez les Tarnovsky. Le père m'a dit :

— Cela m'a coûté deux cent mille roubles en papier des Soviets.

J'avais envie de lui dire : « Et votre fille ! » mais je me suis tue.

***

Kiriline, le colonel, est parti pour Saratoff avec un rapport secret. Il sera là dans huit jours. Avant de partir, il m'a dit :

— Surveillez bien les coffres de la galerie : je serais curieux de les visiter un de ces jours...

Il a ri, et il a ajouté :

— Camarade Aline, vous serez ma femme bientôt !

— Je voudrais bien savoir comment ?

— C'est le secret de l'inventeur... dit-il en s'en allant.

***

J'ai vu hier la famille de Dacha. Cette grande fille aux yeux de bête fauve, m'a emmenée chez elle. J'ai vu une petite maisonnette, toute petite ; il y a une seule chambre et une cuisine. On entre par la cuisine qui est très sale ; en revanche, la chambre est très propre, et la sœur aînée avait l'air d'une vraie demoiselle dans sa robe blanche.

La mère, qui a dû être très belle dans sa jeunesse, m'a fait asseoir sur un tabouret et m'a dit :

— Le père dort sur le poêle : il est si fatigué ! Il est bûcheron et la Révolution n'a rien changé à son existence. Nous étions pauvres, nous le sommes encore ; nous avons travaillé toute notre vie et nous travaillerons toujours, et plus durement peut-être qu'autrefois, car la vie est si difficile !... Quand même les seigneurs étaient quelquefois charitables, mais les communistes, eux, ne vous donnent jamais rien.

— Qu'est-ce que vous dites des communistes ?

Une voix sonore avait prononcé cette phrase et j'aperçus sur le seuil un grand garçon blond et rieur. La fille aînée se leva et dit : « Bonjour, voici mon fiancé. Il est communiste. » Il me salua, puis me dit :

— En effet, je suis communiste comme doit l'être tout homme conscient. Il faut savoir s'acclimater, se soumettre à la vie. (Il disait « acclimatiser » et était très fier de ce mot qu'il répéta trois fois.) Notre vie russe demande pour sa bonne marche une étape communiste, c'est une loi historique ; « acclimatisons-nous ! »

Sa fiancée le regardait avec fierté.

— Il parle bien ! dit-elle. Il en a une tête !

Le fiancé se redressa orgueilleusement et expliqua d'un air satisfait :

— Chaque communiste doit savoir exprimer sa pensée clairement, ainsi que les idées du parti. D'ailleurs, on n'admet dans le parti que les hommes conscients.

Il voulait m'éblouir avec de grands mots et des termes de sociologue. La mère eut un soupir.

— Sont-ils gentils tous les deux ! Ils s'aiment. Il est communiste, mais c'est un bon gars : il n'est pas aussi farouche qu'il le paraît. Seulement, voyez, ils ne peuvent pas se marier, ils n'ont pas d'argent.

— Mais si, maman, on se mariera, et Dacha aussi.

Bientôt arriva le fiancé de Dacha, téléphoniste au service des Soviets : la conversation devint générale; on discuta des condamnations à mort, des mœurs actuelles, de la vie en général, de l'avenir et du temps, où, le bonheur régnant sur terre, on n'aurait plus ni travaux ni soucis.

***

Kiriline est revenu. Je ne sais pas de quoi il parle avec Daria Ivanovna ; mais ils sont tout le temps ensemble. Elle a l'air inquiet et elle me regarde souvent avec une expression sournoise que je ne lui connaissais pas. Je crois que Kiriline est en train de la convaincre qu'il faut me persuader de l'épouser. Naturellement, elle n'ose pas m'en parler ; mais hier, j'ai surpris Kiriline qui lui parlait sur un ton menaçant ; il s'est tu, dès qu'il m'a vue.

***

La chambre de Kiriline est contiguë à celle de Daria Ivanovna. Pour venir dans la salle à manger où je couche, il faut passer par la chambre de Daria ou par la véranda. Ce soir, Daria Ivanovna est allée chez Mme Popoff, une malade qui ne quitte pas son lit depuis des mois. Le secrétaire du colonel est absent, Kiriline lui-même n'est pas là...

J'étais contente de cette solitude. J'ai voulu écrire, je n'ai plus d'inspiration, je me suis couchée toute habillée et je me suis endormie. Tout à coup, un bruit de pas m'a réveillée. Kiriline était devant moi. La porte de la véranda était fermée à clef, j'avais baissé les volets moi-même... Comment a-t-il pu

pénétrer dans la pièce? D'habitude, Daria Ivanovna fermait au verrou la porte qui communiquait avec la chambre du colonel. Je me levai :

— Que faites-vous ici? lui dis-je.

— Ce que je veux!

Alors, il s'est jeté sur moi : je me suis défendue de toutes mes forces.

— Ne criez pas! il n'y a personne dans la maison.

Il m'étranglait presque.

***

Daria Ivanovna m'a trahie. Kiriline m'a fait des aveux. Il l'avait menacée de perquisitionner dans sa maison : elle lui a donné sa clef pour qu'il puisse s'introduire dans ma chambre. Elle est sortie exprès et exprès aussi est rentrée tard. Kiriline m'a recommandé : « Ne lui dites rien. »

Certes, je ne dirai rien, mais je me vengerai.

Comment? Elle a trahi notre amitié pour sauver ses « choses », parce que ses choses lui étaient plus chères que ma vie, que mon honneur; je lui prendrai ce qui lui est plus cher que la vie : ses choses, à elle. Et j'ai dit à Dacha :

— Voulez-vous être riche, Dacha?

Elle a souri.

— Bien sûr, mais comment?

Nous étions seules dans la cuisine. Dacha lavait des torchons, l'eau sale coulait de ses doigts grossiers. Je me penchai vers elle.

— Êtes-vous courageuse?

— Parlez. De quoi s'agit-il?

— Daria Ivanovna a beaucoup d'or dans ses coffres, sous les vêtements accrochés dans sa chambre et dans son sac de voyage jaune : si nous lui prenions tout?

Elle sursauta.

— C'est vous, mademoiselle, qui me proposez cela?

— Oui.

— Mais la Tchéka? Si elle porte plainte? Je serai la première soupçonnée.

— Pas du tout, il y a des soldats dans la maison. Du reste, elle n'osera jamais se plaindre, car on la mettrait en prison pour avoir caché des monnaies d'or et des objets précieux. Songez à vous, Dacha : vous serez riche, vous pourrez vous marier; je veux

que vous soyez heureuse et que votre mère ne travaille plus.

— Mais, mademoiselle...

— Ne dites rien à personne, pas même à votre mère ni à votre sœur aînée.

Elle a hésité pendant quelques secondes, mais au fond cela lui paraît bien naturel, puisque tout le monde en fait autant au nom des grands principes.

— Et quand?

— Cet après-midi, Daria Ivanovna ira voir son amie Mme Popoff à trois heures; elle me l'a dit : venez à cette heure-là, je serai seule ici.

— Je viendrai et j'apporterai un panier à linge. Ah! pourvu qu'on réussisse!

***

Nous avons mis le petit sac de voyage bien fermé au fond du panier et nous avons cherché partout. Dacha a emporté une lourde charge, personne n'a rien vu; je l'ai accompagnée jusqu'à la porte du jardin; puis, très rapidement, j'ai ouvert la fenêtre de la chambre de Daria Ivanovna, j'ai mis le lit, les armoires en désordre et j'ai quitté la maison. Je suis allée chez les Tarnovsky.

Contrairement à ce que je supposais, Daria Ivanovna a porté plainte à la Tchéka. Elle ne me soupçonne pas.

— Je sais bien, m'a-t-elle dit, que toutes ces richesses sont perdues, puisque, si on les trouve, on les confisquera; mais je veux que le voleur soit puni.

Ainsi, dans son âme comme dans la mienne, le sentiment de la vengeance criait plus fort que le désir de la vie. Au fond de son âme, elle comptait sur Timochka, elle espérait sans doute que si on découvrait les trésors, elle les partagerait avec lui et tout serait fini. Mais Dacha les avait bien cachés.

***

Chez la mère de Dacha... Les têtes des enfants penchées sur les soleils des diamants, des mains fiévreuses qui touchent les bijoux. Dacha se dispute avec sa sœur.

— Cette montre, c'est pour mon fiancé...

— Non, c'est pour le mien.

— J'aime cette broche.

— Et moi aussi.

Et la petite fille :

— Et moi? Vous devez aussi me donner un bijou...

Je suis à côté d'elles. C'est moi qui leur ai tout donné, mais elles oublient ma présence. La mère ne s'occupe pas de ces disputes, elle a pris des monnaies d'or et les fait sonner dans sa main.

— Faut rien dire au père, il nous menacera pour nous soutirer de l'argent et quand il sera saoul il racontera tout à tout le monde. Vous entendez, les enfants. Pas un mot à notre ivrogne.

Et les enfants de promettre :

— Mais non, maman, nous le savons bien.

Elle secoue la tête.

— Et dire que j'ai été honnête toute ma vie! Mais que voulez-vous? les bolchéviks volent chez tout le monde, ça n'est donc pas un crime de voler. Qui nous donnerait quelque chose, si nous ne le prenions pas? Nous pourrions bien mourir mendiants.

Elle souriait avec un visage de bienheureuse, car tous ces gens-là sont radieux. Et moi? Je ne veux pas de cet argent ni de ces bijoux; je prendrai la somme qui m'est nécessaire pour acheter une paire de souliers et pour mon voyage.

Mon Dieu! Voilà maintenant qu'elles se battent. Dacha a saisi sa sœur par les cheveux: elle hurle, ses joues sont égratignées, des gouttes de sang coulent sur sa peau.

— C'est moi qui ai risqué ma vie pour apporter cette montre! crie-t-elle. Je veux la donner à mon chéri...

— Et je te dis que c'est le mien qui l'aura.

J'ai dû les séparer.

***

Daria Ivanovna ne soupçonne pas Dacha.

— C'est une honnête fille, dit-elle, et puis elle n'était pas là; elle est incapable de voler et d'ailleurs elle ne savait pas que je possédais cette fortune : ce doit être quelqu'un de la maison. Des soldats, ou...

Elle s'est tue. J'ai achevé sa pensée d'un air moqueur :

— Ou moi? n'est-ce pas, Daria Ivanovna?

Elle a levé ses yeux sur moi, elle est pâle et misérable, j'ai

presque pitié d'elle. Après un long silence, elle m'a répondu :

— Oui, Alina. Si vous voulez le savoir, je vous soupçonne.

J'ai continué de railler.

— Peut-être, après tout!

— C'est méchant, en tous les cas. Je suis une mendiante maintenant. Est-ce que j'ai l'habitude d'être pauvre?

— Et ce que vous m'avez fait à moi? ai-je dit brusquement.

— Je ne vous comprends pas.

— Qui donc a permis au camarade Kiriline de s'introduire dans ma chambre?

— Il vous l'a dit!

— Oui.

— Il vous l'a dit! Ah! je comprends. Alors, c'est vous! c'est vous!

Furieuse, ses cheveux gris épars, ses yeux rougis de pleurs, elle a couru à la Tchéka demander mon arrestation. Tout cela n'a servi de rien : des soldats sont venus qui ont fouillé tout le jardin sans résultat. J'ai été interrogée par Timochka qui m'a conseillé aimablement de quitter la maison de Daria Ivanovna. C'était d'ailleurs bien mon intention. Il m'a déclaré après un court interrogatoire :

— Vous êtes libre, citoyenne. Vous pouvez vous en aller. Daria Ivanovna est folle, elle est affolée plutôt et vous accuse à tort.

Mais il ne m'a pas donné l'autorisation de quitter la ville avant que soit terminée l'enquête sur la disparition des bijoux « appartenant au peuple russe ».

***

J'ai été faire la queue ce matin au commissariat aux vêtements. Devant la maison du commissaire, un gamin chétif montait la garde. Il lançait des regards méprisants à la foule des va-nu-pieds qui se pressait à la porte. C'étaient pour la plupart des professeurs, des docteurs, des employés de chemin de fer et quelques ouvriers. Le gamin les traitait comme des mendiants, il les bousculait, il tutoyait tout le monde; il cria :

— Attendez! Vous pouvez bien attendre, le commissaire est en conférence avec des camarades.

Mais un pauvre diable impatient voulut ouvrir la porte. Nous aperçûmes le commissaire avec une jeune fille : il prenait le thé.

— Qui ose entrer chez moi sans se faire annoncer? hurla le fonctionnaire. Je cause d'une affaire grave avec ma secrétaire.

Le pauvre diable, un ouvrier, se fâcha.

— Quel tsar! Sais-tu, camarade commissaire, que c'est nous qui t'avons mis là; je n'ai pas de bottes, mon gosse ne peut aller à l'école parce qu'il est nu-pieds et tu fais la cour aux demoiselles...

Le commissaire se tut, il avait peur évidemment parce qu'il avait affaire à un ouvrier.

— C'est bien, dit-il, donnez-moi vos papiers, je vais les signer.

Il prit les feuilles que lui tendait l'ouvrier, écrivit quelques mots dessus. Au bout de quelques instants, le pauvre diable sortit triomphalement.

— Voilà comment je les traite, moi, ces fils de chiens!

Tout le monde se pressait autour de lui.

— Que t'a-t-il donné? Qu'as-tu reçu? Tous voulaient lire l'inscription.

Il avait simplement un bon pour une paire de sabots pour lui et pour une paire de bottes en lainage pour son fils. Voilà pour quoi on faisait la queue, pour une misérable paire de sabots.

Après un long moment d'attente, ce fut mon tour d'être introduite dans le bureau du commissaire. Il était petit, et avait les cheveux rouges comme une torche allumée. Je lui montrai mes papiers :

— Vous n'êtes pas membre de l'Union professionnelle des Soviets! Vous en avez du toupet de me déranger! Il y a des ouvrières et des enfants qui n'ont ni souliers, ni bas! Et vous, une bourgeoise, vous réclamez des vêtements et des chaussures?

Il me parlait violemment, et, dans l'excès de sa colère, allait m'insulter, quand je me suis rappelée que j'avais dans ma poche un mot que Timochka m'avait donné lors de notre dernière entrevue à la Tchéka. Alors le commissaire devint humble et souriant.

— Ah! ça, c'est autre chose! Vous auriez dû me dire que vous connaissiez le président de la Tchéka et qu'il s'occupe de vous. Avez-vous besoin d'autre chose?

Et sans que j'eusse besoin d'insister davantage, il écrivit sur ma demande : « une chemise, une culotte, une paire de bas, une paire de souliers de cuir. » Maintenant, j'étais riche, tout le monde m'enviait; mais moi, je pleurais dans mon âme.

***

Les événements se sont précipités depuis quelques jours. Tarnovsky a été tué, sa femme, grièvement blessée à la tête, a pu, avant de mourir, faire le récit du crime dont ils ont été victimes. Ce sont leurs nouveaux locataires, des étrangers qui leur avaient demandé asile il y a quelques nuits, qui les ont assommés pour les voler. Ils ont tué Tarnovsky avec un poids de cinq livres et Mme Tarnovsky leur livra le secret de sa cachette : sous les pots de géraniums, elle avait caché une quantité de bijoux et de monnaies d'or.

***

Aujourd'hui on les a enterrés. Pour la première fois je suis allée à l'église dans cette petite ville. Une église près du cimetière où un vieux prêtre aux cheveux blancs, d'une voix tremblante, récita les tristes prières des morts. Les paysannes et les marchandes qui accompagnaient le convoi priaient avec ardeur, se signaient, tombaient à genoux, se prosternaient devant la grandeur de Dieu. « Avec les saints qu'ils reposent ! »

***

Ce matin, Aglaé m'a dit :

— La maison des géraniums est morte, je n'ai plus rien qui m'attache ici, je vais aller avec vous à Moscou.

En effet, je vais partir pour Moscou. Afin de ne pas attirer les soupçons sur Dacha depuis la plainte de Daria Ivanovna, je ne suis pas allée voir l'ancienne femme de ménage, j'y retourne aujourd'hui, pour la première fois depuis le vol des bijoux. Son fiancé, le téléphoniste, était là, il avait l'air content.

— Voyez, me dit-il, on se marie dimanche et la sœur de Dacha aussi, cela fera deux mariages ensemble.

Je m'aperçus qu'il était au courant de l'origine de la fortune soudaine de sa future famille ; il était enchanté d'épouser une fille qui avait su se procurer tant de richesses, commettre ce que les communistes appelaient un crime qu'ils punissaient de mort.

— Dacha, dis-je, à mon tour, je vais à Moscou, donnez-moi cent roubles et quelques bijoux, je les vendrai pour avoir de quoi vivre pendant les premiers jours.

Elle fit légèrement la moue, mais son fiancé lui ordonna de me donner ce que je réclamais, comme c'était mon droit.

***

Timochka m'a donné la permission de partir.

— A bientôt, à Moscou, camarade, me déclara-t-il en me quittant; je pense y être envoyé; après ce que j'ai fait pour la Révolution, c'est la moindre des choses... Quant aux bijoux de Daria Ivanovna, au diable! je suis content qu'elle soit devenue pauvre et qu'elle connaisse à son tour la misère; cela ne change pas grand chose à l'ordre général : c'est une femme si insignifiante!...

***

Notre voiture soulève des tourbillons de neige. Le jour est gris, je tremble dans le manteau que m'a donné Aglaé. Que la gare est froide! Elle n'est pas chauffée et il y a là une foule compacte de voyageurs qui attendent les trains, quelquefois pendant des semaines, assis sur des bancs, couchés par terre avec de la vermine et dans l'ordure. Les enfants ne sont pas lavés et sont mangés par les poux.

Nous aussi, nous attendons le train de Moscou. Timochka a donné l'ordre de nous donner des places dans le premier train qui va venir, train qu'on appelle hors de ligne. Et nous voyons passer des trains de guerre, longs comme des serpents, pleins de soldats rouges qui chantent, crient, s'enivrent, et jouent de l'accordéon, avant de se ruer sur les soldats blancs. Triste victoire que l'on célèbre...

Nous sommes montées dans le train qui est comble. Peut-être resterons-nous debout jusqu'à Moscou, pendant les cinq jours de voyage. Adieu à jamais, petite ville jetée dans le coin d'une steppe, au bord du grand fleuve!

M. VINITZINE.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

ÉMILE BOUTROUX

« Pascal, raconte Boutroux, avant d'écrire, se mettait à genoux, et priait l'Être infini de se soumettre tout ce qui était en lui... Il semble, ajoute-t-il, que celui qui veut connaître un si haut et si rare génie, dans son essence véritable, doive suivre une méthode analogue..., et chercher, dans un docile abandon à l'influence de Pascal lui-même, la grâce inspiratrice qui seule peut donner à nos efforts la direction et l'efficace. »

C'est de même dans un sentiment voisin de la piété qu'il convient d'aborder la pensée et la vie de Boutroux, piété non pas diminuée, mais fortifiée, ce qui est à noter, par le souvenir des rapports de maître à élève, de la familiarité, sans banalité, de l'accueil, et de l'intimité généreusement ouverte de sa maison et de son esprit. Nous n'aurons d'ailleurs qu'à plier nous aussi nos efforts à sa direction. Il nous a dit lui-même, en effet, comment il entendait qu'on étudiât un philosophe : « se pénétrer de plus en plus de sa pensée, en lisant et relisant un grand nombre de fois l'ensemble de ses ouvrages, se replacer à son point de vue, chercher avec lui, le suivre dans les détours de ses méditations, partager ses émotions philosophiques, jouir avec lui de l'harmonie dans laquelle s'est reposée son intelligence. » Et il disait encore qu'il faut exposer les doctrines selon l'esprit et, jusqu'à un certain point, dans le style de celui qui les a conçues. Nous ne craindrons donc pas de le laisser parler lui-même, et de lui demander, dans la mesure du possible, d'être son propre interprète.

L'ÉDUCATION ET LES PREMIÈRES ANNÉES

Boutroux, qui avait été un enfant pieux, et devait garder de cette piété des premières années une empreinte, qui avait reçu, avec un succès parfois éclatant, l'éducation classique à laquelle il restera toujours fidèle, était entré à l'École normale en 1865. Il y eut des maîtres dont il parla toujours avec une reconnaissante sympathie, entre autres Nisard et Boissier. Mais c'est Lachelier qui eut sur lui l'action décisive, et lui révéla sa vocation. Cet enseignement de Lachelier à l'École normale, Boutroux l'a décrit lui-même : « Quel ne fut pas l'étonnement des élèves lorsque débuta le nouveau maître de conférences!... Lachelier posait des problèmes. Il en mesurait les difficultés. Il réfléchissait, il cherchait, il avouait ne pouvoir se satisfaire. Il hésitait, il se reprenait, il s'arrêtait. Un jour, il lui arriva de dire : « ... Je crois bien que ce que vous avez de mieux à faire, c'est d'oublier tout ce que je vous ai dit... » Puis, à sa table de travail, on revoyait ses notes; et l'on découvrait... « que ces causeries si libres et spontanées étaient composées avec un soin extrême, et que la charpente en était aussi ferme que la forme en était vivante et naturelle. » Dans les papiers de Boutroux, conservés et étiquetés avec un soin méticuleux, qui est un trait de son caractère, on a retrouvé des travaux du jeune normalien annotés par Lachelier. L'un d'eux, relatif à la doctrine de Spinoza sur la liberté, vient d'être publié. Lachelier apparaît dans ces notes si vivant, presque primesautier, si différent de l'image que s'en font ceux qui ne connaissent de lui que ce qu'il a consenti à publier! Il excite son élève, qu'il voudrait un historien moins scrupuleusement objectif; car Boutroux est déjà cet historien. « Pour comprendre et juger un système, la première condition est certainement *d'y entrer*, mais la seconde est *d'en sortir*. » Parfois Boutroux adresse des objections à son maître, et celui-ci répond. Et c'est un vraiment beau chapitre, combien honorable pour ses traditions! de l'histoire de l'enseignement à l'École normale, que le commerce de ces deux pensées, l'une plus mûre, plus achevée, l'autre déférente et libre tout à la fois, qui se cherche, et qu'un problème entre tous déjà sollicite.

Un autre intérêt de ces travaux d'École de Boutroux est, en

effet, de nous laisser pressentir ses tendances philosophiques. De l'étude de Spinoza il semble avoir voulu tirer cette leçon, à savoir que, puisqu'un tel esprit a échoué dans sa tentative, la méthode mathématique n'est décidément pas applicable à la philosophie. Mais c'est surtout dans une dissertation sur les causes finales qu'une thèse déjà ferme se précise. Le problème de la liberté est posé sous la force de l'indétermination ou de la contingence des futurs. Ajoutons que, à la même époque, ce qui était alors une nouveauté, ce littéraire fait des sciences, avec son camarade Jules Tannery comme guide. Par un juste retour, quelques années plus tard, des élèves de la section des sciences suivront, à l'École normale, les cours du maître de conférences de philosophie que sera devenu Boutroux.

Après l'agrégation où, par une sorte de prédestination, il avait eu à disserter sur le libre arbitre, il est envoyé en mission en Allemagne : rare privilège à cette date, et cette mission remplie lui constitua pendant quelque temps une originalité. Il vécut surtout à Heidelberg où il suivit les cours de Zeller. Il admire les « immenses travaux » des Allemands en histoire de la philosophie, quoiqu'il doive, nous le verrons, s'affranchir de leur méthode. Officiellement bien reçu, il n'en sent pas moins gronder l'hostilité. La guerre éclate à son retour en France. Et, comme pour beaucoup de sa génération, son patriotisme garda toujours quelque chose de douloureux

Lorsqu'il débute dans l'enseignement, il a comme collègue ce camarade d'École que nous avons déjà rencontré à ses côtés, Jules Tannery, dont il dira qu'en lui « revivait la science artiste des anciens Grecs ». Et ce sont alors ces longues causeries si libres, si amicales, qui devaient « illuminer » cette première année de province. Il semble qu'il leur ait dû tout ce qu'un esprit aussi libre, et déjà aussi maître de lui que celui de Boutroux, pouvait devoir à la sympathie d'une autre pensée qui s'harmonisait d'ailleurs avec la sienne. Jules Tannery, et son frère Paul Tannery, avec lequel Boutroux correspondait, furent ainsi les confidents de la thèse qui s'élaborait. Après une année de congé, c'est-à-dire d'intense méditation, cette thèse fut achevée. Elle fut soutenue à la fin de 1874. Un philosophe s'était révélé, celui que ses maîtres et ses amis pressentaient. Trois ans après, Boutroux était appelé comme maître de conférences à l'École normale, moins de dix ans après en être sorti comme élève.

Pendant qu'il enseignait à Nancy, dans le prestige de sa jeune renommée, il s'était marié. Par ce mariage, il était devenu le beau-frère d'Henri Poincaré, le cousin de Raymond et de Lucien Poincaré. Y eut-il beaucoup de familles, qui, en une seule génération, aient fourni un pareil groupe d'hommes ? Les pensées fraternelles de Boutroux et d'Henri Poincaré cheminèrent parallèlement. On ne peut parler d'une influence déterminante de Poincaré sur Boutroux, puisque Boutroux est déjà l'auteur de *la Contingence des lois de la nature*, lorsqu'ils deviennent beaux-frères. Mais il leur arrive de s'exprimer presque dans les mêmes termes, avec cette nuance que le scientifique met dans l'expression plus de fantaisie et une pointe de littérature. Quant à l'union de M. et de Mme Boutroux, on n'ose en parler de peur de ne pas trouver le ton qui conviendrait. « L'amour, a écrit Boutroux, fait de deux êtres un être, en laissant à chacun d'eux sa personnalité ; bien plus, en accroissant, en réalisant dans toute sa puissance la personnalité de l'un et de l'autre. » Et dans un parler moins métaphysique, Boutroux plaignait Sully Prudhomme de n'avoir jamais senti, « tout en travaillant, parmi l'air silencieux, flotter la caresse de l'épouse ». Toute la réserve de M. et de Mme Boutroux ne réussissait pas à garder le secret de cette union parfaite. Des témoignages matériels en subsistent : on trouve dans les papiers de Boutroux deux écritures sans cesse confondues, la femme travaillant pour le mari, mettant au net les manuscrits et les cours.

De leur fils qui est mort, il n'est pas exagéré de dire qu'il était déjà digne de son père. On a écrit de Boutroux que le corps semblait, chez lui, n'être qu'un prétexte à l'esprit. Pierre Boutroux renchérissait encore sur la spiritualité paternelle. Sa démarche paraissait un défi aux lois de la pesanteur et, semblable aux anges d'un tableau célèbre, il effleurait à peine la terre qui le portait. Sous cette enveloppe fragile, une précocité de pensée qui est, en mathématiques, le signe des élus. A moins de vingt ans, il rédige un mémoire de licence sur *l'Imagination et les mathématiques selon Descartes*, que la Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Paris publie aussitôt, et où se révèle la critique aiguë, se défiant de tout jugement conventionnel et traditionnel, du futur professeur d'histoire des sciences au Collège de France. Longtemps cette belle famille, entourée

de respect et couverte d'honneurs, vécut heureuse, bonheur seulement traversé par les inquiétudes que causait la santé de celui-ci ou de celle-là. Puis, coup sur coup, la mort frappa. Mme Boutroux, Boutroux, Pierre Boutroux disparaissent en trois ans. Mais il n'était que juste d'associer à la gloire du père cette gloire naissante du fils.

LA CRITIQUE DE LA SCIENCE

Au moment où il entrait comme maître de conférences à l'École normale, Boutroux fut invité par le directeur Bersot à se définir par rapport à Lachelier qui, au même moment, en sortait; et Boutroux répondit par cette déclaration : « Sur la voie où je m'engage, j'arrive à attacher moins d'importance que ne font les idéalistes à la question de l'objectif et du subjectif. Ce n'est pas entre ces deux termes, selon moi, que se débat la question de l'absolu, mais entre la liberté et la nécessité, et je place l'absolu dans la liberté agissant sous la loi du bien. » De longues années après, chaque fois qu'il a l'occasion de jeter un regard en arrière sur l'œuvre accomplie, et comme de se définir de nouveau lui-même, c'est à ce même problème, et à la position prise à l'égard de ce problème par sa géniale jeunesse, qu'instinctivement il se reporte avec la même netteté, car il ne connaît pas le doute, dans la conviction et dans l'affirmation.

La Contingence des lois de la nature est un long raisonnement, à la trame serrée, qu'une analyse nécessairement déforme et ampute de mailles essentielles. L'objet du moins en est clair, et beaucoup des arguments mis en jeu sont devenus classiques. C'est donc à la doctrine de la nécessité que notre philosophe va s'attaquer. Mais le mot même de contingence, qui sert de titre à sa thèse, a, dans le vocabulaire de Boutroux, une acception particulière qu'il faut préciser pour éviter tout malentendu et toute obscurité. Boutroux lui fait signifier l'introduction d'un élément hétérogène dans la chaîne de la nécessité. Et cet emploi du mot est justifié. Car l'hétérogénéité crée bien une rupture dans la continuité de la déduction. Or c'est ce sens du mot contingence qui est le plus fréquent dans le livre de *la Contingence*.

Suivons donc, dans ses différentes phases, le développement du monde donné, pour épier les marques de la nécessité, ou

les signes contraires. Au plus bas degré de l'échelle des choses données se trouve l'être, ou le fait pur et simple. Or l'existence du possible, « matière dont l'être est fait », n'a pas pour conséquence fatale la réalisation de cet être. L'être lui-même est donc contingent.

Montons d'un degré : cet être, une fois donné, n'apporte-t-il pas du moins la nécessité avec lui, n'est-il pas soumis à une loi inviolable, la loi de causalité ou de liaison nécessaire entre les phénomènes? Pour Boutroux, cette croyance en la liaison nécessaire nous est suggérée par l'expérience. Elle a eu d'ailleurs les conséquences les plus heureuses. Avec elle la science est née, elle est née le jour où l'homme a substitué à la recherche des causes occultes celle de rapports invariables entre les choses données. Mais il ne faut faire dire à l'expérience que ce qu'elle dit; et rien ne nous autorise à faire d'un principe utile à la recherche scientifique une loi des choses elles-mêmes. Et quelque chose nous l'interdit : c'est le caractère qualitatif que revêt la forme la plus élémentaire de l'être, la quantité vide de contenu étant inintelligible. Or la répétition pure et simple d'une même qualité n'existe nulle part dans la nature, et la quantité homogène n'est que la surface idéale des êtres. Ainsi « les astres, vus de loin, n'apparaissent que comme des figures géométriques, tandis qu'en réalité ils sont des mondes composés de mille substances diverses. »

Si la loi de causalité est contingente, *a fortiori* sont contingentes les lois, ou encore les types et les genres qui mettent de l'ordre dans la nature. Cet ordre pourrait disparaître sans que les choses cessassent d'être. Elles subsisteraient comme subsiste, à l'état de dispersion, la matière dont la vie s'est retirée. Donc, ici encore, aucune nécessité. « Les lois sont le lit où passe le torrent des faits : ils l'ont creusé, bien qu'ils le suivent. »

Autres nouveautés qui sont autant d'arraché à la nécessité : l'expérience suffit à rendre compte, aussi bien que des genres, des concepts scientifiques de l'étendue et du mouvement. « Elle nous présente, en effet, une série d'objets étendus et mobiles dont nous ne voyons jamais la fin, quelque portée que nous sachions donner à nos regards. » L'exactitude et la perfection des délimitations mathématiques ne sont qu'un caractère négatif, résultant de l'élimination de propriétés accidentelles. Or l'expérience nous invite elle-même à cette élimination.

« Un tronc d'arbre qui, vu de près, est tortueux, paraît de plus en plus droit à mesure qu'on le voit de plus loin. » Et ne considérons pas comme supérieure cette réalité appauvrie. « Le monde en serait-il plus beau, s'il ne se composait que de cercles et de polygones parfaitement réguliers? » Notons ce dédain de l'uniformité qui, pour Boutroux, n'est que pauvreté.

Si l'étendue et le mouvement sont pour l'être des formes contingentes, la permanence de la quantité mesurable à travers toutes les décompositions et recompositions de l'étendue et du mouvement, ce qu'on appelle la loi de la conservation de la force, n'est pas davantage nécessaire. L'expérience, si larges qu'en soient les bases, ne nous montre nulle part des ensembles mécaniques parfaitement stables. Et, si l'ensemble varie, ne faut-il pas qu'il y ait dans les détails quelque rudiment de contingence? « La graine tombée du bec d'un oiseau sur une montagne couverte de neige peut produire une avalanche qui comblera les vallées. »

Avec de la matière et du mouvement, allons-nous, du moins, pouvoir construire le monde? Mais les corps présentent ces nouveautés encore : les propriétés physiques et chimiques. Même abstraction faite de ce que la conscience met d'elle-même dans la sensation, les objets sensibles ne se réduisent pas à de la matière et « la matière ébranlée semble n'être en eux que le *véhicule* de propriétés supérieures, lesquelles sont les propriétés physiques proprement dites ».

A fortiori, la vie et la pensée sont-elles irréductibles au mécanisme. La vie, c'est l'organisation. Il n'y a pas seulement *combinaison*, comme dans le monde qui n'est que chimique, mais *système* où certaines parties sont *subordonnées* à certaines autres. Il y a, dans tout être vivant, une *hiérarchie*. L'être vivant est un individu, et l'organisation, c'est l'individualisation. Les éléments et comme la matière de la vie peuvent bien être exclusivement des forces physiques et chimiques. « Mais ces matériaux ne restent pas bruts, ils sont ordonnés, harmonisés, disciplinés, en quelque sorte, par une intervention supérieure. » C'est en ce sens que la vie est une véritable création.

Création aussi la conscience. « L'homme qui est doué de conscience est plus qu'un être vivant. » On peut trouver dans les phénomènes physiologiques des éléments où l'on verra poindre sensation, pensée et désir, mais non *conscience* de la sensation,

de la pensée et du désir. La conscience est plus qu'une fonction ; « c'est un acte, une transformation des données externes en données internes, une sorte de moule vivant où viennent successivement se métamorphoser les phénomènes, où le monde entier peut trouver place, en perdant sa substance et sa forme propre pour revêtir une forme idéale. » Que si elle apparaît lorsque certaines conditions physiologiques sont posées, n'est-il pas permis de penser que c'est elle-même qui pose ces conditions, sans lesquelles elle ne pourrait se manifester ? « Si l'aurore, dit magnifiquement Boutroux, annonce le soleil, c'est qu'elle en émane. »

Nous arriverons au terme de la démonstration de Boutroux, en considérant la volonté. Deux arguments dominent ici toute la discussion. L'un est tiré de l'impossibilité d'appliquer la mesure aux manifestations de l'âme. Or, sans mesure, point de nécessité. Il faudrait convertir la diversité des phénomènes psychologiques en quantités homogènes. Où est l'unité de mesure ? Le second argument vise ce postulat de la nécessité qui consiste à placer la substance des êtres dans un élément immuable, d'où leur vie coulerait comme d'une source. Or, tout ce qui vit, peut-être tout ce qui est réel semble incompatible, par essence, avec cette conception. L'homme, en particulier, n'est jamais complètement esclave de son caractère. Car ce caractère est né de l'action et, par suite, dépend d'elle. Ce qui est essentiel dans la nature humaine, ce n'est pas un caractère immuable, c'est le changement. « L'histoire, à ce point de vue, est le correctif nécessaire de la philosophie statique. »

Ces formules exorcisent pour toujours le fantôme de la nécessité. Car, si les choses étaient immuables, la science pourrait encore ne pas renoncer à constituer un système éternel. « Si elle est décidément, et à tout jamais expérimentale, c'est qu'au fond elle ignore l'avenir. » C'est donc non seulement à l'expérience, mais à une expérience continuée qu'il faut avoir recours. Il en résulte que les lois elles-mêmes n'ont plus droit à cette fixité qu'on leur attribue comme un caractère essentiel. On affirme couramment que les espèces ne sont pas éternelles. Pourquoi les lois le seraient-elles ? Pourquoi n'auraient-elles pas, elles aussi, une histoire, et ne seraient-elles pas sujettes au changement ? Nous faisions participer le monde entier à l'immutabilité mathématique. Rien de plus contestable

que cette « fusion des mathématiques et de l'expérience ». De plus, dans les mathématiques elles-mêmes, se décèle mainte détermination contingente, « maint artifice admis surtout parce qu'il réussit ».

Mais Boutroux prévoit l'objection qui lui sera faite, que cette contingence introduit le désordre et le hasard dans l'univers. Il tient à ne rien laisser subsister de cette objection, et il y reviendra dans ses leçons de Harvard. Par une sorte de contre-offensive assez conforme à sa tactique ordinaire, il s'efforce, dans ces leçons, de démontrer que c'est la nécessité qui est une doctrine de hasard. Hasard, l'existence même des choses, hasard, cet ordre que l'on suppose en elles; hasard, le nouveau qui se produit constamment dans le monde. « La science ne chasse le hasard de chez elle que pour l'installer dans les choses. » Dans la doctrine opposée, c'est à un ordre supérieur qu'est sacrifié l'ordre monotone de la nécessité. Cet ordre est celui de l'harmonie, de la gravitation de l'inférieur vers le supérieur. Conception aristotélicienne où finalité se substitue à causalité. Et, dans le règne humain, où l'action devient un moyen de connaître égal à la spéculation, cette gravitation devient, dans certains cas, le *devoir*. Ainsi la contingence n'a été que le symbole et l'annonce d'une liberté qui a ses lois à elle. La doctrine de la contingence a rendu possible toute une métaphysique, et elle apparaît comme propice aux croyances de la conscience humaine.

Par cette préoccupation de l'homme, la philosophie de Boutroux s'achève en une philosophie morale. La science mal entendue s'attribuait le droit et le devoir de dissoudre et de réduire en infiniment petits d'énergie purement physique tout ce qui fait l'essence de l'homme. « Quand l'homme mangea du fruit de l'arbre de science, il signa bien réellement son arrêt de mort. » La philosophie de Boutroux révoque cet arrêt, et rend l'homme à lui-même, au lieu de l'absorber dans les choses. Or c'est une aimable chose que l'homme, quand il est vraiment homme :

Ὡς χάριέν ἐσθ' ἄνθρωπος ὅταν ἄνθρωπος ᾖ !

Boutroux, qui se plaît à citer du grec, a cité plusieurs fois ce vers de Ménandre.

La même discussion fut reprise par Boutroux dans des leçons

professées à la Sorbonne, en 1892-1893, et qui ont été réunies en volume sous ce titre : *De l'Idée de Loi naturelle dans la Science et la Philosophie contemporaines*. Rien de plus intéressant d'ailleurs que de voir, à dix-huit ans de distance, le même problème repris par le même penseur. Les ressemblances et les différences sont également instructives. C'est bien en effet le même problème avec la même solution. Mais la thèse de 1874 distinguait plusieurs mondes formant des étages superposés, et soumettait à un examen comparatif les concepts de ces différentes formes de l'être, pour faire voir qu'il est impossible de rattacher les formes supérieures aux formes inférieures par un lien de nécessité. C'était déduction et critique abstraite. Les leçons de 1892 déterminent l'idée de la science d'après les sciences effectivement réalisées et leurs résultats les plus récents. La méthode est plus concrète. Le mouvement commun des esprits se traduit dans cette évolution. Mais il n'est que juste de remarquer que Boutroux a contribué à créer le mouvement qu'il suit. Il est d'abord disciple de lui-même.

Ajoutons que Comte, avec son univers hiérarchique et discontinu, dont la correspondance de Boutroux ne nous permet pas d'envisager l'influence en 1874, est présent à l'esprit de l'auteur des leçons de 1892. C'est par la critique des différentes sciences que le positivisme de Comte en est venu, lui aussi, à soutenir que pour expliquer une réalité plus élevée, il faut introduire des lois nouvelles douées d'une spécificité propre, et irréductibles aux précédentes. C'est le mode de démonstration employé à son tour par Boutroux. « Chaque ordre de sciences suppose, écrira-t-il, des postulats qui lui sont propres. »

Or l'hypothèse de la nécessité est, dans le temps présent, l'hypothèse de la réduction de toutes les sciences aux sciences mathématiques. C'est Descartes qui a posé le problème dans ces termes. Cette hypothèse, comme celle de la loi de causalité, a certes été féconde par les découvertes qu'elle a inspirées. Mais est-elle autre chose, elle aussi, qu'un principe régulateur de l'investigation scientifique et une idée directrice ? Car on ne rend la réalité mesurable qu'en la vidant et en l'épuisant.

L'Idée de loi naturelle mit, en outre, en un relief plus accusé le rôle du savant dans la science et, du même coup, le sens et la portée de ces lois qui ont été successivement dégradées de leur nécessité et de leur immutabilité. Les thèses sou-

tenues étaient plus qu'indiquées d'ailleurs dans *la Contingence*. Dans ce livre déjà, la loi de causalité, toute la première, est réduite au rôle de « la maxime pratique » de la science. Quant aux diverses lois, dont nous avons vu qu'elles sont le lit que suit le torrent des faits, mais que les faits ont creusé, elles ne sont cependant pas vérités purement expérimentales, elles sont doublement contingentes, n'étant imposées ni par la nature des choses, ni, comme Kant l'avait cru, par la nature de l'esprit. « Les lois résultent de la collaboration de l'esprit et des choses ; elles sont les produits de l'activité de l'esprit, s'appliquant à une matière étrangère ; elles représentent l'effort qu'il fait pour établir une coïncidence entre les choses et lui. » L'esprit scientifique se forme lui-même, à mesure que la science se crée et progresse. Mais le véritable créateur de la science, c'est le savant. Critique de la science, remarquons-le, qui n'a mené son auteur ni au relativisme, ni au pragmatisme, critique qui n'entame pas le savoir scientifique, mais en précise l'objet et les limites.

Lachelier, qui avait lu en manuscrit la thèse de son élève, admire les conclusions spiritualistes de l'œuvre. « Tout cela devient de plus en plus profond, clair et beau » est sa dernière note. Nous avons cependant passé rapidement sur ces conclusions, parce qu'elles traitent de questions que nous retrouverons. Il importait au contraire d'insister quelque peu sur la partie critique de la même œuvre, parce que, par elle, le livre de *la Contingence*, et la date à laquelle il parut, marquent, selon l'expression de M. Paul Bourget, un tournant dans l'histoire de la pensée française. L'idéal scientifique avoué était de ramener l'ensemble des choses à un fait unique, et de ne voir en elles que les manifestations indéfiniment déroulées d'une seule loi. Auguste Comte, puis Taine avaient tenté de convertir au déterminisme les sciences morales elles-mêmes. Cette philosophie scientifique tirait son prestige du progrès des sciences, desquelles elle semblait solidaire. La cause semblait gagnée, et la résistance prenait des allures de résignation. De grandes philosophies françaises s'étaient dressées cependant en dehors du courant qui semblait emporter tout ce qui survivait des anciennes traditions, celles de Ravaisson et de Lachelier, auxquelles se rattache celle de Boutroux, comme à celle de Boutroux se rattachera celle de Bergson ; et les dédicaces de thèses accusent comme une filiation directe dans cette lignée de maîtres. L'ori-

ginalité de Boutroux a été non seulement d'aller droit au problème qu'il tenait pour essentiel ; mais, pour mieux libérer l'homme de la nécessité, d'en libérer la nature elle-même. Il a démontré (c'est lui-même qui résume en ces termes la révolution accomplie par lui) que « la forme de nécessité, que visent les sciences positives, ne suppose pas l'existence, dans les choses elles-mêmes, de cette nécessité » ; et il a conclu à « la contingence des lois effectives de la nature, contingence qui va croissant, des êtres physiques aux êtres vivants et aux êtres conscients ». Une critique de la science elle-même a ainsi préludé à sa philosophie.

Mais le novateur qu'est Boutroux mettra, surtout dans la dernière partie de sa vie, un parti pris à se rattacher à la grande tradition philosophique. « La philosophie des Platon et des Aristote, écrira-t-il, a consisté essentiellement à découvrir et à exalter, dans la raison, une vie non seulement supra-physique, mais supra-logique. » Tel est l'héritage qu'il fait fructifier, sa fidélité envers les maîtres consistant, non à répéter, mais à continuer. Plus près de nous, il invoque volontiers Descartes, malgré des divergences, et surtout Leibnitz. Novateur dans le sens de la tradition, le même penseur aboutit à des conclusions rationalistes, en partant de principes empiristes. Qu'il s'agisse de ces lois générales qu'on appelle les catégories, aussi bien que des lois scientifiques particulières, il se rallie à leur origine empirique. Même origine, nous l'avons vu, pour les notions mathématiques. « Notre science dépend des choses, loin de s'imposer à elles. » Cette position prise par Boutroux constitue encore une de ses originalités.

Ce rationaliste a eu enfin le sens du devenir et a donné, par là, au rationalisme une physionomie nouvelle. Le XIXe siècle a été le siècle de l'histoire. A la méthode mathématique et déductive, telle qu'elle convenait au XVIIe siècle, la philosophie de Boutroux, ouverte à toutes les influences de son temps, substitue une méthode qui fait de l'*histoire* des choses, plutôt que de leur *nature*, l'objet propre de la recherche scientifique. « Dans les formes inférieures de l'être, l'extrême stabilité dissimule l'histoire. Mais, à mesure que l'on considère des êtres plus élevés, l'essence apparaît de moins en moins comme primordiale ; il devient de plus en plus évident qu'elle a son principe dans l'action même des êtres. L'homme est l'auteur de

son caractère et de sa destinée. » Nous comprenons mieux maintenant comment la philosophie de la contingence a pu s'épanouir en philosophie de la liberté.

L'influence du livre de *la Contingence* devait s'exercer dans différents sens. Si nous rattachons à ce livre la descendance spirituelle de Boutroux, c'est qu'elle est née avec lui, *l'Idée de la loi naturelle* devant seulement fortifier un mouvement déjà créé. Ce fut la fortune de ce premier livre de rendre courage et d'imprimer un élan inespéré à cette partie de la pensée française sur laquelle la thèse de la nécessité pesait comme une oppression. Qu'on réfléchisse aux livres qui, sans celui-là, n'auraient pas été écrits. Mais, en même temps, Boutroux, revenant à la tradition cartésienne, avait rapproché la philosophie des sciences. Rapprochement utile à la philosophie, qui se trouva aussi utile aux sciences. En effet, l'épistémologie scientifique est renouvelée. Henri Poincaré voit dans les propositions les plus générales de la science du réel des conventions, et dans toute science une hypothèse. Pour Duhem, les théories scientifiques ne sont que des traductions opérées par l'esprit humain. Pour Milhaud, la rigueur mathématique tient à ce qu'aux données de l'expérience sont substituées des créations calculées précisément en vue d'obtenir cette rigueur. Pour M. Édouard Le Roy, non seulement les théories, mais les faits eux-mêmes ont subi l'empreinte de l'esprit humain ; ils sont élaborés et, dans une certaine mesure, fabriqués par lui. Collaboration inévitable de l'esprit et des choses (et la formule est de Boutroux lui-même), voilà, au minimum, d'après M. Léon Brunschvicg, la leçon qui ressort de cette histoire. La philosophie de Boutroux est l'expression de ce mouvement des idées scientifiques. Mais d'ordinaire l'expression est postérieure à ce qu'elle exprime. Ici elle est antérieure. La philosophie de Boutroux exprime ce qu'elle a déterminé.

L'HISTORIEN DE LA PHILOSOPHIE

Nous avons vu déjà apparaître dans la pensée de Boutroux le rôle grandissant de l'histoire. En fait, il fut lui-même un historien de la philosophie, et ses travaux d'histoire furent menés parallèlement à ses spéculations personnelles. C'est même une question, qui a été posée, de savoir lequel de ces deux

ordres d'études a influé sur l'autre. Car si *l'Introduction* à la traduction de l'histoire de la philosophie grecque de Zeller n'a paru qu'en 1877, postérieure de trois ans au livre de *la Contingence*, elle a dû être méditée pendant le séjour de Boutroux à Heidelberg, alors qu'il suivait les leçons de Zeller, et qu'il se livrait à son travail de traduction, sous les yeux de l'auteur lui-même, nous dit-il. Or cette introduction aurait pu être intitulée : de la Contingence des lois de l'histoire.

Zeller réagissait, mais timidement, contre Hegel. Celui-ci avait remis en honneur les études historiques, en cherchant dans le développement des faits une dialectique qui s'incarne en eux, une évolution nécessaire de la raison universelle, de telle sorte qu'en faisant de l'histoire, on faisait encore de la métaphysique. Mais l'histoire véritable se montra réfractaire à cette histoire *a priori*. Qu'il s'agisse de l'histoire en général ou de l'histoire de la philosophie en particulier, s'affranchissant de la tutelle imposée, elle remercia la métaphysique de ses services provisoires, et prétendit être étudiée pour elle-même, avec toutes les contingences qu'elle comporte. Zeller fait à la contingence sa place. Mais il considère que l'élément purement individuel est périssable, que d'ailleurs l'individu ne peut exercer d'action véritable que si sa personnalité se met au service de la tendance générale et participe à l'œuvre commune. Et la tâche de l'historien de la philosophie, comme de tout historien, est de « chercher dans les produits contingents de la liberté la trame de la nécessité historique ». C'est ainsi que le libre arbitre, admis par Zeller, n'est plus qu'une pièce indispensable d'un nouveau déterminisme. Boutroux voit dans cette dépréciation de l'individuel, réduit au rôle de moyen et de forme provisoire de l'être, un caractère distinctif de l'esprit allemand. « Ce n'est pas par hasard qu'un traité du *Serf arbitre* a été composé par celui qu'aujourd'hui encore l'Allemagne regarde comme la plus haute incarnation de son génie. »

A ce génie Boutroux oppose le génie français qui, avec Descartes, fait du libre arbitre humain le trait de ressemblance de la créature et du Créateur. L'historien né français est donc porté naturellement à faire aussi grande que possible la part du libre arbitre dans les choses humaines. La philosophie, en particulier, est œuvre personnelle. Il y a, dans une philosophie, la part périssable du temps; et, par exemple, notre entendement

moderne ne peut plus penser comme l'entendement primitif; mais il y a aussi la part de l'individualité, du génie propre de l'auteur, dont l'intérêt ne périt pas. Ce sont ces puissantes individualités que l'historien doit dégager de tout ce qui les obscurcit. C'est au génie de l'auteur, bien plus qu'au contenu des doctrines, qu'il doit s'attacher. Et voilà pourquoi aussi il faut préférer les maîtres aux disciples, « la source vive à la rivière canalisée ».

Ζητεῖται τὸ ἴδιον, la recherche du particulier, ces mots d'Aristote, qui servent d'épigraphe aux *Études d'histoire de la philosophie* de Boutroux, annoncent l'application des principes qui viennent d'être posés. Ce n'est pas la philosophie en général, dans l'ensemble de son développement, qui fait l'objet éminent de l'histoire de la philosophie; ce sont les doctrines conçues par les philosophes, ce sont les « pensées vivantes » que sont les grands systèmes. Boutroux n'a donc étudié que les maîtres, en qui justement ces pensées vivantes ont trouvé vie. Et ses études d'histoire de la philosophie sont, à part quelques articles, dont les circonstances déterminaient le sujet, consacrées à une personne : Socrate ou Aristote, Ravaisson ou Lachelier. Quelques-unes sont célèbres, du moins parmi les philosophes. Pour Zeller, Socrate avait sa place déterminée et comme obligée dans le développement de la pensée grecque; il était défini par ce que ses successeurs avaient retenu ou tiré de lui : la considération du général, du concept logique, d'où étaient sorties les philosophies de Platon et d'Aristote. Boutroux étudie Socrate pour lui-même, et il arrive qu'il lui découvre ainsi une postérité plus lointaine. Socrate s'interdit la recherche physique qui fut celle des premiers philosophes, parce qu'elle fut vaine et, aussi, parce qu'elle est sacrilège. Les dieux se sont réservé ce domaine. Pascal, qui exerce déjà sur la pensée de Boutroux comme un attrait, divise, lui aussi, les choses en humaines et divines. Seulement, ajoute Boutroux, chez Pascal, ce sont les choses physiques qui sont les profanes et les morales qui sont les divines. Pour l'Hellène, l'homme est son maître, et le divin est la nature avec ses mystères. Pour le chrétien, la nature est le terrain abandonné à l'activité humaine, et c'est l'infini de la vie intérieure qui est le divin. Les physiologues ont bien eu une conception de la science, mais qu'ils ont appliquée à un objet qui la dépasse. Les sophistes

ont eu, au contraire, le sens des choses humaines, mais leur ont appliqué un art isolé de la science et qui voisine avec la routine. Or l'art véritable suppose la science. Appliquer aux choses humaines, objet de la sophistique, la forme de la science empruntée aux physiologues, voilà la tâche que s'imposa Socrate. Il est ainsi le fondateur de la science morale, l'ancêtre de toutes les recherches qui aspirent à elle ou se réclament d'elle. Et Boutroux peut conclure son étude par cette phrase : « L'homme dont les idées sont les plus vivantes dans la société contemporaine, c'est Socrate. »

On voudrait pouvoir s'arrêter sur les chapitres du même livre consacrés à Aristote, qui avait enseigné à Boutroux que l'individuel est irréductible au général, la qualité à la quantité; à Descartes qui « mit la pensée hors de pair », et inculqua à ses concitoyens, qui n'y répugnaient pas, un tel goût de la raison, « intermédiaire entre l'esprit de positivisme et l'esprit de mysticisme », que la diffusion de cette raison dans le monde apparaît désormais comme un triomphe de la pensée française; à Kant enfin, qui fut si longtemps l'objet de la méditation et de l'enseignement de Boutroux, Kant dont la philosophie a cette spécialité de fournir des principes pour remplacer ceux qu'elle a dissous, et qui a accompli ce noble effort de se toujours placer, tant dans l'ordre de l'action que dans l'ordre de la connaissance, au point de vue de l'universel. On voudrait aussi parcourir les études détachées de Boutroux sur des penseurs plus proches de lui, ses contemporains français et étrangers, ses maîtres, ses amis. Ce qui les caractérise, c'est un art d'entrer dans la pensée des autres qui, chez Boutroux, est plus qu'un art : une véritable vertu. Il pratique généreusement, avec tous, cette pénétration de l'intime dont il avait fait l'apprentissage sur les plus grands modèles. Il la pratiquait même avec ses élèves de l'École normale, tirant de leurs modestes leçons tout ce qu'elles pouvaient contenir et même davantage, les ramenant ensuite sans doute, mais comme sans le faire exprès, à la modestie, lorsqu'ils l'entendaient méditer tout haut, à son tour, sur le sujet qui leur avait été proposé, et leur renvoyer, comme l'a écrit l'un d'eux, leur propre pensée élargie et ennoblie. Aux soutenances de thèses, même méthode : il dégage l'originalité de chacun, et la révèle souvent à l'intéressé lui-même.

LA RENCONTRE AVEC PASCAL

Mais nous avons hâte d'arriver à la rencontre et au long entretien de Boutroux avec Pascal. Il enseigne alors, à la Sorbonne, et avec un grand succès. Un de ses maîtres de l'École normale l'avait noté, quelque vingt ans auparavant, « médiocre parleur ». Il ne parlait pas, en effet, si l'on entend par là habiller plus ou moins somptueusement la pensée. Sa parole adhérait tellement à sa pensée à lui qu'il semblait qu'il présentât celle-ci toute nue. Il n'avait point de notes, ne faisait point de gestes, si ce n'est, de temps en temps, un mouvement de la main pour relever des cheveux qui tombaient sur son front. Il portait la redingote boutonnée et cela lui donnait, a-t-on remarqué, un air militaire; mais cet air était en même temps très doux. La voix n'était pas forte, mais extrêmement limpide. L'effort ne se faisait jamais trop sentir, mais assez pour déterminer un surcroît d'intérêt. Et les pensées les plus hautes, avec la dialectique la plus serrée, passaient ainsi, presque sans intermédiaire matériel, de son esprit dans celui de ses auditeurs. « En l'écoutant, écrit un des plus assidus, il me semblait parfois, comme à bien d'autres, m'arracher au monde des sens et sous l'inspiration, sous l'évocation du professeur, participer au règne des idées pures. » Il consacra deux ans de cet enseignement à Pascal. Il semblait qu'il ne pouvait se détacher de son sujet. Ce fut l'apogée de son succès comme professeur. Le grand public, que les cours antérieurs n'avaient pas effrayé, venait plus nombreux, à la fois pour Boutroux et pour Pascal. Jamais harmonie mieux préétablie entre un sujet et celui qui le traitait. C'était mieux qu'un cours, jamais un sermon cependant, mais une retraite à Port-Royal, sous la direction du meilleur des guides. La voix de Pascal se faisait entendre, avec moins de fougue peut-être, à travers la phrase grave sans apprêt, belle sans ornement, de son disciple. D'où le caractère rare de ce spectacle. On en sortait non seulement instruit, mais vraiment meilleur. Et l'effort sincère du maître, pour comprendre et faire comprendre, produisait, à lui seul, tout cet effet.

Un petit livre de la *Collection des grands écrivains français* résume ces deux années de cours. Mais il faut presque avoir suivi le cours pour comprendre tout ce que le livre enferme de

substance dans ses pages trop brèves et où un membre de phrase, parfois, condense de scrupuleuses recherches et d'ardentes méditations. Boutroux applique la méthode qu'il a recommandée et lui-même appliquée ailleurs, qui consiste à s'offrir, sans parti pris et sans réserve, à l'auteur qu'on étudie et à s'identifier avec lui. Mais jamais méthode ne fut appliquée avec cet oubli de soi qui n'est plus seulement, comme nous le disions, de la vertu, mais de la piété. Boutroux est absent de son livre. Dans d'autres études d'histoire de la philosophie, signées de lui, on voit poindre, malgré tout, qu'il le veuille, ce qui est parfois le cas, ou qu'il ne le veuille pas, la philosophie de la contingence. Quand nous découvrons, dans le *Pascal*, quelques lignes où il suffirait, par exemple, de traduire : « rapports de la foi et de la raison » par « rapports de la religion et de la science », pour évoquer un autre livre de Boutroux, c'est un livre postérieur au *Pascal*. Ce n'est pas Boutroux qui insinue sa doctrine dans sa méditation sur Pascal, mais celle-ci qui se poursuit et s'est installée à demeure, en l'imprégnant, dans sa propre pensée. Mais être ainsi absent d'un livre, c'est y avoir mis le meilleur de soi-même, le plus haut degré d'intelligence, et ce don de tout l'être qui rend l'interprète digne de l'auteur, si grand qu'il soit. A force de se donner à Pascal, Boutroux s'est élevé jusqu'à lui.

Dans les dernières pages de son livre, il s'efforce de nous montrer que le Pascal véritable, qu'il vient, après quelques autres d'ailleurs, de substituer au Pascal successivement sceptique, romantique et pessimiste du commencement du XIXe siècle (le XXe siècle inventera le Pascal pragmatiste), est plus capable d'une action réelle et encore actuelle sur les âmes. Il parle de ceux qui trouvent en Pascal un frère pour devenir meilleurs par cette communion. Cette fraternité avec Pascal, nul, mieux que le libre philosophe qu'est demeuré Boutroux, n'y a participé. D'avoir vécu si intimement avec lui, une noble obsession persiste dans son esprit. Il nous faut presque nous défendre contre des conclusions qui cesseraient d'être justes ; les problèmes religieux vers lesquels Pascal va le conduire, il y allait en effet de lui-même, et dès son premier livre ; et le cours des idées du temps, pour lequel un philosophe vraiment doué a une sensibilité particulière, l'y menait aussi. Enfin Pascal ne réussira pas à lui faire dépasser le seuil

de la croyance. Il en a fixé les limites extrêmes quand il a écrit que « les religions ne révèlent leur sens qu'à celui qui, de quelque manière, éprouve le sentiment religieux ». Tout de même, des harmoniques nouvelles accompagnent le langage que parle désormais son impassible raison sur certains sujets. Pascal est toujours présent. Dans une discussion à la Société de philosophie, on a la sensation de cette présence aux côtés de Boutroux. Là et ailleurs, il est cité à chaque instant. J'ai noté, une à une, ces citations dans les articles et discours de la fin de la vie de Boutroux. Il n'en est pas de quelque importance où Pascal n'apparaisse. Dans quelques-uns, il est cité à plusieurs reprises. Dans l'un d'eux, qui n'occupe que quelques pages, il revient sept fois. Il est vrai que le sujet du discours est *la Religion et la vie intérieure*. Il est une règle de Pascal enfin, que Boutroux ne se lasse pas de reprendre à son compte, et qui sur sa propre méditation projette une lumière : « par les humiliations, s'offrir aux inspirations ». Malebranche a écrit, dans un sens analogue, que l'attention est une prière. L'auteur, qui était le plus souvent cité dans les premiers écrits de Boutroux, était Gœthe. Dans l'esprit de Boutroux, le chrétien a détrôné le païen.

SCIENCE ET RELIGION

Science et religion dans la philosophie contemporaine est de 1908. C'est le dernier grand ouvrage de Boutroux. Boutroux est hanté par un conflit que tout dénonce dans la pensée contemporaine. La solution de la séparation des domaines, ou, comme il dit encore, de la cloison étanche, qui consiste à rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, ne le satisfait pas. Déjà elle ne le satisfaisait pas, quand il eut à parler d'Ollé-Laprune, et qu'il en parla avec une si intelligente sympathie. Les idées vraies, au dire de Platon, n'ont-elles pas ce caractère de se marier entre elles? Boutroux va donc chercher les bases d'un accord entre la science et la religion, qui leur permette de vivre en paix dans une même conscience. Auparavant, il expose et discute les théories naturalistes et les théories spiritualistes, avec cet art d'exposition qui prête de la clarté et de la force aux doctrines exposées, sauf à n'en retenir que ce qui peut être retenu, avec cette force simple d'argumen-

tation qui, d'un coup d'œil, découvre la lacune et l'inexpliqué. D'un côté Auguste Comte et la religion de l'humanité, Spencer et l'inconnaissable, Hæckel et la religion de la science, les psychologues et les sociologues d'aujourd'hui ; de l'autre, Ritschl qui, à force d'épurer le contenu de la foi, en vient à considérer une église comme un groupe d'hommes unis par la seule idée de rejeter tout credo obligatoire, le pragmatisme et la philosophie de l'action, l'expérience religieuse de James, James dont la personnalité devait exercer sur le Boutroux des dernières années une telle séduction.

Voici maintenant les conclusions de Boutroux, qui se trouvent être en même temps les conclusions de toute sa philosophie, déjà esquissées dans les dernières pages de *la Contingence*. Ce qu'il s'agit de confronter, c'est moins la science et la religion, comme systèmes objectivement donnés, que l'esprit scientifique et l'esprit religieux. Encore faut-il distinguer de l'esprit scientifique dogmatique, et imbu de métaphysique, l'esprit scientifique proprement dit, à savoir le sens de la souveraineté de l'expérience, et de l'esprit religieux matérialiste, identifié avec la lettre des religions positives, l'esprit religieux proprement dit, ou sens de la souveraineté de l'idéal. Mieux que dans des systèmes abstraits, l'esprit religieux et l'esprit scientifique se concilieront dans la réalité, et sans qu'il soit besoin de cloison étanche. La science, Boutroux nous l'a déjà enseigné, suppose l'esprit dont elle est l'ouvrage ; la science réelle n'est pas séparable des savants. La science suppose donc la vie. Par cet intermédiaire de la notion de vie, la science va se relier à la religion. Nous sommes, en effet, amenés à nous demander quelles sont les conditions de la vie, plus précisément de la vie proprement humaine. Cette précision est en effet essentielle : « Il y a des choses sans lesquelles nous ne pouvons pas vivre et, tant que nous recherchons ces choses, notre vie ne dépasse pas en dignité la vie animale universelle. Il y a des choses sans lesquelles nous ne voulons pas vivre : c'est proprement la recherche de ces choses matériellement inutiles qui est notre marque d'hommes. » Boutroux les énumère et trouve, parmi elles, l'amour même de la science, les joies de la recherche et de la découverte. Cependant cette science nous dit : tout se vaut, tous les phénomènes sont la répétition d'un phénomène unique. Le postulat de la vie peut au contraire être ainsi

énoncé : « Agir comme si, parmi l'infinité des combinaisons, toutes égales entre elles au point de vue scientifique, que produit ou peut produire la nature, quelques-unes possédaient une valeur singulière. » Agir ainsi implique la présence en nous de ce qui précisément, et de plus en plus, constitue l'esprit religieux.

Le devoir est la manifestation presque élémentaire de cet esprit. Or, cette notion de devoir, ou de valeur absolue, est irréductible à la connaissance proprement dite. C'est un risque, une gageure. Le devoir est la foi par excellence. Mais, en même temps que je crois au devoir de poursuivre certaines fins, je me demande en quoi consistent ces fins supérieures. On peut appeler idéal l'objet suprême dont la poursuite est le propre de l'activité humaine. Mais cet idéal, pour qui approfondit les conditions de son action et du progrès vers lui, n'est pas seulement une possibilité abstraite, il est une réalité nécessaire. L'homme enfin ne peut se borner à contempler l'idéal par son intelligence et à s'y soumettre par la volonté. Son union avec l'idéal ne peut se consommer que par l'amour. Et comme la recherche de l'idéal suppose l'effort associé des individus humains, l'amour commun de l'idéal se complète par l'amour des hommes entre eux. « L'homme, pour être homme jusqu'au bout, ne doit pas se contenter de vivre, il doit consacrer sa vie à la pratique du devoir, à la recherche de l'idéal, à la communion des consciences dans l'amour. » De telle sorte que la religion est le moteur supérieur de l'âme humaine. Chez l'homme, tel qu'il nous est donné, la volonté du mieux a son principe, aperçu ou inaperçu, dans la religion qui donne à sa vie la plus grande puissance et la plus haute valeur possible. Devoir, Dieu, amour, résument cette religion.

Boutroux poursuit : il est remarquable que ces objets indispensables à une culture vraiment humaine « sont ceux-là mêmes qui, dans l'une des religions que l'on s'accorde à tenir pour les plus hautes, sont déclarés les objets religieux par excellence ». Le principe religieux ne se confond pas avec les formes par lesquelles il s'est exprimé dans le passé. Ce n'est pas à dire que la religion soit exclusivement esprit. Fichte écrit : la formule est, pour l'homme, le plus grand bienfait. Oui, la religion est esprit, mais les formules et pratiques que cet esprit avoue et adopte sont tout simplement ce qui lui permet

d'accomplir sa tâche. On ne saurait s'affranchir d'elles sans déroger aux lois de la nature humaine. Elles ne sont pas fins, mais moyens. Elles sont une « pièce des religions », pièce nécessaire, si spiritualistes qu'on les suppose. D'autre part, toute vie religieuse intense est mystique, et « le mysticisme est la source de vie où se rajeunissent les religions menacées par la scolastique et par le formalisme ». Le livre de Boutroux s'achève par une belle page sur la tolérance. Tolérance est une notion mal venue, « l'expression d'une condescendance dédaigneuse, le refus mental de ce qu'on semble accorder ». Mais tout change, si elle a un fond d'amour, si on cesse de mesurer la valeur des libertés à la somme des connaissances scientifiques dont elles se réclament, si on est persuadé enfin qu'un monde, où la liberté d'errer et de faillir est la rançon de la variété, vaut mieux, à tout prendre, que le règne de l'uniformité. Les différences sont les éléments de l'universelle harmonie ; et « la seule manière pour le fini d'imiter l'infini est de se diversifier à l'infini ». « Considérez, disait le cordonnier mystique Jacob Bœhme, pour lequel Boutroux eut une tendresse, les oiseaux de nos forêts ; ils louent Dieu chacun à sa manière, sur tous les tons et dans tous les modes. Voyons-nous que Dieu s'offense de cette diversité et fasse cesser les voix discordantes? Toutes les formes de l'être sont chères à l'Être infini. » Telle est la philosophie religieuse, telle est la religion de Boutroux.

Quand parut le livre *Science et Religion*, Boutroux était déjà, depuis plusieurs années, directeur de la fondation Thiers. Il y trouvait, dans le monde des études, réalisées cette liberté, cette diversité, et cette harmonie qui, dans les chants des oiseaux, charmaient le Dieu de Jacob Bœhme. Nul doute que le Dieu de Boutroux n'ait approuvé les statuts de ce paradis pédagogique. L'observation de ces statuts libéraux n'empêcha pas le directeur d'apporter à sa direction le soin scrupuleux qu'il apportait à toutes les besognes dont il était chargé, uni à cette bonté pour les personnes, qui créa autour de lui tant de fidélités. Mais il administrait aussi par sa seule présence, ce qui est la méthode du Dieu d'Aristote, une méthode dont il n'est pas donné à tous, ni avec tous, d'user impunément. Un de ses administrés décrivit un jour ce mode d'action : « Nous aimons jusqu'au voisinage de votre pensée, active, recueillie. Bien des

fois, quand la vie extérieure est près de nous distraire,... ce nous est une vue bienfaisante que celle des deux fenêtres éclairées de votre cabinet de travail, derrière lesquelles nous devinons, à travers les rideaux, votre tête penchée et votre visage méditatif. »

Le directeur de la fondation Thiers n'a pas l'obligation d'enseigner. Et d'ailleurs Boutroux, auquel l'enseignement a donné tant de succès et de joies, sut administrer sa vie de façon à ne le pratiquer jamais comme un simple métier. Mais il ne se croit pas non plus le droit de se reposer. Ce méditatif aime l'action, comme ce débile aime la vie, qui tient une telle place dans son système. De la réputation et des honneurs, — il est de l'Académie des Sciences morales depuis 1898, il sera bientôt de l'Académie française, il appartient à plusieurs académies étrangères, — il déduit des obligations. Il croit devoir à la philosophie, à ses idées, de servir l'une et de répandre les autres, à son pays de le représenter partout où on attend une voix française. Il aime aussi confronter sa doctrine avec les sujets sur lesquels elle peut rayonner, avec toutes les doctrines contemporaines qui ont avec elles quelque accointance. Puis il ne sait pas refuser, ni surtout se refuser. Il multiplie donc préfaces et conférences. La liste de ses publications est vraiment imposante. Et surtout il voyage. En 1914 encore, il parlait à Iéna. Mais ce sont les pays anglo-saxons qui ont maintenant ses préférences, et avec la pensée desquels il se sent une affinité croissante. Ses leçons de Glasgow et de Harvard furent des événenements. Il fréquente les congrès. Et c'était un noble spectacle que celui de ce vieillard, dont l'apparence physique trompait ceux qui ne connaissaient pas son ressort et sa volonté, surprenant, puis dominant un auditoire international par sa voix claire, son aisance à se mouvoir dans l'abstrait, et sa pensée lumineuse. Grâce à lui, et à d'autres, dont il avait été le maître, et dont il restait l'aîné, la philosophie française fit bonne figure dans ces congrès et dans le monde.

Plus près de nous, en France, l'École de Fontenay-aux-Roses, par exemple, demande à Boutroux de faire bénéficier du prestige de son enseignement les futures éducatrices du peuple. Et c'était encore un noble spectacle, d'une autre manière, que d'entendre ce maître de la pensée humaine traiter de la lecture à haute voix. De ces conférences est sorti le petit

livre intitulé *Questions de morale et d'éducation*. Les conférences sur la morale antique, la morale chrétienne et la morale scientifique sont de petits chefs-d'œuvre. On ose à peine parler de l'art d'un philosophe; chez Boutroux il fut très grand. Sur la morale scientifique, deux petites phrases résument sa pensée : « La science étudie ce qui est, la morale ce qui doit être... Il est impossible de ramener ceci à cela. » A la même heure, sur le même sujet, Henri Poincaré s'exprimait presque dans les mêmes termes. Dans une autre conférence, sur le pessimisme, Boutroux tire de sa propre philosophie, telle que les conclusions de *la Contingence* l'exprimaient déjà, une espérance à opposer aux tristesses du monde présent. Car, sous cette triste réalité, il y a peut-être une tendance meilleure, appelée à se faire jour de plus en plus. « Et cette pensée que l'idéal n'est pas un vain mot, qu'il est actif, et qu'il pénètre secrètement les parties les plus matérielles de l'univers, nous réconcilie définitivement avec les choses, et nous fait travailler à notre tâche. » Croire au bien pour vouloir le bien, et le faire. Il y aurait en outre un recueil à faire des pages, ou pensées, semées de tous côtés par Boutroux sur l'éducation, par exemple sur l'éducation de la femme : « Il serait étrange que la perfection de la femme se mesurât au degré de sa transformation en homme »; sur l'éducation du corps que cet ascète recommande, sur la culture littéraire, et aussi sur la science comme culture. On devine que Boutroux a une façon à lui de traiter ces sujets et de nous montrer qu'il y a de la philosophie partout.

En Amérique, où nous avons dit que le devoir philosophique, comme il l'entendait, conduisit Boutroux, il connut William James. Il fut son hôte, son ami. Et ces deux hommes si différents s'éprirent vraiment l'un de l'autre. Boutroux applique à James le mot trop prodigué, dit-il, de Pascal : « On est ravi, lorsque, s'attendant à voir un auteur, on trouve un homme. » Et quel homme! Par nature et par principe, il jette tout son être et toute sa pensée dans tout ce qu'il dit, un être toujours ardent, une pensée toujours en travail qui, au delà de la philosophie verbale, de l'officiel et du convenu, toutes choses qu'il abomine, cherche partout les faits et la vie. Son enseignement est un perpétuel jaillissement. Et il écrit comme il parle. Ce philosophe, dont la vie intérieure fut intense, a un

cabinet de travail, une *library*, où les tables et les livres sont flanqués de canapés, banquettes, fauteuils à bascule, où les visiteurs se pressent à toutes les heures du jour, « en sorte que c'est au milieu de joyeuses conversations, parmi les dames occupées à prendre le thé, que médite et écrit ce profond penseur ». Et cela déconcerte et séduit tout à la fois le philosophe français, habitué à plus de méthode, et à un autre mode de méditation. James, avec un tempérament différent, n'en a pas moins accompli, en Amérique, une œuvre analogue à celle de Boutroux. Son originalité est d'être arrivé à la psychologie par la physiologie. L'âme humaine, enlevée à la conscience, selon le langage même de Boutroux, devenait une chose de laboratoire. William James, médecin, l'a étudiée dans le laboratoire. « Et il a trouvé que ce qu'on étudiait là n'était pas l'âme, mais le milieu physiologique où se déploie son action. C'était la maison, non l'habitant. » Tout en demeurant fidèle à la psychologie objective, dans les questions qui sont de sa compétence, il a restauré la psychologie proprement dite. C'est de même par l'expérience qu'il arrive à la religion. Mais il faut entendre, nous avertit Boutroux, le mot d'expérience au sens anglais du verbe *to experience*, qui veut dire non constater froidement, mais éprouver, sentir en soi, vivre soi-même telle ou telle manière d'être. Et, par là, celui qui avait réintégré l'âme dans la psyhologie, réintégra l'homme dans la philosophie, l'homme tout entier, au sens de Boutroux.

Dans ces écrits de la fin de sa vie, la philosophie propre de Boutroux se dégage, de plus en plus, de toute la dialectique qui, dans *la Contingence*, l'enserrait en l'étayant. Elle se plaît, en quelque sorte, à se présenter toujours la même sous différents aspects, et dominant de plus en plus haut les problèmes. Nous avons à nous demander si, sur quelques points, elle aurait évolué. Une seule doctrine, sans rien changer à l'ensemble du système, semble s'être affirmée et précisée graduellement, et on peut en suivre le progrès, celle de la raison. La raison, que Boutroux appelle aussi esprit et, pour se rattacher à la tradition cartésienne, bon sens, déborde l'entendement logique; c'est ce qu'il faut commencer par admettre pour entrer dans la pensée de Boutroux. Elle déborde même l'intelligence proprement dite. Quand vous dites à un enfant : « sois raisonnable », vous demandez déjà à la raison enfantine de juger

du vrai et du convenable. Faculté de jugement et de contrôle, sens du réel et du convenable, tels sont, en effet, chez Boutroux, les autres noms de la raison. Grâce à elle, les notions de convenance et d'harmonie trouvent leur place dans la vie de l'esprit. Elle est souple, parce qu'elle est vivante : « vitalité et souplesse sont en raison directe l'une de l'autre. » Il en résulte que la raison ne nous est pas donnée toute faite, ainsi que l'ont enseigné les rationalistes dogmatiques, comme une révélation inscrite sur les tables de la conscience. Il y a une éducation de la raison, et Boutroux insiste souvent sur la règle cartésienne qui consiste à cultiver la raison. Se cultiver, c'est, pour elle, se nourrir de connaissances scientifiques et d'expériences pratiques. De même elle a, au cours des générations qui se succèdent, une histoire. Loin d'être immobile et éternellement identique, elle est en perpétuel devenir. Elle est une réalité; donc elle se nourrit de réalités, et par là même s'adapte et se développe. Ses préceptes se lisent plus ou moins clairement, comme une pensée à travers un texte, dans l'histoire intellectuelle et morale de l'humanité.

Le rapprochement de ces mots intellectuelle et morale, le double aliment que réclame Boutroux pour la raison, connaissances scientifiques et expériences pratiques, nous démontrent que, pour lui, la raison théorique et la raison pratique ne sont qu'une seule raison, que les philosophes ont artificiellement décomposée. Elle est la synthèse de la théorie et de la pratique, la « somme vivante » des expériences et des réflexions de l'humanité. L'unité secrète de la pensée et de l'action a toujours été une idée chère à Boutroux. Mais cette pensée reste pensée, et Boutroux laisse en dehors de la raison les puissances de sentiment. Malebranche y fait entrer la religion elle-même. Mais, pour Malebranche, la religion relève de l'évidence rationnelle. Pour Boutroux, elle est conscience et vie individuelle, la raison est essentiellement intellectuelle et universelle. « Elle est faite de ce que l'intelligence humaine a relativement réussi à universaliser parmi les données de la science et de la vie. »

De ce rationalisme de Boutroux, si on le trouve en germe partout, *Science et Religion* et ses derniers écrits nous ont surtout, cependant, fourni les éléments. Mais c'est dans *l'Idée de Loi naturelle* que nous trouvons, sur l'objectivité de la raison, cette conjecture *a priori* (l'expression est de Boutroux) :

« L'homme, apparemment, n'est pas un monstre dans la nature; l'intelligence, qui le caractérise, doit avoir quelque rapport avec la nature des êtres en général... Il est raisonnable d'admettre dans la nature comme une tendance à l'intelligibilité. » Boutroux emploie, ailleurs, cette forte expression : « Les corps, dans le fond, nous ressemblent déjà. » Ce qui menait l'auteur des leçons de 1892-1893, à ces conclusions dernières : « Il n'y a pas de matière brute, et ce qui fait l'être de la matière est en communication avec ce qui fait l'être de l'esprit. »

LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE

Nous n'avons plus à parler que du philosophe de la guerre, qui ajouta encore à la gloire et à l'action du grand philosophe que fut Boutroux. Il fut un « penseur militant », comme il a été dit. Il fut même des premiers, sinon le premier, à créer cette arme nouvelle de la pensée que les événements démontrèrent de plus en plus nécessaire. Son retentissant article de la *Revue* est d'octobre 1914 (1). On s'est étonné de le voir, tout d'un coup, si ardent dans sa lutte contre la pensée allemande qui, longtemps, avait été pour lui nourricière. Justement, il parlait de ce qu'il connaissait mieux que personne. Mais ce qu'il faut surtout dire, c'est que, s'il avait étudié en Allemagne, rien ne le liait à elle. Il avait même de bonne heure, et sans doute, nous l'avons vu, pendant qu'il était encore à Heidelberg, à une date où les théories allemandes n'avaient pas déroulé toutes leurs conséquences, libéré sa propre pensée. Et ses relations intellectuelles avec les Anglo-Saxons, et James en particulier, si elles sont trop tardives pour avoir rien déterminé d'essentiel dans sa doctrine, avaient du moins, par l'attrait exercé dans un autre sens, achevé ce travail de libération. Le rôle que s'assigna Boutroux était conforme, enfin, à sa conception des devoirs d'un philosophe. Jamais il n'habita une tour d'ivoire. Il se trouve, par surcroît, qu'il n'a qu'à être fidèle à ce qu'il a déjà exprimé et que nous avons déjà noté. Sa propre philosophie est dans la bataille. Au cœur de l'Allemagne, en 1914, il avait, reprenant un thème familier, opposé les idées dominantes des pensées allemande et fran-

(1) *L'Allemagne et la Guerre*, *Revue* du 15 octobre 1914.

çaise, peu avant que le conflit de philosophies devînt un conflit de peuples. Il n'a plus qu'à accuser les traits de cette opposition.

Tandis que, dans l'idée de liberté, fruit de la double tradition gréco-romaine et chrétienne, communient, en France, la conscience populaire et la philosophie, l'Allemagne, même quand elle prononce le mot de liberté, lui fait dire autre chose. L'homme est libre, quand il dépouille toute velléité de libre arbitre pour s'identifier avec le tout dont il fait partie. Non seulement il doit agir en vue du Tout, mais il faut que ce Tout agisse en lui. L'harmonie que nous attendons, nous autres, d'une compréhension naturelle des intelligences, d'une sympathie spontanée des volontés, devient, en Allemagne, l'organisation qui réduit les personnes au rôle de rouages, qui substitue le dressage à l'éducation, qui remplace le lien des individus que les Grecs et les Romains cherchaient dans la raison, par une coordination des fonctions en vue d'une fin donnée. A cette fin même le mal peut servir. Il est un élément intégrant du Tout absolu et divin. Faust a besoin de Méphistophélès. On ira loin en partant de ce principe. Mais, avant d'en décrire la malfaisance, suivons l'évolution de la pensée allemande qui va, avec Fichte et surtout avec Hegel, transposer cette métaphysique, et la faire descendre dans l'histoire et la politique.

L'État, la réalité la plus haute dans le monde de l'existence, incarne ce rôle du Tout, et « l'histoire universelle étant le tribunal universel », l'État vainqueur est l'élu de Dieu. Les successeurs de Hegel, aidés par les événements, précisèrent et virent dans l'Allemagne cet État prédestiné. Guerre de libération, guerres d'unification, puis guerre d'expansion (c'est ce que devait être la dernière guerre), voilà l'œuvre d'un siècle, et qui trace assez clairement, surtout pour des yeux allemands, la courbe inéluctable de l'histoire. Donc l'Allemagne a une mission divine. Après s'être organisée elle-même, elle doit réaliser sur terre le règne de Dieu, c'est-à-dire organiser le monde à l'allemande, par la force allemande. Et c'est non seulement aller contre le cours des choses, mais pécher contre Dieu, que de s'opposer à cette mission. L'Allemand éprouve pour ses ennemis pitié et mépris, dont son esprit subtil colore tous les sophismes que lui suggère l'intérêt de l'Allemagne. Il veut la conversion du pécheur et le bien de ses victimes. Dès

lors, contre elles, tout est permis. Le mal qu'elles subissent est une condition de leur bien et d'un bien plus général. L'Allemand consent à réprouver la cruauté indisciplinée, qui n'a d'excuse que dans les mauvais instincts déchaînés. Mais la cruauté disciplinée, qui est froidement voulue, et plus la responsabilité en remonte haut, trouve son absolution dans les fins qui l'ont fait vouloir. La cruauté par obéissance deviendra une vertu, car il n'y faut voir que l'obéissance. La direction d'intention est ainsi la perversion de la morale du même nom. Boutroux tient d'ordinaire Kant en dehors de son réquisitoire, et peut-être, parmi les doctrines kantiennes, quelques-unes ont-elles constitué plutôt une gêne pour les modernes disciples de Kant. Mais, pour libérer la conduite humaine des entraves du sentiment, la sentimentale Allemagne d'autrefois a largement profité encore des leçons du même philosophe. Et le maître de cette Allemagne, bien guérie des préjugés latins et chrétiens, qu'il appelle une infection, Nietzsche, a enseigné aux jeunes générations la religion de la force brutale, il leur a enseigné que la bonté est erreur ou hypocrisie. Si nous considérons maintenant que toute la science humaine est mise au service de ces conceptions, la « barbarie savante » (mot qui fit fortune) nous apparaîtra comme la caractéristique de l'Allemagne d'aujourd'hui. Elle fait d'elle un monstre sociologique, ce qui est de bon augure, car les monstres sont voués à disparaître. Beaucoup de ces vues sur la psychologie de notre ennemi d'hier nous sont aujourd'hui familières. Mais c'est à Boutroux que de moindres polémistes les ont empruntées pour les répandre.

Notre ennemi d'hier, disons-nous. Dès avant la paix, et depuis, Boutroux a exprimé la crainte qu'il ne le reste. Toute cette philosophie, dont il s'est armé, n'a pas été inventée pour les besoins de la cause et dans le feu de la lutte, destinée à se dissiper, la lutte terminée. Cette philosophie n'est pas née de la guerre, et c'est plutôt la guerre qui est née d'elle. L'âme allemande a été lentement, savamment intoxiquée. Elle n'a pas éliminé le poison. L'Allemagne a été vaincue, mais non pas le germanisme, non cette persistance de la volonté de domination et d'oppression, prête à profiter de l'occasion. Tant que cette volonté ne sera pas abolie, pacifisme signifie en fait, pour nous, « consentement à la germanisation de l'univers ». Il nous faut

donc opposer, avec une égale obstination, idéal à idéal. Et l'idéal français, qui rayonne autour de la liberté, comme centre de lumière et de chaleur, est celui pour lequel, dans la paix comme dans la guerre, Boutroux a combattu.

Il nous a quittés sur ces suprêmes avertissements, qui n'ont pas attendu les événements, et qui font aujourd'hui figure de prophéties. Après avoir suivi pas à pas la voie qu'il a tracée, et avoir une à une, écouté ses leçons, nous le laissons aux portes de la mort sans rien ajouter. Une conclusion serait faite de redites, et interposerait, plus qu'il n'a été fait jusqu'ici, une autre pensée entre celle de Boutroux et celle du lecteur. Cette phrase, écrite par lui sur un de ses amis, Evellin : « La vue de la mort prochaine achevait d'incorporer aux choses éternelles cette âme qui n'avait vécu que pour elles », semble avoir été écrite pour lui-même. Après une pieuse et pénétrante étude sur son maître Lachelier, il a écrit cette autre phrase dont la simplicité ne nous trompe pas sur la profondeur du sentiment éprouvé : « C'est une chose du plus grand intérêt que la révélation d'un grand esprit. » Mais, en face d'un Boutroux, comme aussi d'un Lachelier, nous ne nous satisfaisons pas avec l'admiration que nous inspirent la perfection de l'œuvre et la puissance de l'ouvrier. Il n'est pas encore suffisant de dire que de pareilles œuvres vivent en dehors de leur auteur, et ont leur destinée propre qui se poursuit. Une pensée philosophique a ce privilège de pénétrer au plus profond de nous-mêmes, et d'y laisser une empreinte. C'est donc d'une partie de nous-mêmes que nous voulons faire hommage à notre maître. Il est en nous, il vit en nous. Nous ne serions pas tout à fait ce que nous sommes, nous ne penserions pas exactement comme nous pensons, si Boutroux n'avait écrit et enseigné. Cela est vrai pour ceux qui font profession de philosophie. Cela est vrai aussi pour d'autres. Car il a parlé pour tous, et c'est dans l'esprit de tous qu'il s'est donné à tâche de faire plus haute l'idée de l'homme, qu'il appelle, après saint Paul, un collaborateur de Dieu, et plus plein le sens de ce vers qu'il aimait :

Ὡς χάριέν ἐσθ' ἄνθρωπος, ὅταν ἄνθρωπος ᾖ !

RAYMOND THAMIN.

MÉMOIRES

(1825-1871)

VII[1]

LA SECONDE RÉPUBLIQUE

Le 24 février 1848 commença une nouvelle période de mon existence, tout à fait différente de la première. Depuis ma plus petite enfance, je m'étais cru destiné à la vie publique, et je n'avais pas cessé de m'y préparer. La situation politique de mon père m'avait initié de bonne heure, par la conversation et les confidences de toutes les personnes qui approchaient du pouvoir, aux secrets ressorts de la politique, et depuis quelques années déjà, remplissant un poste supérieur à mon âge, j'étais entré en pleine activité, et appelé à prendre à certains jours, dans la direction des affaires publiques, ma part de responsabilité personnelle. J'arrivais au moment où je croyais ce noviciat terminé, et où toutes les portes de l'ambition comme de la renommée allaient s'ouvrir devant moi.

L'orage qui emportait à la fois le Gouvernement que je servais avec dévouement, et les principes constitutionnels auxquels j'étais attaché avec une profonde conviction, me jetait brusquement dans la retraite, et je n'en devais sortir qu'après vingt-trois ans (1848-1871), passés en dehors de toute carrière active et de toute fonction publique, uniquement employés à

Copyright by Duc de Broglie, 1925.

(1) Voyez la *Revue*, 15 décembre 1924—15 mars 1925.

l'étude, à des travaux littéraires ou aux polémiques toujours assez stériles de la presse.

Ce fut une épreuve assez rude à supporter, et dont je regrette encore aujourd'hui plus d'un effet. Pendant ces années, qui sont celles du plein exercice de toutes les qualités viriles, plus d'une faculté dont j'étais peut-être doué, comme le talent oratoire par exemple, aurait pris un développement qui lui a manqué : elles sont restées par là à un état d'imperfection et de médiocrité. Quand cette vie publique, pour laquelle je me croyais fait, m'a été enfin rendue dans les plus douloureuses circonstances, il était trop tard : plus d'un pli fâcheux était pris. On ne se développe plus guère après la cinquantaine. Je puis dire de la carrière politique ce que le berger de Virgile dit de la liberté : *Sera tamen, respexit inertem — Candidior postquam tondenti barba cadebat.*

Une autre conséquence, bien moins fâcheuse à la vérité, de ce temps d'arrêt si brusquement imprimé à ma destinée sera de donner à ces souvenirs un caractère particulier qui, s'ils tombent jamais sous les yeux d'un lecteur, leur ôtera beaucoup de leur intérêt. Dans les biographies ordinaires, en effet, les premières pages sont en général consacrées aux souvenirs de l'intérieur de la famille et de la vie privée, — l'enfance ne laisse habituellement que ceux-là, — puis aux impressions personnelles toujours si vives dans la première jeunesse. Les plaisirs et l'amour, le plus grand de tous les plaisirs de ce monde, y prennent leur place aussi, quand on n'a pas réussi à en effacer la trace par scrupule ou par repentir. C'est au moment où l'écrivain qui se raconte arrive à l'âge où commence habituellement une vie active, et où quelque importante fonction lui est dévolue, c'est alors que l'homme privé s'efface devant les événements auxquels il se trouve mêlé, et qu'il doit rendre compte au public plutôt des actes qu'il a faits que des sentiments qu'il a éprouvés, en un mot, c'est alors que la confidence ou même la confession fait place à l'histoire.

Rien de pareil dans ce modeste écrit. A partir de 1848 jusqu'à mon ambassade de Londres en 1871, je n'aurai à raconter aucun acte de ma part qui puisse prendre place à un titre quelconque dans l'histoire de mon temps : je n'ai à faire part que de mon jugement et de mes impressions sur les événements dont j'ai été spectateur, et si je parle de moi, — de quoi

parlerait-on dans des Souvenirs? — ce sera uniquement afin d'expliquer comment je me suis tiré d'affaire, étant privé du but que j'avais proposé jusque-là à tous mes efforts, pour ne pas souffrir du désœuvrement et de l'ennui, mettre à profit les quelques facultés que je pouvais avoir, me faire une place honnête dans la société, et même y acquérir un peu de réputation. Mon récit devient donc encore plus personnel qu'il n'a été jusque-là.

***

Je quittai Rome dans les premiers jours d'avril, et je m'acheminai lentement et tristement avec ma femme et mon petit monde à travers l'Italie. Nous avions pris la voie de terre, et nous voyagions, bien qu'en poste, à assez petites journées. La santé de ma femme, à peine rétablie, ne me permettait pas plus de célérité, et d'ailleurs, quoique je fusse moi-même très impatient de voir et de comprendre l'état nouveau de la France, je ne croyais pas devoir me hâter d'arriver. Je voulais bien me jeter moi-même, mais non pas ma jeune famille, dans un tourbillon qui, peut-être avant la fin de notre voyage, aurait déjà tout emporté. Avant de passer la frontière de France, je voulais savoir un peu où on en était six semaines après le cataclysme. Si tout était à feu et à sang, et la terreur maîtresse absolue, je m'arrêterais pour déposer en Suisse mon précieux dépôt, et n'aventurer que moi seul. Je pensais même que peut-être je rencontrerais à Genève ou à Coppet, mon père, ma sœur, tous les miens, obligés de mettre leur tête à l'abri, et que nous aviserions ensemble sur la conduite à tenir.

Rien ne m'a laissé de plus pénible souvenir que ce voyage. L'Italie remise du moment de surprise et de trouble que lui avait causé la nouvelle de la Révolution de Paris, était tout entière à la joie que lui inspiraient la chute de M. de Metternich, et la perspective d'être délivrée du joug autrichien. Sauf à Florence, où la présence d'un grand-duc appartenant à la maison d'Autriche, et très aimé alors de ses sujets, obligeait à quelque réserve, partout ailleurs c'était un entrain et un enthousiasme peints sur les visages.

Je traversais des cités pavoisées, et retentissant d'une musique à la fois militaire et joyeuse, la mort dans l'âme et aussi convaincu que j'allais assister à la fin de mon pays que tous

ceux que je rencontrais étaient persuadés qu'ils saluaient la renaissance du leur. Pendant la première quinzaine d'ailleurs, — mon voyage dura environ trois semaines, — les nouvelles de Paris que les journaux apportaient étaient de plus en plus graves. Tout faisait pressentir une nouvelle explosion. Ce ne fut qu'en arrivant à Chambéry que je vis dans les journaux ce qu'on a appelé la manifestation du 15 avril, c'est-à-dire la journée où la partie du Gouvernement provisoire qui représentait l'élément le plus révolutionnaire voulut enlever de force les plus modérés, et où M. de Lamartine ayant fait battre le rappel, la garde nationale accourut pour le défendre. C'était le réveil du sentiment de l'ordre, et le premier effort de la résistance au retour de la terreur. On m'écrivait en même temps que cette levée de boucliers des modérés ayant eu pour cause la certitude où on était que les élections de l'Assemblée constituante seraient faites dans un sens modéré, et ces élections devant avoir lieu huit jours après, on était à peu près sûr que les premiers jours de cette assemblée, une fois élue, se passeraient sans nouveaux désordres. Je pris mon parti d'entrer en France, et de me diriger sur Paris avec tout mon monde.

Quel spectacle que celui de la France! et quel contraste avec celui que je venais de laisser de l'autre côté des Alpes! Ici tout était morne, triste, presque stupéfié! L'événement de Paris avait dépassé toutes les prévisions, confondu toutes les idées; les proclamations communistes des adeptes du nouveau Gouvernement avaient jeté la terreur en même temps que l'indignation dans les campagnes. Une réaction très vive se préparait déjà, mais comme on n'était pas sûr qu'un nouveau coup de massue n'arrivât pas de Paris, on n'osait pas s'exprimer tout haut. D'un autre côté, les émissaires du Gouvernement, qui se sentaient peu appuyés, étaient sobres de démonstrations. C'était un silence général; de loin en loin, quelques cris de : « Vive la République! » proférés d'une voix avinée, et envoyés comme une injure à l'adresse d'une voiture de poste, armoriée comme la mienne, qu'on laissait pourtant passer sans obstacle.

Mon impression fut plus profonde encore à la traversée de Paris. De la barrière de Corbeil par laquelle j'entrais, jusqu'à la rue de l'Université où nous demeurions, le long des quais, puis dans les rues ordinairement assez animées du faubourg Saint-Germain, pas une boutique ouverte, et presque personne

dehors. C'était la désolation. J'arrivai consterné à la maison où mon père m'attendait. Notre première entrevue ne fut pas gaie.

Les élections de l'Assemblée constituante venaient pourtant d'avoir lieu et rendaient un peu de confiance. Les paysans, que les théories communistes développées à Paris pénétraient de terreur, inquiets pour le maintien de leur petite propriété qui leur est si chère, avaient choisi parmi les candidats républicains ceux qui répudiaient ces doctrines. On racontait même que ces élections, — la première épreuve du suffrage universel, — s'étaient faites avec un calme et même un entrain inattendu, chaque commune se rendant au lieu du vote sous la conduite de son curé, souvent avec la bannière des confréries ecclésiastiques en tête du cortège. J'avais beaucoup de peine, je l'avoue, à comprendre ces motifs d'espérance que quelques amis optimistes me faisaient valoir. Je ne pouvais m'habituer à compter comme des défenseurs de l'ordre les conspirateurs de la veille, et croire que ce fût un immense succès d'avoir pu faire une petite place, à l'extrême droite de la nouvelle assemblée, aux orateurs de banquets, M. Barrot, M. Duvergier, que je regardais comme les véritables auteurs de nos désastres. Il y avait là une brusque interversion de rôles à laquelle je ne pouvais m'habituer.

Je fus quelques jours avant de comprendre qu'on se plaisait assez généralement à se faire illusion sur la gravité de la situation, comme des soldats novices s'enivrent le matin d'une bataille pour oublier le danger, et effectivement c'était bien, au propre et non au figuré, d'une bataille prochaine qu'il s'agissait, et chacun s'y préparait.

Tout le monde s'était fait garde national, et je n'entendais, — tout comme six mois auparavant à Rome, mais dans un tout autre esprit, — parler que de bourgeois qui faisaient l'exercice. On m'apprit que j'étais nommé chef de bataillon à Broglie, et qu'il fallait aller au plus tôt prendre possession de mon commandement.

Avant de partir, j'eus pourtant le temps d'aller voir les préparatifs de l'ouverture de l'Assemblée. A peine était-elle réunie qu'elle proclamait la République avec l'enthousiasme déclamatoire qui a toujours caractérisé le parti révolutionnaire en France, et sur l'injonction d'un petit nombre d'énergumènes, elle venait en masse, son bureau en tête, sur les marches du Palais Bourbon, se montrer au peuple de Paris pour frater-

niser avec lui. J'assistai à ce défilé ridicule, et je me rappelle en particulier l'effet que produisait, à côté du gilet à la Robespierre de quelques fougueux imitateurs des Montagnards, la robe blanche du Père Lacordaire. La fermentation révolutionnaire avait réveillé en lui le vieil homme de 1830, le disciple de Lamennais, et le rédacteur de *l'Avenir*. Il se livrait avec entraînement à l'espoir d'une alliance possible entre l'Église et la démocratie, et s'était fait élire à ce titre, après avoir parlé assez violemment dans les clubs. Au bout de quinze jours, il avait perdu ses illusions, et se retirait silencieusement.

***

Je partis pour Broglie, devançant mon père de quelques jours, et je trouvai ce pays que j'avais laissé si calme prêt à faire sa révolution en miniature. Le petit bourg lui-même était parfaitement tranquille, livré à une inquiétude sourde, et détestant tout bas le nouveau régime. Mais un atelier d'ouvriers bûcherons, réunis dans la forêt pour l'exploitation de la coupe annuelle, s'était mis en pleine grève, comme nous dirions aujourd'hui, demandant une augmentation de salaire et le renvoi du régisseur qui avait le tort de les faire travailler. C'était un garde mécontent de son chef qui les excitait sous main, et il vint lui-même m'engager à les visiter pour me mettre au courant de leurs réclamations. Voulaient-ils me prendre en otage ou seulement m'arracher une signature à laquelle mon père aurait été obligé de faire honneur? Je ne sais, mais je n'eus garde de me laisser prendre.

Tout le monde était bien pour moi, disait-on, mais c'est M. Louvel, le régisseur, dont on ne veut plus. Seulement, je venais de faire l'épreuve de ce qu'on fait d'un roi, quand on s'est débarrassé de son ministre.

J'attendis donc l'arrivée de mon père, et l'émeute aussi prit patience en l'attendant. Mais dès qu'il nous eut rejoints, elle se mit en campagne, et comme nous n'allions pas au-devant d'elle, elle crut devoir venir nous chercher. Dans l'après-midi du 16 mai, — je dirai tout à l'heure pourquoi je mentionne cette date, — nous vîmes de la terrasse du château une masse noire qui s'avançait par la grande allée qui lui fait face, et descendait assez rapidement vers le bourg qu'elle devait traverser pour arriver jusqu'à nous. Je compris tout de suite que nous

allions être envahis et j'engageai vivement mon père à venir avec nous au-devant des arrivants.

— S'ils passent la grille, lui dis-je, ils sont chez nous. Ils se précipiteront probablement vers le logement de M. Louvel pour lui faire un mauvais parti; peut-être mettront-ils sa demeure au pillage et, une fois qu'ils auront commencé, tout y passera.

Mon père trouva l'idée juste, et nous descendîmes rapidement l'avenue qui mène au bourg, escortés de M. Doudan et de mon beau-frère Henry de Béarn, qui était venu la veille savoir où nous en étions.

Comme nous descendions, et avant que la grille d'entrée fût franchie, nous rencontrâmes un messager qui accourait en toute hâte; il nous dit avoir été envoyé de Paris par une excellente amie que nous y avions laissée; il apportait un billet en trois lignes, ainsi conçu : *L'Assemblée est délivrée, elle a repris ses séances et l'ordre est rétabli.* C'est par ces mots énigmatiques que nous apprenions le grand événement de la veille, la journée du 15 mai, si fameuse en son temps, et qui, en effet, a eu une si grande influence sur la suite des événements, l'Assemblée chassée du Palais Bourbon par une bande d'émeutiers, la ville tout entière au pouvoir pendant quelques heures de cette troupe farouche et insensée, puis le retour agressif de deux légions de la garde nationale, s'emparant à son tour de la salle des séances, et rétablissant le Gouvernement de M. de Lamartine aussi vite qu'il avait été dissous. Notre amie avait craint que la poste ne nous apprît que la première partie de cette terrible journée, et avait voulu nous épargner les angoisses par lesquelles elle venait de passer elle-même.

Nous n'avions pas de temps à perdre à déchiffrer ce mystère. Mais, devinant qu'il ne contenait rien que de rassurant, nous allâmes hardiment au-devant de la foule. Elle était amassée devant la grille, venant de traverser le bourg dont les habitants terrifiés avaient bravement fermé leurs portes, leurs fenêtres et même leurs volets.

Un vieux médecin seulement et un petit employé l'avaient suivie pour s'informer de notre destinée, et vinrent se ranger en tremblant derrière nous.

L'apparition de mon père, à laquelle les émeutiers ne s'attendaient pas, fit sur eux une impression très visible. Son nom était très considéré dans le pays, et comme, vu ses habi-

tudes sédentaires, on ne le rencontrait pas souvent, il jouissait de ce que l'axiome latin appelle *major a longinquo reverentia*. Pour beaucoup de ces pauvres gens, qui n'avaient jamais entendu que prononcer son nom, c'était un événement que de voir de ses yeux M. le Duc, et ils s'arrêtaient à le regarder. C'était bien, pour ne pas sortir des citations classiques, le *si forte virum quem* de Virgile, et le silence se fit absolument comme le poète le dépeint. Quand il leur demanda ce qui les amenait, l'orateur désigné ne répondit qu'en balbutiant. Mon père essaya alors de leur démontrer que leurs réclamations étaient exagérées, et en tout cas présentées de manière à ne pouvoir être entendues.

Jamais il n'avait mieux parlé! C'était la manière calme, simple, pleine à la fois de gravité et de bonhomie que j'avais entendue à la tribune du Luxembourg.

On pouvait en suivre l'effet sur le visage des auditeurs les plus animés. Les meneurs de la bande qui s'en apercevaient essayaient par moments de l'interrompre. Une femme surtout, — ce sont en général les femmes qui crient le plus haut les jours d'émeute, — faisait de temps en temps mine de se précipiter vers la grille en disant : « Allons, allons, il faut *déménager* M. Louvel. » Mais l'élan était arrêté, et quand mon père leur proposa de se retirer paisiblement, sauf à lui envoyer le lendemain des délégués pour traiter de sang-froid avec lui, le conseil parut bon, et ils s'en allèrent comme ils étaient venus, promettant que leurs mandataires reviendraient à l'heure indiquée.

Il s'agit alors de faire, pendant les quelques heures de relâche, des préparatifs de défense contre un retour agressif du lendemain. Les autorités républicaines de nouvelle fabrique ne présentaient pas beaucoup de garanties. Sur trois commissaires qu'on nous avait donnés pour remplacer le maire révoqué, — c'était mon père, — et le Conseil municipal dissous, le seul qui fût présent, un épicier taré, refusait absolument de se mêler de rien. Que valait le sous-préfet de Bernay? Un vieil avoué sans clientèle, qui, fût-il bien disposé, ne devait pas être un héros de courage civil.

Mon père lui écrivit cependant pour lui demander de faire venir une brigade de gendarmerie du voisinage. Mais comptant peu sur ce secours, nous organisâmes notre défense personnelle, comme aux plus beaux temps du moyen âge. Nous

avions dans la vallée, sur un cours d'eau qui dessert aujourd'hui une filature, une forge qui consommait le bois de la forêt. Les forgerons, pris à l'année, et attachés au château, n'avaient pas partagé l'effervescence des bûcherons. Le régisseur, qui se croyait sûr de leur dévouement, eut l'idée de les faire venir, en leur recommandant de se munir chacun d'une des barres de fer. Ils accoururent et dès le matin cette garnison improvisée montait la garde au perron du château. Comme le sous-préfet s'était rendu à l'appel de mon père, et que deux brigades se trouvaient aussi sur pied, nos mauvaises têtes sentirent qu'ils n'étaient pas les maîtres, et filèrent doux, et après avoir obtenu une légère augmentation de salaire, s'en retournèrent la tête assez basse à leur travail.

On ne m'ôtera jamais de l'idée que les choses se seraient passées tout autrement, si l'événement de la journée de Paris eût été différent. Le sous-préfet aurait été moins pressé d'envoyer ses gendarmes, et les émeutiers eussent moins aisément entendu raison.

Nous-mêmes, si notre charitable amie ne nous avait avertis à temps, aurions-nous osé livrer la partie avec la chance d'être placés le lendemain sous une main vengeresse, comme accusés d'avoir voulu boire la sueur du peuple? Rien ne fait mieux sentir combien on est toujours près, dans la société la plus civilisée, de retomber, d'un saut, dans la pire barbarie. Un peu moins de sang-froid le premier jour, une fausse nouvelle venue de Paris et accréditée, le château de Broglie était pillé, l'exemple aurait bientôt gagné le voisinage, et les scènes de violence qui ont devancé en 89, dans les campagnes, les horreurs de Paris, ouvraient peut-être de nouveau la voie à une nouvelle terreur.

Cette alerte assez vive eut pour moi une conséquence qui m'a laissé plus tard non pas des regrets, mais une sorte d'embarras de conscience voisin du remords. Quand éclata juste un mois après la formidable insurrection de Paris, dont la répression dura plusieurs jours, où périrent tant de généraux et d'hommes illustres, entre autres le saint archevêque Affre, il y eut un mouvement général de toutes les gardes nationales de province pour aller à l'aide de la cause des honnêtes gens dans la capitale. Un certain nombre de jeunes gens de Bernay prirent part à ce généreux élan. J'aurais voulu, j'aurais peut-être dû malgré tout faire comme eux. Mais je me laissai per-

suader que, menacés comme nous venions de l'être nous-mêmes, je devais rester pour défendre les miens, mon père, ma femme, mes jeunes enfants. Avais-je raison? Je me le suis beaucoup demandé, quoique personne n'ait trouvé alors que j'avais tort. Je crois bien, pour faire ma confession tout entière, que je n'aurais pas cédé à ces instances, si je n'avais senti que, maladroit comme j'ai toujours été, et ne sachant ni ajuster ni charger un fusil, je ferais une pauvre figure dans un bataillon. L'idée de mon inutilité à Paris me retint autant que le sentiment de devoir être plus utile à Broglie. La raison n'était pas bonne, car le nombre est une force, et l'exemple dans de telles circonstances toujours utile.

***

Quoi qu'il en soit, la victoire qui suivit cette horrible lutte, et le remplacement au pouvoir des fous ou des incapables par un militaire distingué, représentant la force régulière, comme le général Cavaignac, changèrent en un moment l'atmosphère. On respira, la rue était balayée, et on pouvait pour quelques jours au moins y circuler à l'aise. Le danger social était pour le moment conjuré, et nous nous retrouvions en face du problème de fonder un gouvernement dans des conditions qui n'avaient jamais été éprouvées, et par la main d'hommes qui n'inspiraient au pays aucune confiance ni par leur intelligence, ni par leur caractère.

Du moment où la politique rentrait en jeu, je me sentais pressé d'y reparaître. Mais, n'ayant avec les nouveaux gouvernants aucun rapport ni aucune affinité, n'attendant rien d'eux et ne voulant rien en recevoir, l'état de l'opinion ne me permettant de briguer aucune fonction élective du suffrage universel, je n'avais d'autre moyen de descendre dans l'arène que de faire usage de ma plume. J'avais déjà fait l'essai de mon savoir-faire dans un recueil assez obscur qui avait vécu quelques jours pendant la dernière année de la monarchie. Il fallait que je n'en eusse pas donné trop mauvaise idée, puisque je reçus sans aucune provocation, du rédacteur de la première revue de France, la *Revue des Deux Mondes*, une invitation de prendre part à sa rédaction.

M. Buloz faisait une revue destinée à la fois au public sérieux et au public frivole, et c'était déjà avoir conquis un

certain rang dans la littérature que de s'y faire admettre et plus encore d'être invité à y prendre part.

L'appel de M. Buloz me parut donc très flatteur, et je ne perdis pas de temps pour y répondre. En six semaines, je fis un article qui se ressentait encore des préoccupations diplomatiques dans lesquelles je venais de passer ces dernières années (1). J'examinais l'influence de la révolution qui venait d'avoir lieu sur la situation de la France au dehors. En conscience, le sujet était assez mal choisi. C'était faire à la fois trop d'honneur et trop de tort au nouveau gouvernement que de critiquer sa politique extérieure. Dans le trouble dont il était issu et qui durait encore, obligé de lutter chaque jour pour arriver sans périr au lendemain, aucune politique n'était possible, et il fallait lui savoir gré de ne s'être pas laissé pousser par les bandes d'émeutiers de tous les pays qui prenaient leurs ébats sur le pavé de Paris, à quelque coup de tête qui nous eût mis en guerre avec tous nos voisins. En outre, ces voisins eux-mêmes n'étaient guère plus en état de politiquer. L'Autriche, chassée de Milan, se défendait à peine à Venise contre l'insurrection italienne, et Vienne même comme Berlin était en proie à la révolution. L'Allemagne tout entière était en feu et un Parlement germanique venait de se réunir à Francfort au milieu de scènes sanglantes. Il était donc puéril et presque ridicule de se livrer à des considérations savantes sur les conditions nouvelles de l'équilibre européen au milieu d'un pareil hourvari.

C'est l'impression que me cause aujourd'hui cet article que je viens de relire. Je n'y trouve qu'une chose qui ait conservé la moindre valeur, c'est une peinture des dangers qu'auraient pour la France la constitution de l'unité allemande et celle de l'unité italienne. Il y a là quelques phrases qui pourraient paraître prophétiques, et j'éprouve, en les retrouvant, le plaisir de voir que je n'ai pas attendu l'expérience, — ni celle que donnent les années ni celle que les événements apportent, — pour m'inquiéter de ces deux sombres nuages grossissant à l'horizon.

Tel qu'il était cependant, l'article fit quelque effet, ce qui n'était pas un petit mérite au milieu de l'inattention générale et de la préoccupation portée sur d'autres objets plus intéressants. On y remarqua certaines qualités, et comme je n'avais

(1) *De la politique étrangère en France depuis la Révolution de février* Revue du 1er août 1848

pas cru y devoir mettre ma signature, on chercha quel était l'auteur anonyme, et on crut assez généralement que c'était mon père. Rien ne pouvait être plus flatteur pour moi que cette méprise. C'était mon père qui pouvait en être moins honoré, et surtout il aurait pu trouver mauvais qu'on le supposât assez dépourvu de tact pour se mettre si vite en évidence après l'échec de notre parti, et chercher au nouveau gouvernement une chicane après tout assez peu fondée; car étant ce qu'il était, on ne pouvait lui reprocher de faire ce qu'il faisait. Mais il avait trop de bonté pour moi pour ne pas jouir autant que moi de mon petit succès.

Encouragé par ce bon accueil, fait, je dois en convenir, par un public d'élite mais restreint, je taillai ma plume de nouveau, et me voilà en plein dans la littérature; seulement, c'était toujours de la littérature politique. Il m'en coûtait trop de me séparer d'une maîtresse qui pourtant m'avait donné mon congé avant même de me laisser jouir de ses faveurs. J'écrivis successivement un article sur la nouvelle constitution républicaine qu'élaborait en ce moment l'Assemblée, et une appréciation de l'ouvrage que M. Thiers venait de publier sur la propriété, en réponse aux théories socialistes. Soit qu'il n'y eût plus la surprise de l'inconnu, soit que les sujets fussent plus ingrats, le succès de ces deux petits essais fut beaucoup moindre. On reprocha au premier un ton de persiflage un peu amer qui sentait trop le dépit d'un ambitieux déçu, et au second une manière abstraite et presque métaphysique d'envisager la question du jour qui ne convenait pas au milieu populaire auquel il fallait s'adresser. M. Thiers en particulier, que je n'avais pas revu depuis la Révolution, fut très médiocrement satisfait. Il trouva que je prétendais refaire son ouvrage sous prétexte de l'apprécier, et me fit faire des remerciements assez froids. Du reste, dès qu'il avait su par M. Buloz que je m'occupais de lui, il en avait paru peu flatté. « Vous ne connaissez pas ces doctrinaires, avait-il dit : ils ne parlent jamais des ouvrages des autres que pour en substituer un de leur crû. »

***

Pendant que je m'habituais ainsi de mon mieux à ma nouvelle profession d'écrivain, la face des choses changeait encore d'une façon inattendue. Dans un très grand nombre de

départements à la fois, où des élections partielles avaient lieu, le choix du suffrage universel s'était porté sur le nom de Louis Bonaparte, et l'héritier de Napoléon Ier, ainsi désigné, devenait un candidat à la présidence de la nouvelle République.

Jamais désignation ne fut faite plus spontanément par la masse de la population, et jamais coup de théâtre ne fut plus inattendu pour l'élite. Les deux équipées de Louis Bonaparte, à Strasbourg et à Boulogne, pendant la monarchie de Juillet, n'avaient laissé que le souvenir d'une aventure ridicule.

Ce fut donc une surprise et bientôt un éclat de rire général la première fois que ce nom sortit de l'urne populaire. Je puis l'attester, car notre département fut un de ceux qui firent le premier cette étonnante manifestation, et je n'oublierai jamais mon étonnement, quand assistant au dépouillement du scrutin dans la mairie de Broglie, je l'entendis proclamer une centaine de fois. Personne ne s'en doutait la veille, et je n'ai jamais su par qui le mot d'ordre avait été donné et d'où il était parti. Mon père haussa les épaules et dit, je l'entends encore : « Une république de carton est bien faite pour être mise à la porte par un sabre de bois. » Et mon beau-frère d'Haussonville m'écrivait quelques jours après : « Ne voilà-t-il pas notre gouvernement mis en émoi, presque tenu en échec par ce méchant croquemitaine de Strasbourg et de Boulogne, un Bonaparte de la foire ! »

Croquemitaine ! Sabre de bois ! Bonaparte de la foire, tant qu'on voulait, au bout de six semaines, il n'en avait pas moins huit ou dix élections, et l'Assemblée ayant fait une première faute au début, en abrogeant la loi d'exil de Bonaparte pour rendre plus pénible à la famille d'Orléans celle qu'elle lui appliquait, — puis une seconde faute plus grave et plus inexplicable, en mettant dans sa constitution la nomination du Président de la République au suffrage universel au lieu de se la réserver à elle-même. L'élu rentrait à Paris, prenait siège au Palais Bourbon et se posait ouvertement comme candidat à la Présidence, en rivalité avec le général vainqueur de l'émeute de juin.

Alors commença l'une des plus délicates et même douloureuses délibérations dont j'aie jamais été témoin, et auxquelles, pour une très humble part, j'aie été personnellement mêlé. Que fallait-il faire ? Pour qui fallait-il voter et faire voter ses

amis ? Cavaignac, Bonaparte ou un troisième nom, au choix, lequel, pour le dire tout de suite, n'aurait pas eu la moindre chance, et n'eût été mis sur un petit nombre de bulletins que simplement en guise de protestation et comme un acquit de conscience.

Je me confesse d'avoir voté pour Bonaparte, et quoique je m'excuse en disant que je ne faisais qu'obéir au mot d'ordre donné par les chefs du parti des honnêtes gens, entre autres MM. Thiers et Molé, rentrés tous deux à l'Assemblée, et qui nous servaient de guides, comme j'ai obéi sans résistance et en approuvant la consigne, je ne veux pas échapper par ce subterfuge aux reproches de mon jugement et de ma conscience.

Il faut quelque effort pour se rappeler les raisons qui nous déterminèrent. Il y en avait pourtant deux principales qui me reviennent en mémoire, la première qui paraissait la meilleure, et que l'événement a trompée, la seconde, qui avait une réelle importance, et dont même aujourd'hui je ne suis pas sûr que l'application n'ait eu certains avantages.

Nous considérions d'abord, que ce nom de Napoléon, quelle que fût la valeur de celui qui le portait, avait été pris par toutes les populations rurales de France, comme le symbole de l'ordre et de l'autorité régulière opposé à l'esprit anarchique et révolutionnaire qui régnait depuis le 24 février. Ces braves paysans étaient en pleine réaction contre les théories subversives qu'on leur avait expédiées de Paris par la poste, et leur suffrage donné à Louis Bonaparte était leur manière d'exprimer ce sentiment. Fallait-il se séparer d'eux, et se mettre ainsi, nous conservateurs, en opposition avec la masse conservatrice ? C'était nous isoler complètement, faire ce qu'on appelle une émigration à l'intérieur, et abdiquer ainsi tout espoir de reprendre sur les masses populaires qu'on aurait froissées en se séparant d'elles toute influence dans l'avenir. On crut qu'en leur passant leur fantaisie de ce jour-là, et en s'associant au mouvement, on pourrait le régler, tandis qu'on n'aurait pu l'arrêter et on se serait brisé en s'y opposant. D'un Bonaparte conservateur on faisait un Bonaparte révolutionnaire : c'était, disait-on, tout ce qu'on y gagnait.

Je dis que cette raison ne valait rien, puisqu'il a bien fallu faire, trois ans après, quand Louis Bonaparte s'est fait empereur, ce que nous refusions ce jour-là, se séparer de la masse

conservatrice du pays, perdre au moins momentanément toute influence sur elle, et émigrer véritablement à l'intérieur pendant les dix-huit années de l'Empire. Nous n'avons donc rien gagné à flatter ainsi le sentiment populaire, et pour l'honneur du parti monarchique, il aurait mieux valu lui avoir tenu tête.

L'autre considération qui nous déterminait était meilleure. Il fallait choisir entre Bonaparte et Cavaignac. Or, quelques semaines d'épreuve avaient suffi pour nous convaincre que ce dernier était républicain dans la moelle des os, et républicain de la plus stricte et plus étroite observance, républicain comme la majorité de l'Assemblée constituante qui l'avait porté au pouvoir, et à laquelle d'ailleurs il s'était fait scrupule de faire une violence ou même une résistance quelconque.

L'élection de Cavaignac, c'était donc le renouvellement du mandat de la Constituante, qui, après avoir fait de sa constitution un chef-d'œuvre de déraison, se proposait de réformer toutes les institutions administratives, financières et ecclésiastiques de France sur ce modèle. Déjà ses commissions avaient préparé, sous le nom de lois organiques, autant d'instruments de démolition. Que seraient devenues entre ses mains toutes les institutions si heureusement établies par le Premier Consul au lendemain du 18 brumaire : le Concordat, la Banque, le système des impôts, l'Université, tout ce qui constitue en un mot l'organisation sociale de la France? Elle nous aurait ramenés en peu de temps à l'état d'anarchie et de désorganisation dans lequel le pays était plongé sous le Directoire. La seule manière de l'arrêter dans cette œuvre de destruction, c'était de lui signifier nettement son congé par une élection qui fût l'opposé de ses tendances et de ses desseins.

Élire Bonaparte était le seul moyen de dissoudre l'Assemblée, et, à l'épreuve, ce moyen s'est en effet trouvé efficace. L'Assemblée, frappée au cœur, a dû se retirer et laisser intact l'édifice administratif de la France qui dure encore et nous a fait passer sans trop de dommages l'épreuve de deux révolutions et d'une année de désastres. C'est ce qui me fait dire que, même à l'heure qu'il est, je ne puis pas affirmer que ceux qui ont voté pour Bonaparte ne puissent plaider devant la postérité et devant l'histoire des circonstances atténuantes.

Dirai-je maintenamt qu'il n'y avait dans nos sentiments aucun mélange du plaisir de la vengeance et de la satisfaction

de voir renversés, d'une manière qui à ce moment semblait seulement ridicule, les ennemis qui nous avaient vaincus? Ce serait nous faire trop étrangers aux faiblesses humaines. Encore moins veux-je justifier nos chefs, MM. Thiers et Molé, d'avoir si mal jugé, et traité de si haut le futur Empereur, qu'ils crurent qu'il se perdrait lui-même en peu de temps et qu'en tout cas, il leur suffirait de lever le bout du doigt pour le faire disparaître. Cette erreur d'ailleurs leur était commune avec tous ceux qui approchaient de Louis Bonaparte. Dépourvu de tous les mérites oratoires que la France était accoutumée depuis plus de trente ans à trouver chez tous ses hommes d'État, il faisait à l'Assemblée la plus piteuse figure. Personne n'en parlait sans sourire. Quand un prudent Montagnard voulut une fois ressusciter contre lui la loi d'exil, il eut l'idée de se défendre lui-même à la tribune, et s'en tira si mal que l'auteur de la proposition la retira en disant qu'avec un tel prétendant on n'avait rien à craindre, et qu'il ne méritait pas qu'on le frappât d'ostracisme. Jamais talents réels ne furent plus cachés, ni illusion chez ses futurs ennemis ne fut plus complète.

Quoi qu'il en soit, l'élection une fois faite, le résultat prévu arriva; l'Assemblée se retira, le nouveau Président s'entoura des hommes du parti qui l'avait élu, et on se prépara à faire des élections pour l'Assemblée législative, au nom de la coalition conservatrice du parti de l'ordre, bonapartistes et monarchistes des deux roses la main dans la main. Le mode électoral étant le scrutin de liste départemental, les conservateurs de l'Eure tinrent à mettre le nom de mon père en tête de leur liste, il accepta cette désignation, et je pris une part active aux efforts faits par mes amis pour faire réussir sa candidature.

Je dois confesser que je n'y travaillais pas sans quelque regret. Mon père avait alors soixante-quatre ans, et dans l'orgueil de ma jeunesse, je trouvais que c'était un âge un peu avancé dans la vie pour tenter une épreuve nouvelle. Je ne le croyais pas très propre à prendre part au tumulte d'une assemblée populaire, et je craignais qu'il n'y compromît sa réputation. Je ne me trompais pas complètement, car s'il ne s'y fit pas de tort, il n'y acquit aucun titre nouveau. En trois ans, il ne prit pas une fois la parole. Et quand on ne grandit pas dans une Assemblée, on perd et on diminue. S'il avait refusé de se laisser porter, il est probable qu'on m'aurait offert la place. Eût-ce

été heureux pour moi ? Je me serais certainement plus donné de mouvement que lui, et j'aurais pu acquérir une facilité oratoire qui m'a toujours manqué. Mais je n'aurais certainement rien empêché, et la fin de cette pauvre Assemblée a été si malheureuse que je ne sais s'il faut regretter de ne pas y avoir été mêlé. C'est bien assez d'avoir pris part au sort de celle qui lui ressembla si fort en 1870, et qui n'a pas moins mal fini.

***

Mais avant que cette Assemblée nouvelle, sur laquelle nous fondions beaucoup d'espérances, ne fût sortie des limites électorales, un incident très grave arriva qui en changea toutes les conditions, et qui m'intéressait tout particulièrement en me reportant très vivement aux souvenirs de mes préoccupations de l'année précédente. Je veux parler de l'échec de l'armée française devant Rome, dont le contre-coup fut très vivement ressenti dans notre situation intérieure. Il faut revenir un peu en arrière pour expliquer ce singulier événement.

Le pauvre Pie IX, que j'avais laissé dans la confiance qu'il saurait gouverner par l'amour, et éviter ainsi le sort de Louis-Philippe, n'avait pas porté loin cette illusion. Depuis six mois déjà, — au mois de novembre 1848, — il était chassé de Rome, obligé de s'enfuir sous un déguisement, et réfugié à Gaëte dans les États de son voisin de Naples.

Cette catastrophe avait eu lieu à la suite d'une journée terrible dans laquelle mon ancien et très aimé chef M. Rossi, devenu le premier ministre du Pape, était tombé sous le poignard d'un assassin. M. Rossi, lui aussi, avait bien changé, sinon de convictions et de sentiments, au moins de profession et de destinée, depuis le jour où nous nous étions séparés à Rome sur l'escalier du Palais Colonna. Il hésitait alors, comme je l'ai raconté, très visiblement sur le parti qu'il prendrait entre son ancienne patrie italienne, qui paraissait renaître à de nouvelles destinées, et sa nouvelle patrie française, qui semblait sombrer dans un si profond abîme. Ce fut peut-être moi qui, par une lettre écrite à mon retour, le fis sortir de cette incertitude.

Je lui fis le lendemain de mon arrivée la lamentable peinture de l'état où j'avais trouvé la France, et une plus déplorable encore du désarroi, de la désorganisation du parti auquel nous avions appartenu l'un et l'autre. Il recevait en même temps une

offre de se porter candidat dans une circonscription des Romagnes pour faire partie de la Chambre que Pie IX était obligé de convoquer. Je possède encore la lettre où, me répondant, il me demandait mon avis sur le parti qu'il devait prendre. Je le connaissais trop bien pour qu'en lisant la lettre, je ne visse pas clairement que son parti était pris. Effectivement, il avait déjà accepté, et avant d'avoir reçu une réplique, il était élu député, et le Pape, voyant passer l'orage autour de lui, s'était décidé à l'appeler au ministère. Il se chargeait donc de la tâche que nous avions ébauchée ensemble dans les derniers jours de notre vie commune, à savoir de faire coexister la Papauté et le gouvernement constitutionnel.

Je n'ai pu le suivre même de loin pendant les six mois qui lui furent donnés pour travailler à cette œuvre que lui seul, je pense, croyait sérieusement possible. Mais ceux qui ont été témoins de ses efforts disent que jamais homme ne déploya un pareil degré de laborieuse et intelligente autorité. Administration, justice, finances, armée, tout était à refaire dans ce pauvre État aux abois : il suppléait à tout, pensait à tout, et faisait sortir de terre des ressources que personne n'aurait soupçonnées. Le parti révolutionnaire, qui avait juré la mort de la Papauté, comme de toute société régulière, vit bientôt à quel adversaire il avait affaire, et ne songea plus qu'à se débarrasser de lui, d'après le mode constamment employé en Italie depuis le moyen âge. Il fut arrêté qu'on ne lui laisserait pas ouvrir la Chambre où son éloquence et ses talents lui assuraient une majorité favorable. Il fut assassiné sur les marches du Palais Farnèse où l'Assemblée devait tenir séance.

J'ai eu, sur les incidents de cette horrible journée, par des témoins oculaires, de curieux et touchants détails.

M. Rossi avait été averti à plus d'une reprise du coup médité contre lui, et d'ailleurs il n'aurait pas reçu d'avertissement direct qu'il aurait su, les habitudes de ses compatriotes données, à quoi il devait s'attendre. Je me rappelle même, — quel singulier souvenir! — l'avoir entendu plaisanter à ce sujet à propos de je ne sais quelle tentative du même genre faite en France et qui n'avait pas réussi. Il disait à M. Doudan : « Vous autres Français, vous êtes des déclamateurs ; quand vous voulez tuer, vous frappez au cœur : là on rencontre des côtes, et le poignard se casse. Nous autres Italiens, quand nous nous y

mettons, nous sommes plus pratiques ; nous frappons là ou là, — et il montrait le flanc et la gorge, — le poignard passe sans obstacle. » — C'est à la gorge qu'il fut frappé. Il paraît qu'en sus de cette connaissance générale qui faisait une préparation suffisante, il avait reçu un avis le matin même par l'intermédiaire d'un prêtre qui disait le tenir d'une confession. Ce fut la duchesse Massimo, femme de son collègue au ministère de la guerre, et qui professait pour lui la plus tendre affection, qui le fit prévenir. Il mit le billet dans sa poche et monta en voiture sans sourciller. Et il marcha ainsi à la plus belle mort qu'un homme puisse obtenir; je crois en vérité la plus enviable. Qu'y manque-t-il en effet, la condition mortelle donnée ? La préparation est suffisante pour qu'on puisse mettre son âme en paix avec l'avenir. La fin n'est pas moins subite, sans souffrance, sans agonie, sans le déchirement des adieux. La cause était excellente, voisine du martyre, puisque le danger était encouru pour le service du chef de l'Église ; la gloire assurée! C'est l'idéal. Probablement, s'il eût survécu ce jour-là, il aurait échoué dans sa noble tâche, et traîné tristement une vieillesse sans éclat. Le poignard lui a rendu service. Ce n'est pourtant pas pour cela qu'on le porta en triomphe, le soir même, dans les rues de Rome, pendant que son collègue, le président de la Chambre, levait la séance sans prononcer un mot d'indignation ni de regret, que tous ses collègues, son ami et le mien, le duc Massimo en tête, prenaient rapidement la fuite, et que le Pape devait s'enfuir lui-même, déguisé en aumônier de la légation de Bavière, dans la voiture de la femme du ministre.

Encore une anecdote avant de se séparer de cette grande mémoire qui m'est restée chère. Je reçus la nouvelle de cet affreux événement, dans un court passage que je faisais à Paris, un soir, au spectacle. La dépêche télégraphique ne contenait que deux mots. Je fus consterné, et exprimai très haut ma douleur. Mais à côté de moi j'entendis dire : « La perte n'est pas grande : cet homme qui a passé d'un pays à l'autre, n'est jamais resté fidèle à personne. Savez-vous que depuis la Révolution, il n'a pas donné un signe de vie ni à M. Guizot ni au Roi ? » Je contredis vivement cette assertion et j'affirmai, ce qui était vrai, que nous avions, lui et moi, écrit dans les termes les plus vifs dès le lendemain du jour où la Révolution nous était connue. Seulement, ne sachant pas si

dans ces jours de trouble, la poste conduirait sûrement à travers la France des lettres à l'adresse de deux proscrits, j'avais été d'avis de confier notre envoi à une grande dame qui allait directement en Angleterre par l'Allemagne et la Belgique, la duchesse de Dalberg. Elle s'en était chargée, puis avait complètement oublié de les remettre. Je me hâtai de prévenir M. Guizot, qui se mit à la recherche et retrouva le paquet. Mais si je n'avais pas été ce soir-là au spectacle, le fait aurait passé pour avéré, et ce trait de caractère figurerait dans toutes les biographies de M. Rossi. Écrivez donc l'histoire, et fiez-vous aux témoignages contemporains!

Je ne puis prendre congé de cet homme éminent dont le souvenir est lié aux plus belles années de ma vie, sans réfléchir combien la fortune et la renommée sont souvent injustes dans le partage qu'elles font de leurs faveurs. M. Rossi est, suivant moi, — et je crois ne pas me tromper, — de beaucoup l'homme le plus remarquable que l'Italie ait produit pendant ce dernier siècle. Je le trouve très supérieur à Cavour pour l'étendue et la variété des facultés; et la résolution, avec laquelle il avait entrepris la plus difficile et la plus périlleuse des tâches, prouve qu'il ne lui cédait pas en courage et en dévouement à sa cause. Cavour restera pourtant plus illustre, parce qu'il est arrivé à un moment où le succès pouvait couronner ses efforts, peut-être aussi parce qu'ayant moins de largeur dans l'esprit et plus dans la conscience, il a suivi une ligne plus simple qui menait plus droit à un but unique. M. Rossi tenait, je crois, au moins autant que Cavour, à l'indépendance de la patrie italienne; mais il n'y aurait pas sacrifié les intérêts de l'Église qu'il croyait liés à ceux du pouvoir temporel de la Papauté, et il n'aurait pas voulu violer pour servir l'Italie toutes les règles du droit international. Il n'aurait jamais encouragé des actes contraires à la loyauté et à la bonne foi, que les souverains et les peuples sont tenus d'observer dans leurs relations, non moins que les individus. Il aurait répugné à toute mesure audacieusement et artificieusement révolutionnaire. Il n'aurait pas envoyé cyniquement Cialdini à Castelfidardo ni hypocritement Garibaldi à Naples. Il a toujours prétendu concilier en toutes choses le bon droit, le bon sens et la bonne foi, et il a péri à la peine. Est-il donc dit que, pour réussir en ce monde, il faut ne poursuivre qu'une seule chose et lui tout sacrifier?

Tout fut triste d'ailleurs dans cette fin au fond si glorieuse. Pie IX, rétabli par les armes françaises, et guéri de toute fantaisie libérale et constitutionnelle, tout en lui sachant gré de son dévouement et en parlant de lui en termes honorables, n'a jamais aimé rien de ce qu'il appelait ses erreurs de jeunesse, *il tempo della paggia*.

Les Italiens d'aujourd'hui, après avoir détruit le pouvoir du Pape, voient une condamnation de leur conduite dans le sacrifice d'une si noble vie fait pour une cause qui n'est pas la leur. On a fait habituellement sur son nom un silence qui trompera la postérité. Personne de la famille ne subsiste aujourd'hui pour protester contre cette injustice. Ses deux fils, qui n'étaient ni l'un ni l'autre dignes de lui, ont fini obscurément. J'ai même fini par perdre de vue celui qui a succombé le dernier, et qui s'est dérobé à mes recherches. Sa veuve a fondé en son nom un prix à l'Académie des sciences morales de France. C'est tout ce qui restera de sa mémoire.

***

Le Pape, réfugié à Gaëte, chez le roi de Naples, y resta tout l'hiver, et quoique la République de 1848 ne fût pas animée des sentiments d'hostilité contre la religion dont la nôtre a donné le spectacle, — bien que même le général Cavaignac lui eût un moment offert un asile en France, — on l'aurait pourtant laissé longtemps dans cet exil, sans le vif mouvement de réaction qui se déclara en Europe dans les premiers moments de cette année 1849, et qui amena le triomphe des Autrichiens dans le nord de l'Italie. Il devint alors évident que, si la France ne prenait pas le parti de rétablir elle-même la papauté à Rome, la tâche serait remplie par l'Autriche, qui probablement elle-même n'en sortirait plus. En même temps, les catholiques de France, formant la fraction la plus importante du parti conservateur, demandaient à grands cris qu'on fît finir la proscription du vicaire de Jésus-Christ, et ils avaient déjà un organe très influent dans le conseil du Président. C'était M. de Falloux, le seul homme de premier ordre que l'Assemblée constituante eût produit, et que Louis Bonaparte avait fait entrer, un peu malgré lui, dans son premier cabinet. Par ces deux raisons combinées, de politique pour les uns et de foi pour les autres, il fut décidé

qu'un corps de troupes français passerait la mer pour aller rétablir le Pape à Rome.

Seulement l'Assemblée constituante était encore en séance, bien que déjà frappée à mort, puisqu'elle avait prononcé sa propre dissolution. Il n'en fallait pas moins son consentement, et on ne l'aurait jamais obtenu pour le but avoué de rétablir sur son trône un souverain, et quel souverain ! aux dépens d'une république née d'un assassinat et d'une insurrection. Il fallut user d'équivoque et, dans la discussion qui précéda le vote, laisser dans le doute le but même de l'expédition, et insister seulement sur la nécessité de devancer les Autrichiens et de ne pas les laisser s'établir dans le centre de l'Italie. Personne au fond n'était tout à fait dupe de cet artifice, mais comme l'Assemblée n'avait plus que quelques jours à vivre et qu'on se croyait sûr qu'une autre décidément réactionnaire la remplacerait avant que Rome fût entre les mains de l'armée française, tout le monde s'y prêta de bonne ou de mauvaise grâce !

Ce calcul un peu jésuitique fut trompé. Soit maladresse et imprudence chez le commandant de la troupe française, le général Oudinot, soit que le caractère équivoque donné à l'expédition enlevât à tous, général et soldats, cette netteté, cette franchise d'allures qui sont, dans toute opération militaire, une condition du succès, une fausse attaque portée contre les murailles de Rome échoua assez piteusement, et les soldats français eurent le désagrément de reculer devant une bande d'émeutiers. L'effet de cet échec inattendu fut désastreux : le pouvoir naissant du Président y laissa une partie de son prestige ; des séances très violentes signalèrent les derniers jours de l'Assemblée expirante ; un grand ébranlement s'ensuivit dans le pays tout entier ; on fit là, la première épreuve de la mobilité qui est le vice inhérent au suffrage universel. Depuis les journées de juin, on n'avait pas eu une seule nomination qui ne fût dans le sens vivement et même violemment réactionnaire : en huit jours, un tiers de la France fut retourné, et d'un seul coup un tiers des députés nouveaux fut pris dans les rangs du parti le plus avancé. Encore heureux que l'élection n'eût pas été retardée, car une semaine ou deux de plus auraient pu étendre la contagion plus loin, et nous aurions eu une majorité révolutionnaire d'une couleur plus foncée même que celle dont on se trouvait dans nos rangs si heureux et si impatients d'être délivrés.

Il y eut un moment de terreur générale : l'hydre qu'on croyait terrassée relevait la tête. Ce qui effrayait le plus, c'était la nomination de deux méchants sous-officiers que leurs chefs avaient fait passer devant des conseils de discipline et dont on faisait ainsi des héros. On douta de la fidélité de l'armée, et on se crut un instant perdu. Quelques jours suffirent pour calmer un peu cette épouvante exagérée. L'Assemblée était encore au moins composée de deux tiers de modérés. Il n'y avait pas de danger pour le lendemain, et en révolution on se rassure et on se distrait aussi vite qu'on s'effraye et qu'on se décourage.

Le coup était cependant, sans être mortel, plus grave qu'on ne s'en apercevait : les pouvoirs de l'Assemblée nouvelle se trouvaient restreints de manière à la priver d'une de ses plus précieuses prérogatives, le droit de provoquer la revision de l'absurde constitution dont la précédente nous avait fait don; comme si ces constituants avaient craint eux-mêmes d'être trop facilement désavoués par leurs successeurs, ils avaient établi que cette revision ne pourrait être même provoquée et demandée au suffrage universel qu'à la condition que la proposition fût acceptée par une majorité réunissant les trois quarts des votants. Or il était clair que jamais cette majorité de faveur ne serait réunie dans une assemblée, dont plus d'un quart appartenait d'avance à l'opinion républicaine la plus avancée. Toute sortie légale de l'impasse où nous avait placés la Constituante était donc fermée, et pour échapper à une situation où personne, au fond de l'âme, sauf une petite secte, ne voulait rester, un coup de force était le seul moyen. On peut dire que de ce jour-là, république, constitution de 1848 et Assemblée législative étaient condamnées également à une mort violente.

Il y eut cependant, trois semaines seulement après la réunion de la nouvelle Chambre, une porte entr'ouverte pour échapper à cette fatalité. Toujours à propos de cette affaire de Rome, une tentative d'insurrection eut lieu à Paris même, avec l'appui de tout le parti révolutionnaire de l'Assemblée. On en trouvera dans tous les récits du temps, la ridicule histoire; une échauffourée de quelques heures, promptement réprimée par le courage et l'énergie du général Changarnier, les fauteurs bloqués dans la salle du Conservatoire des arts et métiers, dont ils avaient fait leur quartier général, comme des renards enfumés dans leur tanière, et obligés de se sauver par une lucarne, où leur chef,

M. Ledru-Rollin, eut peine à faire passer son gros corps. La manifestation avait été précédée d'une proclamation qui portait la signature de toute la Montagne (c'est le nom qu'on donna à ces imitateurs du parti montagnard de la Convention). Mais on ne put mettre la main, en flagrant délit, que sur un petit nombre, (sept ou huit environ), et on ne retrouva pas la pièce originale, de sorte qu'il fut loisible aux signataires de prétendre qu'on avait abusé de leur nom. Aussi, quand il s'agit d'intenter des poursuites, la question fut de savoir si on se bornerait à incriminer seulement ceux qu'on avait pris la main dans le sac, ou si on étendrait l'accusation à tous les signataires, sauf à eux à faire preuve que leur signature était fausse et à se justifier comme ils pourraient. Dans la rigueur du droit, on le pouvait assurément, la pièce faisant au moins présomption contre eux, et il est probable qu'une fois la perquisition faite à leur domicile, on aurait trouvé de quoi appuyer amplement une condamnation. De la sorte, toute la gauche de l'Assemblée disparaissait, et l'Assemblée retrouvait, sans coup d'État, et par un acte rigoureusement légal, la majorité nécessaire pour tirer le pays d'affaire.

Mais nous avions affaire à un honnête ministère qui, commandé par d'anciens opposants de gauche, comme Odilon Barrot et Dufaure, avait toujours au fond, par habitude, l'idée que ceux qui crient le plus fort ont au moins en partie raison, et que la légalité doit surtout servir à protéger ceux qui la violent. Le coup de filet leur parut trop hardi, et sauf quelques gros poissons, ils laissèrent le reste échapper à travers les mailles. J'étais à la séance, quand on apporta l'acte d'accusation, et quand je vis qu'il ne comprenait que sept ou huit noms, je sentis que le profit le plus net de la victoire était abandonné. On eut la preuve de la faute commise dès le lendemain. Le jour où l'acte fut lu à la tribune, tous les bancs de la Montagne étaient vides. Les braves gens qui ne se sentaient pas la conscience nette avaient pris leurs précautions. Le lendemain ils reparurent, mais on eut peine à les reconnaître. La veille presque tous portaient de longues barbes, c'était une sorte d'uniforme de parti : quand ils revinrent, tous les mentons étaient rasés. C'était un commencement de déguisement que chacun avait pris pour se rendre méconnaissable en cas de poursuites. Devant ce changement de toilette accusatrice, il y eut un éclat de rire général.

L'issue ridicule de la manifestation rendit aux conservateurs une partie du prestige que les élections leur avaient enlevé ; la bonne tenue de l'armée dissipa surtout la crainte que l'élection des mauvais sous-officiers avait inspirée, et après un an d'émotions continues, la fatigue était telle que chacun prit avec empressement ses vacances avec la résolution de se distraire au moins quelques semaines des préoccupations toujours bien sombres de l'avenir. Mon père en prenant sa part, nous lui tenions compagnie à Broglie.

***

Mais je n'en profitai pas moins de ce temps de répit pour deux excursions qui avaient chacune leur intérêt. J'allai rendre mes devoirs au pauvre vieux Roi exilé que je trouvai prenant tristement les bains de mer à Saint-Léonard sur la côte méridionale de l'Angleterre. Ce fut un triste pèlerinage : je le trouvai bien vieilli et bien fatigué, et penchant déjà vers la tombe. Il me parla avec une bonté et une confiance qui me montrèrent à quel point le moindre témoignage de souvenir et de respect lui était, comme toutes les choses rares, devenu précieux. De cet entretien, où se retrouvaient les traces de sa rare intelligence, j'ai retenu deux paroles qui me sont toujours restées dans l'esprit. Nous parlions des idées de fusion entre les deux branches de la maison de Bourbon dont il était naturellement fort question. Il n'y faisait aucune objection, et ne paraissait fonder aucun espoir sur l'avènement au trône de son petit-fils : mais évidemment il avait peu de confiance aussi dans l'esprit et l'intelligence politique du parti qui arriverait au pouvoir avec le jeune Comte de Chambord, et comme je parlais, sans beaucoup y croire moi-même, j'en conviens, de la force du principe de la légitimité : « Ah ! me dit-il, des principes abstraits en politique, qu'est-ce que cela vaut ? Croyez-moi, il n'y a pas de légitimité, il n'y a pas de souveraineté du peuple : ce sont des mots. Il y a *la coutume du royaume toujours observée en iceluy*. Voilà sur quoi les gouvernements tiennent. En Angleterre, c'est *King, lords and Commons*. En France, c'était le Roi ; mais maintenant qu'il n'y a plus de coutume, qu'est-ce qui reste ? » Puis revenant sur les conditions différentes de son gouvernement et de celui de la Restauration : « La France, me dit-il, périt, faute du respect de l'autorité. La Restauration l'avait compromise :

sa chute l'a ébranlée, et je n'ai jamais pu la raffermir. »

En quittant le Roi que je ne devais plus revoir, je pris le chemin de Londres, où M. Guizot, exilé depuis le 24 février, vivait dans un quartier éloigné, et dans une petite maison des plus modestes avec un revenu qui ne lui permettait pas la moindre fantaisie. J'ai vu rarement quelque chose de plus noble et de plus beau que son attitude. Le calme, la simplicité, un intérêt vif et naturel pour les affaires publiques auxquelles il n'avait plus part, nul dépit, nulle amertune, un jugement équitable et bienveillant sur ceux qui l'avaient renversé ou remplacé ; la vie de travail reprise comme avant ses grandeurs ministérielles, avec la même ardeur et la même liberté d'esprit. Il y avait une véritable grandeur dans ce détachement.

L'autre voyage que je fis pendant ces vacances, avait pour but de préparer une candidature électorale, en Alsace, dans ce qu'on appelait alors le département du Haut-Rhin, et qui fait aujourd'hui malheureusement partie de l'Alsace annexée à l'Allemagne. Mon père possédait encore là, dans la vallée de Massevaux, une forge et de grands bois, venus de la succession de sa mère Mlle de Rosen, héritière elle-même du maréchal de ce nom, dont Saint-Simon a tracé un portrait original. C'étaient des biens donnés au maréchal par Mazarin après la guerre de Trente ans. Mon grand père avait épousé Mlle de Rosen, dans le temps que le maréchal de Broglie, son père, était gouverneur de l'Alsace, et ouvrait à Strasbourg la place qui porte encore notre nom ; et il avait dû à la situation que cette alliance lui avait faite, de représenter le bailliage de Mulhouse à l'Assemblée constituante. Ne pouvant espérer me faire dans l'Eure une place à côté de mon père, j'essayais de renouveler en Alsace ces souvenirs dont il restait encore quelque trace, et je fis dans cette malheureuse province, alors florissante, une tournée qui me laisse aujourd'hui de douloureux souvenirs.

Du reste, mes intentions électorales furent mises à néant par le coup d'État du 2 décembre 1851.

DUC DE BROGLIE.

(A suivre.)

L'EXPOSITION ORIENTALE

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Dans quelques jours, à la Bibliothèque nationale, s'ouvrira une exposition d'un genre nouveau, qui ne manquera pas d'intéresser le public autant par la variété de ses aspects que par l'ingénieuse unité de la pensée qui en a dicté le plan et doit en assurer le succès. L'Exposition orientale de la rue de Richelieu nous donnera une idée de l'Orient, — de tout l'Orient, aperçu dans ses parties les plus lointaines et même en ses perspectives inexplorées, — sans nous laisser perdre de vue, un seul instant, la France d'hier et d'aujourd'hui.

Les manuscrits orientaux de la Bibliothèque nationale sont des chefs-d'œuvre de calligraphie et d'enluminure, dont le texte, historié de vives images, traduit, expliqué par une élite d'orientalistes français, raconte non seulement les migrations, les invasions des peuples asiatiques, mais aussi l'héroïque épopée de la France des croisades. On y voit également l'effort séculaire d'une diplomatie intelligente, renseignée, active, qui a su faire de nos ambassadeurs et de nos consuls « aux Échelles du Levant et de Barbarie » les premiers mandataires de la civilisation européenne. Les précurseurs de nos agents diplomatiques et consulaires, les missionnaires apostoliques d'Orient, les voyageurs épris d'horizons nouveaux, les délégués de nos Académies et de nos Chambres de commerce ont tour à tour servi, chacun selon sa vocation, la cause commune : l'on aime à recueillir leurs témoignages, du fond du passé, dans les livres conservés par le département des imprimés de la Bibliothèque nationale. Le conservateur du cabinet des médailles et des

antiques a choisi dans ses vitrines un trésor de précieuse orfèvrerie, de glyptique et d'iconographie, une collection de gemmes, d'émaux et d'ivoires, disposés à souhait pour le plaisir des yeux. Le département des estampes a fourni enfin au décor de l'Exposition orientale une illustration pittoresque dont la couleur et le dessin ne seront pas les moindres attraits du musée ainsi ouvert à la curiosité du public.

I. — *LETTRES PERSANES* ET MANUSCRITS PERSANS

La Bibliothèque nationale possède un précieux exemplaire des *Navigations, pérégrinations et voyages faits en la Turquie* par Nicolas de Nicolaï, Dauphinois, seigneur d'Arfeuille, valet de chambre et géographe ordinaire du roi de France. En guise de préface, cet ouvrage, dédié à Charles IX, est orné d'un beau poème de Ronsard.

Au temps de Ronsard et de la Renaissance, le charme de l'antiquité retrouvée éveilla dans tous les esprits un généreux désir de renouvellement, un grand appétit de découverte, et guida de tous côtés, à travers la vie et les livres, tantôt vers les rives inexplorées du Nouveau-Monde, tantôt sur les routes d'Asie, au delà des ruines de la Grèce, une élite de Français, curieux de poésie et de vérité, attirés par le mystère des aventureux pèlerinages. De l'Exposition Ronsard à l'Exposition orientale de la Bibliothèque nationale, il y a donc une transition naturelle, qui ne manquera pas d'apparaître aux yeux des visiteurs invités à voir, à comprendre, dans un décor aussi ingénieux que pittoresque, le résumé de l'œuvre admirable des orientalistes français.

Un jardin persan sera le vestibule fleuri de cette exposition printanière. S'il faut en croire le célèbre auteur des *Lettres persanes*, les Parisiens du temps de la Régence ne pouvaient voir au spectacle, dans la rue ou dans quelque compagnie de gens du monde, Usbek et son ami Rica, fidèles sujets du chah de Perse, sans dire aussitôt : « Ah! ah! Monsieur est Persan! C'est une chose bien extraordinaire! Comment peut-on être Persan? » Il est probable que Colbert s'est posé à lui-même, avec moins de frivolité, cette intéressante question, car ce grand ministre, attentif à tout ce qui pouvait accroître hors de nos frontières le bon renom de la France et contribuer à la

commodité de nos relations avec les peuples étrangers, n'a jamais négligé une seule occasion de se renseigner sur les pays d'Orient où, de son temps, un Chardin, heureux chercheur de diamants et d'émeraudes, un Tavernier, conquérant pacifique des saphirs de Ceylan, des rubis de Mongolie et des perles de Golconde, ont donné, par leur initiative personnelle, l'exemple des entreprises hardies et de l'honnête négoce, convenablement rétribué. Le café du Yémen, exporté du port de Moka, fut à la mode dès l'instant où le roi Louis XIV, ayant accepté une première infusion de la graine rapportée d'Arabie par Jean Thévenot, bourgeois de Paris, déclara prendre goût à ce breuvage oriental.

Colbert, qui savait exactement le prix des choses, même de celles que les économistes ne font pas toujours entrer en ligne de compte dans leurs doctes statistiques, pensa que son œuvre eût été incomplète, s'il n'eût joint aux transactions commerciales, traitées sous sa surveillance par la Compagnie du Levant et par la Compagnie des Indes orientales, un service permanent de recherches scientifiques et littéraires. La Bibliothèque nationale et les archives du ministère des Affaires étrangères conservent une volumineuse correspondance où l'on voit Colbert constamment appliqué à requérir les bons offices de nos agents diplomatiques et consulaires dans les pays du Levant, pour le succès des missions confiées aux savants qu'il a spécialement chargés de la recherche des manuscrits orientaux, des livres, des monnaies et médailles, anciennes et rares. Un mémoire, daté du 30 décembre 1667, « pour M. de Monceaux, trésorier de France à Caen, étant présentement dans le Levant », prie ce distingué voyageur de vouloir bien « prendre, s'il lui plaît, la peine de rechercher pendant ses voyages, avec le plus de soin qu'il pourra, de bons manuscrits anciens en grec, en arabe, en persan... » Par le même courrier, l'ambassadeur de France à Constantinople, M. de la Haye-Vantelet, reçoit l'ordre de faciliter, par tous les moyens en son pouvoir, les démarches et les négociations de M. de Monceaux. Quelque temps après, en 1671, nouvelle « lettre de recommandation à M. l'ambassadeur », ainsi qu'aux « consuls et vice-consuls des différentes Échelles », concernant un religieux dominicain, le Père Wansleben, « sujet de Sa Majesté qui l'envoie en Levant pour y faire recherche de livres et autres curiosités pour sa

Bibliothèque et pour y apprendre les langues orientales... » Par des instructions très détaillées, l'envoyé de la Bibliothèque royale est averti « qu'on a su par des relations véritables qu'au mont Athos il y a plusieurs bons livres »; qu'un médecin de Damas, nommé Adaya, « a un recueil considérable de livres grecs, turcs, arabes et persans », et « que les livres persans sont beaucoup plus chers en Turquie qu'en Perse ». On ajoute : « Si l'occasion se présente, et s'il juge à propos d'aller à Ispahan, il y en trouvera quantité et aura liberté entière de les acheter. »

Muni d'un passeport en règle et d'une permission du général de son ordre, sollicitée par Colbert en personne, pourvu des écus et des pistoles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le Père Wansleben se mit en route. Parti de Marseille, le jeudi 21 mai 1671, sur un voilier qui se nommait *les Trois Rois*, capitaine Artaud, en compagnie de deux capucins, de quatre chevaliers de Malte et d'un jeune commerçant lyonnais qui se rendait à Alep, le Père Wansleben fit escale d'abord à Malte et puis en Chypre d'où il fit expédier à l'adresse de Colbert, par le consul de France, M. Sauvan, une cinquantaine de manuscrits, achetés à Nicosie. La Bibliothèque nationale possède quarante-quatre rapports du Père Wansleben, datés successivement de Malte, de Larnaca, de Tripoli de Syrie, d'Alep, de Saïda, du Caire, d'Alexandrie, de Rosette, de Smyrne, de Constantinople. C'est le vivant récit des étapes, des aubaines et des tribulations d'un bibliothécaire itinérant, qui fut quelquefois troublé, dans ses enquêtes bibliographiques et dans ses études orientales, par la brusque menace d'un abordage des corsaires barbaresques et par la cautèle insidieuse des bibliopoles levantins. Au pays d'Ali-Baba, il y a, hélas ! plus de quarante voleurs.

II. — DES *MILLE ET UNE NUITS* AUX *MILLE ET UN JOURS*

Lorsque Louis XIV eut choisi pour son ambassadeur, auprès du sultan Mahomet IV, sur la proposition de M. Arnauld de Pomponne, secrétaire d'État des Affaires étrangères, Charles-Marie-François Olier, marquis de Nointel, conseiller au Parlement de Paris, personnage fort apprécié dans l'entourage du grand Arnauld et de M. Nicole, Colbert, toujours attentif aux

affaires orientales, eut soin d'attacher à la suite du nouvel ambassadeur, en qualité de secrétaire, un orientaliste professionnel. C'était un jeune professeur du collège Mazarin, natif des environs de Noyon en Picardie, nommé Antoine Galland, que recommandaient MM. de Port-Royal et aussi M. Nicolas Petitpied, docteur de Sorbonne, conseiller clerc au Châtelet et curé de la paroisse de Saint-Martin. Galland, alors débutant, plein de modestie et de timidité, d'ailleurs studieux avec délices, chercheur passionné, lecteur charmé par les contes féeriques où se joue la fantaisie narrative de l'Orient, devint plus tard célèbre et presque populaire, lorsque, de retour en France, désormais orientaliste sédentaire, bibliothécaire de l'intendance de Normandie et membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il voulut revoir en imagination les pays étranges et mystérieux qui avaient émerveillé sa jeunesse, et fit, pour son plaisir autant que pour notre divertissement, la traduction française des *Mille et une Nuits*.

La Bibliothèque nationale conserve, en son cabinet des manuscrits, plusieurs lettres adressées par Galland à ses correspondants de Paris, ainsi qu'au savant Huet, évêque d'Avranches, qu'il entretient d'un livre persan, poétiquement intitulé *Bulbul Nameh*, c'est-à-dire le *Livre du Rossignol*. La Bibliothèque possède également le manuscrit d'un *Mémoire des observations que l'on peut faire dans les voyages du Levant*, « remis à M. Galland par M. Colbert », en 1679. C'est l'époque où le comte de Guilleragues, successeur du marquis de Nointel à l'ambassade de Constantinople, s'embarque dans le port de Toulon, pour rejoindre son poste, en compagnie de sa femme, de sa fille, et de deux jésuites, le Père Besnier, missionnaire du Levant, et le Père Nau, supérieur de la mission d'Alep.

M. de Guilleragues est connu des lettrés par la dédicace de l'épître que Boileau a écrite sur « la nécessité de se connaître soi-même » :

> Esprit né pour la cour et maître en l'art de plaire,
> Guilleragues, qui sais et parler et te taire...

Ce distique résume à peu près toutes les qualités qui distinguent le diplomate accompli. Magistrat de bonne race et de haute distinction, premier président de la cour des aides de Bordeaux, M. de Guilleragues fut introduit à Paris par la

faveur du prince de Conti qui avait remarqué ses succès de bon aloi dans les conversations des honnêtes gens, et qui le fit pourvoir d'une charge de secrétaire de la Chambre et du Cabinet du Roi. Désigné ensuite pour le haut emploi d'ambassadeur auprès de la Sublime Porte, ce gentilhomme aimable, infiniment poli, s'est signalé par la fermeté courtoise avec laquelle il résista aux prétentions arrogantes du grand-vizir Kara-Moustapha. On a de lui une très curieuse *Relation de l'audience donnée sur le sopha par le grand-vizir*. Le terrible vizir, ennemi des giaours, s'était mis en tête d'infliger toute sorte d'avanies aux représentants des nations chrétiennes. Les tribulations de messer Giacomo Quirini, bailli de la Sérénissime République de Venise, les déboires du résident hollandais, les plaintes du comte Jean Gninski, palatin de Kulm, envoyé extraordinaire du roi de Pologne, étaient la fable du bazar de Stamboul, des cafés de Galata et des boutiques de Péra. L'ambassadeur de France mérita la reconnaissance de tous ses collègues du corps diplomatique, en mettant fin à cette situation humiliante. Menacé d'incarcération au château des Sept-Tours, M. de Guilleragues sut, dans cette circonstance et selon son habitude, « et parler et se taire ». Ses paroles furent d'autant plus expressives et ses silences furent d'autant mieux interprétés, que le grand-vizir redoutait d'apercevoir, à l'horizon des Dardanelles, les vaisseaux de l'amiral Duquesne, abondamment armés de canons et approvisionnés de munitions par le marquis de Seignelay, secrétaire d'État de la marine, fils du grand Colbert.

Celui-ci cependant ne perdait pas de vue les manuscrits orientaux dont Galland devait négocier l'achat. Colbert tenait surtout aux œuvres de Mohammed-Ibn-Khvandschah-ibn-Mahmoud, plus connu sous le nom de Mirkhond, historien persan, dont le *Rauzet-el-Séfa*, autrement dit le *Jardin de la Pureté*, est une histoire universelle du monde, depuis les temps les plus reculés jusqu'au règne de Tamerlan. Le *Mémoire* adressé à Galland prescrit particulièrement l'acquisition du livre de Mirkhond, « en persan, entier ». Colbert ajoute : « Il y en a au moins sept volumes; de sept il y en a deux dans la Bibliothèque du roi. » Colbert, homme d'ordre, n'aime pas les ouvrages incomplets ni les tomes dépareillés.

Aussi les ambassadeurs, les consuls, les vice-consuls, les simples agents consulaires, dans toutes les Échelles du Levant

et de Barbarie, savent tous que le meilleur moyen de « faire sa cour » au tout-puissant ministre, c'est « de lui amasser des manuscrits ». Les archives du ministère de la Marine conservent une lettre du 29 novembre 1679, par laquelle Colbert accuse réception au « sieur Sauvan, consul de Chypre », d'un envoi de 37 manuscrits, qu'il trouve « assez bien conditionnés ». En même temps, il donne l'ordre à M. Arnoul, intendant des galères à Marseille, de rembourser, par le plus prochain courrier, la somme de 105 piastres, déboursée pour l'achat de ces manuscrits par l'obligeant consul. On trouve, aux archives du ministère des Affaires étrangères, une lettre datée d'Alger, le 1er septembre 1681, adressée à Colbert par le chevalier d'Arvieux, orientaliste marseillais, excellent homme, fort gai, très amusant, qui avait été mandé à Saint-Germain, en 1669, pour faire au Roi une relation de ses innombrables voyages : il fit rire Sa Majesté, ainsi que la duchesse de La Vallière, Monsieur, frère du Roi, et la marquise de Montespan, à tel point qu'il fut désigné, séance tenante, pour être le collaborateur de Molière dans la cérémonie turque de la comédie-ballet du *Bourgeois gentilhomme*, représentée à Chambord, devant toute la cour. Nommé consul à Alep, en récompense de ce service exceptionnel, le chevalier d'Arvieux écrit à Colbert :

Je muguette toujours la bibliothèque de Moustapha-Effendi, chef des descendants de Mahomed, qui est mort depuis un an. Les affaires de son fils commencent à être en désordre, et, si elle se vend, je ferai tout mon possible pour avoir tous les livres qui ne regarderont point leur religion. Il en a une grande quantité, très curieux et les plus beaux que j'aie vus en Levant, tant pour le papier et pour l'écriture, que pour la grandeur des volumes. J'ai un commerce établi en Perse et dans la Mésopotamie avec des gens qui ne m'enverront rien que de bien choisi.

Il faut placer au premier rang, dans l'élite des infatigables chercheurs dont les trouvailles ont enrichi la Bibliothèque nationale, un orientaliste qui fut à la fois un homme d'action et un homme d'étude. Né à Paris en 1653, fils d'un secrétaire-interprète du Roi « ès langues orientales », Jean-François Pétis de La Croix, que Colbert avait envoyé aux Échelles du Levant, alors qu'il n'était âgé que de seize ans, pour « se perfectionner dans la connaissance des langues, des mœurs, des religions, des arts et des sciences de l'Orient », commença par faire un

séjour de trois ans dans la ville d'Alep, afin d'y apprendre la poésie, la calligraphie et la musique des Arabes. Parti d'Alep, le 1er avril 1674, pour se rendre en Perse, conformément aux ordres qu'il avait reçus, il passa par Diarbékir, Mossoul, Bagdad, et fit halte sous les palmiers de Bassorah, où il découvrit un manuscrit sabéen du *Livre d'Adam*. Du port de Bassorah une heureuse traversée le mena aux rives du golfe Persique. Il voulut d'abord aller à Chiraz, afin de visiter les tombeaux des poètes Hafiz et Saadi. Après un séjour de près de deux années dans les États du Sophi, l'envoyé de Colbert revint, par des chemins difficiles, à Diarbékir où vivait, parmi la population musulmane, une communauté de plusieurs milliers de chrétiens d'Arménie, défendus par nos consuls contre les invasions des Kurdes pillards et massacreurs. De là, il se dirigea vers Constantinople, par la route des caravanes, traversant toute l'Asie-Mineure, région jadis florissante et populeuse, aujourd'hui dévastée, dépeuplée, terre jonchée de ruines antiques et de débris d'humanité.

C'est ainsi que ce jeune orientaliste, désormais employé dans les affaires publiques, a pu servir utilement les ambassadeurs de France auprès du Grand Turc, en mettant à leur disposition les résultats d'une enquête de six années, faite sur place, et dont il a consigné d'étape en étape, sur les feuillets de son journal de route, les détails quotidiens. Jean-François Pétis de La Croix fut chargé des traductions qui firent connaître à tous les peuples de l'empire ottoman le renouvellement solennel des Capitulations, c'est-à-dire la confirmation des mémorables traités qui, dès l'époque de François Ier, avaient garanti les droits et privilèges de la France dans le Levant, et qui, sous Louis XIV, complétés par les négociations de MM. de Nointel et de Guilleragues, ont placé les chrétiens d'Orient sous la protection de la France. Ainsi s'organisait, par l'union de la politique et de la science, cette diplomatie orientale de l'ancien régime, qui fut un véritable chef-d'œuvre de l'esprit humain. N'y voit-on pas une évidente application de ces admirables *Règles pour la direction de l'esprit* que Descartes dictait à son siècle, fondant l'accord de la pensée et de l'action sur les principes d'une méthode qui obtient les solutions justes et définitives par l'exacte analyse de toutes les données des problèmes?

L'énigme de l'immense Asie, ouverte aux clartés de la civi-

lisation française, sortait de l'ombre où, pendant une longue série de siècles, s'était confusément agité le chaos des migrations sauvages et des invasions barbares. L'intelligente curiosité des Parisiens se tourna de bonne grâce vers ceux qui avaient quelque chose à dire sur ces pays longtemps inconnus. L'Orient fut à la mode. Au poète persan Saadi, auteur de *Gulistan ou l'Empire des Roses*, traduit en français par André du Ryer, sieur de Malezair, La Fontaine emprunta le *Songe d'un habitant du Mogol*. Si le comte de Guilleragues avait pu revenir à Paris, au terme de la mission qu'il avait si bien remplie, la cour et la ville auraient fêté son retour. Cet excellent ambassadeur est mort à son poste. Une de ses dernières lettres, datée du Palais de France, à Péra, le 9 juin 1684, est adressée à l'auteur de *Bajazet*, avec cette suscription : *A Monsieur Racine, trésorier de France, à Paris* : c'est un spirituel entretien sur des sujets de littérature et d'histoire; on y retrouve l'écho de cette brillante conversation qui faisait merveille aux dîners de Gourville, à l'Opéra dans la loge de Mme de Sévigné, et dont le Roi lui-même ne dédaignait pas de propager les bons mots.

Le Roi vint, en personne, à la Bibliothèque, nouvellement installée, rue de Richelieu, afin d'entendre l'orientaliste Pétis de La Croix expliquer lui-même quelques-uns des manuscrits rapportés de sa mission d'Orient. Plus heureux que son chef, en effet, le secrétaire-interprète, honoré des titres de conseiller du Roi et de professeur au Collège royal, avait pu revenir en France, après une absence de dix années, rendre compte de ses voyages à Colbert, retrouver, dans la personne de son excellent père, justement fier de ses succès, le meilleur de ses maîtres d'arabe et de persan, se marier à l'église de Saint-Barthélemy-en-la-Cité, avec Mlle Lesueur, et se retirer dans une agréable maison de la paroisse de Saint-Sulpice, afin d'y terminer la traduction de la bibliographie orientale de Hadji-Khalifa, ministre des Finances du sultan Amurat IV, auteur d'un répertoire qui est une véritable encyclopédie de l'Islam. Il sut trouver encore, à ses heures de loisir, le temps de traduire l'*Histoire de la sultane de Perse et des vizirs*, contes turcs, et les *Mille et un Jours*, contes persans, que Montesquieu a certainement lus avant d'écrire les *Lettres persanes*.

APRÈS COLBERT

L'œuvre commencée par Colbert fut continuée par ses successeurs, ainsi que par les ambassadeurs qui ont travaillé, à Constantinople, sous les ordres des ministres Pontchartrain, Maurepas, Saint-Florentin, du cardinal de Fleury, ministre d'État, du marquis d'Argenson, du duc de Choiseul, du comte de Vergennes, la diversité des personnes successivement chargées du secrétariat des Affaires étrangères ou de la Maison du Roi étant compensée par la continuité d'un long dessein où chacun apportait sa part d'utile labeur et de bonne volonté. Du Palais de France, à Péra, le 8 février 1719, M. de Bonnac, à peine installé dans son ambassade, adressait à l'abbé Bignon, nouvellement nommé bibliothécaire du Roi, cette jolie lettre, aujourd'hui conservée au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale :

J'ai toujours regardé, monsieur, comme un malheur des emplois dont je suis honoré depuis vingt ans, d'être pour ainsi dire inconnu dans le royaume et encore plus de ne pouvoir pas connaître les personnes qui, comme vous, se distinguent également par leur vertu et par leur science. Je sens plus cet inconvénient, depuis que j'ai appris que le Roi venait de remettre sa bibliothèque entre vos mains. Ceux qui ont occupé cette place se sont adressés souvent à mes prédécesseurs pour avoir des manuscrits qu'on ne peut trouver que dans ce pays. Je ne doute point que vous ne vouliez faire la même chose et, quoique les temps ne soient guère favorables, je ne puis m'empêcher, monsieur, en vous faisant mon compliment sur une place qui n'a jamais été si dignement occupée, de vous offrir mes très humbles services pour cela et pour tout ce qu'il vous plaira de m'ordonner.

Lorsque M. de Bonnac, ambassadeur auprès de la Porte ottomane, fut envoyé, en la même qualité, auprès de la Confédération helvétique, son œuvre fut reprise, en Orient, par le marquis de Villeneuve, son successeur. C'est alors que l'abbé François Sevin, pensionnaire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, garde des manuscrits de la Bibliothèque du Roi, reçut mission de « faire la recherche de tout ce qui peut se trouver dans le Levant, soit de manuscrits grecs, soit de livres écrits dans les différentes langues orientales ». A l'abbé

Sevin était adjoint un des associés de la même Académie, l'abbé Michel Fourmont, clerc du diocèse de Paris, lecteur et professeur royal en langue syriaque, qu'on appelait Fourmont le jeune, afin de le distinguer de son frère aîné, Étienne Fourmont, professeur en langue arabique. Un jeune neveu des Fourmont, Claude-Louis, alors âgé de quinze ans, apprenti orientaliste, fut aussi du voyage. Le 1er septembre 1728, les deux abbés, avec leur jeune compagnon de route, montèrent dans la diligence de Lyon. Ils s'embarquèrent à Toulon, le 14 octobre, en même temps que le nouvel ambassadeur. Ils arrivèrent à Constantinople, après cinquante et un jours de traversée.

La Bibliothèque nationale conserve la minute du *Mémoire pour MM. Sevin et Fourmont, envoyés par le Roi à Constantinople et en Grèce pour y faire des recherches par rapport à la Bibliothèque de Sa Majesté*. De leurs lettres, conservées au département des manuscrits, il résulte que, dès leur arrivée, ils ont pu, grâce à l'entremise d'un juif portugais, Daniel de Fonseca, premier médecin du grand vizir, « déterrer dans la maison d'un particulier cent soixante manuscrits arméniens, c'est-à-dire plus qu'il n'y en a dans toutes les bibliothèques de l'Europe, mises ensemble... » Cette entrée de jeu, où la recherche érudite prenait l'aspect d'une aventure pittoresque, mit les deux abbés en goût de trouvailles et en appétit de conquêtes. Tandis que l'abbé Sevin restait à Constantinople, pour obtenir du patriarche l'autorisation de visiter les couvents grecs, et pour correspondre avec Nicolas Mavrocordato, hospodar de Valachie, prince bibliophile, l'abbé Fourmont, muni d'une lettre de recommandation de l'ambassadeur pour les « consuls de la nation française dans les îles de l'Archipel, dans la Morée et en Grèce », nanti d'un firman du Grand Seigneur, pourvu, en outre, d'une douzaine de « coeffes de nuit », d'un « manteau de bouracan » et de « deux culottes d'élan pour aller à cheval », partait pour une expédition où sa philosophie d'académicien des Inscriptions et Belles-Lettres et de professeur royal en syriaque fut mise à rude épreuve. Au moment où le bon abbé démarrait de l'embarcadère de la Corne-d'Or, ayant avec lui son neveu et M. Joseph de Gaspary, consul d'Athènes, plus un drogman, un janissaire et trois domestiques, « la tramontane était extrême ». On était au commencement de février, mauvais temps pour la navigation

dans l'Archipel. On traversa, tant bien que mal, la mer de Marmara. Mais, après un mouillage malsain à Gallipoli, un coup de vent jeta le caïque aux bords inhospitaliers de Lampsaque, où l'atterrissage fut malaisé, parmi des Turcs hostiles. Au bout de trois jours d'attente, on espérait pouvoir enfin franchir les Dardanelles, lorsqu'une nouvelle bourrasque força le capitaine à faire relâche au port ensablé de l'ancienne Abydos. On repartit le surlendemain. A la sortie de l'Hellespont, en vue des rivages troyens, l'abbé Fourmont, excellent humaniste, se souvint de Virgile : *Est in conspectu Tenedos...*

Hélas ! cette île célèbre était infectée par une épidémie de peste. On ne put s'y ravitailler. On débarqua, hors de la ville, dans une petite calanque, où l'on acheta d'un insulaire quelques oignons et d'autres herbes, juste de quoi ne pas mourir de faim. La tramontane s'étant apaisée, on remit à la voile, avec l'espoir d'arriver à Scio dans les vingt-quatre heures. Mais un terrible mistral se leva sur la mer Égée et poussa les voyageurs jusqu'à l'île de Lesbos. La cité de Mytilène étant « soupçonnée de peste », Fourmont regretta de « ne pouvoir s'introduire dans les maisons pour y chercher des livres et des inscriptions ». Tandis qu'animé d'un zèle intrépide, il faisait une tournée à terre, afin de visiter la citadelle gênoise, le capitaine lui fit dire, par un mousse, que la cloche du bord était sur le point de sonner pour le départ. Les passagers s'embarquèrent, « sans espérance d'arriver bientôt au lieu de leur première destination ». Le mauvais vent les fit aller à la dérive, vers la côte asiatique, jusqu'à Phocée, « d'où sont venus les Marseillais ».

On mit toute une journée à doubler la redoutable pointe de Kara-Bouroun (le Cap Noir) et, dans un seul jour, l'abbé compta « plus de cent virements de bord, tant le vent était peu favorable ». Ce n'est qu'après vingt-quatre jours de voyage en zigzag, qu'on aperçut les rochers de Scio, île escarpée, où Fourmont se consola de « grimper des montagnes » et de « passer par des chemins qui font trembler », parce que « ces horreurs se sont adoucies dans deux monastères » où l'infatigable chercheur a trouvé ce qu'il cherchait : des livres ! Toutefois, ses « expéditions littéraires » furent gênées par une recrudescence de peste. Sur les affectueuses remontrances de M. Rougeau de la Blotière, consul de France, il dut interrompre ses investigations en des lieux réputés insalubres, et reprit la mer, dans

une barcasse. Malheureusement, le mistral soufflait de plus en plus fort, « comme un enragé »; il fallut s'abriter dans une petite anse déserte, à l'extrémité de l'île de Scio, pour attendre une embellie. A la douane de Myconos, près de Délos, nouveau retard. Les voyageurs, à peine débarqués, furent mis en quarantaine et obligés de « prendre gîte » pendant une dizaine de jours, entre les murs délabrés d'une chapelle transformée en lazaret. Ils n'avaient d'autre nourriture que quelques morceaux de viande d'agneau, braisés, fumés en plein vent, saupoudrés de cendre, assaisonnés de poussière, en guise de poivre et de gingembre. Soixante-quatre jours s'étaient écoulés depuis leur départ de Constantinople, lorsqu'enfin ils aperçurent, au détour du cap Sunium, les côtes de l'Attique, « pays que tous les savants souhaitent de voir ».

Un radieux ciel d'avril brillait sur l'Acropole. Jusqu'au mois de juillet, dans la saison où les Athéniens vont respirer l'air de la mer sur la plage de Phalère ou humer le parfum des fleurs dans les jardins de Képhissia, l'abbé Fourmont refusa de quitter Athènes, continuant sans cesse ses recherches et ses fouilles. Il ne voulait point s'en aller avant d'avoir fait le meilleur emploi possible d'une lettre de change de 400 piastres que l'ambassadeur lui avait fait parvenir par un courrier spécial. Ayant consenti à passer dans l'île d'Égine, afin d'y goûter quelque fraîcheur sans interrompre son travail, il y attrapa un coup de soleil. La Bibliothèque nationale conserve la lettre où il fit part de cet accident à M. de Boze, l'un des Quarante de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, garde des Médailles et des Antiques du cabinet du Roi :

Je suis bien fâché qu'un coup de soleil que j'ai reçu à Égine, en copiant une inscription dans les débris du temple de Jupiter Panhellénien, m'ôte aujourd'hui la facilité de tirer de mes papiers une douzaine des plus belles inscriptions que j'ai ramassées dans Athènes et autres endroits de l'Attique, pour vous les envoyer. J'aurais le plaisir de m'acquitter de ma promesse, et l'Académie aurait celui d'avoir la preuve de mes travaux. Mais, puisque je ne puis pas avoir cette consolation, permettez, monsieur, que je vous avertisse au moins où j'en suis... Dès que l'Attique sera finie, j'irai en Morée où j'apprends tous les jours qu'il y a une grande moisson à faire. On a découvert, depuis trois mois, beaucoup d'inscriptions à Argos. M. Auvellier,

consul de Napoli de Romanie, m'en a écrit exprès. A Corinthe, de même, beaucoup ont été déterrées avec ces médailles que j'ai achetées... Voilà, monsieur, de quoi occuper plusieurs académiciens, bien des années. Heureux si je pouvais tout déterrer, pour faire plus d'honneur au corps duquel j'ai l'honneur d'être un des membres! Plus heureux encore si, pour tous ces travaux, qui sont immenses, je pouvais acquérir et conserver l'amitié de la Compagnie! Assuré de la vôtre, monsieur, je suis tranquille, et aucun travail, aucune fatigue ne me paraîtra difficile ni insupportable. Je vous souhaite une santé meilleure que la mienne (1)...

La vérité, échappée comme à regret de la plume de Fourmont, dans cette demi-confidence, c'est que la santé du vaillant abbé, aussi peu disposé à se vanter qu'à se plaindre, était atteinte très sérieusement. De l'île d'Égine, où, cent vingt-trois ans après son passage, Edmond About et Charles Garnier devaient retrouver sa trace et reprendre son sillon, il fallut le transporter en hâte à Athènes, au consulat de France, où une fièvre maligne le tint, pendant plusieurs jours, entre la vie et la mort. A cette occasion, les archontes athéniens ne manquèrent point de venir le visiter, en cérémonie, à la maison consulaire, et eurent soin de faire prendre journellement de ses nouvelles, avec la plus touchante sollicitude. Les visiteurs de la Bibliothèque nationale auront à cœur de lui donner un souvenir et d'honorer, en sa personne, toute une lignée de savants qui ont répandu très loin, à leurs risques et périls, le bon renom de notre pays, et dont plusieurs sont inscrits au martyrologe de la science française.

ORIENTALES ET ORIENTALISTES

En admirant, dans les vitrines de l'Exposition orientale, les miniatures des manuscrits persans ou arabes, notamment l'*Histoire des Mongols de la Perse*, écrite en persan par Raschid-Eddin et traduite en français par Étienne Quatremère, les *Aventures du roi Bahram et de sa favorite Aziyadé*, les *Amours*

(1) Voir, dans la collection des documents inédits sur l'histoire de France, les *Missions archéologiques en Orient aux XVIIe et XVIIIe siècles*, par M. Henri Omont, conservateur du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale. On aperçoit clairement, dès l'origine de ces missions, dont l'initiative première appartient à l'historien de Thou, à l'ambassadeur Achille de Harlay, au chancelier Séguier, l'idée d'où sont sorties nos écoles d'Athènes, du Caire et d'Extrême-Orient,

de Khosroès le Généreux et d'Irène la Douce, contées par le poète Nizami, chantre des amours royales, le *Livre des Rois*, de Ferdousi, l'*Histoire d'Alexandre le Grand*, de Mir Ali Shir Nawaï, et le *Divan*, de Hafiz, dans une magnifique reliure de cuir doré, on n'oubliera pas les courageux missionnaires qui ont couru des dangers, enduré des fatigues, afin de sauver de l'oubli et de la destruction ces chefs-d'œuvre de calligraphie et d'enluminure. C'est de Tauris, de Hérat, de Samarcande, de Boukhara, en un temps où les voyages d'outre-mer étaient longs, difficiles, et où les routes des caravanes étaient souvent coupées par les Bédouins du désert, que nous sont venues ces merveilles de l'art oriental. Une avant-garde de hardis explorateurs nous a ouvert ainsi les portes de l'Orient. Leurs précieuses trouvailles ont fourni une ample matière à nos plus illustres savants, ainsi qu'à nos plus grands écrivains. Voltaire, qui savait à peu près tout ce que, de son temps, on pouvait apprendre par la lecture des livres et par la conversation des gens, fit ses tragédies de *Zaïre* et de *Mahomet*, le conte de *Zadig ou la Destinée*, « histoire orientale », le roman de *la Princesse de Babylone*, le drame des *Guèbres*, dans le siècle où les découvertes d'Anquetil-Duperron révélaient aux Français les doctrines authentiques de Zoroastre, tandis que Mme Favart se plaisait à jouer des rôles de sultanes, d'odalisques ou de bayadères, et que, sous l'influence des peintres à la mode, les tapisseries des Gobelins, d'Aubusson et de Beauvais, encadrées d'arabesques, représentaient volontiers des personnages coiffés d'un turban ou même d'un chapeau chinois. *L'Orphelin de la Chine*, que Voltaire fit représenter avec succès sur la scène du Théâtre-Français, date à peu près de l'époque où l'on apprit avec intérêt, par une docte communication, faite en séance publique à l'Académie des Sciences, que les Pères jésuites des missions d'Extrême-Orient avaient établi un admirable observatoire astronomique, à Pékin.

Les *Orientales*, de Victor Hugo, attestent la lecture de la traduction du *Livre des Rois*, et aussi du *Pend-Nameh*, « livre des conseils », de Férid-ed-Din-Attar, poète persan du *Langage des Oiseaux*, publié, traduit, commenté par Silvestre de Sacy. Dans les notes qui accompagnent *la Douleur du Pacha*, les stances de *la Sultane favorite* et les *Adieux de l'hôtesse arabe*, le poète français a défini son œuvre : « C'est une poignée de

pierres précieuses que nous prenons au hasard et à la hâte dans la grande mine d'Orient. » L'orientalisme de la *Légende des siècles* s'inspire, pour une forte part, d'un livre de Vaillant sur *l'Islam des Sultans*, que Victor Hugo possédait à Guernesey. La *Vie de Mahomet*, écrite à Damas par Aboul-Féda, traduite à Paris par Noël des Vergers, a pu également lui servir de répertoire pittoresque, ainsi que l'ouvrage de Pauthier sur les *Livres sacrés de l'Orient*. Il n'ignore point les voyages ni les œuvres de Barthélemy d'Herbelot, né à Paris le 14 décembre 1625, mort le 8 décembre 1695, orientaliste, à qui l'on doit la *Bibliothèque orientale ou Dictionnaire universel, contenant généralement tout ce qui regarde la connaissance des peuples de l'Orient*.

Renan fut orientaliste avec délices, dès le temps de ses débuts dans la vie littéraire. Lorsqu'il était répétiteur à la pension Crouzet, chargé de préparer aux épreuves du baccalauréat une demi-douzaine de candidats sans vocation, son plus cher divertissement consistait à se rendre au Collège de France pour y suivre les cours des professeurs d'hébreu, d'arabe, de persan, de sanscrit, de chinois et de tartare-mandchou. Le professeur de littérature chinoise, M. Stanislas Julien, « excellent homme, d'une vivacité et d'un abandon tout à fait agréable », était personnellement connu de sa sœur Henriette, et lui réserva le plus bienveillant accueil (1). Ses excellents maîtres de Saint-Sulpice, M. Garnier, M. Le Hir, hommes d'une grande bonté, dont l' « immense savoir », d'après son propre témoignage, alimenta son *Histoire générale des langues sémitiques*, l'avaient recommandé très instamment à M. Quatremère, professeur de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque, ainsi qu'à M. Caussin de Perceval, professeur d'arabe. C'est à Eugène Burnouf, professeur de sanscrit, que fut dédié, en 1849, *l'Avenir de la Science*, gros cahier de notes d'un « élève respectueux », recueil d'effusions intellectuelles et sentimentales, qui fut publié quarante ans plus tard, et que l'on ne comprendrait point si, par un effort d'attention rétrospective, on ne le replaçait dans le milieu qui en explique l'enthousiasme juvénile et le lyrisme ingénu. « Ah ! s'écriait le jeune néophyte, volontiers iconoclaste comme tous les nouveaux

(1) Lettre de Renan à sa sœur Henriette, du 17 octobre 1845.

initiés, je verrais brûler dix mille volumes de philosophie dans le genre des leçons de La Romiguière et de la *Logique* de Port-Royal, que je sauverais de préférence la *Bibliothèque orientale* d'Assémani ou la *Bibliotheca arabico-hispana* de Casiri ! » Il esquissait d'avance le plan de ses prochains travaux, les futures démarches de sa curiosité intellectuelle et notamment le dessein prémédité de sa mission de Phénicie, en disant, sur le ton fervent d'un disciple désireux de continuer le sillon des maîtres : « Fouillez la vieille Phénicie : on ne sait pas ce que contient cette terre ; interrogez en géologue les plateaux de l'Asie que l'homme habita d'abord ; fouillez Suse, fouillez l'Yémen, fouillez Babylone. Qu'est-ce qu'Eden ? Qu'est-ce que Saba ? Qu'est-ce qu'Ophir ? »

A cette époque d'initiation et d'apprentissage, la lecture du *Journal des Savants* était sa récréation préférée. Une de ses plus fortes impressions fut celle qu'il ressentit, le 25 octobre 1848, en écoutant le discours que prononça, ce jour-là, Eugène Burnouf, président de l'Institut, à la séance publique annuelle des cinq Académies. De cette admirable page, qui fut, en quelque sorte, le testament intellectuel et moral du plus grand de nos orientalistes, on retrouve les échos et les reflets, çà et là, dans tous les ouvrages de Renan (1).

L'Exposition orientale de la Bibliothèque nationale nous invite à étendre le champ de notre vision, à travers l'Asie, jusqu'à l'Extrême-Orient. On y pourra suivre en imagination, sur les cartes dessinées et peintes à Majorque par Abraham Cresque, pour Charles V, roi de France, les itinéraires du célèbre voyageur vénitien Marco Polo. Non loin du manuscrit qui fut calligraphié, enluminé par Guillaume Caoursin, vice-chancelier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, afin de commémorer les événements du *Siège de Rhodes*, victorieusement soutenu, contre le sultan Mahomet II, par le grand-maître Pierre d'Aubusson et par les chevaliers du prieuré de France, voici le *Livre des Merveilles* que le duc de Bourgogne, Jean Sans-Peur, offrit à son oncle Jean, duc de Berry, et qui contient notamment la relation des voyages d'Oderic de Pordenone, missionnaire franciscain dont l'itinéraire s'étendit de la côte de Malabar aux îles de la Sonde et du Turkestan au Thibet. En

(1) Voir, en particulier, *Questions contemporaines*, pages 155-185.

passant devant le *Livre des Merveilles*, les lecteurs de Joinville se souviendront d'un passage de la *Vie de saint Louis*, où le sénéchal de Champagne, rappelant ses impressions de croisade en pays d'Orient, parle du Vieux de la Montagne, chef de la secte des Hachachi ou Assassins. Une miniature de ce livre ancien représente le «paradis du Vieux de la Montagne», où l'on voit ces terribles sectaires boire la liqueur du *hachich*, breuvage enivrant qui les rendra capables d'assassiner, sur un geste du chef, toutes les personnes désignées à leur sombre fureur.

Une miniature plus rassurante offrira aux yeux des visiteurs, les couleurs fraîches d'un paysage de France, à Mussy-l'Évêque, où Philippe le Bon, duc de Bourgogne et de Brabant, comte de Flandre et d'Artois, palatin de Hainaut, reçoit en audience publique son féal conseiller et premier écuyer tranchant, messire Bertrandon de la Broquière, natif de la province de Guyenne, seigneur du Vieil-Chastel, parti depuis plusieurs années pour une mission spéciale en terre d'outre-mer, et rapportant de ses pérégrinations un beau livre, aujourd'hui conservé dans la collection des manuscrits français de la Bibliothèque nationale. Le bon duc, coiffé d'un chaperon de velours à chaînette et agrafe d'or, paré d'une armure étincelante, chaussé de souliers pointus à la poulaine, accueille avec la plus aimable affabilité son loyal serviteur, dont le costume pittoresque, taillé et disposé à la façon orientale, évoque l'exotisme des plus lointaines contrées et la couleur locale des plus étranges peuples. Si les gens de l'entourage du duc, les pages en pourpoint ajusté, les hommes d'armes en casque et cuirasse d'acier, les varlets et les écuyers de l'escorte ducale n'étaient pas retenus par l'habitude du respect, ils s'avanceraient de tout près, pour mieux voir la figure et l'accoutrement du voyageur qui vient de loin, sa longue barbe à la mode turquesque, son bonnet de feutre, allongé en forme de pain de sucre, son caftan de soie brodée d'arabesques d'argent, le fourreau incrusté de pierreries et la lame damasquinée de son yatagan recourbé.

Le *Voyage d'outre-mer* de Bertrandon de la Broquière, écrit en 1432, « pour induyre et attraire les cueurs des nobles hommes qui désirent veoir du monde » est un des plus utiles répertoires de faits vérifiés et d'observations personnelles que l'on puisse consulter pour avoir une idée exacte de l'histoire infiniment complexe des peuples de l'Orient. L'auteur s'est trouvé

là-bas au moment où s'annonçait, par des symptômes qu'il a soigneusement notés, la catastrophe qui devait séparer, par une rupture tragique, deux époques de l'évolution humaine. Il a vu Constantinople, déjà menacée dans ses alentours et jusque dans sa banlieue, vingt ans avant la journée fatale où la cité de Constantin le Grand, la seconde Rome, la métropole chrétienne de l'Empire romain d'Orient, après avoir gardé pendant onze siècles les frontières orientales de la civilisation grecque et romaine, allait succomber sous les coups du sultan Mahomet II. Placé ainsi, pour ainsi dire, au point d'intersection de l'Europe et de l'Asie, au confluent des races, dans la mêlée des peuples, l'envoyé du duc de Bourgogne, témoin des suprêmes efforts que faisait la dynastie des Paléologues pour prolonger l'agonie de l'Empire, a pu prévoir l'instant où les minarets de Sainte-Sophie, dressés par ordre du conquérant, comme un permanent symbole de l'humiliation des vaincus, ont arboré le croissant de l'Islam au-dessus des coupoles de la basilique de Justinien. Publié en 1892, avec une introduction et des notes fort précises, par M. Charles Schefer, administrateur de l'École des langues orientales, l'ouvrage de Bertrandon de la Broquière appartient aux lettres françaises par des qualités narratives, par un relief pittoresque et par une saveur d'expression qui n'ont point échappé au savant éditeur de ce voyage d'outre-mer.

Le conflit plusieurs fois millénaire de l'Europe et de l'Asie apparaît également, mais à une époque beaucoup plus reculée au fond du passé, dans un camée du cabinet des médailles et des antiques, qui représente le combat de l'empereur Valérien et de Schahpour, roi persan de la dynastie des Sassanides. A l'époque de cette dynastie asiatique appartient une coupe en cristal de roche, dont l'histoire est fort curieuse. Cette coupe fut conservée, durant plusieurs siècles, dans le trésor de l'abbaye royale de Saint-Denis. Tous les pèlerins qui ont visité cette célèbre abbaye, au moyen âge, connaissaient cette coupe sous le nom de « tasse du roi Salomon ». Au temps de la Révolution, les richesses artistiques de Saint-Denis furent transportées au cabinet des médailles, que depuis ce temps elles n'ont point quitté. Là, un orientaliste fort diligent, M. de Longpérier, auteur d'un *Essai sur les médailles des rois Sassanides de Perse*, regardant, un jour, la prétendue « tasse de Salomon », examina très

attentivement un camée d'agate, incrusté au centre du réseau d'or qui sertit le cristal de cette aiguière, et reconnut les traits de la figure gravée sur ce précieux médaillon. Pas de doute possible. C'est Khosroès II le Généreux, qui a régné sur les innombrables disciples de Zoroastre et qui fut amoureux de la princesse d'Arménie, à l'époque où chez nous, les derniers Mérovingiens, Chilpéric, époux de Frédégonde, Sigebert, mari de Brunehaut, Clotaire II, Thierry III et le roi Dagobert se débattaient dans un état d'anarchie qui a préparé l'avènement de Charlemagne.

Dès cette époque, et même avant le règne de Khosroès II, les Syriens, navigateurs et colporteurs de la Méditerranée, nous ont transmis les œuvres et l'influence d'un art formé d'éléments empruntés soit à l'art grec, soit aux anciennes traditions décoratives de la Phénicie, de la Chaldée et de la Perse. Ne savons-nous point que Sidoine Apollinaire, dans une lettre latine, datée de sa villa d'Auvergne, au temps d'Attila, parle de tapis persans dont il vient de faire l'acquisition pour son usage personnel? L'Exposition orientale de la Bibliothèque nationale offre ainsi aux visiteurs d'un musée temporaire, composé d'un choix des meilleures pièces de nos collections publiques, l'occasion exceptionnelle de se rendre compte des influences orientales qui, par Ravenne d'abord et par Venise ensuite, sont venues jusqu'à nous et se sont exercées sur l'art et la littérature de l'Occident. N'a-t-on point remarqué, dans les monuments de Ravenne, la trace des procédés de cet art syrien, qu'étudient sur place, en ce moment même, les savants orientalistes du service des antiquités et des beaux-arts, organisé à Beyrouth par les soins du général Gouraud et du général Weygand?

AMBASSADEURS D'ORIENT

L'Orient nous a envoyé quelquefois des ambassadeurs extraordinaires. C'est ainsi que le calife Haroun, surnommé *Al-Raschid*, le Juste, voulant être agréable à Charlemagne, envoya de Badgad à l'empereur d'Occident une ambassade, chargée de lui remettre, comme gages d'entente cordiale et d'obligeante amitié, les clefs du Saint-Sépulcre, un assortiment de plants de légumes et d'arbres fruitiers qui depuis se sont acclimatés dans nos potagers et dans nos vergers, et enfin un grand échiquier

d'argent doré dont les échecs étaient d'ivoire. La *Chanson de Roland* a dit qu' « aux échecs jouent les plus sages et même les vieux ». Charlemagne aimait apparemment ce jeu. Le calife a voulu flatter son goût. De l'échiquier offert à l'empereur Charles par le calife Haroun-al-Raschid il reste une pièce qui est un chef-d'œuvre de la sculpture indienne en ivoire, et que la Bibliothèque nationale expose dans une des plus belles vitrines de son exposition. Quel est le ciseleur du Pendjab, du Bengale ou du Guzarate qui, dans un atelier de Delhi, de Surate ou de Bénarès, a fait d'une matière délicate et fragile cette merveille de réalisme et de fantaisie ? On ne le saura jamais sans doute. Mais on saura toujours que cet artiste inconnu a vu passer, en quelque procession, sur la voie sacrée d'une pagode bouddhique, un magnifique rajah, sous un baldaquin, sur un éléphant. Le peuple était joyeux, parce que le prince était puissant. Richement caparaçonné de taffetas, de brocart et de cachemire, l'éléphant s'avançait, de cette allure majestueuse, dont la lenteur, chez ces animaux gigantesques et débonnaires, n'exclut pas une douce gaieté. Pour amuser le public, un acrobate, soulevé par la trompe, fait une cabriole, la tête en bas, sur les défenses et met ses pieds à la hauteur des oreilles de l'excellente bête, tandis que le rajah contemple avec une satisfaction silencieuse son peuple ébahi. On admire qu'un ciseau, guidé par la vision d'un artiste capable de fixer avec un art infiniment soigneux les plus menus détails, ait pu réduire ainsi l'histoire de l'Inde aux proportions d'un précieux bibelot d'ivoire, qui, après avoir fait la joie de Charlemagne et de sa cour, ne manquera pas d'attirer la curiosité intelligente des Parisiens d'aujourd'hui.

Le meilleur commentaire explicatif de l'histoire des peuples de l'Orient se trouve, à côté du cabinet des médailles et des antiques, non loin du cabinet des estampes, dans les livres français que les bibliothécaires du département des imprimés ont ouverts aux bons endroits, pour renseigner à temps les visiteurs de l'Exposition orientale. Les Hindous lettrés qui rédigent à Bombay *la Voix de l'Inde* (*the Voice of India*), gazette moderne, nous diraient volontiers que, si nous voulons bien les connaître, il est bon de lire le livre qu'un des plus ingénieux amis de Boileau, de Saint-Évremond, de Chapelle, de Mme de la Sablière et de Mlle de Lenclos, François Bernier, docteur de la faculté de médecine de Montpellier, le plus Pari-

sien des orientalistes, publia sous ce titre un peu long et dont le sens est mystérieux : *Voyage contenant la description des États du Grand Mogol de l'Hindoustan*, « où l'on voit comment l'or et l'argent, après avoir circulé dans le monde, passent dans l'Hindoustan, d'où ils ne reviennent plus... » Massenet, débutant à l'Opéra par le beau succès du *Roi de Lahore*, s'est peut-être souvenu d'Augustin Hiriart, architecte bordelais, qui, au temps où régnait le fameux Aureng-Zeyb, gagna un bon nombre de roupies d'or, en construisant, pour le Grand Mogol, le « Trône du Paon ». La lecture de la *Relation d'un voyage du Levant* par M. de Tournefort, démonstrateur de botanique au Jardin du Roi, membre de l'Académie des sciences, nous rappelle que cet illustre botaniste, voulant honorer l'abbé Bignon, président de l'Académie, surintendant de la Bibliothèque, et lui conférer une sorte d'immortalité florale, a désigné du nom de *bignonia* une plante exotique qui contribue, depuis cette époque, à l'embellissement de nos jardins. Le Père du Halde fit paraître, en 1735, la *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de la Chine et de la Tartarie chinoise*, mais il ne poussa point son enquête jusqu'au Japon.

La découverte esthétique du Japon par les Parisiens date, ou peu s'en faut, de l'Exposition universelle de 1878. On sait que la section japonaise, organisée par M. Maéda Masana, fut une véritable révélation. Les trois volumes où le Père Charlevoix, jésuite, en 1736, a recueilli les relations des missionnaires de son ordre, sous le titre d'*Histoire et description du Japon*, résument tout ce qu'on pouvait connaître alors d'un empire qui, depuis plus de deux mille ans, en possession d'un art, d'une littérature, d'une culture originale et raffinée, était jaloux de son domaine au point d'en fermer rigoureusement l'accès à la curiosité des Européens. A cette époque, le peintre attitré du théâtre japonais, le vieux Torii Kiyonobu, artiste charmant, enluminait d'un pinceau véridique et fantasque son dernier *Acteur en costume de samouraï*, tandis que naissait à Yeddo, dans la saison des cerisiers en fleurs, Katsukawa Shunsho, dont les visiteurs de la Bibliothèque nationale pourront admirer cinq estampes en couleurs, notamment une *Jeune femme tenant un vase de fleurs* et une *Jeune femme se promenant par un jour de neige*... Lorsque mourut Shunsho, au temps

de la Révolution française, l'admirable Hokousaï était en pleine gloire, dans son pays. Il a vécu quatre-vingt-dix ans. On évalue à plus de trente mille le nombre des compositions dont la prodigieuse fécondité de son génie pittoresque a doté ses contemporains et la postérité. Un des plus fins connaisseurs français de l'art japonais a pu dire que « Hokousaï est certainement l'artiste exotique dont le génie s'accorde le mieux avec notre goût ». On en jugera, en regardant, à l'exposition de la Bibliothèque, une vue du Fujiyama, prise du moulin de Kageda.

Cette série d'estampes japonaises est surtout riche en charmantes compositions d'Outamaro, peintre de femmes, de fleurs et d'oiseaux. Quelle grâce exquise en ces *Amusements raffinés*, où l'on voit, sur la terrasse d'une maison fleurie de glycines, un jeune amoureux goûter en élégante compagnie le charme d'un beau soir d'été! Ce peintre a vu la vie en rose clair, en bleu tendre, en vert, en zinzolin, presque au même moment où nos plus aimables maîtres du XVIIIe siècle essayaient de suivre Watteau dans le sillage de *l'Embarquement pour Cythère*. Les plus délicates nuances de la fleur du pêcher se posent sur le kimono de la *Femme à l'éventail*, tandis que la ceinture verte de la *Femme à l'écran* est faite d'une étoffe ondoyante comme l'eau pure de la rivière Sumida.

Kipling, se promenant un matin de printemps, le jour de la fête des cerisiers, sur la colline de Kyoto, devant un paysage paré de feuilles tendres et de fleurs nouvelles, se disait à lui-même qu' « il y a des moments où il fait bon vivre, à condition d'avoir de bons yeux dans la tête et de savoir s'en servir ». C'est par cette déclaration de principe que commencent ses *Lettres du Japon*. Telle fut sans doute la pensée du paysagiste Hiroshigé, dès qu'il jeta son premier regard sur les innombrables aspects de sa terre natale. Ce peintre a fait cinquante-trois stations sur la route maritime qui va de Yeddo à Kyoto, entre des rangées de cèdres et de grands pins. A sa vingt-neuvième station, il vit un effet de brume légère qui noyait de blancheurs vaporeuses le profil des montagnes, autour d'un golfe pâli par une aube d'automne. Des voyageurs attendaient le départ du bac qui devait les faire passer sur la rive opposée. Il a résumé cette image en quelques traits, en quelques nuances dont les visiteurs de la Bibliothèque pourront apprécier la fraîcheur matinale et l'exquise douceur Ils pourront égale-

ment voir d'Hiroshigé un effet de pluie battante dans les faubourgs de la ville de Shono, ainsi qu'un effet de neige où le peintre a fixé le souvenir de sa quarante-septième station, sur la grande route, au bord de la mer retentissante.

On ne connaîtrait pas le vrai visage du Japon, si, au delà du décor extérieur de l'existence du grand peuple qui habite ce pays, on n'apercevait point, dans des scènes d'intérieur, représentées à souhait pour le plaisir des yeux, le charme de cette vie de famille où les Japonais et les Japonaises, civilisés par vingt siècles de traditions nationales, ont su mettre tant de jolies couleurs, une si attrayante poésie autour des autels domestiques où se fonde le culte du foyer libre et de la patrie invincible. Ils ont aimé cette patrie au point de vouloir lui dédier tous les prestiges des arts et de la défendre, le cas échéant, par la force de leurs armes victorieuses. Munis de tous les moyens de résistance que pouvait leur offrir la science moderne, se servant des plus récentes inventions de leurs contemporains pour imposer le respect de l'héritage transmis par leurs plus lointains ancêtres, les Japonais ont fait la guerre afin d'avoir la paix dans l'honneur et dans la sécurité. De cette paix, d'autant plus délicieuse qu'elle est la récompense d'un mérite héroïque, le peintre Harinobu nous offre de charmants tableaux, en nous montrant la *Jeune mère surveillant son enfant qui joue*, le *Jeune homme qui fait voir à son ami un long rouleau couvert d'écriture* et le jardin où l'on voit un *Jeune homme offrant à sa fiancée un fruit qu'il vient de cueillir...* L'étude du Japon est si attrayante, si probante, que l'on sera reconnaissant aux organisateurs de l'Exposition orientale d'en avoir ainsi concentré le charme et résumé les enseignements.

On ne quittera point cette Exposition sans avoir admiré, comme il convient, les magnifiques tapisseries des Gobelins dont la splendeur semble unir, dans le rayonnement d'une commune apothéose, l'Orient et l'Occident. Ces tapisseries sont les copies de deux tableaux qui se trouvent au musée de Versailles. En 1721, le duc d'Antin, directeur général des bâtiments du Roi, jardins, arts et manufactures, fit connaître, de la part de Louis XV, à M. Charles Parrocel, peintre de l'Académie royale, que Sa Majesté désirait « deux tableaux de vingt-deux pieds de long, représentant l'*Entrée de l'ambassadeur turc par le jardin des Tuileries* et la *Sortie du même*

ambassadeur par le Pont-Tournant après une audience ». Cet ambassadeur turc, qui visita Paris dans l'année même où les *Lettres persanes* firent les délices de la cour et de la ville, s'appelait Mehemet Effendi. Par une lettre de Constantinople, du 30 septembre 1720, le marquis de Bonnac l'avait recommandé d'une façon toute particulière à l'abbé Bignon, en faisant tenir au docte bibliothécaire du Roi le manuscrit d'une traduction grecque de la *Consolation philosophique* de Boëce :

Ce manuscrit vous sera présenté par le sieur Le Noir, drogman que j'envoie en France à la suite de l'ambassadeur du Grand Seigneur. Cet ambassadeur, qui ne vous donnera pas une mauvaise idée de l'esprit et de la politesse des Turcs, est un homme qui se pique de lecture et de science, et qui, à ce qu'on m'assure, est très versé dans la littérature arabe, persane et turque. Il porte avec lui grand nombre de livres; je l'ai averti qu'il courait risque de ne les pas remporter et j'ai pris la liberté de vous citer, monsieur, comme le premier de ceux qui les lui enlèveraient. Il m'a témoigné que cela lui ferait grand plaisir, et a conçu sur cela une grande envie d'avoir l'honneur de vous connaître.

Cette lettre est le meilleur passeport que l'envoyé du sultan Achmet puisse avoir pour être le bienvenu chez les Parisiens. Saint-Simon rapporte, dans ses *Mémoires*, que cet ambassadeur « parut entendre les machines, les manufactures, surtout les médailles et l'imprimerie; il vit aussi avec plaisir les plans en relief des places du Roi et sa bibliothèque, où il parut savoir et avoir beaucoup de connaissance de l'histoire et des bons livres. Il était l'ami particulier du grand-vizir et se proposait à son retour d'établir [à Constantinople] une imprimerie et une bibliothèque, malgré l'aversion des Turcs, et il y réussit ». On sait, en effet, que, sur son conseil, le sultan Achmet rendit un hatti-chérif, c'est-à-dire un édit impérial, autorisant la première imprimerie qu'on ait vue à Stamboul.

Persona grata auprès d'une élite française qui avait le goût difficile, bibliophile aimant les beaux livres au point de vouloir en faire profiter ses meilleurs amis, diplomate désireux d'unir l'Orient et l'Occident par les liens d'une entente à la fois cordiale et spirituelle, Mehemet Effendi a mérité une place d'honneur dans notre Bibliothèque de la rue de Richelieu.

GASTON DESCHAMPS.

REVUE SCIENTIFIQUE

PATHOLOGIE ET THÉRAPEUTIQUE DE LA CIRCULATION PARISIENNE

Chez les êtres vivants, chez l'homme en particulier, la plus essentielle des fonctions est sans doute la circulation. C'est elle qui porte partout le sang nourricier et qui élimine les déchets; c'est elle qui réalise l'interdépendance de toutes les parties de l'organisme et leur solidarité qui crée et maintient la vie. Que la circulation s'arrête quelques instants seulement et c'est la mort; qu'elle soit médiocre, entravée par des obstacles, c'est l'anémie, c'est toute une séquelle de malaises et de maladies.

Eh bien! il en est de même dans les cités. Elles aussi ont leurs artères principales et leurs artérioles qui distribuent la vie et sans lesquelles celle-ci ne peut subsister. Ce sont leurs rues, leurs boulevards. Il est arrivé que le flot sanguin qui parcourt ces artères des grandes cités, est devenu plus abondant depuis quelques années; et comme elles n'ont en général pas changé de calibre dans des proportions correspondantes, il en est résulté dans l'organisme citadin, des phénomènes morbides assez analogues à ceux que les médecins, en pareil cas, observent chez leurs patients: des congestions, de la tension artérielle, de la stase veineuse, avec grand danger d'embolie mortelle, chaque fois qu'il se forme un caillot arrêtant localement le courant sanguin.

Bref, et pour arrêter là ces analogies pathologiques, il est certain que nos cités et, singulièrement, Paris souffrent d'un dangereux malaise, dû surtout à l'accroissement récent et formidable du nombre des véhicules qui s'y déplacent.

L'excellent Boileau qui fit entendre tant de doléances correcte-

ment rimées sur les « embarras de Paris », trouverait assurément, s'il revenait parmi nous, qu'ils étaient au grand siècle de la petite bière à côté de ce que nous voyons aujourd'hui.

Je voudrais, aussi brièvement que possible, examiner les causes et les symptômes de cet état de choses. Je voudrais surtout indiquer quels remèdes depuis un temps ont surgi, qui apparaissent de nature à l'amender. La question intéresse non seulement les usagers de tous les véhicules, mais aussi les pauvres piétons qui, pour n'être pas du même côté de la barricade que les automobilistes, n'en sont pas moins exposés à périr sur elle.

Après avoir naguère (1) examiné l'anatomie et la physiologie de l'auto, il ne paraîtra peut-être pas inutile que nous observions aujourd'hui les problèmes qu'elle pose à ceux qui ont la charge de la police citadine et de la vie des citoyens.

Tout justement les Américains viennent de publier la statistique des constructions automobiles réalisées dans l'univers entier dans l'année 1924.

Les seuls États-Unis (avec le Canada) ont produit en 1924, 3 millions et 261 000 automobiles à passagers contre 356 000 en 1912, et 375 000 camions contre 22 000 en 1912. Bref, la production totale a à peu près décuplé depuis une douzaine d'années.

La production européenne a également suivi une marche rapidement croissante, bien qu'elle n'atteigne pas, et même de loin, celle de l'Amérique. La France, qui arrive en tête de la production européenne, a fabriqué, en 1924, environ 170 000 autos; la Grande-Bretagne 97 800; l'Italie et la Belgique 25 000; l'Allemagne 20 000.

Si nous considérons non plus le nombre des autos fabriquées, en 1924, mais celui des autos en circulation cette année-là, les chiffres établis sont peut-être plus impressionnants encore. Il y avait l'an passé 21 millions et 360 000 autos en circulation dans le monde. Dans ce total, les seuls États-Unis entrent pour 17 millions et 726 000. L'Europe y entre pour un peu plus de 2 millions de véhicules, dont 573 000 en France, 778 000 en Grande-Bretagne, qui sont les deux pays du monde les mieux pourvus à cet égard, après les États-Unis. Mais on voit que nous marchons loin derrière ceux-ci. Le jour où il y aura en France proportionnellement à la population autant d'automobiles qu'il y en a maintenant aux États-Unis, ce jour-là il y aura chez nous au moins dix fois plus d'autos qu'aujourd'hui. Ces chiffres sont

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er février 1924, *l'Automobile et son évolution.*

surtout intéressants parce qu'ils montrent que, loin d'avoir atteint notre point de saturation pour ce qui concerne les autos, leur nombre ne fera sans doute que s'accroître encore et rapidement chez nous dans les prochaines années. Par conséquent, les problèmes que pose la circulation automobile et que nous allons examiner, sont non seulement urgents pour le présent, mais angoissants pour l'avenir.

* * *

Il n'y a pas bien longtemps, le plus capricieux désordre présidait au mouvement des véhicules dans nos rues. Chacun d'eux allait suivant la fantaisie de son conducteur, changeant d'allure ou de direction sans rime ni raison, ni avertissement. Il en était alors sur les chaussées comme encore aujourd'hui sur nos trottoirs parisiens, où nulle discipline, nulle règle ne dirige les allées et venues des piétons. Il en résultait pour les véhicules de nombreuses collisions, des accrochages et pour le moins l'immobilisation et l'embouteillage fréquent de la chaussée.

Puis peu à peu on s'avisa que l'intérêt de chacun était de tempérer par quelques règles les excès de cette liberté. Ainsi on arriva peu à peu à admettre et à prescrire que dans les rues et sur les routes les véhicules doivent toujours prendre leur droite. Il en est ainsi du moins en France, en Allemagne, en Belgique et en quelques autres pays d'Europe. Mais, la conduite est à gauche en Angleterre et en Hongrie notamment. Quant à l'Italie, cela dépend des villes : dans certaines, la conduite est à droite, dans d'autres à gauche. Il s'ensuit que sur les routes on y est toujours dans la crainte d'une collision lorsqu'on va croiser une autre auto, car on ignore si celle-ci se prépare à vous croiser à votre droite ou à votre gauche.

En France, l'habitude est maintenant bien ancrée, parmi tous les conducteurs de véhicules ou d'animaux, de prendre le côté droit de la route lorsqu'ils aperçoivent d'autres voitures. Une voiture qui en croise une autre incline sur la droite et passe. D'autre part, toute voiture moins rapide qu'on dépasse, tenant ou étant censée tenir le côté droit du chemin, il s'ensuit nécessairement qu'on doit la dépasser par la gauche. Ces deux règles dont dérivent toutes les autres, font naître aussitôt une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : le conducteur d'un véhicule et plus particulièrement d'une auto et qui est placé à l'avant de celle-ci doit-il être assis à droite ou à gauche de son siège?

Il est clair que la position du chauffeur est commandée une fois pour toutes et *ne varietur* par le constructeur et dépend de la façon dont celui-ci a placé le volant de direction. Dans les premiers temps et jusqu'à ces toutes dernières années, nos constructeurs plaçaient invariablement le volant à droite. Puis, peu à peu, le contraire a eu lieu et aujourd'hui la très grande majorité des autos françaises a la conduite à gauche. Certains constructeurs ne font plus, en aucun cas, la conduite à droite et d'autres ne la réalisent pour certaines voitures qu'à la demande formelle du client.

Il existe pourtant encore quelques tenants irréductibles de la conduite à droite. On remarque qu'ils se recrutent à peu près exclusivement parmi les anciens automobilistes. Il est tout naturel qu'ayant fait leurs premières armes sur des autos pourvues de conduite à droite, ils aient quelque répugnance à changer leur habitude. Il en est ainsi de tout *laudator temporis acti*. Quant aux arguments invoqués aujourd'hui en faveur de la conduite à droite, je me permets de les trouver faibles. Le meilleur, le plus important est que, lorsqu'un conducteur est placé sur le côté droit du véhicule, il peut plus facilement et plus exactement ranger celui-ci, soit en marche, soit pour le stationnement le long du trottoir que son regard surplombe directement. Au contraire, le conducteur p acé à gauche ne voit pas, au moment d'y arriver, le bord du trottoir de droite le long duquel il se range. Il est obligé de faire cette opération un peu « à vue de nez »; mais, en fait, il arrive très vite, par l'habitude, à la réaliser avec précision. Il y a d'ailleurs un grand intérêt, pour que le restant de la chaussée soit bien dégagé, à ce que les véhicules, stationnant sur le côté d'une rue, soient aussi près que possible du trottoir. Leur distance à celui-ci ne doit pas, d'après les règlements de police, dépasser 20 centimètres.

Mais il est clair par ailleurs que la conduite à gauche des autos doit présenter des avantages très supérieurs, puisque l'expérience, qui est, — même en mécanique, — la source unique de la vérité, a amené maintenant les constructeurs et usagers à l'adopter presque unanimement.

Parmi ces avantages dont les chauffeurs ont tous vaguement conscience, et qui ont été plus ou moins explicitement formulés, le plus important provient de ceci : lorsque deux autos se croisent, leur vitesse relative est égale à la somme de leurs vitesses réelles; au contraire, si elles se dépassent, leur vitesse relative est égale à la différence de leurs vitesses réelles. Par exemple, si, conduisant une

auto qui marche à 60 kilomètres à l'heure, j'en croise une qui marche à 30 kilomètres à l'heure, ma vitesse par rapport à l'autre auto sera $60 + 30 = 90$ kilomètres à l'heure. Si au contraire, je dépasse cette autre auto qui est censée marcher alors dans le même sens que moi, ma vitesse par rapport à elle sera $60 - 30 = 30$ kilomètres à l'heure. Or, quand deux véhicules, ou d'une manière générale, — et pour employer le terme usité en mécanique, — deux mobiles se heurtent, la violence du choc et la gravité de ses conséquences sont proportionnelles à leurs *forces vives*. Or, la force vive est elle-même proportionnelle au carré des vitesses. Le carré de 90 est égal à 8100, et le carré de 30 est égal à 900. Il s'ensuit que, si deux véhicules donnés se croisent, leur collision éventuelle sera toujours beaucoup plus violente que s'ils se dépassent. Dans l'exemple numérique précédent, la violence du choc sera *neuf fois plus grande*, si les deux autos se croisent que si elles se dépassent. De tout cela il suit que l'automobiliste a, à bien juger l'espace qui le sépare latéralement d'une auto qu'il va croiser, un intérêt beaucoup plus grand que s'il s'agit d'une auto qu'il va dépasser. Or, le conducteur placé à gauche jugera beaucoup mieux l'écartement d'une auto qu'il va laisser, en la croisant, sur sa gauche.

Ce motif seul suffirait à justifier la préférence qu'on donne dans notre pays à la conduite à gauche. Il va sans dire qu'en Angleterre, et pour les mêmes motifs, les conducteurs d'auto préfèrent aujourd'hui la conduite à droite : c'est que les autos y prennent le côté gauche des rues et qu'ils croisent par leur droite et dépassent par leur gauche les autres autos.

Mais il est d'autres raisons et non négligeables qui donnent en France une supériorité à la conduite à gauche des autos : il y a d'abord que, dans la conduite à droite, l'automobiliste a à sa gauche les leviers et manettes de changement de vitesse et de freins, qu'on ne peut loger à sa droite dans la carosserie, puisqu'il est assis à l'extrême droite de celle-ci. Au contraire, dans les voitures où la conduite est à gauche, ces manettes et leviers trouvent tout naturellement leur place à la droite du conducteur. Or nous sommes presque tous droitiers et il y a un évident avantage à ce que la manœuvre des leviers et manettes soit réalisée par notre main la plus habile.

Autre chose. Le conducteur placé à droite se trouve presque en bordure de la route. Celui qui est à gauche se trouve relativement plus près du milieu de la route. Chacun sait qu'un grand nombre

d'accidents d'auto ont lieu dans les virages et tournants des routes parce que la visibilité de celles-ci y est limitée. Si on doit prendre un virage tournant vers la gauche, il est clair que, sur une auto conduite à droite, le conducteur verra devant lui la route sur une plus grande distance. Mais d'autre part, si le virage tourne vers la gauche, ce conducteur ne verra absolument rien, ou à peu près, de la route tournant devant lui. Au contraire, sur une auto conduite à gauche, le conducteur verra, dans le premier cas, un peu moins bien la route, mais il la verra beaucoup mieux dans le second. Et dans les deux cas il la verra de façon, à peu de chose près, identique, ce qui est manifestement préférable. D'autre part, une circonstance particulière augmente encore l'inconvénient de la conduite à droite dans les virages. Pourquoi les tournants des routes sont-ils si dangereux? D'abord parce qu'on n'en voit qu'une partie à la fois. Ensuite et surtout, parce que les autos qu'on est exposé à y croiser et en face desquelles on se trouve inopinément peuvent ne pas tenir exactement leur droite, et que, si je tiens la mienne, je risque alors une collision.

Dans un virage tournant vers ma gauche, le risque est faible. En effet, les automobilistes qui ont tendance à violer le règlement chaque fois que cela leur est commode et que je puis croiser dans un tel virage y tiendront forcément leur droite, parce que c'est ainsi qu'ils prendront ce virage suivant son plus petit rayon, d'où pour eux économie de chemin et profil de route favorable au maintien de leur vitesse. Au contraire, si je suis dans un virage tournant vers ma droite, il y a beaucoup de chances pour que, si un automobiliste amoureux de ses aises au mépris de ses devoirs vient à ma rencontre, il se présente brusquement devant moi sur le côté de la route qui est pour moi le côté droit et pour lui le côté gauche. En effet, sur un tel virage, il aura eu nécessairement tendance à prendre sa gauche, à virer à la corde, car c'est pour lui le plus court chemin et le plus favorable par le profil de la route, au maintien de sa vitesse. Or, nous avons montré que précisément, dans un tel virage, c'est-à-dire dans le cas où le danger est le plus grand, on ne voit à peu près rien devant soi lorsqu'on dirige une auto à conduite à droite.

Autre chose encore. Si je dois dépasser un autre véhicule et que je sois placé sur la gauche du mien, je verrai bien mieux et bien plus loin devant moi la route devant lui que si je suis à droite. Par conséquent, mon dépassement se fera moins à l'aveuglette et je

risquerai moins, pendant que je l'exécute, de me trouver nez à nez avec une auto masquée par celle que je dépasse et qui venait en sens inverse.

Enfin, — car il faut savoir se limiter, — on sait que, lorsqu'un véhicule change d'allure ou de direction, le conducteur doit le signaler à ceux qui le suivent en étendant son bras à l'extérieur. Si un véhicule placé devant moi et que je me dispose à dépasser sur sa gauche, change brusquement de direction de manière à me couper la route, je verrai nettement le bras du conducteur qui sort sur la gauche; je risque au contraire de ne pas le voir, et d'entrer en collision, si c'est sur la droite que ce conducteur est placé.

***

Il nous reste maintenant, — dans le court espace des quelques pages qui nous sont encore imparties, — à esquisser les maladies récentes de la circulation parisienne et les remèdes déjà efficacement essayés pour les guérir.

Par les soins de la préfecture de police, on a relevé depuis un certain nombre d'années le nombre des véhicules divers qui passent à certaines heures en des points choisis de la capitale.

Ainsi, on a constaté, par exemple, qu'à la même saison, entre 3 heures et 7 heures du soir, — ou pour mieux dire entre 15 et 19 heures, — il est passé en une semaine au carrefour « Royale-Saint-Honoré » 69 228 véhicules en 1908. D'année en année ce nombre a augmenté, et il était en 1924 de 104 179, ce qui représente en ce seul point une moyenne de près de 4 000 véhicules par heure, près de 70 par minute. On a obtenu des chiffres du même ordre de grandeur en dénombrant les voitures qui passent aux principaux autres carrefours du centre de Paris.

Dans le total des 104 179 véhicules ayant passé de 15 à 19 heures en une semaine au carrefour « Royale-Saint-Honoré » les automobiles entrent pour 88 787, les voitures attelées sont presque dix fois moins nombreuses : 9 099, et il y a 6 293 autobus.

Or en 1881, et aux mêmes carrefours, on a enregistré le passage d'un nombre de véhicules, qui était pour certains à peine le tiers des nombres enregistrés en 1924.

Voyons maintenant, dans la mesure relative où la comparaison est possible, ce qu'on a noté à l'étranger. A l'angle de Hyde Park qui est le point de Londres où la circulation est la plus intense, on a enregistré en 1924, 61 454 véhicules en douze heures, ce qui fait environ

5 000 par heure, nombre voisin de celui enregistré rue Royale, mais avec cette différence aggravante pour Paris que les grandes voies londoniennes sont beaucoup plus nombreuses et plus larges, toutes proportions gardées, que celles de Paris, qu'elles ont une superficie par tête d'habitant bien supérieure et que, en particulier, Hyde Park Corner offre au passage des véhicules une superficie incomparablement plus vaste que la rue Royale. En 1924 également on a fait des relevés analogues aux États-Unis. On a trouvé notamment que sur le grand Boulevard de Détroit, qui est la principale cité automobile de l'Amérique, il a passé en 12 heures 36 534 véhicules. Par où l'on voit que Paris est sans doute de beaucoup la ville la plus encombrée du monde par la circulation des véhicules. Londres et New-York ont en effet à peu près deux fois plus de véhicules que Paris, mais elles disposent pour leur circulation d'une superficie de rues cinq fois plus grande.

On sait que New-York affecte une construction géométrique avec de larges voies rectilignes et toutes parallèles ou perpendiculaires entre elles. On sait aussi que le centre de Londres, à la suite de l'incendie qui l'a partiellement détruit le siècle dernier, a été pourvu de vastes artères nombreuses et larges. La situation à Paris et surtout au centre de Paris est très différente. Il n'existe guère du nord au sud de Paris qu'une voie importante qui va de la gare de l'Est à Montrouge.

Paris ne possède guère de grandes artères que de l'est à l'ouest : les boulevards, la rue de Rivoli, les quais. Des circonstances variées contribuent à embouteiller particulièrement le centre de Paris. Près de 100 000 véhicules passent chaque semaine entre 15 et 19 heures aux six principaux carrefours du centre de la ville. Le trafic de plus en plus intense des autobus contribue à aggraver le mal; ils sont obligés de passer dans mainte rue qui n'était pas prévue par leurs dimensions et leur vitesse. A certaines heures, sur les boulevards, ils forment une file ininterrompue, et leurs arrêts multiples et obligatoires ne sont pas faits pour accélérer le mouvement général des autres véhicules.

Mais ce sont surtout les tramways qui arrivent jusqu'au centre de la ville, — ce qu'on ne voit pas à Londres, — qui ont contribué à l'embouteillage, à cause de leurs motrices trop longues, de leurs remorques qui en font de véritables trains, de leur route dénuée de toute souplesse et qui fait qu'un seul tramway en panne suffit à en immobiliser des dizaines d'autres. Eh bien ! malgré toutes ces circonstances aggravantes, malgré l'encombrement supplémentaire dû aux lents

camions et aux voitures à bras dont une seule suffit à ralentir l'écoulement de centaines d'autos, malgré la centralisation de plus en plus dense de tout le commerce de luxe et des lieux de plaisirs au centre de Paris, malgré le développement qu'y ont pris les grands magasins dont certains reçoivent chacun jusqu'à 80000 visiteurs par jour, on constate depuis quelques mois une amélioration indéniable dans la circulation parisienne. Il faut aujourd'hui, et sauf exception, beaucoup moins de temps qu'il n'en fallait il y a un an ou deux pour se rendre en taxi ou en autobus, au cours de la journée, de la Madeleine à la République, de l'Étoile au Palais Royal ; l'embouteillage est aujourd'hui et incontestablement moins fréquent et, lorsqu'il se produit, moins durable que naguère aux environs de la gare Saint-Lazare. A quoi sont dus cette amélioration incontestable, ce redressement heureux d'une situation qu'on croyait ne pouvoir que s'aggraver?

A un certain nombre de mesures qu'ont dictées la pratique mise au service de quelques idées claires et de principes simples et dont il faut reporter l'honneur au préfet de police, M. Morain, et à ses collaborateurs. Ces principes, ces idées n'ont pas été adoptés et mis au point sans tâtonnements, sans résistance et sans difficultés. Aujourd'hui même leur application est loin d'être achevée. Elle commence à peine. Mais déjà les résultats sont si encourageants qu'on peut envisager l'avenir avec plus de confiance encore que le présent.

Et voici, maintenant, quels sont ces principes et ces idées.

Le premier et le plus grand progrès peut-être a été réalisé par ce qu'on a appelé la *circulation giratoire*, qu'on nomme aussi parfois le *système Eno*, du nom d'un Américain qui, par sa propagande et ses travaux, a beaucoup fait pour l'application de cette méthode. Elle consiste en ceci que d'une manière générale et absolue tous les véhicules sont astreints à ne franchir les places et carrefours qu'en prenant et en conservant leur droite. Autrement dit, tous les véhicules qui traversent ou contournent un carrefour ou une place ne le peuvent faire que tous dans le même sens qui est, — par rapport au centre de la place, — le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Le premier essai à Paris du système giratoire, fait peu de temps avant la guerre autour de l'Arc de triomphe et qui dura trois semaines, n'eut pas de suite. Il souleva maint sarcasme, car on a beaucoup d'esprit à Paris, dès qu'il s'agit de démolir une nouveauté féconde. « Vous êtes fous, disait-on aux initiateurs; comment voulez-vous que les voitures passant près de la rue dans laquelle

elles doivent entrer aillent faire un grand circuit avant d'y parvenir? » C'est qu'on oubliait ce bel axiome de géométrie urbaine qu'a justement énoncé M. Émile Massard : Dans les villes, le plus court chemin d'un point à un autre n'est pas la ligne droite.

Le bon sens a fini par avoir raison et la circulation giratoire ou rotative est maintenant appliquée sur toutes les places de Paris. Ainsi les véhicules qui accèdent à chacune des rues donnant sur cette place les abordent par la droite et ne risquent pas de gêner ceux qui en débouchent tous par la gauche.

Le principe de la circulation giratoire entraîne diverses conséquences. Le dépassement par la gauche peut être considéré comme en étant le corollaire.

Le second principe, plus récemment appliqué, qui a amélioré la circulation parisienne, est celui du sens unique. Il consiste à affecter certaines rues, exclusivement à la circulation dans un sens, la circulation en sens inverse étant assurée par des voies ou groupes de voies à peu près parallèles à la première.

Cette mesure a été appliquée pour la première fois en 1910, rue de la Chaussée d'Antin et rue de Mogador, la première étant affectée exclusivement à la circulation de l'Opéra vers la Trinité, la seconde à la circulation de la Trinité vers l'Opéra. Ces résultats ont été excellents, le système se généralise, malgré quelques protestations sporadiques des commerçants de certaines rues qui croient, bien à tort, que les clients se feront plus rares chez eux, si leurs voitures ne peuvent y accéder qu'en venant d'une certaine direction, ce qui les oblige parfois à un trajet légèrement allongé dans l'espace, mais singulièrement raccourci dans le temps.

Dans les premiers temps, le système du sens unique a été appliqué un peu au hasard et sans plan préconçu. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Ainsi on a compris qu'il ne convenait pas d'affecter à des sens différents, des voies qui sont dans le prolongement l'une de l'autre. Ainsi, le sens unique établi rue Laffitte d'abord vers le boulevard, a été inversé de telle sorte qu'il prolonge maintenant le mouvement des véhicules provenant des rues Sainte-Anne et de Grammont et qui aboutit au boulevard.

Il y a dès maintenant à Paris une centaine de rues à sens unique et leur nombre va évidemment s'accroître rapidement. On indique à l'heure actuelle les rues où il est interdit de s'engager à contre-sens par des signaux consistant en général en une plaque rouge qui porte en lettres blanches les mots : « Sens interdit ». A l'entrée de cer-

taines voies à sens unique, notamment à l'angle de la rue de Grammont et du boulevard, cette plaque rouge est remplacée par des sortes de phares clignotants où une lampe électrique à incandescence puissante éclaire par transparence d'une manière intermittente les mots fatidiques gravés sur le verre.

En somme, quand on y réfléchit, le principe du sens unique peut être considéré comme un corollaire de la circulation giratoire. En effet, le sens unique dans un quartier donné n'est en somme que la giration autour de tel monument ou de tel pâté de maisons ou de tel groupe de pâtés de maisons. C'est ainsi que si l'Opéra était une place au lieu d'être un bâtiment, la circulation autour de lui ne serait pas différente de ce qu'elle est actuellement, avec le mouvement qui entraîne les voitures de la rue Auber vers l'Opéra, de celui-ci vers la rue Scribe et du carrefour Lafayette à la rue Auber. Ainsi considéré, le principe du sens unique pourra servir utilement à lever certaines incertitudes lorsqu'on hésitera dans l'avenir à donner, pour tel groupe de deux voies correspondantes et choisies pour le sens unique, tel sens à l'une plutôt qu'à l'autre.

Lorsque deux véhicules se croisent, il a été décidé une fois pour toutes que celui-là a droit à la priorité du passage qui a l'autre à sa gauche. C'est là une très sage mesure qui évite les ambiguïtés que faisait surgir l'ancienne règle selon laquelle la priorité appartenait au véhicule parcourant la voie la plus importante.

Mais ce principe est inapplicable lorsque, comme sur les boulevards, il y a une et même plusieurs files ininterrompues de voitures. Si on l'appliquait par exemple à la place de l'Opéra, la conséquence serait que les voitures provenant de l'avenue de l'Opéra d'une part, de la rue Auber d'autre part, auraient la priorité continuelle, sur celles qui suivent les grands boulevards, et que celles-ci ne passeraient jamais. Il a donc fallu pour ces cas trouver un *modus vivendi*. On y est arrivé, — là comme à tous les carrefours et croisements très fréquentés, — en laissant la liberté exclusive du passage pendant un certain temps aux véhicules de l'une des rues, puis pendant un certain temps à ceux de l'artère perpendiculaire. Dans un grand nombre de carrefours, ce sont des agents expérimentés, étroitement spécialisés, et qu'on a depuis quelque temps la sagesse de laisser au même poste, qui se chargent d'ouvrir et de fermer alternativement le passage aux deux flots perpendiculaires des véhicules. Ils sont munis du traditionnel bâton blanc. Mais il faut avouer qu'ils gagneraient en visibilité s'ils étaient, comme on le voit à Anvers, armés

d'un grand casque blanc et de gants à crispin plus blancs et plus énormes encore. Le spirituel émoi des vaudevillistes une fois épuisé, on se louerait certes de ce changement.

Il est vrai qu'il va devenir inutile, puisqu'on tend de plus en plus à remplacer aux carrefours encombrés les agents signalisateurs par des signaux mécaniques, ou pour mieux dire optiques. Par exemple, aux carrefours de la place de l'Opéra et des boulevards, ce sont des lanternes éclairées intérieurement par des lampes puissantes et qui périodiquement indiquent sur fond rouge le mot « Halte ». Chacun de ces changements est précédé, de très peu, par une sonnerie électrique. Le tout est actionné par le brigadier de carrefour au moyen d'une manette qu'il tourne à la vitesse convenable. En fait, place de l'Opéra par exemple, la durée du passage accordée est d'environ 75 secondes pour les voitures venant des boulevards, et d'environ 45 secondes pour celles qui ont une direction perpendiculaire.

Tels sont quelques-uns des moyens par lesquels la préfecture de police a réussi, en dépit de la marée sans cesse montante des autos, à améliorer la circulation parisienne au point de rendre des points aux administrateurs de Berlin et de Londres. L'occasion nous est trop avarement accordée de féliciter dûment ceux qui ont charge de la vie de notre Paris, pour que nous négligions celle qui nous est donnée aujourd'hui.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Esther, princesse d'Israël*, poème de MM. André Dumas et Sébastien-Charles Lecomte, musique de M. Mariotte. — A la mémoire de Jean de Reszké.

M. Mariotte est l'un des trois musiciens de notre marine, de ce qui reste de notre marine. Il a pour camarades et pour confrères M. Cras, l'auteur de *Polyphème*, et M. Albert Roussel, à qui l'on doit *Padmavati*.

Les livres sacrés attirent M. Mariotte. Il se plaît à suivre le cours de l'Histoire Sainte, ou plutôt à le remonter, du Nouveau Testament à l'Ancien. Après *Salomé*, c'est *Esther* qu'il a mise en musique. Non pas l'*Esther* de Racine, mais celle de la Bible. Voici l'argument de la seconde, à peu près tel que Jules Lemaitre, parlant de la première, l'a rapporté. Disgrâce de « l'altière Vasthi », parce qu'elle avait refusé de se montrer peu vêtue aux sujets d'Assuérus; pour occuper sa place, Esther choisie entre mille, peut-être davantage, « après avoir mariné six mois dans la myrrhe et six mois dans d'autres aromates » ; Aman obtenant d'Assuérus le massacre des Juifs; mais bientôt, sur la prière de la reine, ordre donné, puis exécuté, du massacre contraire; Aman pendu, pendus les six fils d'Aman, et tant à Suse qu'en province, soixante-quinze mille huit cents Perses (chiffres ronds) mis à mort. Et c'est de ce livre farouche que « Racine a pu tirer ce délicieux poème où la Muse de la tragédie paraît enveloppée des voiles neigeux et ceinte des rubans bleus d'une élève de « catéchisme de persévérance », et qui finalement est comme un conte des *Mille et une Nuits* suave et pieux » (1).

La présente et biblique *Esther* fut jouée à l'Odéon (paroles seule-

(1) *Jean Racine*, par Jules Lemaitre.

ment) il y a quelques années. Elle vient de passer, avec musique de M. Mariotte, à l'Opéra. Paroles et musique, elle excède par sa longueur, par son poids, elle accable et, souvent exaspérée, elle exaspère. Jamais à l'Opéra ce qu'en langage administratif on appelle « le cahier des charges » ne parut plus lourd. Il est vrai que par la violence, la frénésie, on peut trouver que cette musique ne s'accorde pas mal avec ce drame. En de nombreux passages, elle est fort congrûment horrible; en d'autres, elle traîne désespérément.

N'allons pas plus avant. Rien n'est plus vain que d'insister sur des œuvres vaines, ou contre elles. Rappelons-nous plutôt les conseils et les reproches que s'adressa jadis à lui-même un de nos plus éminents confrères en critique musicale : « Vois-tu, Johannès, tu me sembles quelquefois très dur dans ton emportement contre toute musique sans génie. Est-il donc une musique absolument sans génie? Et, en retournant la question, est-il donc une musique absolument accomplie, sinon chez les anges?... Et puis, cher Johannès, le simple désir de faire de la musique, n'est-il pas déjà quelque chose de vraiment touchant, et qui réjouit? (1) » Ainsi l'indulgence d'Hoffmann finissait par s'étendre à toute musique. « Les musiciens, disait-il pour conclure, les musiciens ont raison. » Mais nous avons aujourd'hui quelques musiciens qu'Hoffmann n'a pas connus.

L'interprétation d'*Esther* est supérieure à la musique d'*Esther*. L'éloge de M. Franz (Mardochée) n'est plus à faire, par où nous n'entendons pas qu'il ne faut plus louer M. Franz, sa voix, son chant et sa diction. Tout au contraire. « Ténor de force » autrefois, M. Franz l'est maintenant aussi de douceur, qualité peut-être plus rare. M. Rouard est un artiste autant qu'un chanteur excellent. Puisse le terrible rôle d'Esther épargner la voix, — qui ne s'y épargne point, — de Mme Yvonne Gall! Reconnaissons, comme le fit l'auteur le premier dans une gazette musicale, que « tout le monde a donné les preuves d'un dévouement complet. Songez que choristes et acteurs doivent à chaque instant, à la mode orientale, se jeter pour ainsi dire à plat ventre devant le Grand Roi ». Il n'y a pas de « pour ainsi dire », c'est exactement ce qu'ils ont fait. « Ils n'ont pas hésité à salir leurs vêtements et leurs mains. Ce n'est pas tout. Ils ont dû se livrer à de véritables acrobaties vocales. Songez, — songez encore, — que Mlle Denya, étendue de tout son long, doit lancer un *la bémol*. » Nous

(1) Hoffmann, *Kreisleriana*, traduction de M. Henri de Curzon; chez Hachette.

l'attendîmes, nous le guettâmes, le *la bémol* de la cantatrice étendue. Et nous ne doutons pas qu'elle l'ait lancé en effet. Hélas ! il nous a échappé.

Sur les trois décors d'*Esther*, les deux premiers sont d'une très grande beauté. Les costumes innombrables forment des harmonies magnifiques ou délicieuses. Parmi les auditeurs d'*Esther*, combien je plaindrais les aveugles !

Après l'*Esther* féroce, reposons-nous sur deux autres, « l'innocence et la sagesse même ». Les chœurs, les chœurs seulement, de Racine ont été mis en musique deux fois à notre connaissance : par Jean-Baptiste Moreau pour les représentations de Saint-Cyr, et, de nos jours, par M. Reynaldo Hahn. L'*Esther* de notre temps a souvent bien de la grâce, de l'élégance et de la mélancolie. Claire, facile et très française musique, où des ombres de chez nous, ombres heureuses, lumineuses même, celle d'un Gounod, celle d'un Massenet, passent par intervalles. L'*Esther* contemporaine de la tragédie et composée pour elle est d'une plus noble et plus profonde beauté. Racine le premier, et après lui Mme de Sévigné remarquèrent avec raison que « l'un des plus grands agréments », « l'excès de l'agrément de la pièce » tient au rapport, à la parfaite convenance des paroles et des « airs ». Poésie et musique sont ici du même sentiment, d'un seul esprit, d'un style unique. La déclamation n'y a pas moins de part et de beauté que le chant. Celui-ci ne cesse jamais de mettre la parole en plein relief, en pleine lumière. Avec cela, partout et toujours il demeure un chant. Les « endroits forts » sont justement les plus faibles. Mais la suavité des autres, leur onction et componction est exquise. On y voit se mêler, comme des rayons et des ombres, l'assurance et la timidité, la crainte et l'espoir. A tout cela peu de notes suffisent. Et peu d'instruments : une basse continue, un dessus de violons et çà et là, singulièrement touchante, une flûte plaintive. Il ne faut rien d'autre pour tracer et soutenir ces mélodies ravissantes, soli, duos, trios, que de nobles récits encadrent : « *O rives du Jourdain, ô champs aimés des cieux ! — O repos ! O tranquillité !* » — enfin et peut-être surtout la strophe finale : « *Il s'apaise, il pardonne* », le plus humble, et le plus tendre aussi, des actes d'adoration et d'amour.

Mes filles, chantez-nous quelqu'un de ces cantiques...

Il n'y a pas d'autre mot. Les « cantiques » d'*Esther* sont la perfection du genre, et ce genre est très ancien et très français. Un livre

excellent vient d'en retracer l'histoire. Puisse-t-il en réveiller le goût avec le souvenir (1)!

. . . . . .

Et dans ce pays-ci quinze jours, je le sais,
Font d'une mort récente une vieille nouvelle.

Voilà six semaines déjà que mourut Jean de Reszké. Mais il n'est pas trop tard pour parler encore de lui. Ici même, il y aura bientôt quarante ans, après la première représentation du *Cid* de Massenet à l'Opéra, nous saluâmes ses débuts éclatants. C'est ici que nous tenons à lui rendre aujourd'hui notre dernier hommage. Le grand artiste que nous annoncions naguère, Jean de Reszké le devint tout de suite, plus grand de jour en jour, de rôle en rôle, et même le plus grand qu'aient entendu les gens de notre âge, le plus digne non seulement d'admiration, mais d'estime et d'amitié.

Depuis sa mort nous avons, en mémoire de lui, feuilleté les chefs-d'œuvre dont il fut l'interprète. En chacun de ses personnages nous l'avons évoqué tout entier. Sa voix d'abord, dont on aurait pu dire comme de celle dont Musset pleurait la perte :

C'est cette voix du cœur qui seule au cœur arrive,
Que nul autre que toi ne nous rendra jamais.

Un philosophe de chez nous a très bien défini la musique le rapport entre les belles forces du son et les belles forces de l'âme. Aucun chanteur n'a compris et senti cette correspondance mystérieuse, aucun ne l'a fait sentir et comprendre mieux que Reszké. Musicien accompli par l'intelligence, il l'était aussi par l'amour. L'esprit et l'âme de la musique, de toute musique, habitait en lui, rayonnait hors de lui.

Reszké chantait, comme il les parlait, toutes les langues. Aussi bien son chant n'était que la forme supérieure de la parole et, pour ainsi dire, la parole elle-même exaltée. Quant à notre parole à nous, la parole française, pas un des nôtres ne l'a déclamée, prononcée mieux que cet étranger. Pas un ne lui donna plus de puissance ou de charme. Les Comédiens-Français eussent pu lui dire comme Talma jadis à Nourrit : « Si jamais vous perdez la voix, la voix qui chante, venez chez nous. » Le verbe était le principe et la fin de son art. A chaque mot il donnait la plénitude du sens, à chaque note la perfection du son.

(1) *Le cantique populaire en France*, par M. Amédée Gastoué; 1 vol. Lyon, chez Tanin frères.

Non seulement tout chantait et parlait, mais tout agissait en lui. Ses mouvements, ses gestes, ses attitudes avaient même beauté. Sous les voûtes de la cathédrale de Munster, le Roi-Prophète apparaissait, debout et couronné. Les paroles annonciatrices, maintenant accomplies, revenaient sur ses lèvres : « *Jean, tu régneras... C'est donc vrai !... Je suis l'Élu, le fils de Dieu* ». Il les murmurait en rêve et dans une extase dont son regard, son visage, sa voix même, tout son être enfin, semblait illuminé. Auparavant, de quelle voix encore, vengeresse et miséricordieuse tour à tour, il appelait, tel un autre David, sur ses troupes rebelles, mais bientôt soumises, la colère, puis le pardon du Dieu des armées ! Héros surhumain s'il était Lohengrin ou Siegfried, il mêlait à l'héroïsme d'un Otello, d'un Tristan, d'un Roméo, la plus ardente, la plus poignante humanité.

A Nice, trois mois avant qu'il mourût, un ami, l'un des plus anciens, des plus chers, lui présenta sa fille, une toute jeune fille, et le pria de chanter pour elle ne fût-ce que trois ou quatre notes, afin que plus tard elle se souvînt de l'avoir entendu. Alors, pressant la tête blonde sur sa poitrine, d'une voix admirable encore de puissance et de tendresse, il jeta la fameuse adjuration d'amour : « *Ah! reste, reste encore en mes bras enlacés !* » Et l'« harmonieux vieillard », comme l'eût appelé Chénier, le Roméo des jours lointains dit à l'enfant : « Une fois au moins dans ta vie tu auras été Juliette ! »

Quand nous apprîmes sa mort, il nous sembla que Roméo lui-même venait de mourir. Oui, surtout Roméo. Mais les autres aussi, que nous avons nommés et que nous eûmes si souvent la joie de voir et d'entendre en lui. Sans doute leurs chants sont immortels et ne se tairont point. Mais l'accent que leur avait donné sa voix, nous ne le retrouverons plus.

Depuis les jours de notre jeunesse, que de liens forma pour nous la musique ! La mort les a brisés. Gounod, voilà plus de trente ans, puis Verdi, Boito, Saint-Saëns, Fauré, Jean de Reszké. De grands maîtres, un grand interprète. Les uns dont nous fûmes le disciple, un peu le fils ; les autres, nos compagnons, nos amis, presque nos frères. Il se fait tard. Personne demain ne sera plus là pour aimer encore avec nous ce qu'avec eux nous avons tant aimé.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'arithmétique, une fois de plus, est en défaut : à l'en croire, le succès de M. Marx ne faisait pas de doute ; mais c'est le feld-maréchal Hindenburg qui est élu Président du Reich pour sept ans. Le chef du Centre a bien obtenu à peu près le chiffre de voix que l'addition lui prédisait : 13 740 482 ; mais une vague de fond de l'opinion allemande a fait surgir, le 26 avril, 1 344 000 électeurs et électrices de plus que le 29 mars ; Hindenburg recueille 14 639 967 suffrages. Le candidat communiste, M. Taelmann, qui avait maintenu sa candidature, retrouve, à peine diminuées de 100 000, ses voix du 29 mars (1 789 420), si bien que, manifestement, la responsabilité du succès du militarisme monarchiste incombe, pour une forte part, à la tactique obstinée du communisme allemand, persuadé que la révolution intégrale sortira de la plus complète réaction. Le vieux maréchal a bénéficié aussi de l'appoint des populistes bavarois, malgré leurs sentiments catholiques, le mot d'ordre de Hitler en sa faveur a entraîné une grande partie des racistes. Dans le reste de l'Allemagne, la piété fervente de M. Marx, son attachement au catholicisme romain, ont détourné de son nom, malgré les efforts d'un groupe de pasteurs luthériens, un nombre difficile à évaluer de suffrages. Les souvenirs du Culturkampf ne sont pas éteints ; le nationalisme allemand ne fait pas bon ménage avec le catholicisme qui s'accorde plus volontiers avec les partis démocratiques. La coalition qui a été battue sur le nom de M. Marx aurait semblé parodoxale à un politicien français du Cartel ; les social-démocrates et les démocrates allemands en votant, avec une discipline strictement observée, pour le candidat du Centre catholique ont fait preuve d'un esprit politique et d'un courage dont nos luttes de partis ne connaissent guère d'exemple. C'est une raison pour la *Germania*, organe officiel du Centre, de conclure que si la République a perdu

une bataille, ses champions n'ont aucun motif d'être découragés : « plus de 30 millions d'électeurs, écrit-elle, ont été aux urnes et il n'y en a pas même la moitié qui ait voté pour le « sauveur ». La *Germania* aurait raison, si elle n'oubliait l'essentiel : c'est à savoir que l'Allemagne n'a pas été faite par les suffrages librement exprimés d'une majorité, parlementaire ou plébiscitaire, mais par la victoire de l'armée prussienne et par la volonté de Bismarck.

Pour la première fois la parole a été donnée au peuple allemand pour une claire manifestation de ses volontés et de ses préférences, et il s'en est servi pour affirmer, en votant pour une ombre, sa confiance en ses propres destinées et sa foi en sa propre légende. Hindenburg, qui ne s'est guère montré pendant la campagne électorale, est moins un personnage réel qu'un symbole. « Salut à toi couronné par la victoire ! » L'Allemagne veut ignorer qu'elle a été vaincue. Les gens de l'Est, les Prussiens authentiques, n'ont pas vu la débâcle en France, ils n'ont assisté qu'à la victoire en Russie, à cette longue occupation des pays baltiques et polonais qui n'a pris fin qu'en 1920 et qui, à leurs yeux, continuait le geste national traditionnel, la poussée vers l'Est, la domination sur les races inférieures, slave, lithuanienne, lettone, finnoise. L'élection de Hindenburg est un retour à la tradition, c'est le fil de l'histoire renoué ; elle marque exactement le degré de prussianisation que l'Allemagne a subi. Depuis ce jour de l'année 1849 où le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, ne voulant la tenir que de Dieu et de son épée, refusa la couronne impériale que lui offrait le Parlement de Francfort, l'évolution de l'Allemagne ne s'est pas opérée dans le sens démocratique ; ce sont les rois de Prusse, la noblesse prussienne, l'armée prussienne qui ont forgé l'unité par le fer et le feu. Il y a eu quelque chose de changé en Europe : un élément de dureté, de brutalité jusqu'alors inconnu s'y est introduit, depuis que s'y est développée la monarchie prussienne dont la guerre est « l'industrie nationale ». C'est la force prussienne qui a réalisé, au profit des Hohenzollern, l'État fort, l'État dominateur dont Hegel s'était fait le théoricien. A la suite de ses philosophes, de Fichte notamment, l'Allemagne s'est laissé entraîner à l'adoration de la force, et longtemps ce culte a semblé lui réussir. En 1866, la véritable Allemagne, celle du Rhin, du Mein, de la Saxe, du Hanovre, était du côté des vaincus et reçut la loi du vainqueur prussien. En 1870, l'unité s'acheva, par la volonté de Bismarck, en face de l'ennemi français vaincu et par la détention en commun des terres fran-

çaises d'Alsace et de Lorraine. L'Empire échut à la monarchie prussienne qui sut donner à la nation allemande, après la gloire et la force, la prospérité. L'institution démocratique, le Reichstag élu au suffrage universel, n'était, dans la pensée de Bismarck, qu'un instrument d'unité destiné à brider l'égoïsme des princes et le particularisme des régions. Mais les Prussiens de vieille roche pensent tous ce que disait l'un d'eux : « Le roi de Prusse doit toujours pouvoir dire à n'importe quel lieutenant : prenez vingt hommes et allez dissoudre le Reichstag. » C'est le roi de Prusse, empereur d'Allemagne, c'est l'état-major dominé par l'esprit de caste de la noblesse militaire prussienne qui ont entraîné l'Allemagne dans la guerre; la débâcle a tout emporté, dynastie impériale et royale, dynasties princières, noblesse militaire, état-major plus puissant que le Reischtag. La trame continue de l'histoire s'est trouvée brusquement interrompue par la révolution et une assemblée socialiste, démocrate et catholique a donné à l'Allemagne la constitution de Weimar. La suprématie des « demi-Slaves de Berlin », comme disait alors la *Gazette populaire de Cologne*, était partout honnie, rejetée.

Mais voici que, par l'élection de Hindenburg, le fil est renoué. Le mot le plus juste, c'est le solitaire de Doorn, l'ex-empereur Guillaume, qui l'a dit : « C'est un désaveu de la révolution. » La Prusse, toute l'Allemagne de l'Est, agrarienne et monarchiste, a voté comme un seul homme pour le vieux chef militaire. Il n'est pas vrai que son élection soit due à l'esprit romantique des femmes allemandes; dans l'Est, au contraire, ce sont les associations militaires, les sociétés d'anciens combattants, les sociétés sportives militarisées qui sont allées au scrutin enseignes déployées. Les Prussiens et l'esprit prussien ne s'étaient pas reconnus en M. Jarres, le candidat du premier tour, un homme de l'Ouest, un fonctionnaire qui a servi la révolution; si nationaliste et si luthérien qu'il se soit proclamé, les hobereaux ne trouvaient pas en lui l'homme qui relèverait la tradition bismarckienne. Ils ne voulaient pas non plus de Ludendorf qui, cependant, sous le nom de Hindenburg qu'il ne consultait même pas, a été le vrai chef des armées allemandes; mais c'est un Allemand du Sud, un soldat politicien; on le rend responsable de la déroute et de la révolution; il s'est enfui au Danemark caché derrière de grosses lunettes vertes; il s'est agité, il a créé un parti, tandis qu'Hindenburg n'a rien fait, ne s'est pas montré, si ce n'est, de loin en loin, pour encourager quelque manifestation patriotique et militaire. *Stat magni nominis umbra !*

Physiquement, moralement, le vieux feld-maréchal, Prussien lui-même, est l'incarnation de l'Allemagne prussienne, l'Allemagne des hobereaux, des Hohenzollern et du militarisme. La vieille idole de bois, la « tête à clous », est l'image même du Dieu de la guerre, le symbole de l'Allemagne belliqueuse et conquérante. Personne, même parmi ses adversaires, même parmi les socialistes, n'a osé dire qu'il est le vaincu de la grande guerre. N'a-t-on pas couvert de lauriers l'armée rentrant à Berlin? N'est-ce pas l'ouvrier sellier Ebert qui a dit que l'armée n'avait pas été vaincue? Comment s'étonnerait-on aujourd'hui que la légende soit indéracinable parmi le peuple? Le Dieu de la guerre, le « vieux dieu » germanique, en qui se réincarne l'État déifié de Hegel, n'a rien de commun avec le Dieu de l'Évangile qu'adore M. Marx; il est le symbole de la force allemande qui doit dominer le monde et régenter les autres peuples. Qu'importe que le vieux maréchal ait peu d'idées, s'il n'a pas été compromis par la révolution et s'il représente l'authentique tradition de Bismarck, qui fut, lui aussi, un hobereau prussien, militaire dans l'âme, sanglé dans un uniforme et casqué d'acier, fidèle à son roi, l'homme de la dépêche d'Ems et du Culturkampf, l'ennemi des Français et des Polonais. Voilà l'idole dont la majorité des Allemands a fait un chef national. L'expérience est faite; l'emprise prussienne, militaire et aristocratique, est la plus forte.

La campagne électorale, dans l'Allemagne de l'Est, et notamment en Prusse orientale, correspond à une intense préparation de guerre. A l'est comme à l'ouest de la Poméranie polonaise, que les Allemands et les Anglais appellent le « corridor » de Dantzig, des préparatifs caractérisés de mobilisation et d'attaque s'opèrent; on parle de la marche sur Varsovie comme d'une opération prochaine; l'état-major allemand en étudie sans relâche la réalisation; la minorité allemande, dans les districts polonais, est organisée, armée, prête à soulever quelque incident pour ameuter l'opinion et entamer la préparation morale de l'opération. Déjà, sur les chemins de fer polonais, les accidents se multiplient, évidemment organisés par des sociétés allemandes, et la presse nationaliste en prend texte pour dénoncer l'incapacité de l'administration polonaise. Que la France se trouve momentanément occupée ailleurs, au Maroc par exemple, dont nous parlerons tout à l'heure et où l'on sait que des influences allemandes s'agitent dans l'entourage d'Abd-el-Krim, que l'Angleterre détourne son attention vers les Indes, l'Égypte ou le Pacifique, et les sociétés nationalistes allemandes

déclencheront l'incident qui mettra le feu aux poudres. Les Alliés n'y peuvent obvier qu'en restant fermes sur le Rhin. Voilà les électeurs qui ont voté pour Hindenburg ; voilà le sens de son élection ; voilà les passions auxquelles la présence du vieux maréchal apporte un décisif encouragement.

Sans doute, il existe une autre Allemagne, plus attachée aux institutions démocratiques, plus pacifique ; il y a toujours eu, depuis 1849, il y a plus que jamais depuis 1918, deux Allemagnes. Il ne faut ni les confondre, ni exagérer les différences ; cinquante ans de gloire et de prospérité matérielle ont imprégné l'âme allemande de discipline prussienne. Malgré la bonne volonté de quelques-uns d'entre eux, ni les socialistes, ni les catholiques allemands n'ont réussi à secouer le joug. Il suffit, pour être édifié, de lire les journaux et revues catholiques, par exemple le *Hochland*, dont M. Pierre Waline donnait, dans la *Revue des Jeunes* du 25 avril, des extraits significatifs. C'est, entre autres, le professeur Curtius, de Bonn, qui écrit : « La paix qui nous a été imposée à Versailles est l'œuvre d'une monstrueuse tromperie et d'une foncière animosité masquées par cette trouvaille : l'Allemagne seule responsable de la guerre. Aucun Allemand ne peut être pacifiste si l'on entend par là la reconnaissance du honteux traité de Versailles... La révision de ce traité doit constituer un point essentiel de tout programme politique allemand... Si l'Allemagne est aujourd'hui d'humeur pacifique, c'est par force, non par vertu... Ce que les pacifistes ont au moins le droit d'exiger, c'est la liberté de faire de la propagande en faveur de la paix, tant qu'une amélioration de la situation de l'Allemagne par la violence sera absolument hors de question. » Seul, au Congrès catholique d'Essen, un Autrichien, l'ancien chancelier Mgr Seipel, a eu le courage de faire entendre de sages avertissements : « Les États et les idées qui ont été battus dans la guerre mondiale ne se relèveront pas. Ce qui, en eux, était immortel, ne disparaîtra certes pas, mais cette âme ne ressuscitera pas dans le corps de jadis ; elle habitera un corps nouveau. » Quels arguments invoquaient, durant la campagne électorale, les partisans de M. Marx ? L'apologie de la République et de la démocratie, l'hymne à la paix et à la liberté ? Non. Ils disaient en substance : « Voter pour M. Marx, c'est donner confiance aux Alliés dont l'Allemagne a besoin, c'est gagner l'appui des Anglais et des Américains, dont l'or est encore indispensable au relèvement économique de l'Allemagne, c'est rassurer les Français, hâter l'évacuation de Cologne, faciliter l'annexion de l'Autriche, préparer en Hongrie

la réalisation du Mittel-Europa. » Une telle propagande en dit long sur la mentalité de ceux qui la font et de ceux à qui elle s'adresse. D'ailleurs, l'élection de Hindenburg, ne sont-ce pas les partis démocratiques qui en portent la responsabilité? S'ils avaient eu le courage de reconnaître la défaite de l'armée allemande et les responsabilités du Gouvernement impérial et de la caste militaire dans l'agression de 1914, s'ils avaient affirmé plus nettement, plus honnêtement, les sentiments démocratiques et pacifiques qu'ils s'attribuent, Hindenburg ne serait pas aujourd'hui à la tête de l'Allemagne comme le fourrier de la restauration impériale et de la guerre de revanche. S'ils ne l'ont pas fait, comme l'a tenté Kurt Eisner, c'est qu'ils ont senti que l'opinion ne les suivrait pas. De fait, nombreux sont les catholiques qui, en Bavière surtout, ont voté pour Hindenburg. Les régions où le nom de M. Marx a réuni le plus de suffrages, ce sont celles qu'occupent les garnisons alliées, la Ruhr et la rive gauche du Rhin : tant il est absurde de prétendre, comme on l'a fait en Angleterre, en Italie et parmi les journaux français du cartel, que le nationalisme allemand et le succès d'Hindenburg sont le produit de l'occupation de la Ruhr et de la politique de M. Poincaré. L'élection de Hindenburg, c'est l'Allemagne qui continue, qui reprend son vrai visage. On doit déplorer qu'elle ne soit pas telle que nous la souhaiterions, il ne faut pas regretter qu'elle se montre telle qu'elle est.

Ce qui serait impardonnable, ce serait de méconnaître l'avertissement solennel que la nation allemande nous apporte aujourd'hui. Le Gouvernement de Berlin ne néglige rien pour en atténuer la portée et pour jeter du sable dans les yeux qui s'ouvrent; il trouvera, chez nos alliés et même chez nous, des complicités volontaires ou naïves. Déjà la manœuvre se développe. Avant l'élection, Hindenburg parlait de la revision du plan Dawes; la *Gazette de Cologne* partait en guerre contre la Société des nations et s'opposait à toute démarche de l'Allemagne pour y entrer, tant que sa constitution et ses méthodes ne seraient pas changées. Mais aussitôt après que le suffrage de la majorité des Allemands eut installé, au milieu de l'Europe, comme un épouvantail, la statue colossale de l'ancien généralissime, responsable des atrocités commises sous ses ordres, le Gouvernement de M. Luther éprouva le besoin de rassurer l'opinion anglaise et américaine. Le symbole, en effet, était assez voyant pour éblouir même des aveugles volontaires, comme il en est en Angleterre, à plus forte raison pour

éclairer la masse des Anglais de bonne foi qui n'ont oublié ni la guerre ni leurs morts. Dans un discours, le 29 avril, M. Luther, après avoir, la veille, conféré, avec le nouveau président, s'est appliqué à démontrer que si Hindenburg règne, il ne gouverne pas, que rien n'est changé en Allemagne, ni la constitution de Weimar, ni les offres de pacte adressées par M. Stresemann à la France et à l'Angleterre. Le maréchal prêtera serment à la Constitution le 12 mai, en redingote, sans fifres ni tambours, sans appareil militaire. Mais le discours du chancelier fait aussi des concessions à l'opinion nationaliste triomphante; il sauve l'offre de pacte de sécurité, mais il en fait dépendre l'aboutissement de l'évacuation de Cologne. La presse de tous les partis réclame la publication du rapport de la commission d'enquête sur le désarmement : si les griefs étaient sérieux, disent les journaux, on ne tarderait pas tant à les exhiber. Nous pouvons leur répondre qu'ils ne perdront rien pour attendre, ni en précision, ni en vigueur, et que d'ailleurs ils n'attendront plus longtemps. La presse pangermaniste s'indigne des ménagements du chancelier et rejette tout pacte nouveau qui serait un lien de plus. Entre M. Stresemann et les fauteurs de la candidature Hindenburg une sourde lutte est engagée. Pour le moment, les vainqueurs du 26 avril s'acharnent surtout à enlever la dernière forteresse de la social-démocratie, le ministère prussien. M. Braun et M. Severing sont leurs bêtes noires. Si le cabinet de coalition est prochainement mis en minorité, les nationalistes espèrent qu'une dissolution amènera une diète plus imbue du véritable esprit prussien. La *Gazette de Francfort* (30 avril) ne se satisfait pas des assurances prodiguées par le chancelier; elle demande, pour atténuer le scandale de l'élection du maréchal, des actes et non des mots, par exemple, quelque démarche attestant le dessein de l'Allemagne d'entrer dans la Société des nations.

La *Gazette de Francfort* se donne un soin superflu : il y a quelque chose de plus singulier, de plus inquiétant que l'élection de Hindenburg, c'est la légèreté avec laquelle la presse anglaise et américaine, sauf exceptions, en accueille l'annonce. La plupart des journaux anglais affirmaient, avant l'élection, qu'il s'agissait d'une partie décisive, de la République ou de la monarchie, de la paix ou de la guerre; ils ont à peine pris le temps d'adresser pour la forme quelques remontrances à l'Allemagne militariste, non sans incriminer en même temps M. Poincaré et l'occupation de la Ruhr, puis ils sont revenus avec sérénité à leur campagne en faveur d'un pacte de garantie où entrerait l'Allemagne et dont M. Houghton serait, paraît-il, l'un des

premiers inspirateurs. Les journaux libéraux et travaillistes ont trop répété que l'Allemagne était convertie au pacifisme et à la démocratie pour se déjuger. Les journaux conservateurs se consolent en apercevant dans le conservatisme allemand triomphant une garantie contre le bolchévisme. L'optimisme déconcertant de la presse anglaise dans son ensemble inquiète jusqu'aux journaux du cartel; *le Quotidien* lui-même, sous la plume de M. Pierre Bertrand, écrit : « Si nos alliés anglais, volontairement aveugles et sourds, refusent de comprendre qu'il y a quelque chose d'inquiétant dans le succès remporté par l'Allemagne impérialiste sur l'Allemagne pacifique et démocratique, les suites ne laisseront pas que d'être graves. » Une note Reuter déclare, le 28 : « On demeure d'avis, dans les milieux anglais bien informés, que le Gouvernement allemand s'en tiendra aux propositions déjà faites et aux engagements déjà pris. Il n'y a aucune raison de supposer le contraire. On estime que l'élection de Hindenburg ne doit pas être considérée comme un vote en faveur du prussianisme. » A des affirmations aussi manifestement absurdes, il n'y a qu'une réponse à faire : si l'Angleterre s'obstine à ne pas comprendre, ou à agir comme si elle ne comprenait pas les conditions de la sécurité et de la paix européennes, il faudra bien que les Puissances continentales s'accordent entre elles et avisent sans elle à leurs propres intérêts. L'Angleterre est pressée de se libérer des préoccupations européennes; ses inquiétudes, ses intérêts sont ailleurs; et alors, comme l'autruche, elle cache sa tête derrière une pierre pour ne pas voir ce qui se passe de l'autre côté du Canal.

Elle a, en vérité, de bien autres soucis. Un bill, proposé par M. Winston Churchill et voté par la Chambre des communes le 4 mai, rétablit dans l'Empire britannique l'étalon-or. L'initiative des Dominions, Canada et Afrique du Sud, entraîne la métropole. Le but patiemment poursuivi, sous l'inspiration des financiers de la Cité, par tous les gouvernements anglais, le retour à la parité de la livre avec l'or, est atteint. Quelles en seront les conséquences pour la politique intérieure anglaise? Probablement un accroissement momentané du chômage. Est-ce pour y remédier que M. W. Churchill met en vigueur, pour certaines industries, les tarifs protectionnistes Mac-Kenna, notamment les droits sur les soieries qui, s'ils ne sont pas modifiés, porteront à l'industrie lyonnaise un coup très sensible? Voilà la France qui reste presque seule, en compagnie de l'Italie, de la Belgique et des pays balkaniques, avec une monnaie dépréciée. Ne se trouvera-t-elle pas, à brève échéance, conduite à une opération de

même nature qui, dans les conditions où elle la réaliserait, constituerait une faillite partielle? Nous saurons bientôt, paraît-il, quelles sont, sur ce point, les conceptions de M. Caillaux. En attendant, il est facile de discerner les conséquences du retour à l'étalon-or pour la politique extérieure britannique; il la domine, il l'enferme en d'étroites limites. L'opération n'était possible qu'à la condition d'une entente intime entre l'Angleterre et les États-Unis. Cette entente a été réalisée en janvier, lors du voyage de M. Montagu Norman aux États-Unis. Elle s'étend à tous les domaines; elle met notamment, quoi qu'en dise M. Baldwin, la politique de l'Angleterre dans une stricte dépendance à l'égard des États-Unis. Depuis qu'à la conférence de Washington l'Angleterre a opté entre son alliance ancienne avec le Japon et l'entente amicale avec les États-Unis, la préoccupation dominante du Gouvernement est de ménager, fût-ce à nos dépens, les sympathies américaines. Plus que jamais la politique des deux grands Empires anglo-saxons est liée; plus que jamais, cette conjonction a sa réalisation dans le Pacifique, en face du Japon, de la Chine et de la Russie; plus que jamais, il est certain que, dans ces parages, la paix du monde est menacée; plus que jamais enfin, les États-Unis et l'Empire britannique se détachent de la politique européenne; ils sont si pressés de la liquider qu'ils sont devenus incapables de la voir telle qu'elle est, tant ils voudraient qu'elle fût telle qu'ils la souhaitent.

C'est à la lumière de ces constatations qu'il convient de juger le discours qu'a prononcé le 4 mai au banquet des *Pilgrims*, le nouvel ambassadeur des États-Unis à Londres, M. Houghton. C'est la tradition qu'en souvenir des Pèlerins de la *Mayflower* soit célébrée chaque année l'amitié anglo-américaine. M. Baldwin n'a pas manqué à cette règle. Quant à M. Houghton, qui passe pour l'interprète de la pensée de M. Calvin Coolidge, il a prononcé, sur un ton d'homélie, un discours qui a le défaut de n'être pas clair et l'inconvénient de paraître encourager l'Allemagne dans la voie dangereuse de la revision des traités. L'ambassadeur des États-Unis à Londres semble vouloir apprendre à vivre à l'Europe continentale; il nous enseigne que « la bonne foi est le ciment qui maintient l'édifice de la civilisation »; les Français sont de cet avis. Ils pensent aussi que la première condition d'une coopération entre les États, c'est la solidarité, à l'égard des autres pays, des gouvernements divers que la vie des partis peut amener au pouvoir. Pour avoir manqué aux engagements pris par le Tsar, le gouvernement des Soviets

a soulevé l'indignation générale, notamment chez les Américains. Lorsque les États-Unis ont envoyé à Paris le plus haut magistrat de leur pays pour négocier un traité et lorsque, le traité signé, ils ont refusé de le ratifier, ils ont manqué à l'une des règles les plus essentielles des relations internationales ; ils sont donc peu qualifiés pour donner aux autres peuples des leçons de morale politique. Cela dit, nous souscrivons volontiers aux aphorismes imprécis de l'ambassadeur ; nous espérons avec lui que « le temps des méthodes et des politiques destructives est fini et que le temps de la reconstruction pacifique est venu » ; il est venu pour nous depuis le 11 novembre 1918, et c'est la carence des États-Unis et l'opposition de l'Angleterre qui ont, la plupart du temps, rendu vains nos efforts. Nous enregistrons la promesse « d'aider ceux qui essayent de s'aider eux-mêmes » ; nous avons dépensé cent milliards de notre propre substance pour reconstruire chez nous une partie de ce qu'avaient détruit nos agresseurs ; il est difficile de s'aider soi-même plus efficacement. Retenons surtout, des paroles échangées au banquet des « Pèlerins », l'affirmation d'une coopération de plus en plus étroite entre l'Angleterre et les États-Unis.

L'abominable guet-apens qui, le 24 avril, à Montmartre, a coûté la vie à quatre membres de la Ligue nationale patriotique, massacrés froidement par les communistes organisés, militarisés et armés, et fait quarante blessés, a, au premier abord, soulevé, sauf parmi les communistes, la réprobation générale. Le Gouvernement a promis justice et participé officiellement aux obsèques des victimes. L'enquête a établi la préméditation et l'absence de toute provocation ; elle a saisi, chez des communistes notoires, de précieux renseignements sur la mobilisation du parti et la préparation du coup de force qui doit amener en France l'âge d'or à la mode russe en commençant par verser des flots de sang. Le danger est sérieux ; il s'évanouirait, si le Gouvernement, comme il le promet, faisait son devoir. « La question est de savoir si, comme le disait dernièrement le roi d'Espagne à MM. Jean et Jérôme Tharaud, le parlementarisme est capable de défendre l'ordre contre l'esprit soviétique. » La presse du cartel, tout en réprouvant les communistes, demande la dissolution de toutes les ligues et affecte de mettre sur le même plan les associations patriotiques ou de défense religieuse et les organisations révolutionnaires subventionnées par Moscou. *L'Humanité* réclame l'interdiction de toute manifestation nationale : « la rue ne doit appartenir qu'aux travailleurs » ; et le ministre de l'Intérieur semble obéir à

ces injonctions en interdisant le cortège traditionnel du 10 mai à la statue de Jeanne d'Arc. Serait-ce que le cartel a besoin, au scrutin de ballotage pour les élections municipales, du concours des communistes? Le premier tour de scrutin, le 3 mai, a été nettement défavorable aux révolutionnaires. Paris est resté en grande majorité républicain et national. Dans les départements, gains et pertes semblent se balancer, autant qu'on en puisse juger par les statistiques truquées du Ministère de l'Intérieur, avec une sensible diminution des voix cartellistes. Ce qui apparait clairement c'est la volonté du pays de ne pas aller à la révolution où les complaisances des radicaux pour les socialistes et des socialistes pour les communistes le conduisent.

Au Maroc, comme il était à prévoir, les conséquences des échecs et du recul des Espagnols se produisent. Trois tribus riffaines cantonnées entre l'oued Ouergha et la frontière de la zone espagnole, travaillées par les émissaires d'Abd-el-Krim, sont entrées en dissidence les 26, 27 et 28 avril : ce sont les Sless, les Hodja de Mosbach, les Reghioua et une partie des Mejziat, appuyés par des contingents riffains, en tout une vingtaine de mille hommes, munis d'armes, de canons et même de quelques avions. La première ligne de nos postes a été débordée et franchie à l'improviste; l'extrême pointe des Riffains a pénétré, entre Fez et Taza, jusqu'à une quinzaine de kilomètres du chemin de fer. Trois groupes, comprenant 18 bataillons, 6 escadrons, 12 batteries, se sont aussitôt formés, et déjà sous la haute direction du maréchal Lyautey, ils ont refoulé l'adversaire, malgré sa bravoure et sa ténacité, en lui infligeant de grosses pertes. Mais des émissaires riffains parcourent tout le Nord du Maroc et il n'est pas certain que d'autres tribus ne se laissent pas ébranler. Pourquoi, d'ailleurs, cette offensive soudaine? Faut-il y chercher quelque connexion avec les événements européens? N'est-ce qu'un effort des Riffains, toujours belliqueux, pour se ravitailler, pour piller, pour se donner de l'air, parce que le blocus espagnol leur ferme la mer? L'avenir le dira. La promptitude et l'énergie de la répression vont calmer leur ardeur. Mais l'offensive d'Abd-el-Krim pose avec une nouvelle acuité la question de nos rapports avec le Maroc espagnol. Là, comme ailleurs, la France ne veut que paix, sécurité et travail.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

á
n
n-
nt
té
es
s-
i-
la
es
n-

es
n-
e,
i-
n,
ts
le
es
f-
o-
s,
la
e,
s.
il
r.
er
un
ur
ur
la
n.
le
x,